

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°291

JUIN 2009

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

JUIN 2009

- ELECTIONS LEGISLATIVES AU KURDISTAN D'IRAK : TOUTES LES LISTES OFFICIELLEMENT DEPOSEES
- LE RESULTAT DES ELECTIONS PRESIDENTIELLES EN IRAN FORTEMENT CONTESTE PAR LA RUE
- LA NOUVELLE CONSTITUTION ADOPTEE PAR LE PARLEMENT D'ERBIL
- ANKARA : LES QUATRE POLICIERS MEURTRIERS D'AHMET ET UGUR KAYMAZ ACQUITTES
- LE MONASTERE DE MAR GABRIEL PERD SON PROCES CONTRE L'ETAT TURC
- BAHMAN GHOBADI ARRÊTE EN IRAN PUIS RELÂCHE
- CULTURE : FESTIVAL DE CINEMA A MARDIN, THEÂTRE KURDE A VAN

ELECTIONS AU KURDISTAN : TOUTES LES LISTES OFFICIELLEMENT DEPOSEES

Le 25 juillet prochain, environ 2 millions et demi d'électeurs de la Région du Kurdistan vont se rendre aux urnes à la fois pour renouveler le parlement et élire un président. Pour le parlement, 24 partis politiques (dont 5 listes d'alliance) et des personnalités indépendantes sont en lice pour les 111 sièges de députés (11 réservés à plusieurs minorités ethniques et religieuses), ce qui fait un total de 507 candidats aux législatives.

La liste principale est la liste Kurdistani, fruit de l'alliance des deux grands partis kurdes, le PDK de Massoud Barzani et

l'UPK de Jalal Talabani. Ces deux grands partis historiques, longtemps rivaux, sont réconciliés depuis 2003 et font bloc à la fois à Bagdad et à l'intérieur de la Région contre des partis qui, jusqu'ici, n'avaient pas beaucoup de poids, comme les partis religieux ou ceux d'extrême-gauche. Cette année, ils doivent faire face à un troisième concurrent un peu plus sérieux, la liste de Nawshirwan Mustafa, « Goran » ou « Changement » qui prône la réforme des institutions et du système politique, alors que la liste Kurdistani joue surtout la carte de la conservation des acquis, de la prudence politique face aux futurs défis et de l'expérience historique de ses

leaders. Cela dit, on trouve peu de différence entre les programmes du PDK-UPK et de la liste Goran. Il est à noter que Nawshirwan Mustafa n'est pas candidat à la présidentielle et que le changement concerne surtout la politique interne du Kurdistan et surtout celle de l'UPK. Il vise un électorat composé d'anciens électeurs de ce parti et aussi de jeunes citoyens kurdes désireux de mettre fin à la mainmise des vétérans de la politique kurde sur les affaires du pays.

La liste du Service et de la Réforme est une coalition un peu hétéroclite de 4 partis politiques : Deux partis islamistes, l'Union

islamique du Kurdistan (proche des Frères musulmans) et le Groupe islamique du Kurdistan (anciennement lié au groupe terroriste Ansar al-Islam mais assagi depuis en ce qui concerne le terrorisme quoique toujours soupçonné de liens étroits avec l'Iran), et deux partis de gauche laïcs, le Parti social-démocrate du Kurdistan, anciennement lié à la liste Kurdistani, et le parti du Futur, qui résulte d'une scission avec le parti des Travailleurs (proche de l'UPK). Leur mot d'ordre est la lutte contre la corruption et une plus grande participation des femmes dans la vie publique de la Région.

La liste du Parti conservateur du Kurdistan est menée par Zaïd Surtchi. C'est en fait un groupe de leaders tribaux, dirigé par la tribu Surtchi qui, depuis 1996, époque de la guerre civile, considère avoir une « dette de sang » avec les Peshmergas du PDK de Massoud Barzani. Longtemps soutenus par l'UPK, ils font maintenant cavaliers seuls. La tribu des Surtchi se répartit entre Erbil, Duhok et Mossoul.

La liste du Mouvement islamique du Kurdistan fondé en 1979 par Sheïkh Uthman Abdul-Aziz regroupe des mollahs sunnites. Le Mouvement a été très implanté à Halabja et dans la région autour de la ville, faisant de leur fief un petit *Islamistan*, nettoyé par l'UPK en 2003.

La liste de la Justice sociale et de la liberté est une alliance de 6 partis de gauche : le Parti communiste du Kurdistan, le Parti des travailleurs, le Parti du travail indépendant du Kurdistan, le Parti pro-démocrate du Kurdistan et le Mouvement démocratique du peuple du Kurdistan. Leurs principales revendications sont l'égalité des droits entre hommes et femmes, résoudre la crise du logement,

donner priorité au secteur agricole et à la laïcité

La liste de la Jeunesse indépendante est menée par Hiwa Abdul-Karim Aziz un journaliste de 30 ans. La liste rassemble des avocats, des professeurs d'université, des journalistes et réclame une plus grande participation de la jeunesse aux affaires du pays.

Le Mouvement de la Réforme au Kurdistan est mené par Abdul-Musawwar Barzani. Il veut lutter contre la corruption et axe sa campagne sur le respect des droits de l'homme.

La liste de la Progression est menée par Halo Ibrahim Ahmed, beau-frère de Jalal Talabani, qui est aussi candidat aux présidentielles. Il promet d'améliorer le niveau de vie des Kurdes et que ses candidats, s'ils sont élus, rempliront leurs promesses dans une durée de 6 mois ou bien démissionneront. Halo Ibrahim Ahmet était lui aussi un ancien membre de l'UPK et en a démissionné pour former son parti. Il vivait surtout en Suède et en Grande-Bretagne.

La liste du Parti national démocratique du Kurdistan fondé en 1995 milite pour un « Grand Kurdistan » qui regrouperait les Kurdes d'Irak, de Turquie, de Syrie et d'Iran. A ses débuts, il était proche du PKK mais s'en est éloigné depuis pour se rapprocher du PDK. Son discours est toujours très hostile à la Turquie.

Le Parti des Travailleurs et employés du Kurdistan existe depuis 14 ans. C'est un parti de gauche et sa campagne insiste beaucoup sur la justice et les droits pour tous.

La Liste de l'avenir radieux au Kurdistan est menée par le Dr. Muhammad Saleh Hama Faraj,

qui a vécu en Grande-Bretagne de 1980 à 2008. Il souhaite la réécriture d'une nouvelle constitution.

Le parlement kurde réserve 5 sièges aux Turkmènes. 4 listes turkmènes sont concurrentes. La liste des Turkmènes d'Erbil est menée par Mahmud Tchalabi, un ancien membre du Front turkmène, qui a fait sécession. Cette liste réclame le rattachement de Kirkouk à la Région et est contre toute interférence turque dans les affaires du Kurdistan.

La Liste turkmène de la Réforme est menée par Abdul Qadir Zangana, qui veut renforcer le rôle des Turkmènes dans la vie politique de la Région. Il est proche du Front turkmène de Kirkouk et donc opposé au rattachement de cette province à la Région du Kurdistan.

Le Mouvement démocratique turkmène au Kurdistan a été fondé en 2004 et est mené par Karkhi Alti Barmak avec d'anciens membres du Front turkmène, le parti pro-turc de Kirkouk. Ayant opté pour une alliance avec les Kurdes ils souhaitent à présent le rattachement de Kirkouk à la Région, et sont opposés à la Turquie.

La Liste indépendante turkmène est menée par Kanhan Shakir Aziz. Selon lui, les Turkmènes sont en majorité à Kirkouk, qui doit donc être déclarée région indépendante.

5 sièges sont réservés aux chrétiens et 4 listes chrétiennes sont en lice. La Liste chaldéenne unifiée est une alliance du Parti de l'Union des Chaldéens et du Conseil national chaldéen. Ils étaient alliés à la liste PDK-UPK en 2005.

La Liste de l'autonomie chaldéenne syriaque assyrienne est

une alliance de la branche assyrienne-chaldéenne du Parti communiste irakien et du Parti patriotique assyrien (dont le secrétaire général est ministre du Tourisme de la Région). Elle réclame une autonomie pour les districts chrétiens de Ninive-Mossoul, au sein de la Région du Kurdistan.

La liste Al Rafidain est celle du Mouvement démocratique assyrien menée par Yunadam Kanna, le seul député chrétien élu au parlement irakien, qui connaît des alliances politiques assez fluctuantes et est contesté dans son parti. Anciennement soutenu par la Région, il a semblé se

rapprocher des nationalistes arabes l'année dernière. Il refuse une région autonome chrétienne pour Ninive-Mossoul qui serait rattachée au Kurdistan. Dans cette campagne, il insiste sur l'emploi renforcé de chrétiens dans les forces de sécurité de la Région kurde.

Le Conseil national des Chaldéens Syriaques Assyriens est mené par Sarkis Aghajan Mamendo, ancien ministre des Finances et de l'Economie du GRK, pilier de la « politique chrétienne » de la Région. Son mouvement est souvent vu comme la branche chrétienne du PDK, Sarkis Aghajan étant très

proche des Barzani. Il veut une autonomie chrétienne à Ninive-Mossoul au sein de la Région.

Un siège est réservé aux Arméniens, qui comptent 200 familles à Zakho. 3 candidats arméniens se présentent : Aram Shahine Dawood Bakoyan, Eshkhan Malkon Sargisyan et Aertex Morses Sargisyan.

Al Ammal, la liste qui présentait la branche du PKK pour le Kurdistan d'Irak, le PÇDK, a été interdite d'élections par les autorités judiciaires de Bagdad, comme l'a annoncé la Haute Commission électorale indépendante irakienne.

LE RESULTAT DES ELECTIONS PRESIDENTIELLES EN IRAN FORTEMENT CONTESTE PAR LA RUE

Contrairement aux précédentes élections dont le large boycott de l'électorat réformiste avait permis au conservateur Ahmadinejad de l'emporter, ces élections présidentielles ont été intensément suivies en Iran et les observateurs présents ont noté une large participation, le 12 juin, jour du scrutin.

Sur une liste de candidats agréés par le Conseil des gardiens de la Révolution et le Guide suprême, seuls Ahmadinejad, le président sortant, et Hossein Mousavi pouvaient espérer l'emporter, ce dernier étant vu comme le grand favori.

Mais quelques jours avant le vote, Amir Taheri, un journaliste iranien en exil, rappelait dans un article publié dans le journal *Asharq Alawsat* que la victoire de Mousavi n'était pas si assurée. Amir Taheri rappelait en effet que le pouvoir dans ce pays était réellement détenu par Khamenei, le Guide suprême. Or, Ahmadinejad ayant été sou-

tenu dans cette campagne par le Guide, voter contre lui équivalait à voter contre le Guide, ce que le pouvoir iranien ne peut tolérer.

Cette analyse était confirmée par Yves Bonnet, ancien directeur de la DST (Direction de la sécurité du territoire), auteur d'ouvrages sur l'Iran, dans une interview donnée à France Soir : « ... dans l'organisation politico-administrative de l'Iran, les élections ne jouent pas le rôle qu'elles ont en Occident. La seule élection véritable est celle du Guide suprême, dont le rôle est fondamental et qui cumule la totalité des pouvoirs dans un Etat, au niveau de l'exécutif, du constitutionnel et du législatif comme du judiciaire et du religieux. L'absolutisme est donc total, et le théocratisme absolu, au point de reléguer l'Ancien Régime français au rang des régimes particulièrement libéraux... Tout ce qui se fait en Iran ne peut se faire qu'avec l'aval du Guide suprême. Le système est très clair : une personne régit tout. »

Selon Yves Bonnet, la liste des

candidats retenus montre que l'ayatollah Khamenei a tout fait pour la réélection d'Ahmadinejad, en détaillant le parcours peu reluisant de la majorité des candidats, le religieux Mehdi Karoubi excepté : « *Ahmadinejad, surnommé « l'homme aux 1000 coups de grâce » puisqu'il achevait les condamnés dans la prison d'Evin ; Mohsen Rezai, ancien chef des pasdaran (un peu l'équivalent des Waffen SS du régime hitlérien), qui fut conseiller pour la sécurité de Rafsandjani et fait l'objet d'un mandat d'arrêt international ; Hossein Moussavi enfin, ex-Premier ministre de Khomeyni, l'homme sous le regard duquel se sont perpétrés les massacres d'août 1988 quand 30.000 personnes furent tuées. En fait, le Guide suprême fait tout pour favoriser l'élection d'Ahmadinejad.* »

De fait, dès le lendemain du scrutin, le président sortant fut annoncé vainqueur avec 64% des voix. Ces résultats ont été alors immédiatement dénoncés par les autres candidats, Hossein Mousavi et Mehdi Karoubi en tête, tandis que la rue iranienne

explosait en manifestations spontanées. Très vite les accusations de fraude se multiplièrent, tandis que les chefs d'Etat étrangers restaient, pour la plupart, relativement prudents dans leurs déclarations.

Rapidement, les manifestations de protestation se heurtèrent aux violences des forces de l'ordre et des milices bassidji et des chiffres donnés en secret par des employés du ministère de l'Intérieur ont été repris par plusieurs sources, dont radio Farda, Voice of America, radio Zamane : Musavi serait arrivé en tête avec 19 millions de voix, en second, Mehdi Karroubi avec 13.3 millions et seulement en 3ème position Ahmadinejad, avec 5.7 ; Rezayi aurait obtenu 3.5.

L'ampleur des protestations dans la plupart des grandes villes d'Iran semble confirmer ce score, qui ne signifie pas forcément un soutien inconditionnel envers Mousavi (dont les appels à ne pas manifester ont été souvent conspués par les étudiants), qui est aussi un homme du régime, mais plutôt un rejet du système et surtout de la présidence d'Ahmadinejad. De plus, Hussein Mousavi a mené une campagne habile, contournant les censures et les obstacles policiers, comme l'explique un des innombrables blogueurs anonymes qui se sont exprimés de Téhéran, soit via Internet ou Twitter, sur les événements auxquels ils assistaient en direct, alors que les journalistes étrangers étaient consignés ou expulsés :

« Beaucoup de gens ne connaissaient rien des candidats. Tout ce qu'ils savaient de Karroubi et de Mousavi était que Karroubi est un mollah et que Mousavi porte un costume civil (et que donc il doit être plus moderne). Mousavi a eu beaucoup plus d'argent que Karroubi, et

il a été très bon dans sa campagne. Prendre pour symbole la couleur verte était un coup de génie. Cela a rendu sa campagne publicitaire peu chère et facile. Une fois, à un meeting de Karroubi nous chantions des slogans sur la place Vali Asr. Les supporters d'Ahmedinejad nous ont attaqués. Ils ont coupé l'électricité de sorte que Karroubi ne puisse plus parler. Mais les supporters de Mousavi n'avaient qu'à porter la couleur verte. Cette couleur est devenue la couleur du « Non à Ahmedinejad. »

Ainsi, deux footballeurs iraniens ont porté un brassard vert avant un match se déroulant en Corée du Sud, retransmis à la télévision. Ils ont été interdits de jeu à vie mais l'impact d'une telle « révolution », menée à l'aide d'images vidéo diffusées dans le monde entier via You Tube, Daily Motion, Facebook, a frappé l'opinion publique par le caractère particulier de cette dissidence en images et en courts messages (un phénomène qui avait déjà eu lieu en Birmanie ou au Tibet) que n'a pu arrêter complètement la censure étatique. La mort en direct d'une jeune fille à Téhéran, frappée d'une balle en plein cœur par un milicien basidji a aussi fourni une icône à ce mouvement, et le visage ensanglanté de Neda Salehi Agha Soltan a fait rapidement le tour du monde, tandis que des veillées avec des bougies étaient organisées aussi bien en Iran qu'à l'étranger.

Bien que l'ampleur du mouvement ait pu surprendre le régime, certains analystes y voient aussi une occasion, pour le Conseil des gardiens de la Révolution, « d'épurer » leurs rangs en arrêtant et intimidant les mollahs « réformateurs » proches de Mousavi ou Karroubi. Ainsi, pour Aaron Rhodes, porte-parole de l'International Campaign for

Human Rights in Iran, « les services iraniens et les forces de sécurité profitent des manifestations publiques pour mener ce qui semble être une purge majeure des individus favorables aux réformes, dont les vies pourraient être menacées en détention. » Aaron Rhodes cite notamment le cas de Saeed Hajarian, ancien conseiller de Mohammad Khatami, qui avait soutenu la candidature de Hossein Mousavi. Diminué physiquement par une tentative d'assassinat qu'il avait essuyée 9 ans auparavant, Hajarian a besoin de soins médicaux constants et son arrestation récente met ainsi sa vie en danger. Il y a aussi la mort suspecte, dans un accident de voiture, de Mohammad Asgari, un responsable de la sécurité des communications au ministère de l'Intérieur. Asgari était soupçonné de détenir (et d'avoir diffusé) les preuves de la fraude électorales et les résultats qui donnaient Mousavi vainqueur.

Pour le moment, l'ayatollah Khamenei ne semble pas vouloir céder d'un pouce et se réfère toujours à Ahmadinejad comme étant « le président élu », malgré un simulacre de recomptage des voix dans certains secteurs, qui s'est conclu par la confirmation de la réélection du président sortant. Khamenei a catégoriquement rejeté les demandes de Mousavi et de Karroubi sur l'annulation du scrutin.

Les provinces kurdes d'Iran ont aussi emboîté le pas à l'agitation partie de la capitale, même si manifester dans une ville de moyenne importance est bien plus dangereux qu'à Téhéran. Dès le 16 juin, les sit-in d'étudiants commençaient à l'université Avicenne de Hamadan, malgré les attaques des forces de sécurité et l'arrestation de 12 étudiants. A

Kermanschah, la population a défilé dans les rues en scandant des slogans hostiles au régime. Là aussi, les forces de sécurité et des agents en civils ont chargé les manifestants, en blessant un certain nombre et procédant à des arrestations.

Le 23 juin, la ville kurde de Saqiz était presque totalement paralysée par une grève générale, avec 80% des magasins qui avaient baissé leurs rideaux dans les avenues principales. Au cours de la journée, la fermeture des boutiques s'est progressivement étendue à toute la ville. Le même jour, à Marivan, le bazar était également fermé en signe de grève, malgré les patrouilles intensives des forces de l'ordre et des agents en civil, qui empê-

chent tout attroupement. A Sanandadj, les Gardiens de la Révolution surveillent la ville et ont installé des caméras qui filment 24h sur 24 les principaux carrefours et place. Mais 3000 personnes se sont rassemblés le lendemain dans cette même ville pour organiser une veillée mortuaire à la mémoire de Neda Salehi Agha Soltan, avec des bougies et la photo de la victime. La commémoration a été interrompue par l'assaut des forces de sécurité qui ont dispersé les manifestants avec des gaz lacrymogène.

A Kermanschah, un couvre-feu a été instauré dès le 24 juin. Tout rassemblement de plus de 3 personnes a été interdit à partir de 16 h. Un régiment de l'armée

habituellement posté à la frontière a été envoyé en renfort. Cela n'a pas empêché d'autres manifestations d'avoir lieu, notamment lors des funérailles d'un jeune étudiant Kurde, Kianoosh Assa, mort en détention sous la torture. 6000 personnes suivaient le cortège et se sont heurtées avec les forces de l'ordre. Ce n'était pas la première victime kurde. Le 18 juin, la famille de Farzad Jachni, 17 ans, originaire de la province d'Illam, était enterré en secret dans la ville d'Abdanan (Illam), alors qu'il avait été tué à Téhéran par les miliciens du régime. Les forces de sécurité ont obligé la famille du jeune homme à garder le silence sur sa mort et à procéder à des funérailles quasi-clandestines

LA NOUVELLE CONSTITUTION KURDE ADOPTÉE PAR LE PARLEMENT D'ERBIL

Le 24 juin le Parlement kurde a voté et approuvé par 96 voix sur 111 (97 présents) la nouvelle constitution de la Région du Kurdistan d'Irak. 7 députés ont refusé de prendre part au vote, non pour des raisons tenant au texte lui-même mais en alléguant de ce que la légalité de ce parlement a expiré le 4 juin. En effet, les élections initialement prévues en mai ont été reportées au 25 juillet, pour des problèmes techniques et budgétaires qui dépendaient de l'Irak et de sa Haute Commission électorale. Les 7 députés protestataires se présentant sur des listes concurrentes à la liste qui détient actuellement la majorité du parlement, dont celle de Nawshirwan Mustafa, auraient préféré voter en tant que membres parlementaires nouvellement élus dans leur liste.

Mais le principal effet d'annonce de cette constitution a été la

revendication de Kirkouk et des autres districts kurdes mentionnés dans la constitution irakienne (art.140), dans la définition des frontières du Kurdistan d'Irak : « *Le Kurdistan d'Irak est une entité géographique et historique qui comprend les provinces de Dohouk, Souleimaniyeh, Erbil et Kirkouk* » ainsi que 11 autres places situées dans les districts à majorité kurde des provinces de Ninive-Mossoul et de Diyala (comme Khanaqin). Concernant ses habitants, « le Kurdistan est composé de Kurdes, Turcomans, Arabes, Syriques, Chaldéens, Assyriens, Arméniens et d'autres citoyens vivant dans cette région ». Au sujet des religions, le texte dit « *reconnaître et respecter l'identité islamique de la majorité du peuple du Kurdistan en Irak* » et la totalité des « *droits religieux des chrétiens et des yézidis* ». Comme la constitution irakienne, la constitution kurde reconnaît l'islam comme source principale de la législation (art. 6), ce qui est un recul par rapport à la

volonté des Kurdes d'imposer, en 2004, la laïcité dans la loi pour la constitution irakienne, tout en énonçant, comme dans la constitution irakienne qu'aucune loi contraire à la démocratie et aux droits de l'homme ne peut être votée, ce qui est une façon de contrer la charia dans ses dispositions les plus conservatrices.

Les langues kurde et arabe sont les langues officielles de la Région, tandis que le turkmène et le syriaque seront langues officielles dans les zones où elles sont parlées par la majorité des habitants.

Le système politique de la Région du Kurdistan est parlementaire, républicain et démocratique, selon l'article 1 de la constitution, qui en comprend 122. L'ancien « Chef » de la Région du Kurdistan en 1992 est aujourd'hui le Président, élu au suffrage direct, et toujours commandant direct des Peshmergas (articles 60 à 65). Son mandat est

de 4 ans et il peut être réélu une fois. Il a le pouvoir de proposer des lois et des amendements au Parlement ; délivrer des décrets présidentiels pour dissoudre le Parlement dans les cas mentionnés par la constitution; déclarer l'état d'urgence après consultation avec le président du parlement et le Premier ministre en cas de guerre, d'invasion, de désastres naturels, d'épidémies.

L'article 8 rappelle à Bagdad ses limites en tant que gouvernement central : aucun accord international passé avec l'Irak et concernant la Région du Kurdistan ne peut être valable s'il n'est pas approuvé par la majorité des députés kurdes, ce qui peut concerner le domaine des hydrocarbures et leur exploitation, grand sujet de litige avec Bagdad, mais aussi un éventuel accord militaire passé entre l'Irak et des troupes étrangères sans l'accord de la Région.

Dans le sens inverse, la constitution permet à la Région du Kurdistan de signer des accords avec d'autres pays ou régions qui devront être ultérieurement approuvés par le gouvernement fédéral. Si ce n'est pas le cas, les accords ne seront pas appliqués. Mais l'article précise que les accords devront être refusés à Bagdad « pour des raisons légales ou constitutionnelles ». Comme la constitution irakienne est assez large et assez floue sur beaucoup de questions, notamment les pouvoirs fédéraux, cela laisse une marge de manœuvre à la Région pour passer outre le veto.

La constitution reconnaît à tous les citoyens la garantie de leurs droits. Tout aveu extorqué par la torture ou par la menace ne pourra être pris en considération. Les civils ne peuvent être traduits devant un tribunal militaire et les détentions arbitraires

sont illégales. Les tribunaux d'exception sont interdits par l'article 84. Les juges et les membres du parquet ne peuvent être membres de partis politiques.

Dans une conférence de presse, le président du Parlement kurde Adnan Mufti a qualifié la journée "d'historique pour le peuple du Kurdistan qui possèdera désormais sa propre Constitution et pourra ainsi exercer ses droits".

La constitution sera soumise au référendum dans la Région du Kurdistan. La date du 25 juillet avait été d'abord avancée (en même temps que les présidentielles et les législatives) mais la Haute Commission électorale a jugé que c'était techniquement infaisable et la date d'un tel référendum est donc repoussée à une date inconnue.

La définition sans équivoque des frontières du Kurdistan d'Irak a suscité immédiatement l'hostilité des partis nationalistes arabes en Irak ainsi que l'embarras de l'administration américaine. Le 30 juin, 50 députés irakiens, menés par le nationaliste Ossama Al-Nudiafi, qui vient de remporter les élections provinciales à Mossoul, ont signé une pétition condamnant la constitution kurde. « Non seulement elle n'est pas compatible avec la constitution fédérale mais elle la viole et donne à la Région plus de pouvoir qu'à Bagdad... Cette constitution attise la haine entre les différentes composantes de l'Irak et constitue une provocation à l'égard des voisins de l'Irak en essayant de bâtir un « grand Kurdistan ».

Parmi les députés pétitionnaires, on compte d'autres sunnites, comme Omar al-Juburi du Front de la Concorde, le principal bloc sunnite ou bien des membres du

groupes sadriste chiite, comme Fawzi Akram qui juge que « cette constitution va mener à une crise dans les relations entre les différentes composantes du pays. »

Le prochain retrait américain attise les tensions et les craintes des différentes communautés de Kirkouk « Les Arabes de Kirkouk craignent que les forces de sécurité (kurdes) de la province qui travaillent pour les partis politiques prennent le contrôle de la ville après le retrait des forces américaines » déclare ainsi Mohammad Khalil al-Juburi, à la tête du « Bloc arabe » de la ville. « Même si la situation est stable aujourd'hui, du point de vue de la sécurité, il n'y a pas de participation équitable (entre les différentes communautés) dans ce secteur et c'est ce qui nous inquiète. »

La « participation équitable » au pouvoir, principale revendication des Arabes de Kirkouk, est en fait une distribution à parts égales dans les conseils provinciaux entre les communautés kurde, arabe et turkmène, sans égard à la démographie réelle et donc au fait que les Kurdes y sont largement majoritaires. C'est pourquoi les élections de ce conseil ont pour le moment été repoussées, les Arabes et les Turkmènes refusant une répartition des sièges à la proportionnelle.

Bien que l'armée irakienne tente, au moyen d'envoi de troupes, de reprendre le contrôle des régions disputées, comme Kirkouk et Khanaqin, pour le moment sécurisées par les Peshmergas, l'insuffisance des pouvoirs publics irakiens dans le domaine de la sécurité et des infrastructures n'est pas non plus pour rassurer la population après le départ des troupes américaines. Comme l'explique Turkan

Shukur Ayoub, une Turkmène siégeant au Conseil de province de Kirkouk, « le gouvernement doit renforcer l'armée à Kirkouk après le retrait des USA car la police est faible et manque d'équipements. Nous espérons qu'ils nous écouteront et enverront des troupes supplémentaires. »

Mais ce n'est pas l'avis d'Ahmad al-Askari, un Kurde lui aussi membre du Conseil, qui se dit confiant sur la manière dont la police de Kirkouk pourra assurer la sécurité. Un autre conseiller kurde, Azad Jibari souligne que les Asayish (services de sécurité kurdes) devraient être plus impliqués

dans la protection de la ville, en raison de leur compétence dans la lutte contre le terrorisme.

Selon les chiffres des forces de sécurité, il y a actuellement 11.500 policiers à Kirkouk, dont 35% d'Arabes, 35 % de Kurdes, 28% de Turkmènes, avec quelques chrétiens.

ANKARA :

LES QUATRE POLICIERS MEURTRIERS D'AHMET ET UGUR KAYMAZ ACQUITTÉS

Ln novembre 2004, l'assassinat par des policiers turcs d'Ahmet Kaymaz, âgé de 31 ans, et de son fils Ugur, âgé de 12 ans avait fait un certain bruit. Le père et le fils avaient été tués dans leur village de Qoser, (région de Mardin), sur le pas de leur maison. L'armée invoqua une opération de sécurité, et se borna à déclarer que des « terroristes » étaient morts lors de cette action militaire.

Très vite cependant, l'âge de l'enfant, les témoignages de la famille et des villageois infirmèrent ces allégations. Le frère d'Ahmet Kaymaz, Reshat Kaymaz avait déclaré alors raconté les faits à la presse : « Mon frère était chauffeur routier, c'était ainsi qu'il faisait vivre ses enfants. Voici ce qui s'est passé : Un soir, mon frère et son fils Ughur sont sortis, ils voulaient conduire le camion. Quand soudain ils ont été la cible d'un tir nourri de la part de la police et de l'armée. Mon neveu a reçu 13 balles et mon frère sept. Ce sont des martyrs, tout le monde a pu voir comment un père et son enfant ont été criblés de balles... c'est un crime et j'appelle le monde entier à ne pas rester silencieux et à mettre fin à la sauvagerie de l'armée et de la police turques... »

Ahmet Kaymaz était connu comme un membre du Parti de la démocratie du peuple (DEHAP) et des membres de sa

famille avaient été incités à devenir gardiens de village, ce qu'ils avaient refusé. Selon les rapports des médecins légistes qui furent publiés, c'est bien 13 balles que l'on dût extraire du corps d'Ughur, dont neuf d'entre elles avaient été tirées dans le dos, à bout portant du corps de l'enfant. La mère du gamin, qui avait assisté à la fusillade de sa maison, a affirmé avoir vu un officier de la Sécurité, le pied posé sur la nuque de son fils. L'instituteur du village, accouru très vite sur les lieux au bruit des coups de feu, corrobora les dires de la famille, réfutant également la possibilité qu'une arme retrouvée près du cadavre ait pu être utilisée par l'enfant. Selon lui, cette arme pesant près de 3 kilos était bien trop lourde pour la stature du jeune garçon. Autre fait troublant, et qui convient mal à l'équipement d'un « terroriste » en armes, c'est que l'enfant n'était chaussé que de savates d'intérieur.

L'affaire avait fait un certain bruit dans l'opinion turque et l'éditorialiste turc Mehmet Ali Birand avait appelé à une enquête sérieuse : « Maintenant il est temps d'écouter votre conscience. Il est temps de passer au crible les rapports, de découvrir la vérité et de prouver que cela n'a pas été un assassinat. Nous sommes en train de parler d'un garçon de 12 ans, tué devant sa maison, alors qu'il disait au revoir à son père qui partait pour

un autre trajet en camion. Nous parlons d'un père qui devait rester hors de chez lui pendant des mois pour joindre les deux bouts.

La vérité doit être faite. Personne ne doit être soustrait ou protégé de la justice. L'ensemble des lois que nous appelons les critères de Copenhague sont un choix de vie. En bref, ça s'appelle la démocratie. La démocratie est un régime qui doit s'appliquer à tous dans ce pays. Le gouvernement est confronté à un test de sincérité. Le moyen de prouver que la démocratie a réellement été instaurée en Turquie réside dans les efforts nécessaires pour enquêter sur le meurtre des Kaymaz. La route vers l'UE ne passe pas par Bruxelles mais par Kiziltepe, à Mardin. »

Mais en avril 2007, les quatre policiers responsables de la tuerie avaient été acquittés par le tribunal d'Eskishehir, même si une enquête parlementaire avait conclu à de « lourdes négligences » de la part des forces de l'ordre, lors de l'opération. Rejugés en appel ce mois-ci par la Cour suprême d'Ankara, Mehmet Karaca, Yasafettin Açıkgoz, Seydi Ahmet Döngel et Salih Ayaz ont été une fois de plus acquittés, le tribunal jugeant que les quatre policiers avaient agi ou s'étaient sentis « en état de légitime défense ». Reshit Kaymaz, frère et oncle de la victime a déclaré qu'il porterait l'affaire devant la Cour européenne de Strasbourg.

LE MONASTERE DE MAR GABRIEL PERD SON PROCES CONTRE L'ETAT TURC

Le monastère syriaque de Mar Gabriel, fondé en 397 dans la région du Tur Abdin, en butte aux manœuvres procédurières à la fois de l'Etat et d'élus locaux AKP pour une expropriation de ses terres, a été condamné le 24 juin à « restituer » à la Turquie 34 hectares de forêts par le tribunal de Midyat, qui devait décider si le monastère était bien propriétaire des terres qui entouraient les bâtiments, convoitées par les villageois alentour. Les terres maigrement boisées d'arbustes autour des bâtiments ont été déclarés « forêt » et par là-même propriété du Département forestier d'Etat.

Une autre plainte concernait le mur que les moines avaient élevé autour des bâtiments pour se protéger lors des affrontements de l'armée avec le PKK. Ils sont accusés d'avoir violé la loi en bâtissant ce mur, et le procès est reporté au 30 septembre. Par contre, l'Autorité du trésor d'Etat perd contre Mar Gabriel. Cette institution réclamait, on ne sait pourquoi, 12 parcelles de terrain, dans et hors le mur controversé, le tout faisant 24 hectares.

Derrière cette hostilité à fondement religieux s'est en plus greffé un bras de fer politique entre les élus AKP (le parti au gouvernement) et le DTP (parti pro-kurde). Ainsi, le député AKP de Mardin Süleyman Çelebi a affirmé à la presse : « Nous sommes les propriétaires légitimes du monastère et les Syriques sont sous la protection de la République. » Mais

cela n'est pas exact car les Syriques, qu'ils soient orthodoxes ou catholiques, partagent avec les Alevites l'inconvénient de ne pas figurer en tant que minorité religieuse dans le Traité de Lausanne. Ils ne sont donc pas sous la « protection de la République », pas plus que leurs bâtiments culturels, alors qu'on ne peut spolier (en principe) des communautés grecques ou arméniennes.

Les élus DTP de la région ont, au contraire, adopté une politique de protection et de défense de toutes les cultures locales et ses représentants se sont plusieurs fois exprimés pour défendre les droits des moines. « Il n'y a ni or, argent, pétrole dans la région, mais des plants de chêne que les villageois voudraient utiliser. Je crois que le jugement sera rendu en faveur des Syriques, à qui ces terres appartiennent », avait ainsi déclaré avant le jugement à Hürriyet Metin Kutlu, adjoint au maire de Midyat, qui accuse le parti au pouvoir de mener toute cette bataille juridique.

De fait, Süleyman Çelebi, le maire AKP de Mardin, n'apparaît pas comme un grand ami des chrétiens syriques. Au sujet de sa ville qui comptait une importante population syriaque jusqu'au début des années 1990, et ce malgré le génocide, il a par exemple affirmé que les « Suryani » avaient quitté la région de leur plein gré dès les années 1980 (en fait chassés par la guerre). Et s'il nie soutenir les villageois dans leur action en justice, il ne cache pas son opinion sur la question en affirmant que

les villageois étaient « conscients de leurs droits ».

Fondé en 397, Mar Gabriel est un des plus vieux anciens monastères du monde continuellement occupés. Midyat est actuellement le siège de l'évêché syriaque orthodoxe du Tour Abdin, avec à sa tête Mgr Timotheos Samuel Aktash. Le Tour Abdin est un des plus anciens et des plus prestigieux lieux d'occupation du christianisme oriental mais en raison de sa position frontalière avec la Syrie et l'Irak, la région a souffert des affrontements entre le PKK et l'armée. La population, qui comptait 130 000 Syriques dans la région dans les années 1960 est aujourd'hui tombée à près de 3000.

Le monastère abrite 3 moines, 14 nonnes et 35 étudiants, à qui il est enseigné, en plus de la théologie, la langue syriaque, et c'est peut-être un point qui dérange aussi les autorités turques car, pas plus que le kurde, le syriaque n'a été reconnu et admis comme langue d'enseignement en Turquie. Même dans les villages où vivent encore des chrétiens, l'apprentissage du syriaque se fait encore de façon semi-clandestine auprès des plus jeunes. En novembre 2007, Abdullah Demirbas, l'ancien maire de Sur, une municipalité de Diyarbakir, et Osman Baydemir, le maire de Diyarbakir ainsi que 19 autres membres du Conseil municipal avaient été jugés et finalement acquittés pour avoir édité des brochures municipales en d'autres langues que le turc, dont l'arménien, le syriaque et le kurde.

BAHMAN GHOBADI ARRÊTÉ EN IRAN PUIS RELÂCHÉ

Le cinéaste kurde Bahman Ghobadi a été arrêté le 2 juin puis relâché le 9 sous caution en Iran, alors qu'il

rendait visite à sa famille, dans son village natal, près de la frontière irakienne. Il était accusé d'avoir formulé des « critiques sévères » contre le régime ira-

nien, lorsque son dernier film, « On ne sait rien des chats persans » avait ouvert la section Un Certain Regard du festival de Cannes 2009, le 14 mai.

En avril dernier, sa fiancée et assistante, Roxana Sabri avait été arrêtée pour « espionnage » et condamnée à 8 ans de prison. La peine avait été commuée en appel à deux ans avec sursis et elle avait été libérée en mai, peu de temps avant l'ouverture du festival de Cannes. Il lui est interdit d'exercer son métier de journaliste en Iran pour une durée de cinq ans.

Les « critiques » formulées par Bahman Ghobadi à l'égard du régime des Ayatollahs étaient dans le sujet même de son film, montrant la vie nocturne et quasi-clandestine de la culture musicale underground d'Iran, avec des groupes de rap et de rock, normalement interdits pour « décadence » et « obscénité ». Le tournage a donc été tout aussi clandestin et tourné en 17 jours, avec un équipement sommaire. Le film raconte l'histoire de deux jeunes musiciens, tout

juste sortis de prison, qui essaient de monter un groupe pour jouer dans un festival en Europe. Les acteurs principaux en sont un groupe de rock et de blues, Mirza, un rappeur, Hichkas, des musiciens de pop iranienne ou de heavy metal. Pour faire ce film, Bahman Ghobadi n'a même pas pris la peine de quêter une autorisation hypothétique, comme il le raconte lui-même à la presse : « *Après Half Moon, en 2006, le ministère de la Culture m'a fait savoir qu'il me soupçonnait d'avoir une position séparatiste, en tant que Kurde iranien* ».

Dans une interview donnée à Village Voice Blog, le cinéaste revient sur sa carrière : « *Ces 30 dernières années, j'ai vraiment dû travailler dans des conditions misérables, sous la peur, pour tourner des films sous le contrôle entier du gouvernement. Je mentais constamment. Le ministère de la Culture,*

qui devrait nous enseigner la culture et l'éducation, nous a seulement appris à mentir. Depuis 30 ans. Dans un pays si civilisé - qui avait été civilisé- comme l'Iran, le ministre de la Culture en Iran est vraiment devenu comme une armée. Et le plus grand ennemi des créateurs en Iran est le ministre de la Culture. »

Au sujet de la jeunesse iranienne qu'il a côtoyée lors du tournage et sur les événements, prévisibles selon lui, qui ont suivi la réélection contestée d'Ahamdinejad : « *J'ai eu l'impression que quelque chose était sur le point d'arriver. Ils étaient si tendus, si agités, dans un état d'esprit révolté. Je voulais me servir de ce film pour hurler contre cette situation, hurler comme tous les membres de ces groupes avec qui j'ai travaillé. Je voulais hurler avec eux, faire de ce film un manifeste contre la situation brutale qui nous écrasait tous.* »

CULTURE : FESTIVAL DE CINEMA A MARDIN, THEATRE KURDE A VAN

Le festival de cinéma SineMardin s'est déroulé du 15 au 22 juin dans la ville de Mardin. Forts d'un certain succès, les organisateurs ont conclu des accords avec la société Dox-Box et le Festival international du film de Damas pour la prochaine saison, en 2010, tout en soulignant espérer des aides de la Turquie et de la Syrie.

Le directeur des programmes, Zihni Tümer, a ainsi confirmé au journal turc Hürriyet Daily News que le prochain festival se tiendrait sans doute dans deux villes, Mardin et Damas : « *Nous n'avons encore signé aucun accord, mais en tant qu'organisateur nous avons discuté d'une collaboration, des dates et décidé de nous soutenir mutuellement.* »

Ce festival s'est en effet voulu résolument multi-culturel, dans une ville qui ne l'est pas moins, et a commencé avec des chansons kurdes, arabes et turques, puis la projection du film « *Gitmek- My Marlon and my Brando* » du cinéaste kurde Hüseyin Karabey. Le film raconte l'histoire de deux acteurs, Ayca et Hama Ali, l'une de nationalité turque et l'autre irakienne, qui se rencontrent sur un tournage et tombent amoureux l'un de l'autre. Puis chacun retourne chez soi et la relation se poursuit par lettre, vidéo, téléphone. C'est donc une version contemporaine d'une histoire d'amour épistolaire, sur fond de violence, en attendant l'invasion américaine de l'Irak. Quand la guerre commence, Ayca décide de rejoindre Hama Ali à Suleïmanieh, et l'histoire devient

un road-movie entre frontières turque, iranienne, irakienne...

Paradoxalement, ce film avait été censuré en novembre 2008, lors du festival Culturescapes – Türkiye, alors qu'il devait être projeté dans huit villes de Suisse, dont Genève. Le ministre turc de la culture avait en effet fait pression sur les organisateurs du festival en menaçant de retirer tout soutien financier, soit 400 000 euros, s'il n'était pas déprogrammé.

Dans le même temps, avec l'accord de l'Etat obtenu grâce à un tour de passe-passe initial, le groupe de théâtre kurde Destar a pu monter et jouer une pièce kurde au Théâtre national de Van, le 22 juin.

Le théâtre Destar avait, en effet,

accepté, avec la compagnie qui organisait leur prestation, de changer le nom de leur pièce et de lui donner un nom turc, avant de la soumettre au théâtre national de Van, comme le raconte au journal *Hürriyet*, l'actrice et co-auteure Berfin Zenderlioğlu : « Nous avons eu l'autorisation parce que le nom (de la pièce) était en turc. Ils ne se sont aperçus que plus tard que le texte était kurde. Nous avons alors été invités à refaire une demande officielle pour jouer la pièce. Nous l'avons fait, et ils ont accepté. »

Miraz Metin et Berfin Zenderlioğlu, tous les deux âgés de 28 ans, ont en effet décidé d'écrire une pièce sur les relations entre les sexes. Il y a trois mois fut ainsi achevé *Reşeşevê* (Cauchemar), traitant de l'enfermement des femmes dans un système dominé par les hommes. « Dirigeant la pièce, je me suis ainsi interrogé moi-même en tant qu'homme » raconte Miraz Metin.

La pièce, jouée à deux acteurs, montre ainsi le personnage féminin aux mains liées par une corde, comme un pantin animé par un homme qui est le « Cauchemar ». Durant les 75 minutes que dure la pièce, les deux personnages se livrent à une critique de la société et du chaos provoqué par un système

de domination masculine.

Miraz Metin, auteur et metteur en scène de la pièce, évoque l'époque où, en raison de l'état d'urgence dans les régions kurdes, de 1987 à 2002, les tanks étaient rassemblés tout autour du théâtre lors des représentations : « Des policiers en civil avaient l'habitude de venir au théâtre et nous devions jouer nos représentations sur fond de messages-radio policiers. Nous étions quelquefois emprisonnés et relâchés quand ils comprenaient que nous n'étions que des acteurs de théâtre. »

Mais Berfin Zenderlioğlu reconnaît que les temps ont changé : « Le directeur général des théâtres nationaux, Lemi Bilgin a déclaré récemment que les théâtres étaient ouverts aux pièces kurdes et cela a eu son effet. »

Miraz Metin présente *Destar* comme une compagnie de théâtre opposée à la guerre et à la violence. « Nous nous opposons à une politique créée par un système qui rend les gens ennemis les uns des autres. En tant que groupe théâtral, nous essayons de trouver le moyen d'échanger dans le domaine de la culture. »

Selon Berfin Zenderlioğlu, *Destar*, fondé en 2008, a cependant essuyé beaucoup de refus de la part des clubs de théâtre et

des festivals : « Aucun de nos dossiers n'était accepté. On nous disait que, parce que c'était joué en kurde, le public ne comprendrait pas. » Miraz Metin précise qu'ils avaient souvent invité des grands noms du théâtre turc à voir leur pièce, afin de bénéficier de leurs expériences et de leurs avis, mais qu'ils rencontraient toujours les mêmes objections : « Ils disaient ne pas comprendre le kurde et ne venaient pas nous rendre visite. J'aurais voulu leur demander comment ils faisaient pour comprendre la langue quand ils allaient au théâtre à l'étranger. »

Miraz Metin ajoute qu'un dialogue entre les deux publics, kurde et turc, ne sera possible que s'il est mis fin à tous les préjugés : « Nous pouvons nous rapprocher au moins par le biais de la culture et de l'art. L'art n'a ni langue ni religion. Il est pacifique et peut être un médiateur. »

Berfin Zenderlioğlu explique, pour sa part, qu'elle n'a pu étudier dans sa langue maternelle puisque le kurde était interdit en Turquie jusqu'à une période récente, et qu'elle a parfois du mal à s'exprimer de façon fluide sur la scène, et que son turc est meilleur que son kurde. Mais elle refuse cependant de jouer des pièces en turc : « J'ai une mission, qui est de garder vivantes ma langue et ma culture. »

L'Orient
LE JOUR

juin 2, 2009

LE KURDISTAN IRAKIEN EXPORTE SON PÉTROLE POUR LA PREMIÈRE FOIS

Assad ABOUD , (AFP) —

90 000 barils seront acheminés chaque jour vers l'oléoduc reliant Kirkouk au port de Ceyhan.

ERBIL - Le Kurdistan irakien a commencé hier à exporter du pétrole pour la première fois de son histoire, dans un climat d'hostilité avec Bagdad qui nie à sa province du nord le droit de signer des contrats sans son aval.

Désormais, avec l'entrée en exploitation de deux champs pétrolifères, 90 000 barils seront acheminés quotidiennement vers l'oléoduc reliant Kirkouk au port turc de Ceyhan.

Réunis lors d'une cérémonie grandiose à Erbil, la capitale du Kurdistan irakien, le président irakien Jalal Talabani et le président de la région autonome Massoud Barzani ont symboliquement actionné une valve coulissante pour lancer les exportations de pétrole de deux gisements du nord de l'Irak.

Des écrans retransmettaient en direct des images d'ingénieurs lançant à leur tour les exportations de pétrole.

Mais ni le Premier ministre Nouri al-Maliki ni aucun membre du gouvernement central n'étaient présents à Erbil, illustrant la tension entre Bagdad et la région autonome.

« Ces contrats signés par le gouvernement régional du Kurdistan sont constitutionnels et légaux et conformes à la loi », a souligné M. Talabani, membre de la communauté kurde. « Ils sont dans l'intérêt du peuple irakien. Nous aimons tous le peuple irakien et les Kurdes sont une part importante de ce peuple. Nous avons beaucoup sacrifié pour libérer l'Irak de la dictature », a-t-il ajouté.

« C'est une journée historique et



Des ouvriers travaillent dans la raffinerie de Tawke, en Kurdistan irakien, le 31 mai 2009



un pas de géant. Nous sommes fiers de ce succès. Ce résultat sert les intérêts de tous les Irakiens et particulièrement ceux des Kurdes », a affirmé M. Barzani.

Bagdad refuse de reconnaître les contrats pétroliers conclus par le Kurdistan avec des sociétés étrangères et veut des contrats de service, rémunérant les compagnies pétrolières au baril extrait plutôt que par un partage des bénéfices tirés de l'exploitation des ressources.

« Par l'impéritie du ministère du Pétrole, l'Irak a eu un manque à gagner de 10 milliards de dollars », a critiqué le ministre des Ressources naturelles du Kurdistan, Ashti Hawrami.

« Nous avons signé 30 contrats alors qu'il (le ministère) nous assurait qu'aucune compagnie ne nous aiderait à exploiter notre pétrole », a-t-il dit.

En outre, selon lui, l'investissement à Taq Taq s'est monté à 500 millions de dollars pour une capacité maximale de 180 000 baril/jour (bj) alors qu'au champ pétrolifère d'al-Adhab (Sud), le gouvernement irakien a déboursé 2 milliards de dollars pour une capacité de 100 000 bj.

La Chine et l'Irak avaient signé le 12 novembre un contrat de 3 milliards de dollars pour l'exploitation par deux compagnies chinoises d'al-Adhab, au sud-est de Bagdad.

Le contrat permet à la CNPC, premier producteur de pétrole chinois, et à Zhenhua Oil de travailler sur ce champ pendant 23 ans.

Le gisement de Tak Tak va fournir

au début 40 000 bj, tandis que celui de Tawke va exporter 50 000 bj.

Pour Tak Tak, un petit oléoduc de 9 km a ainsi été construit pour acheminer du pétrole du gisement vers une station de stockage. De là, des camions transporteront le pétrole sur 75 km jusqu'à l'oléoduc principal Kirkouk-Ceyhan.

« Des efforts sont réalisés pour atteindre 60 000 barils exportés par jour d'ici à la fin de l'année », avait indiqué dimanche à l'AFP Mohammad Okotane, le directeur du projet Tak Tak pour la société turque Genel Enerji.

L'objectif à trois ans est de « 120 000 barils », avait-il souligné.

Le gisement est opéré par les Turcs de Genel Enerji et les Canadiens d'Addax d'un côté, le gouvernement kurde irakien de l'autre.

Turcs et Canadiens se partageront 12 % des revenus tirés de l'exportation du pétrole. Les 88 % restants échoient au gouvernement central après avoir transité par le gouvernement kurde irakien.

Le second gisement, celui de Tawke, près de Dohouk, aura une capacité d'exportation plus importante avec 50 000 bj, selon Jon Sergent, le directeur des opérations de l'entreprise norvégienne DNO.

Le Monde
Lundi 1^{er} juin 2009

Iran
La Maison Blanche condamne
« fermement » les attentats

WASHINGTON. La Maison Blanche a « fermement » condamné, vendredi 29 mai, les attentats « terroristes » récemment commis en Iran, dans un communiqué exceptionnel de sa part sur de tels événements en République islamique. Les Etats-Unis condamnent constamment le recours au terrorisme, mais il est très rare que la Maison Blanche publie un communiqué dans lequel elle qualifie de « terroriste » un tel acte en Iran, pour le dénoncer. La veille, un attentat à la bombe (photo) avait fait 25 morts et 125 blessés dans une mosquée chiite à Zahedan (Sud-Est), chef-lieu de la province du Sistan-Balouchistan. Le département d'Etat américain a démenti toute implication dans cet acte, en réponse à des accusations lancées par des responsables locaux iraniens. Samedi matin, trois hommes reconnus coupables de complicité dans l'attentat, ont été pendus en public, près de la mosquée en question, a rapporté l'agence officielle Irna. Reste que Zahedan est presque quotidiennement le théâtre d'incidents violents : des hommes armés ont ouvert le feu, vendredi, contre un bureau de campagne du président Ahmadinejad, blessant trois personnes. — (AFP) ■ (PHOTO : IRNA/AFP)



Le Monde
Mercredi 3 juin 2009

Iran : attentats et heurts interreligieux se multiplient au Sistan-Balouchistan

A quelques jours de l'élection présidentielle iranienne, la tension gagne le sud-est du pays

A quelques jours à peine de l'élection présidentielle iranienne du 12 juin, les incidents se multiplient à Zahedan, dans la province du Sistan-Balouchistan, près de l'Afghanistan et du Pakistan, dans le sud-est de l'Iran, où vit une forte minorité sunnite.

Lundi 1^{er} juin, un incendie criminel a fait cinq morts au siège d'une société liée aux milices islamiques du *bassidj*, qui, sous tutelle des Gardiens de la révolution, l'armée idéologique du régime, assure une surveillance musclée de cette région travaillée par les trafiquants de drogue et la guérilla séparatiste.

Déjà jeudi, on avait dénombré 25 morts et 125 blessés dans un attentat antichiite contre une mosquée, et de sévères accrochages



interreligieux s'étaient produits dimanche. Samedi, un engin explosif artisanal a été neutralisé dans un avion de ligne au départ d'une autre ville de la région. Enfin, la veille, des hommes armés ont fait feu à Zahedan contre une perma-

nence électorale du président sortant, Mahmoud Ahmadinejad.

Corde « nationaliste »

Le vice-commandant de la police, le général Ahmad Reza Radan, a annoncé lundi l'arrestation d'« éléments incontrôlés » qui ont tenté dimanche de provoquer « des divisions entre chiites et sunnites dans la région », selon l'agence de presse Mehr. Ce qui a provoqué un appel du Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, « à l'unité nationale ». Le Guide, sortant de son rôle discret d'arbitre électoral, a par ailleurs assuré, devant un rassemblement à Téhéran : « Notre peuple est en alerte, et les tentatives des ennemis de déstabiliser le pays ou d'agir contre son indépendance et son progrès seront contrecarrées. »

De quels ennemis s'agit-il ? Dans un premier temps, Téhéran a pointé du doigt les Etats-Unis, qui, du temps de l'administration Bush, ont soutenu dans une certaine mesure les groupes armés sunnites pour déstabiliser la République islamique « par la périphérie ». L'attentat de jeudi a été revendiqué par le groupe rebelle sunnite Joundallah, un mouvement nébuleux qui serait apparu en 2004-2005 et a fait sienne les revendications nationalistes baloutches, en multipliant attentats et enlèvements. Les autorités iraniennes les accusent d'être liés, entre autres, aux talibans pakistanais. Trois hommes ont été pendus samedi pour « complicité » dans l'attentat de jeudi.

Ce regain de tension qui couple à la fois des revendications ethniques et religieuses, s'il se poursuivait, pourrait à terme jouer électoralement en faveur de M. Ahmadinejad, qui, depuis le début de la campagne, joue sur la corde « nationaliste », toujours très sensible en Iran. MM. Moussavi et Karoubi, les deux candidats soutenus par les réformateurs, s'efforcent, au contraire, de mobiliser un vote sunnite minoritaire (moins de 10 % de la population), mais qui, le 12 juin, pourrait faire la différence. ■

Marie-Claude Decamps



LE PKK ANNONCE UNE PROLONGATION DE SA TRÊVE JUSQU'À LA MI-JUILLET

ANKARA, 1 juin 2009 (AFP)

Les rebelles kurdes de Turquie ont annoncé lundi qu'ils prolongeaient jusqu'au 15 juillet une trêve de leurs opérations armées en vue "d'un règlement de la question kurde par des moyens démocratiques", a rapporté l'agence de presse pro-Kurde Firat News.

"Nous avons décidé de proroger notre trêve décrétée le 13 avril jusqu'au 15 juillet au vue des conditions positives qui sont apparues dans le but d'une solution à la question kurde", a affirmé la direction du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), citée par l'agence sur son site internet.

La trêve du PKK s'achevait le 1er juin.

Les autorités turques n'ont jamais reconnu jusqu'à présent les trêves unilatérales déclarées par les rebelles et ont promis de les pourchasser jusqu'au dernier.

La direction des rebelles a souligné que si l'armée n'attaquait pas les rebelles, la

trêve serait prolongée jusqu'à septembre, appelant les forces de sécurité turques à respecter ce cessez-le-feu.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis, se bat depuis 1984 pour l'autonomie du sud-est de la Turquie, peuplé en majorité de Kurdes.

Ces dernières semaines, le président turc Abdullah Gül a évoqué une "chance historique" pour mettre un terme au conflit armé kurde en Turquie, sans fournir d'autres précisions.

Il a notamment souligné l'importance des mesures démocratiques pour lutter contre les rebelles.

Selon un récent bilan fourni par l'armée turque, le conflit a fait 45.000 morts, dont la très grande majorité des rebelles qui utilisent ces dernières années les mines commandées à distance pour tuer les soldats, parlant alors d'"auto-défense".



UN PARTI PROCHE DU PKK INTERDIT D'ÉLECTIONS AU KURDISTAN IRAKIEN

SOULEMANIYEH (Irak), 2 juin 2009 (AFP)

UN PARTI réputé proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a été interdit de participer aux élections du Kurdistan irakien le 25 juillet, ont annoncé mardi la commission électorale et le parti.

"Les autorités judiciaires à Bagdad nous ont informés qu'elles interdisaient à la liste al-Amal de participer aux élections" du Parlement et du président de cette région autonome du nord de l'Irak, a déclaré Ali Kader, le chef de la commission régionale électorale.

"Notre liste a été interdite pour des raisons politiques", a réagi Najiba Omar, tête de la liste al-Amal (Espoir en arabe). La liste al-Amal est l'émanation du parti al-Hal, une formation proche du PKK.

"Notre liste est indépendante et le parti al-Hal a déjà participé à deux reprises à des élections" au Kurdistan, a-t-elle dit, soulignant que le parti ferait appel de la décision.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par Ankara, les Etats-Unis

et l'Union européenne, se sert depuis longtemps de bases installées au Kurdistan pour lancer des attaques contre des cibles turques de l'autre côté de la frontière.

Ankara a longtemps accusé les Kurdes irakiens de tolérer voire d'aider le PKK, mais lors d'une visite en mars du président turc Abdullah Gül à Bagdad, son homologue irakien Jalal Talabani, lui-même Kurde, avait appelé les militants du PKK à déposer les armes ou à quitter le pays.

Six candidats ont déposé leur candidature pour la présidence du Kurdistan, dont Massoud Barzani, le président sortant. C'est la première fois que le président de la région est élu au suffrage universel.

L'Union patriotique du Kurdistan de M. Talabani et le Parti démocratique du Kurdistan de M. Barzani, qui dominent la vie politique du Kurdistan depuis des décennies, ont reconduit leur alliance pour ces élections.



TURQUIE: UN SOLDAT TUÉ, 3 BLESSÉS PAR LE PKK, L'ARMÉE REJETTE TOUTE TRÊVE

DIYARBAKIR (Turquie), 4 juin 2009 (AFP) -

Un soldat turc a été tué et trois autres blessés dans des combats survenus jeudi avec des rebelles kurdes dans le sud-est de la Turquie, a-t-on annoncé de source sécuritaire locale, alors que l'armée turque a rejeté une trêve unilatérale des séparatistes.

Les heurts dans la localité montagneuse de Bestler-Dereleer (province de Sirnak) avec les membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) sont intervenus alors que l'armée mène depuis plusieurs jours une opération d'envergure dans cette zone proche de la frontière irakienne, a-t-on précisé de même source.

Les rebelles profitent du dégel pour s'infiltrer en Turquie depuis leurs bases du nord de l'Irak et sont traqués par les militaires en cette saison.

La direction du PKK a annoncé lundi depuis le Kurdistan irakien que les rebelles

prolongeaient jusqu'au 15 juillet une trêve de leurs opérations armées en vue "d'un règlement de la question kurde par des moyens démocratiques".

La trêve du PKK s'achevait le 1er juin.

Les autorités turques n'ont jamais reconnu jusqu'à présent les trêves unilatérales déclarées par les rebelles.

Jeudi, dans des déclarations rapportées depuis les Etats-Unis où il se trouve en visite, le chef d'état-major turc, le général Ilker Basbug, a rejeté toute trêve, affirmant que les "terroristes" seraient traqués jusqu'au dernier.

"Il n'est pas question d'arrêter (les opérations). Au contraire, nous allons les pourchasser et les anéantir", a-t-il dit, cité par le journal Hürriyet.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis, se bat depuis 1984 pour l'autonomie du sud-est de la Turquie, peuplé en majorité de Kurdes.

Duel télévisé tendu en Iran entre M. Ahmadinejad et M. Moussavi

Le président iranien a affronté en direct son principal rival réformateur à l'élection présidentielle du 12 juin. Un débat aussi dur qu'inédit

C'est un duel inédit qui s'est tenu, mercredi soir 3 juin, à la télévision iranienne. Face à face pendant quatre-vingt-dix minutes, le président sortant, le fondamentaliste Mahmoud Ahmadinejad, et son principal rival pour la présidentielle du 12 juin, l'ancien-premier ministre des années de guerre avec l'Irak (1980-1989), le « modéré » Mir Hussein Moussavi, soutenu par les réformateurs, se sont affrontés en direct devant 45 millions de téléspectateurs, selon certaines estimations. Pour l'occasion, les rues de Téhéran étaient désertes : tous devant le petit écran.

Chacun jouait à contre-emploi. Sur la défensive, le combatif Mahmoud Ahmadinejad, en général très habile pour enflammer les foules, était moins à l'aise en tête à tête. Visiblement tendu, le président sortant a joué la meilleure défense qu'il connaît : la fuite en avant. Il s'est plaint de ce qu'il devait affronter une campagne qui se résume à « trois personnes contre une seule », citant M. Moussavi, l'autre candidat réformateur Mehdi Karoubi – ancien président du Parlement – et le conservateur Mohsen Rezaï – ex-chef historique des Gardiens de la révolution. En « m'insultant, a-t-il dit, mes adversaires insultent le peuple iranien qui m'a élu ».

M. Ahmadinejad s'est ensuite lancé dans une critique, impensable jusque-là, qui touche même les fragiles équilibres politiques du régime, estimant que M. Moussavi « représente les gouvernements précédents ». Il a nommé le pragmatique Akbar Hachémi Rafsandjani (président de 1989 à 1997) et homme le plus puissant du sérail iranien, ainsi que le réformateur Mohammad Khatami (président de 1997 à 2005) qui, après avoir retiré sa candidature, il y a quelques semaines, appuie les deux candidats réformateurs, surtout M. Moussavi. Devenant ainsi en coulisses un « faiseur de rois » plus dangereux pour M. Ahmadinejad que lorsqu'il était un simple candidat à l'élection.

Argumentant cette attaque, M. Ahmadinejad est allé jusqu'à citer un message qu'aurait envoyé peu

après son élection en 2005, M. Rafsandjani aux Saoudiens pour leur dire : « Ne vous inquiétez pas, cet Ahmadinejad ne va pas durer... »

Nerveux, le président sortant s'en est également pris à l'épouse de M. Moussavi, Zarah Rahnavard,

« Cette élection sera le test de la maturité politique des Iraniens d'aujourd'hui »

Ahmad Salamatian
analyste iranien

devenue un atout dans la campagne réformatrice auprès des jeunes et des femmes. Il l'a accusée de détenir illégalement un diplôme de docteur en sciences politiques : « Elle a eu son doctorat sans passer les examens... », a-t-il dit, agitant brièvement devant la caméra un document illisible.

Et comme pour entamer l'image d'intégrité de M. Moussavi en l'associant au florissant clan Rafsandjani, critiqué pour s'être enrichi aux dépens de l'Etat, il a lancé : « D'où vient l'argent de votre campagne, M. Moussavi ? »

La conclusion était dans le style populiste cher au président sortant : « Vous tous avez pendant des années gouverné l'Iran avec l'aide des puissances étrangères, a-t-il dit en substance, et vous ne supportez pas depuis quatre ans qu'il y ait un gouvernement au service du peuple. Vous avez misé sur ma chute depuis le début... »

Pâle à l'occasion, mais resté maître de lui, le jusque là très mesuré, Mir Hussein Moussavi, qui affiche d'être pour une certaine « détente » avec l'Occident et dit vouloir poursuivre les discussions sur le dossier nucléaire, a attaqué à son tour : « Avec votre politique étrangère, vous avez humilié la dignité des Iraniens. » Et de dénoncer « l'aventurisme, l'instabilité, l'extrémisme, l'exhibitionnisme, la superstition » de ces dernières années.

Citant les diatribes belliqueuses du président sortant sur l'holocauste, Israël et l'Occident en géné-

ral, il a conclu : « Vos excès ont fait le jeu de nos ennemis. » Venaient ensuite des critiques sévères sur la répression endurée par les étudiants et la société civile, et sur la désastreuse gestion économique de l'équipe en place.

Un règlement de compte en direct jamais vu dans les méandres filandreux et feutrés du sérail politique iranien. Comment l'expliquer ? Peut-être par le fait que, au fil des jours, la campagne semble mobiliser de plus en plus d'Iraniens, notamment cette moyenne bourgeoisie dégoûtée de la politique, et se cristalliser sur la gestion de la présidence sortante.

Dés sondages, pour ce qu'ils valent, montrent qu'en-dessous de 50 % de participation, 70 % des votes seraient en faveur de M. Ahmadinejad, mais qu'il n'aurait que 30 % seulement de suffrages au-delà de 50 % de participation. Autrement dit, pour arracher son élection au premier tour – sa meilleure chance –, M. Ahmadinejad a sans doute tenté le tout pour le tout, mercredi soir, en se présentant à nouveau comme « le candidat du peuple face à la mafia des pouvoirs ».

« Ce débat insensé marque un tournant pour la République islamique, nous a confié à chaud l'analyste iranien Ahmad Salamatian. Face à face il y avait Ahmadinejad, qui ignore la réalité et veut perpétuer l'utopie révolutionnaire agressive du passé. Et le tenant d'une vision "moderne" d'une République islamique enfin à l'âge de raison, qui veut prendre en compte les réalités et régler avec discernement les difficultés du pays. » Et il ajoutait : « Le discours populiste peut très bien payer une fois encore. Aussi cette élection sera le test de la maturité politique des Iraniens d'aujourd'hui. » ■

Marie-Claude Decamps

Oil disputes with Baghdad remain unresolved Iraqi Kurdistan begins first-time oil exports

Arbil, IRAQ - Iraq's self-ruled Kurdish region began exporting oil for the first time on Monday, shipping crude through a pipeline to Turkey, in a major step forward for economic ties between the neighbors.

Kurdish President Massud Barzani and Iraqi President Jalal Talabani opened a ceremonial valve at the event while a live broadcast showed workers at the Taq Taq oil field in Arbil province turning on the pumps.

"It is a historic date, a giant step," said Barzani at a lavish ceremony in Arbil. "We are proud of this success, and this achievement will serve the interests of all Iraqis, especially the Kurds."

No representatives of Iraq's Shi'ite Arab-led central government were apparent at the ceremony, underscoring Baghdad's still frosty relationship with Kurdistan's leaders, although Iraqi President Jalal Talabani, a Kurd, showed up.

Many hope the joint project between the autonomous region and Baghdad may pave the way to ending bitter domestic feuds over Iraq's oil wealth.

"These contracts are legal, constitutional and legitimate and they are in the interests of Iraqi people," said Talabani, a Kurd who, however, was not accompanied by any non-Kurdish member of the Baghdad government.

"We all love the Iraqi people and the Kurdish people are an important part of the Iraqi people, who made sacrifices to free Iraq from dictatorship," Talabani added.

"With the commencement of oil exports ... The Kurdistan region wants to be a leading example in the new Iraq ... to contribute to Iraq's increased oil production. Today, we are proud to be part of this," Khalid Salih, a senior Kurdistan Regional Government (KRG) adviser said ahead of the ceremony.

He added that KRG hoped to be pumping 250,000 barrels per day from (bpd) by the middle of next year.

Initial exports will be around 40,000 bpd Taq Taq and another 50,000 bpd from the Tawke field in Dohuk, with maximum combined output projected to reach 250,000 bpd sometime next year.

Oil disputes

Disagreements over oil rights, especially between Baghdad and Arbil, have hamstrung exploitation of much of Iraq's massive proven reserves and long-delayed hydrocarbons law, prompting fierce criticism by the Kurds.

Baghdad has repeatedly said that it is opposed to Arbil signing its own contracts, a position which Kurdish officials have thumbed their nose at by signing dozens of agreements with foreign firms.

Regional Natural Resources Minister Ashti Hawrami railed at Baghdad's obstructionism and vowed Kurdistan will continue seeking its own partners without the approval of the central government.

"Iraq has had a revenue shortfall of \$10 billion due to the incompetence of Iraq's ministry oil," Hawrami said in a speech.

"We signed 30 contracts and Baghdad said at the beginning that we would not be able to sign any because no foreign company would develop our oil," he said, adding that the oil ministry only "put up obstacles" to developing Iraq's crude.

Hawrami noted that investment in Taq Taq was \$500 million on expected production of 180,000 bpd, far less than the \$2-billion price tag of

We are proud of this success, and this achievement will serve the interests of all Iraqis, especially the Kurds

Kurdish President Massud Barzani



Iraqi President Talabani (L) and Kurdish regional president Barzani open a ceremonial valve to mark the start of oil export

the Chinese-run al-Ahdab field in central Iraq that will produce 120,200 barrels.

The Taq Taq project is being run by Turkey's Genel Enerji in partnership with Calgary-based Addax Petroleum. The Tawke project to the northwest is operated by Norwegian oil firm DNO.

Exports from Tawke will link with the Iraq-Turkey main export pipeline at the border town of Fishkhabur, while crude from Taq Taq will be trucked from Arbil before connecting with the Iraq-Turkey pipeline.

Oil shares

Terms of the Taq Taq deal are for Baghdad to receive 88 percent of revenues of which the Kurd region will get back 17 percent. Genel Enerji and Addax will share 12 percent, a Genel Enerji official said.

A DNO official said terms of the Tawke deal are quite similar to those for the Taq Taq field.

Earlier this month Kurd officials announced an \$8 billion plan to develop Kurdish gas fields with four European and two United Arab Emirates partners that could later supply the EU's flagship Nabucco pipeline.

Iraq's oil minister Hussein al-Shahristani responded by calling the deal illegal.

Iraq is in dire need of revenue to rebuild its shattered economy, especially after oil prices tumbled from a peak of \$147 a barrel last July to barely \$32 in December, putting huge pressure on Iraq's budget.

In Asian trade on Monday, New York's main futures contract, light sweet crude for July delivery, rose 96 cents to \$67.27 a barrel.

Brent North Sea crude for delivery in July advanced \$1.04 to \$66.56.

With the commencement of oil exports, the Kurdistan region wants to be a leading example in the new Iraq to contribute to Iraq's increased oil production

Regional Natural Resources Minister Ashti Hawrami

OIL & GAS JOURNAL
research center.

Jun 01, 2009

Iraqi Kurdistan begins oil exports of 100,000 b/d

Eric Watkins

OGJ Oil Diplomacy Editor

Iraq's semiautonomous region of Kurdistan began exporting crude for the first time, sending 100,000 b/d from the Taq Taq and Tawke oil fields via the Iraq-Turkey pipeline to the Turkish port of Ceyhan.

The export program will serve the interests of all Iraqis, especially the Kurds, said Kurdish President Massud Barzani, who was joined by Iraqi President Jalal Talabani at a launch ceremony.

Initial exports include 40,000 b/d from Taq Taq and 60,000 b/d from Tawke, with the combined output expected to reach 250,000 b/d in the coming year.

The Tawke exports are piped to a link with the main Iraq-Turkey export pipeline at the border town of Fishkhabur. The Taq Taq crude is trucked from Arbil to the Khurmala station where it enters the Iraq-Turkey pipeline.

At the launch ceremony, Talabani underlined the importance of the region's enterprise, noting in particular the legitimacy and effectiveness of the contracts

signed by the Kurdish Regional Government with international oil companies.

"These contracts are legal, constitutional, and legitimate, and they are in the interests of Iraqi people," said Talabani, himself a Kurd.

No non-Kurdish members of the Iraqi government attended the ceremonies, underlining Baghdad's continued displeasure with the agreements.

The Iraqi Oil Ministry considers agreements between IOC's and the KRG illegal, even threatening to exclude and blacklist companies that sign agreements with the Kurds without consulting with the central government.

The Kurds, who say their agreements are in accord with the country's 2005 constitution, have no plans to discontinue them.

That was underlined at the opening ceremonies, where regional natural resources minister Ashti Hawrami said Kurdistan would continue to seek its own partners without the approval of the central government.

"Iraq has had a revenue shortfall of \$10 billion due to the incompetence of Iraq's

ministry of oil," Hawrami said, suggesting that despite Baghdad's objections the KRG was adding to the country's desperately need revenues through the contracts it signed.

"We signed 30 contracts, and Baghdad said at the beginning that we would not be able to sign any because no foreign company would develop our oil," said Hawrami, who added that the oil ministry "put up obstacles" to developing the country's crude.

According to reports, Iraq is in dire need of revenues to rebuild its economy, especially after international oil prices fell from a peak of \$147/bbl in July 2008 to barely \$32/bbl in December.

As a result of the new Kurdish export stream, Baghdad is set to receive 71% of the revenues from the Taq Taq agreement, the KRG will receive 17%, and partners Genel Enerji and Addax will share the remaining 12%. A DNO ASA official said terms of the Tawke agreement are similar to those of Taq Taq.

Kurdish oil will be marketed by Iraq's State Oil Marketing Organization, and the revenues initially will be deposited in the federal account.

Hurriyet DailyNews

Jun 01, 2009

No magical solution to Kurdish problem: PM

ANKARA - Amid continuing debate over the solution to the Kurdish issue, Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan said Saturday that there is no magic formula to solve the issue. "We do not have miracles that we can create overnight.

But we want to solve the problem in good faith," Erdoğan said, speaking at his ruling Justice and Development Party, or AKP's, congress in the eastern city of Bingöl.

Defining the start of the solution process as an important step, Erdoğan stressed that

converting identity politics into a primary issue is treachery. "We candidly endeavor to staunch Turkey's bleeding wounds. We want an end to terrorism and blood," he said, calling on everyone to act responsibly on the issue. "The struggle against terrorism is the joint issue of 71.5 million citizens in the country," he said.

Erdoğan also emphasized the government's determination to bring peace and stability to the region, defining the attacks against security forces by the outlawed Kurdistan Workers' Party, or PKK, as an axe taken to the process.

The PKK last Thursday exploded a landmine in Hakkari, killing six soldiers, one of whom was from Bingöl. The attack drew harsh criticism from various segments of society.

During his address, Erdoğan announced

that efforts to develop the region would be intensified.

"Now, we are closer to a solution. Next week, we are planning to introduce new incentives for employment and investments in the region," the prime minister said, adding that the government is working to supply equal opportunities for all citizens. "We want to remove the regional differences between the east and the west," he said. In a clear reference to the opposition, Erdoğan said, "Those who have not planted even a tree in the region before today are currently resting under the trees planted by the AKP." He also criticized the mentality that associates every citizen of Kurdish origin with terrorism, saying: "We are trying to destroy this."

Hurriyet DailyNews

Jun 01, 2009

PKK says it will halt armed attacks against Turkish targets until July 15

ISTANBUL - The PKK will halt its armed attacks against Turkish targets until July 15, a Web site associated with the terror

organization said Monday.

"The PKK is extending the cease-fire by ... one and a half months to July 15 in order to allow for a peaceful resolution of the Kurdish problem," Firat News Agency, the PKK's mouthpiece, quoted the terror organization as saying in a statement.

In April, the terror organization PKK had announced it would halt armed attacks until June 1. But dozens of Turkish security forces have been killed in attacks carried out by PKK terrorists within this period. The statement came as Turkish officials

signaled that work was under way to end the PKK's terror activities and solve the decades-long Kurdish issue in a democratic and peaceful way.

Turkey has long been struggling with the PKK, which launches cross-border attacks on Turkey from bases in northern Iraq and frequently uses remote-control landmines to target the country's security forces.

The PKK is listed as a terrorist group by Turkey and much of the international community, including the EU and the United States.



Analysis: Kirkuk elections and Iraqi oil

June 2, 2009

JOHN C.K. DALY / United Press International,

WHILE the United States prepares to draw down its forces in Iraq, an upcoming election in the north of the country threatens to destabilize the region's relative quiescence. As with so many conflicts in Iraq, the subtext is oil, and who will benefit from the vast deposits around Kirkuk.

Kirkuk, 150 miles north of the capital Baghdad, is Iraq's biggest oil-producing city and the epicenter of the country's northern oil industry. Historically an ethnically mixed city with Kurdish, Assyrian, Turkmen and Arabic populations, in the wake of the 1991 Gulf War Kirkuk suffered from ethnic cleansing as Saddam Hussein moved Sunni Arabs into the city, displacing Kurds.

The issue of who will control Kirkuk and its oil assets has been a contentious issue since the March 2003 U.S.-led invasion, with a referendum on the question deferred again and again. The Kurdistan Regional Government is keen to assert its authority over Kirkuk, a move that Baghdad is resisting. Now delayed provincial elections threaten to raise the temperature on the issue once again.

On Jan. 31 Iraq held provincial elections for new councils, but they were deferred in Kirkuk and Iraq's three Kurdish provinces. With U.N. support, the Iraqi Parliament established a commission to determine how to resolve the problems surrounding the elections. The commission's report was initially scheduled for mid-April, then deferred to the end of May, and has now been delayed by another week because of bickering among commission members, who were unable to reach a compromise consensus acceptable to Kirkuk's Kurdish, Turkmen and Arab communities. The core issue is that the Kurds maintain that, as they constitute the majority of city's population, their percentage of seats on the provincial council should reflect their dominance, a position opposed by Arab and Turkmen representatives, who want the positions on the provincial council to be apportioned into three equal blocs.

Provincial council seats translate into political power, with an impact on the eventual disposition of the region's greatest prize, its oil wealth.

The issue concerns Baghdad as much as Kirkuk's Kurdish population, as an estimated 20 percent of Iraq's oil reserves is in the north of the country around Kirkuk, Mosul and Khanaqin. Two-thirds of Iraqi production in the past has been produced by the country's southern fields, with the remainder coming from the north-central fields near Kirkuk. The majority of Iraqi oil production is currently produced by three giant fields: North and South Rumaila and Kirkuk. Kirkuk's oil fields, discovered in 1927, contain an estimated 8.7 billion barrels of remaining reserves.

In a classic example of bureaucratic understatement, the U.S. government's Energy Information Administration in its Iraq "Country Analysis Brief" noted about Kirkuk, "Control over rights to reserves is a source of controversy between the ethnic Kurds and other groups in the area."

Further complicating the resource picture is the fact that the 2003 invasion severely impacted production at Kirkuk and the northern fields, which prior to the conflict produced 680,000 barrels per day; current production has yet to recover to even half its pre-war level, but with foreign investment could rise quickly.

Nor is oil Kirkuk's only hydrocarbon asset. Iraq's proven gas reserves are the tenth largest in the world, with two-thirds of the country's natural gas resources associated with oil fields,

including Kirkuk. The region's existing natural gas facilities are being repaired and upgraded. On May 31 a Ministry of Oil spokesman told journalists that ministry technical teams and engineers had finished repairs to pipelines from Kirkuk that were damaged by sabotage in 2003 in the wake of the war and have resumed the pumping of liquefied gas to al-Taji to supply Baghdad's local needs.

Baghdad's reliance on Kirkuk's natural gas epitomizes the thinly veiled strains between the KRG and the Shiite Arab-led government in Baghdad over the future of Kirkuk and other disputed territories, particularly over oil resources and independent contracts that the KRG has signed with private oil firms to exploit fields within its enclave. Kirkuk is the touchstone of a protracted struggle over power between Baghdad, anxious to reassert its authority over northern Iraq, and the KRG, eager to maintain the autonomy it established in the chaos following the 2003 invasion, when the United States tacitly turned a blind eye to such efforts in return for the KRG keeping the area under its control quiescent.

Nor are events in Kirkuk happening in a vacuum. Neighboring Turkey has long taken a close interest in the Kurdish regions of northern Iraq, with an interwoven agenda of neutralizing terrorist attacks emanating from there by the Kurdish PKK insurgents, protecting the interests of the region's ethnic Turkmen population and having a voice in the dispensation of the area's energy assets.

In negotiations with Baghdad Turkey has a powerful card -- the 600-mile, 40-inch Kirkuk-Ceyhan dual export pipeline. The pipeline terminates at Turkey's Dortyol port on the Turkish Mediterranean coast near Ceyhan, the terminus of the million bpd Baku-Tbilisi-Ceyhan pipeline. The Kirkuk-Ceyhan pipeline had a pre-invasion capacity of about 1.5 million to 1.6 million bpd but only operated at around 800,000 bpd. Kirkuk-Ceyhan is Iraq's largest operable crude export pipeline, which generates significant transit revenues for Ankara. There are some positive developments here, as on June 1 the KRG announced it would begin pumping up to 100,000 bpd from two northern oil fields to Turkey, with KRG adviser Khalid Salih stating that the administration hopes to raise exports to 250,000 bpd by mid-2010.

For Turkey, the Kirkuk-Ceyhan and BTC transit revenues are payback for supporting Western sanctions since 1991's Operation Desert Storm; following the invasion, Ankara estimated that in supporting sanctions against Saddam's regime it had lost \$80 billion in transit fees. Any political turmoil that threatens the revenues, much less Turkey's political interests, will be closely followed in Ankara.

Even if the KRG and Baghdad manage to smooth over the provincial council elections, further storm clouds are on the horizon on the rocky road to democracy in the form of an oft-delayed Kirkuk referendum, a plebiscite to determine whether the Kurdish regions within Kirkuk, Diyala, Salah ad Din and Ninawa governorates will become part of Iraq's Kurdish regions. Originally scheduled for November 2007, the vote has yet to be held.

Oil, money and democracy are a volatile mix, and U.S. officials fear that the referendum, when finally held, could inflame Kurdish-Arab tensions and heighten violence just as the sectarian warfare and insurgency unleashed by the 2003 U.S.-led invasion are easing. Depending on what happens, the Kirkuk referendum may yet prove to be the sternest test of the previous U.S. administration's efforts to export democracy to areas with little experience of same.

Before vote, Merkel drops anti-Turkey tactic on E.U.

BERLIN

BY JUDY DEMPSEY

As citizens across Europe prepare to vote this week for a new European Parliament, Chancellor Angela Merkel's conservative bloc has abandoned its attempt to create a wedge issue out of Turkey's potential entry into the European Union.

The change in approach is an acknowledgement by conservatives that they have more to gain by appealing to Germany's 690,000 Turkish voters than by alienating them with blunt talk about the political and cultural differences separating Turkey and the rest of the E.U.

The conservatives view the parliamentary balloting, which starts on Thursday, as a barometer for September's federal elections and realize that they need every vote they can get if Mrs. Merkel is to be re-elected. Though Mrs. Merkel spoke out against Turkey's E.U. ambitions as recently as last month, the bloc has since refrained from making Turkey's entry, or E.U. enlargement in general, a major issue in the campaign.

"The time is over for a Christian Democratic party in Germany to adopt an anti-Turkey campaign," said Gerhard Hirscher, an analyst at the Hanns Seidel Foundation, which is affiliated with the Christian Social Union, the sister party of Mrs. Merkel's Christian Democrats. "The foreign policy experts in the party have made it clear they do not support the idea of using the European Parliament elections to campaign against Turkey joining the E.U. Turkey is an important country. More importantly, every vote matters in September."

Turks who have acquired German citizenship are eligible to vote for the European Parliament and in the federal elections.

The softening stance on Turkey in Germany differs from that of several of its European neighbors. In France, Turkey-bashing has become fashionable during campaigning for the European Parliament, and starts at the top with President Nicolas Sarkozy, an outspoken op-

ponent of Turkey's entry to the E.U. In the Netherlands, the director Geert Wilders, whose film "Fitna" features Muslims insulting Islam and the Koran, is using his opposition to Islam to try to get elected to the European Parliament.

The Freedom Party of Austria has a slogan that states, "No to Turkey." In Bulgaria, which joined the E.U. in January 2007, the nationalist party National Union Attack is using anti-Turkish slogans in its campaign.

Likewise, Mrs. Merkel's conservative bloc once believed that it could gain political advantage by tapping into a growing disillusionment with enlargement, while also pointing out the costs and difficulty of incorporating a large Muslim country into a mostly Christian grouping. But that stance appears to have given way to political reality. According to the first poll conducted among Germany's Turks, more than 55 percent of eligible Turkish voters would opt for the Social Democrats if elections were held now, with 23 percent saying that they would vote for the Green Party and only 10 percent selecting Mrs. Merkel's Christian Democrats and the Christian Social Union.

"The majority of German Turks, who by their fundamental positions are religious and conservative, during elections reward the Social Democrats and the Greens because of their integration policies," said Joachim Schulte, director of Data 4U, which carried out the survey three months ago.

Though the need for votes may have altered the campaign strategy, it does not seem to have essentially altered Mrs. Merkel's attitudes toward Turkey. She has consistently advocated a "privileged partnership" for Turkey — meaning that it would be granted substantial benefits but barred from membership, thus denying Turkey the right to vote on E.U. matters. But Mrs. Merkel has never tried to stop E.U. negotiations with Turkey, which opened in 2005.

Her party's election manifesto for the European Parliament elections specifically mentions that when it comes to meeting the E.U. criteria for member-

ship — including equality between men and women, protection of minorities and freedom of religion — Turkey has "fulfilled" none of these conditions.

"A privileged partnership and not full membership for Turkey in the E.U. is the right solution" the manifesto states.

The manifesto also calls for a brake on further enlargement (with an exception being made for Croatia) and proposes a "phase of consolidation."

Mrs. Merkel's coalition partners, the Social Democrats, take the opposite view. They want Turkey to be inside the E.U. because they believe that it might contribute stability and prosperity to this part of Europe.

German-Turks who are members of the Christian Democratic Union say they are uncomfortable with the section of the election manifesto that criticizes Turkey. "It is damaging for the party's image and its ability to attract the Turkish vote," said Bülent Arslan, chairman of the Christian Democratic Union's Turkish Association.

Mr. Arslan pointed out that the conservatives still had some work to do in allaying the concerns of Turks in Germany.

Just last week, Hans-Gert Pöttering, president of the European Parliament and a Christian Democrat, spoke out against Turkey's E.U. candidacy.

"It is my deep belief that politically, culturally, financially and geographically, it would be too much to have Turkey as a member of the European Union," Mr. Pöttering said in a live chat with Spiegel Online International.

This is not the consensus among conservatives in this campaign now. "Maybe now there is a realization that the party has to change its strategy vis-à-vis the Turks in Germany," Mr. Arslan said. "But that will take time and some convincing."

THE TIMES

Jun 02, 2009

First oil exports for Iraq's Kurdish region despite resources clash

Anthony Loyd in Baghdad

Iraq's self-governed Kurdish region began exporting oil for the first time yesterday, pumping crude through a pipeline to Turkey for sale to foreign markets.

Iraq's Kurdish President, Jalal Talabani, and Massoud Barzani, the president of the Kurdish regional government, opened a ceremonial valve in Arbil, the regional capital.

Pointedly, there were no non-Kurds from the federal Government at the ceremony. Kurds and Arabs in Iraq are in a dispute over the division of the country's mineral resources that could still spill into bloodshed.

Mr Barzani said: "This achievement will serve the interests of all Iraqis, especially the Kurds."

Turkey has long feared that the generation of Kurdish oil wealth from Iraq could spark secessionist violence among its own Kurds.

However, the Turkish Genel Enerji is jointly developing the Taq Taq oilfield with Addax Petroleum, an oil and gas company based in Calgary, Canada.

Economic ties between Turkey and Iraq have strengthened enormously in the past year, with Turkish exports to northern Iraq

increasing by 76 per cent.

Yet discord over oil rights between Baghdad and Arbil continues to delay the exploitation of much of Iraq's massive proven oil and gas reserves.

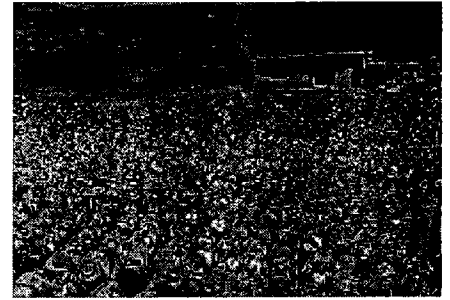
Kurdish officials recently unveiled an \$8 billion (£5 billion) plan that could supply natural gas from northern Iraq to Europe via the Nabucco pipeline, a key element in the endeavour by the European Union to cut its reliance on Russian gas.

Hussein al-Shahristani, the Iraqi Oil Minister, rejected the deal as illegal, saying that it was done without the participation of the Oil Ministry. Baghdad opposes Arbil signing its own contracts, a position Kurdish officials have ignored.

Baghdad has said in response that it will award production rights to the Kirkuk oilfields — disputed between Arabs and Kurds and reputed to be the location of bigger oil reserves than the whole of Alaska — to the highest-bidding international oil company this month.

Kirkuk's constitutional status remains contested. The UN has recommended a referendum to decide the issue.

"Iraq has had a revenue shortfall of \$10 billion due to the incompetence of Iraq's Oil Ministry," said Ashti Hawrami, the Iraqi Kurds' natural resources minister, in a speech during which he vowed that the



Fuel cans abandoned by Iranian smugglers in the Iraqi Kurdish region litter the surrounding hills

region would continue to seek partners without the approval of the central Government.

— More American soldiers died in Iraq in May than at any time in the past eight months, weeks before US forces are due to withdraw from Iraqi cities. Twenty-four US soldiers lost their lives last month, the highest number since September (Anthony Loyd writes).

By contrast, figures released on Sunday by Iraqi ministries showed May to have the lowest toll of Iraqis since the US-led invasion in March 2003. According to the Iraqi statistics, 124 civilians, six soldiers and 25 policemen were killed last month.

Guardian

Jun 01, 2009

Iraqi Kurds hail oil exports, Baghdad keeps distance

- * Exports a breakthrough in Kurd-Baghdad dispute
- * Hopes to hit 1 million bpd by end 2012
- * Kirkuk fields oil tender in doubt (Adds Shahristani comments)

By Mohammed Abbas

ARBIL, Iraq, June 1 (Reuters) -

In a ceremony that would not have been out of place for the Oscars, Iraq's Kurdish region on Monday celebrated the launch of oil exports from what it says are Iraq's first newly developed oilfields in over 20 years.

Exports from the Taq Taq and Tawke oilfields, developed by foreign companies, started at 100,000 barrels per day (bpd).

Iraqi President Jalal Talabani, a Kurd, and Kurdish regional President Masoud Barzani, symbolically began the flow by turning a flower-festooned valve on a stage, to a backdrop of strobe



lights, a satellite link to the fields and an operatic score.

Exports from the region could hit 1 million bpd by end-2012, said Kurdish officials, who missed no opportunity to contrast their success with the failure of the Shi'ite Arab-led central government so far to boost flagging oil output elsewhere.

The largely autonomous Kurdish Regional Government (KRG) and

Baghdad have had a long and bitter feud over territory and resources, and while allowing the exports, Baghdad rejects the contracts the KRG has signed with private oil firms.

"Today we are the successful example for the rest of Iraq. Today we show that the market driven policies and competition can lay a foundation for Iraq," KRG natural resources minister Ashti Hawrami told an audience of several hundred people.

Any central government representatives present kept a very low profile.

Baghdad's decision this month to allow exports from Taq Taq and Tawke was seen as a breakthrough after years of deadlock, but uncertainties remain over how the developers are to be paid.

Norway's DNO International developed the Tawke field, and Toronto-listed Addax Petroleum developed Taq Taq. Turkey's Genel Enerji is a partner in both deals.

There was no danger that the firms would not be paid, Hawrami said, but the money would not come from the 17

percent portion of total state oil revenues allocated to the KRG each year.

PEAK OUTPUT

Oil Minister Hussain al-Shahristani said all the oil pumped would be sold by the central government and the revenues would go into its coffers.

Exports from Tawke started at 60,000 bpd, officials said, though engineers at the field said 50,000 bpd was the current maximum. Another 40,000 bpd will be pumped out of Taq Taq.

The exports from new fields in Kurdistan are a poke in the eye for Shahristani, who says the KRG's deals are illegal.

Shahristani faces growing criticism in parliament, having presided over a drop in overall Iraqi oil output to 2.3-2.4 million bpd, lower than before the

2003 U.S. invasion.

"From the central government's point of view, these contracts are not correct, are not constitutional," Shahristani told U.S.-funded al-Hurra television, defending his record.

"They were completed secretly, not competitively, and the interest of the Iraqi people, who own this wealth, was not taken into account."

A sharp fall in oil prices since last year has hit Iraq's finances hard and Baghdad's acceptance of the Kurdish crude exports is thought to be a sign of its need for money.

TROUBLE AHEAD

Shunning production sharing deals, Shahristani is instead offering tenders for long-term, fixed fee service

contracts in two rounds, the first to be decided at the end of June. Fields around the northern city of Kirkuk, disputed by Kurds, Arabs and ethnic Turkmen, are among those on offer.

Hawrami warned that the KRG expected to be consulted over the Kirkuk tender and could reject any deal.

U.S. officials fear Kurd-Arab tensions could reignite violence just as the sectarian war and insurgency are fading.

While it sits on the world's third largest oil reserves, Iraq's oil industry is in dire need of investment.

Exporting oil might contribute to solution of Kurdish

By Ayse KARABAT

The commencement of crude oil exports from northern Iraq via Turkey to the European market on Monday is not only a historic moment for regional economic cooperation, but also, according to experts, can contribute positively to the solution of the long-standing Kurdish problem in Turkey.

The first oil exports of the semi-autonomous Kurdish region will be realized from the Taq Taq and Tawke oil fields.

The crude oil will be exported through the Kirkuk-Yumurtalik pipeline to the Turkish Mediterranean port of Ceyhan.

83 percent of the revenue earned from these oil exports will go to the Baghdad administration, while the Kurdish administration will receive 17 percent.

Pro-Kurdish Democratic Society Party (DTP) deputy Hasip Kaplan had said the launch of such economic relations certainly will serve to help solve the Kurdish problem.

"We have been saying this

for many years. The good economic and social relations between Turkey and the Iraqi Kurds will serve peace efforts. But, on the other hand, we think that the last six to seven years are missing because the contributions of the firms from Turkey to the reconstruction of northern Iraq were not very significant. But now, the sides will understand each other better, and this will serve the solution in Turkey," he said.

Turkey's Genel Enerji, a Çukurova Holding subsidiary, is jointly developing the Taq Taq field with oil and gas company Addax Petroleum. Tawke is being developed by Norway's DNO International.

Sah Ismail Bedirhanoglu, the chairman of the Southeastern Anatolia Businessmen's Association, said oil exports will strengthen the economic integration of northern Iraq and Turkey, a move that will contribute to the solution of the Kurdish problem.

"As economic and social integration grows, political relations will improve," he underlined, noting that for many years several firms in southeastern Anatolia have demanded the opening of a

Turkish consulate in Arbil. The official ceremony for the commencement of the oil exports was held in Arbil with the participation of Iraqi President Jalal Talabani and Iraqi Kurdish leader Massoud Barzani.

"We hope that very soon there will be a Turkish consulate in Arbil, which will serve to improve the political and economic relations between Turkey and northern Iraq. When the sides understand each other better, the prejudices will be removed and this definitely will help to solve the Kurdish problem," Bedirhanoglu suggested, adding that economic integration will serve the economic developments of both sides. "The people will benefit from this. Better economic conditions will assist with a solution," he said.

According to Sedat Laciner, a senior analyst at the Ankara-based International Strategic Research Organization (ISRO / USAK), exporting northern Iraqi oil via Turkey from now on will be an important factor for the Kurdish solution.

"Exporting oil will prepare the groundwork for economic integration, which definitely

will contribute to the solution, although it will not ensure a solution," Laciner said, adding:

"Pipelines might bring international insurances. The ones who are benefiting from these exports from now on will be far away from the movements and acts that are serving the instability of Turkey."

Laciner underlined that better economic and political relations between Turkey and northern Iraq will create difficulties for the existence of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in northern Iraq.

"Another aspect of the Kurdish problem is the poverty both in southeastern Anatolia and northern Iraq. The pipelines, oil exports and natural gas exports always geometrically increase the trade volume for other products, too. So we can expect an increase in trade volume, which will decrease the unemployment rate," Laciner said.

★★★

REUTERS

Iraq's Kurds, Arabs face choice: settle or fight

KHANAQIN, Iraq, June 4, 2009 (Reuters) - By Tim Cocks

* **Power struggle threat to Iraq's stability**

* **Breakthrough on oil exports gives hope**

IN A LIVELY market town hotly disputed between Iraqi Kurds and Baghdad's Arab-led government, Khalil Ibrahim points at the ground under his feet to illustrate what he thinks the dispute is about: oil.

"Baghdad wants the oil here -- we're probably standing on some of it right now -- and that's the real reason they won't let us Kurds rule ourselves," said the retired Kurdish soldier, 58, before crossing the road to a gaudy icecream bar in majority Kurdish Khanaqin, on the edge of Iraq's violent Diyala province.

Along a fuzzy seam dividing central Iraq from the largely autonomous enclave of Kurdistan, a row is bubbling over which authority owns this patchwork of Kurd and Arab neighbourhoods, river-fed palm groves and multi-billion-barrel oil fields.

Iraqi Kurdistan is believed to have up to 45 billion of Iraq's 118 billion barrels of oil reserves. If all disputed areas were included in the Kurdish region, its share might go up to 65 billion barrels, Kurdish officials say.

Nowhere has the row come closer to violence than Khanaqin, near the Iranian border, where local commanders had to defuse a standoff between the Iraqi army and Kurdish Peshmerga forces last August to prevent it degenerating into a shootout.

Yet a breakthrough this month on a parallel dispute over oil exports from Kurdistan -- which officially began this week despite Baghdad's rejection of contracts the Kurds have signed with oil firms -- has raised hope the disagreements are not so intractable.

The stakes are high. Officials and analysts see the dispute as the biggest long-term threat to stability as U.S. troops prepare to end combat operations by the end of Aug 31, 2010, under orders from President Barack Obama.

"They will come to a stage when the Americans withdraw where a choice has to be made: fight or pursue peace," said Joost Hiltermann, International Crisis Group Middle East director.

"It's going to be very difficult to prevent a fight. Once you take the American forces out, without having settled the major disputes, it's going to fall apart."

LAND, OIL, POWER

The struggle over land, oil and power has left much foreign investment in northern Iraq's oil sector in limbo.

Kurdish officials last month heralded an \$8 billion plan to export natural gas via the Nabucco pipeline to Europe, keen to free itself of dependence on Russia. Baghdad rejected the deal.

Fields in the disputed areas are among those on offer by the Oil Ministry in bidding rounds, but the Kurds warn they might reject and block any deals on which they are not consulted.

In the desert area around Khanaqin, which has several oil wells none of which are yet producing, the dispute has also compounded the problem of a still-active Sunni Arab insurgency.

Al Qaeda and other militants exploit tensions between Peshmerga and Iraqi forces by hiding in 'no man's land' areas the two sides avoid to avert clashes. Diyala and Nineveh, another mixed Arab-Kurd province, are Iraq's most violent areas.

Yet for all its potential to flare up, it hasn't. Since the Khanaqin standoff, the two sides have come no closer to a fight.

"The commanders have shown an ability to resolve conflicts ... before it comes to shots being fired," said Captain Gabe Austin, whose troops patrol an area including Khanaqin.

Last month, the Iraqi Army and Kurdish Peshmerga troops started joint patrols in disputed parts of Diyala, searching houses for weapons and detaining suspected militants. They say they have so far arrested over 300 people in that operation.

On one such patrol, Reuters accompanied them as they scoured a clay-walled village alongside the Diyala river, whose waters feed an oasis of green date palms and wheat fields ringed by rocky desert.

"I'm pretty surprised to see them working together," said Flozia Mohammed Ali, 50, a Kurd, as soldiers turned out her cupboards. "It's good, but I'm not sure they really mean it."

TENSIONS TEMPORARY?

Baghdad and the KRG recently put aside differences to export crude from Kurdistan's Tawke field, run by Norway's DNO International, and Taq Taq, developed by Addax Petroleum. Turkish firm Genel Enerji is involved in both.

Urgent need for cash brought them together, analysts say, but it will take more to dispel the underlying rancour.

Saddam Hussein expelled thousands of Kurds and Turkmen from Kirkuk and towns like Khanaqin in the 1970s to secure the energy reserves, and used poison gas to murder thousands of them.

"Saddam brought Arabs to displace us and seize this place. Why should we trust any government in Baghdad after that?" said Mohammed Gulam, a taxi driver, as he played a vigorous game of dominoes with friends, all Kurdish, in a Khanaqin tea house.

A referendum on the status of the disputed territories agreed in Iraq's constitution has been held up. Arab and Turkmen minorities accuse Kurds of moving in en masse to tip any result.

In April, the U.N. handed Iraq a report on the disputed territories that it hopes will help ease tensions, but neither side has discussed it publicly.

An official at the mayor's office in Khanaqin, Atif Adil Jassim, wants Baghdad to act quicker to hold the referendum.

"If they wanted to they could solve this problem: follow the constitution and respect the people's will," he said.

The government denies it is trying to delay the vote.

"All parties agreed we need more time," said government spokesman Ali al-Dabbagh.

"We have not been able to conduct a referendum across Iraq because of the security situation ... wrangling between parties in the city (of Kirkuk) have forced all parties to review this."

Meanwhile, investors in northern Iraq's oil reserves seem unfazed. Besides DNO and Addax, British explorer Heritage Oil, says it has found 4.2 billion barrels in Kurdistan.

"The civil war scenario ... would be a disaster for those companies. They must be banking this is all going to be worked out," said John Hamilton, an analyst at the Gulf States Newsletter. "I think that's a reasonable thing to expect."

AP Associated Press

IRAQI SHIITES TRY TO REVIVE SECTARIAN

BAGHDAD – June 8, 2009 - Associated Press Writers

By HAMZA HENDAWI and QASSIM ABDUL-ZAHRA,

STEPS are under way to rebuild a coalition of Shiite political parties, a move that would solidify the majority sect's grip on power but embitter disaffected Sunnis and stoke fears of Iranian influence as the U.S. role here fades.

A revived Shiite alliance would be a setback to efforts to end sectarian politics in Iraq. Most Shiite voters will likely vote along sectarian lines as they did in parliament elections in 2005 if the country's top Shiite cleric, Grand Ayatollah Ali al-Sistani, publicly endorses the bloc.

That would ensure the domination of Iraqi politics by the Shiite religious parties that are viewed with suspicion by the Sunni Muslim minority, which lost its grip on power when Saddam Hussein's regime collapsed in 2003.

Many Sunnis consider the two main Shiite parties — the Supreme Iraqi Islamic Council and Dawa — as little more than instruments of Iranian policy. Key figures in the two parties sought refuge in Shiite Iran during Saddam's rule.

"The Sunnis in particular will sense danger," said prominent Sunni lawmaker Salim Abdullah.

Sunnis in Prime Minister Nouri al-Maliki's three-year-old government have long complained they were left out of decision making and charged that Shiite-dominated security forces operate with an anti-Sunni bias.

Abdullah said the revival of the coalition as a Shiites-only bloc would encourage the Sunnis to rally around parties with strong pro-Sunni agendas rather than those that appeal to all groups.

But the case for Shiite unity remains compelling among the leaders of the once-oppressed community.

"There is a serious danger for the Shiites if we don't revive the coalition," warned parliament deputy speaker Khalid al-Attiyah, one of three politicians who briefed The Associated Press on negotiations to rebuild the alliance.

The United Iraqi Alliance, as the coalition is officially known, won control of parliament in the December 2005 elections but began to unravel two years later with the withdrawal of two major factions and bitter rivalry between Prime Minister Nouri al-Maliki and the Supreme Council, his major coalition ally.

The Council lost control of major southern provinces to al-Maliki's Dawa party in January provincial elections.

That raised concern among Shiite politicians that internal political divisions could cost them seats in January's parliamentary elections in key areas where Sunnis, Shiites and Kurds live, like Baghdad and the provinces

of Diyala and Babil.

The three politicians who briefed the AP on the discussions said talks on reviving the alliance were still in the preliminary stage but proposals for a major overhaul of the coalition's structure and decision-making process already were on the table.

Proposals include the possible inclusion of moderate Sunni groups from the west and east of the country.

Another negotiator, Hummam Hammoudi of the Supreme Council, said rebuilding the alliance would strengthen the political process and bolster the government as it prepares for the departure of all U.S. forces by 2012.

For years, the U.S. has pressed both Shiite and Sunni politicians to reach power-sharing deals — with mixed results. Going forward, the U.S. will lose leverage with the Iraqis as President Barack Obama speeds up the withdrawal next year.

A senior Iraqi official familiar with the talks said al-Maliki, emboldened by electoral and security successes, wanted the leadership of the Shiite alliance for himself and a greater role for his party.

The official spoke on condition of anonymity because he wasn't supposed to talk about the prime minister's strategy. He cautioned that al-Maliki may be at risk of overreaching because the security and political situation remains fragile.

Nevertheless, the fortunes of the two main Shiite parties have reversed in the last four years.

In 2005, the Supreme Council, founded in Iran in 1982, was clearly the dominant party, even though the prime ministership went to Dawa in a compromise with other alliance factions.

But the council's poor showing in the January ballot undercut its claim to leadership of the Shiite community.

"The facts on the ground have changed and rebuilding the alliance must reflect that," said Sadiq al-Rikabi, a close al-Maliki aide.

Furthermore, the Supreme Council's leader, Abdul-Aziz al-Hakim, is suffering from lung cancer. His condition has recently worsened and he is hospitalized in Iran. He has groomed his son, Ammar, as his successor, but it is unclear whether he commands the prestige to hold the organization together after his father's death.

AFP

COUP DE FILET CONTRE L'IMMIGRATION CLANDESTINE IRAKO-KURDE EN EUROPE

ROME, 9 juin 2009 (AFP)

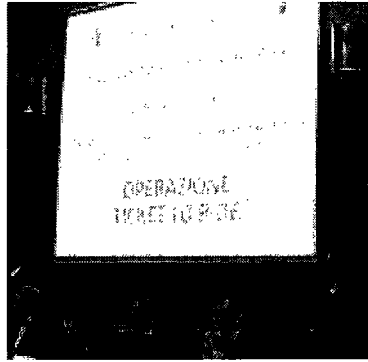
Une importante filière d'immigration clandestine irako-kurde qui a permis l'arrivée en Europe de plusieurs milliers de clandestins a été démantelée avec l'arrestation mardi d'au moins 46 personnes dans plusieurs pays, dont l'Italie, a annoncé la police italienne.

L'opération baptisée "Ticket to ride", du nom d'une célèbre chanson des Beatles, est le fruit d'une enquête de plus de deux ans et demi dirigée par le parquet de Venise (nord) qui a émis 70 mandats d'arrêt au total, a indiqué un responsable de la police de Venise, Alessandro Giuliano lors d'une conférence de presse à Rome.

A la mi-journée, 46 suspects accusés d'association de malfaiteurs à des fins d'immigration clandestine avaient été arrêtés, dont 32 en Italie et 14 à l'étranger (deux en France, deux en Belgique, une en Grèce, sept en Allemagne et deux en Suisse).

L'opération, conduite avec le soutien d'Europol et d'Eurojust, les organismes européens de coopération policière et judiciaire, a également été menée en Grande-Bretagne et en Suède.

Les suspects interpellés sont "presque tous" des Kurdes irakiens, a précisé



Conférence de presse après l'opération "Ticket to ride", le 9 juin 2009 à Rome

Alessandro Giuliano.

La police de Venise a pu établir que 2.500 clandestins irako-kurdes étaient effectivement passés par cette filière en deux ans et demi pour venir en Europe via la Turquie, la Grèce puis l'Italie, estimant le chiffre réel à plus du double.

La filière était organisée en "cellules" dans plusieurs pays d'Europe et le voyage des clandestins pouvait durer jusqu'à 10 mois avec des paiements échelonnés au fil des étapes via des sociétés de transfert d'argent comme Western Union, a expliqué le responsable policier.

Le voyage n'était pas le même pour tous. Les plus fortunés voyageaient en avion ou en voiture avec des faux papiers, tandis que les autres devaient se contenter d'une remorque de camion, à l'intérieur au risque d'être asphyxié, ou cachés dessous.

"Le prix du voyage était en moyenne de 8.000/10.000 dollars", a précisé Alessandro Giuliano.

Bon nombre de membres de la filière "avaient des permis de séjour", a-t-il précisé.

Plusieurs centaines de policiers ont participé au coup de filet mené mardi dans une quinzaine de villes italiennes.

La découverte, en mai 2006, dans le port de Venise, de 36 clandestins cachés dans une remorque venant de Patras (Grèce) est à l'origine de l'enquête.

Turquie/Irak

Unis contre les rebelles du PKK

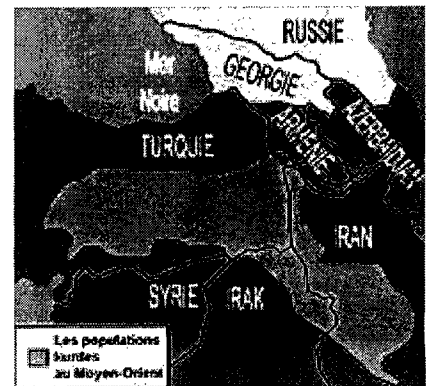
rfi 9 juin 2009

La Turquie et l'Irak ont signé mercredi un accord de coopération militaire qui marque le renforcement de leur entente pour lutter contre les rebelles kurdes de Turquie, basés dans le Kurdistan irakien.

C'est un communiqué de l'armée turque qui l'annonce : Ankara et Bagdad vont resserrer encore un peu plus leur coopération technique, en matière de formation militaire notamment. Depuis 2008, la Turquie et l'Irak cohabitent déjà avec les Etats-Unis dans un comité conjoint chargé de coordonner leur action contre la rébellion kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK en lutte armée contre Ankara depuis 84, et incrustés dans les confins montagneux de l'Irak.

L'offensive turque de l'année dernière n'a pas pu complètement déloger le PKK. Elle a quand même permis à Ankara de mesurer la loyauté de Bagdad à son égard. Et aussi celle des autorités de la province irakienne autonome du Kurdistan. La Turquie les accusait de protéger sa rébellion. Mais finalement, les Kurdes irakiens ont eux aussi reconnu en quelque sorte un droit de suite à l'armée de l'air turque qui pilonne régulièrement les bases du PKK en Irak.

Ankara s'est d'ailleurs efforcée de rendre ses interventions acceptables de l'autre côté de la frontière. Et la Turquie a même accepté par avance de laisser transiter sur son sol les soldats américains en partance d'Irak. L'heure est à la normalisation.



AFP

OUVERTURE DE DEUX ÉCOLES FRANÇAISES AU KURDISTAN IRAKIEN

ERBIL (Irak), 12 juin 2009 (AFP)

DEUX ÉCOLES françaises vont ouvrir leurs portes en septembre au Kurdistan irakien, où existent déjà deux établissements turcs, un libanais et un américain, et au moment où l'Allemagne se prépare à en faire autant.

"Les autorités kurdes nous ont demandé d'ouvrir des écoles et nous allons le faire à Erbil et à Souleimaniyeh à la prochaine rentrée scolaire de septembre", a affirmé à l'AFP le consul général de France dans la région Frédéric Tissot.

Erbil et Souleimaniyeh sont les deux principales villes du Kurdistan irakien.

Mises en place par la "mission laïque française", un organisme gouvernemental chargé des établissements d'enseignement à travers le monde, les écoles suivront le cursus français et les diplômés seront reconnus en France.

"Les écoles compteront bien sûr des professeurs français, mais les cours s'effectueront aussi en kurde, en arabe et en anglais par des enseignants dont c'est la langue maternelle. Ainsi les élèves posséderont quatre langues, donc quatre

cultures", a-t-il précisé cette semaine à l'AFP.

La France fournira les professeurs de français et d'anglais tandis que le gouvernement du Kurdistan irakien devra trouver des enseignants pour le kurde et l'arabe et fournir des bâtiments dans les deux villes.

"Nous avons commencé les inscriptions début juin et les réactions sont très positives. Les frais d'inscription ne devraient pas dépasser 3.000 dollars par an et par élève", assure M. Tissot, qui fut médecin au Kurdistan dans les années 80 avec "Médecins sans frontières" aux côtés du ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner.

Pour sa part, l'Institut Goethe a signé des accords avec 14 écoles du Kurdistan pour offrir des cours d'allemand et il prévoit aussi d'ouvrir une école allemande à Erbil cette année.

Il existe deux écoles turques à Erbil depuis 1994 et une école libanaise depuis 2005.

Une université américaine s'est ouverte en 2007 à Souleimaniyeh.

Le Monde
11 juin 2009

Iran : la « vague verte » réformatrice de M. Moussavi

L'ex-premier ministre joue l'« unité nationale » pour affronter M. Ahmadinejad à l'élection présidentielle

Concert de Klaxon, chaînes humaines en pleine ville, et par-dessus tout cette couleur verte (celle de l'islam, mais aussi de l'espoir) choisie par la campagne de l'ancien premier ministre Mir Hussein Moussavi, déclinée dans tout le pays, en foulards, affiches ou simples empreintes de mains sur les murs : une vague verte se prépare-t-elle à déferler sur les urnes, vendredi 12 juin, pour l'élection présidentielle iranienne ?

Celui que bien des jeunes ne connaissent même pas il y a quelques jours encore, cet ex-chef du gouvernement du temps de la guerre Iran-Irak (1981-1989), que l'on disait « congelé » par vingt ans d'absence de la scène politique, et dont le physique de technocrate, avec ses lunettes plates d'intello et sa courte barbe poivre et sel, n'acrobait pas les caméras, semble être devenu le plus sérieux rival du président sortant, le fondamentaliste Mahmoud Ahmadinejad.

Mercredi, la campagne s'est close. L'outsider trop sage est presque devenu un favori. Main dans la main (une première) avec son épouse, il joue les couples présidentiels à l'américaine. A défaut de charisme, il a trouvé un style, en se révélant dans un débat houleux contre M. Ahmadinejad un débatteur cohérent et rationnel. Le mécontentement contre le président sortant dans un pays de plus en plus isolé et en crise économique fera-t-il le reste ?

« Les premiers jours, M. Moussavi me disait, gêné : "Comment me trouvez-vous, en campagne ?" Et je répondais : "comme un vieux coureur rouillé, votre foulée prendra de l'ampleur au fur et à mesure de la course..." », nous a raconté Fayyad Zaahed, l'un de ses plus proches conseillers. De fait, Mir Hussein Moussavi a trouvé le rythme.

Jonglant aux confins des fragiles équilibres de la politique iranienne avec les alliances nouvelles (les femmes et les étudiants), les « adoubs » intellectuels – 800 artistes lui ont donné leur confiance –, les soutiens discrets (celui de l'ancien président

Hachemi Rafsandjani) ou ouvertement revendiqués (celui des réformateurs de l'ex-président Mohammad Khatami), sans jamais rien renier.

Né le 29 septembre 1941, cet Azéri d'origine est avant tout un homme du sérail. Un vrai fils de la révolution de 1979, devenu le « poulain » de l'ayatollah Behehti, le fondateur du Parti de la République islamique, dont il deviendra le premier directeur. Il aura avec le père de la révolution, l'ayatollah Khomeyni, un lien privilégié. Si privilégié que lorsque le Guide actuel, l'ayatollah Khamenei, sera élu président de la République, Khomeyni et son fils Ahmad imposeront M. Moussavi comme premier ministre en 1981 contre le candidat de M. Khamenei, M. Velayati. Ce dernier ne sera pas approuvé par le Parlement, et prendra plus tard sa revanche, devenant le ministre des affaires étrangères à la plus grande longévité de la République islamique.

Autant dire qu'entre M. Moussavi et M. Khamenei, le courant passait peu. D'autant qu'en pleine guerre, M. Moussavi jouait la carte étatiste, pour trouver un système de rationnement et de contrôle des prix afin de préserver l'économie chancelante, là où M. Khamenei prônait un certain libéralisme. Depuis, les deux hommes se sont retrouvés sur une gestion libérale. Les différends sont aplanis.

En 1989, membre d'un conseil chargé de la révision constitutionnelle, sa proposition en faveur d'un renforcement du Parlement sera rejetée, le poste de premier ministre supprimé, et il sera remercié. De lui, on retient alors son intégrité – qualité rare en ces temps troublés –, ses principes et son sens du devoir nationaliste. « Une sorte de Fillon, en plus discret », ironise un diplomate iranien de l'époque.

Commence alors la seconde vie de Mir Hussein Moussavi, loin des spotlights, mais pas de la politique,

L'ex-président Rafsandjani accuse M. Ahmadinejad

Dans une lettre ouverte au guide suprême Ali Khamenei, l'ex-président Ali Akbar Hashemi Rafsandjani a accusé, mardi 9 juin, Mahmoud Ahmadinejad d'avoir menti lors du débat télévisé qui l'opposait, le 3 juin, à son principal adversaire, Mir Hossein Moussavi. Des millions d'Iraniens ont été témoins des « inexactitudes

et inventions » de M. Ahmadinejad, écrit M. Rafsandjani, qui avait été accusé par le président sortant de corruption et de vouloir empêcher sa réélection. « J'attends de vous que vous résolviez cette situation afin d'éteindre cet incendie (...), et de déjouer les complots en passe d'être ourdis », a-t-il conclu.

puisqu'il sera le conseiller occulte du pragmatique président Rafsandjani, puis de son successeur réformateur Khatami. Il siège aussi au puissant Conseil de discernement, rouage islamique d'arbitrage du régime. Architecte de formation, marié à une ancienne militante révolutionnaire venue à la peinture, Zahra Rahnavard, devenue un atout auprès des femmes et des jeunes, cet amateur d'art abstrait a dirigé l'Académie des arts d'Iran.

Mir Hussein Moussavi est avant tout un homme du sérail. Un vrai fils de la révolution de 1979

Pourquoi cette soudaine réapparition dans la vie politique ? « Parce que, pour la première fois, je sentais la République islamique en danger », a dit le candidat. Au-delà de la déclaration de foi du révolutionnaire de la première heure, qui condamne les déviations de la République islamique, il y a aussi un calcul stratégique : M. Khatami n'avait eu qu'un « feu orange » de la part du Guide, et sa candidature trop réformatrice aurait divisé les forces politiques, empêchant les mécontents, dans le clan fondamentaliste qui soutient M. Ahmadinejad, de franchir les lignes. Il s'est retiré au profit de M. Moussavi.

Appuyé par les réformateurs, l'ex-premier ministre se veut surtout un « rassembleur ». Son passé

du temps de la guerre peut lui attirer le vote d'une partie des Gardiens de la révolution ; son honnêteté, la faveur des pauvres et de la petite bourgeoisie. Enfin son nationalisme sans faille peut faire accepter ses nouvelles préoccupations pour les droits de l'homme auprès des conservateurs. « Nous ne sommes pas des révolutionnaires, il y a eu assez de martyrs ici, confiait encore Fayyad Zaahed, nous voulons réformer. Améliorer les choses, « réparer » l'économie gaspillée par la gestion populiste ; ouvrir aux libertés individuelles ; créer plus de justice sociale, redonner crédit et dignité à notre pays à l'étranger. Nous ne voulons plus que l'Iran soit le « mauvais » de la classe. Il faudra du temps, petit à petit. »

Pour cela M. Moussavi a trois mots d'ordre : stabilité intérieure, détente et dialogue avec l'Occident, l'Amérique notamment. Sur le nucléaire, il est prêt à discuter « dans la transparence », mais non à brader les intérêts nationaux. Ce qui peut faire de lui un redoutable interlocuteur, mais un adversaire plus fiable. « Je veux en finir avec les extrémismes », dit-il, sur le fond, et avec « l'amateurisme » sur la forme : une armée de technocrates et de spécialistes est prête.

Mais cette vague verte aussi bruyante qu'enthousiaste, dont on ne peut vérifier vraiment l'épaisseur, tiendra-t-elle face à la vague « léopard » (tenue camouflée) des puissantes milices et des services secrets qui soutiennent M. Ahmadinejad ? ■

Marie-Claude Decamps

Pourquoi Ahmadinejad pourrait gagner

Le président iranien se présente pour un deuxième mandat le 12 juin. Malgré une forte contestation en Iran, il a toutes les chances d'être réélu, estime Payam magazine, le journal de la communauté iranienne de Los Angeles.

Hossein Hosseini
Payam Magazine

Lorsqu'il s'agit de Mahmoud Ahmadinejad, il n'y a pas d'entre-deux : soit on l'aime, soit on le déteste. Ses partisans font grand cas de sa politique antioccidentale et anti-israélienne, ferme et souvent très énergique, tandis que ses opposants déplorent l'image négative de l'Iran qu'il donne en Occident, ainsi que ses mesures politiques, qui ont ruiné l'économie du pays, ou peu s'en faut. Et vous, vous sentez-vous prêts pour quatre nouvelles années d'Ahmadinejad ? En un sens, il vaudrait mieux que la réponse soit oui, puisque tout indique qu'à l'issue du duel électoral de juin, il sera "réélu" pour diriger le pays durant les quatre prochaines années.

La première raison de sa probable réélection est historique. En effet, depuis la naissance de la République islamique d'Iran il y a 30 ans, le pays a connu cinq présidents avant Ahmadinejad. Et parmi ceux qui se sont présentés à un second mandat, pas un n'a échoué. L'Iran a ainsi été présidé par Abolhassan Bani Sadr (destitué en 1981), Mohammad Ali Rajai (assassiné en 1981), Ali Khamenei (de 1981 à 1989), Ali Akbar Hachemi Rafsandjani (de 1989 à 1997), puis Mohammad Khatami (de 1997 à 2005). Les trois derniers présidents ont cumulé deux mandats consécutifs, comme le permet la constitution. A eux seuls, ils ont assuré la présidence de l'Iran durant 24 ans.

La deuxième raison est simplement économique. Tournons-nous un instant vers l'année 2005 et les dernières élections présidentielles. Un illustre inconnu, ancien maire de Téhéran, du nom d'Ahmadinejad, l'emporte haut la main (avec 62 % des voix) contre un adversaire renommé et puissant, Hashemi Rafsanjani. Les résultats des élections, qui tournent en ridicule les sondages et les analyses de la campagne, mettent en évidence ce point fondamental, au cœur de l'avenir du pays : l'Iranien moyen en a marre de la pauvreté, du chômage, de l'inflation, de la corruption et des autres maux de ce genre.



Le candidat réformiste Mehdi Karoubi et l'actuel président iranien Mahmoud Ahmadinejad se préparent au débat en direct pour la télévision d'état, Téhéran, 6 juin 2009

Or, Ahmadinejad, l'homme que l'Occident aime tant détester, a mené campagne sur des thèmes populistes, accusant les gouvernements précédents d'avoir creusé l'écart de revenu entre l'élite de Téhéran et la population pauvre des villes et des campagnes. Alors que l'opposition l'avait disqualifié comme n'étant rien de plus qu'un nouvel agent du régime, pendant sa campagne, il a promis d'améliorer la vie des classes pauvres et modestes en mettant "les revenus du pétrole sur la table du peuple". Quant au slogan de sa campagne, il affirmait : "C'est possible, nous pouvons le faire". D'une manière tout à fait compréhensible, le message d'Ahmadinejad a trouvé un écho auprès de l'Iranien moyen. Ahmadinejad se décrit lui-même comme un homme simple - et manifestement, la population a avalé cette version. Quoi que nous puissions penser ici, en Occident, là-bas, en Iran, les gens se préoccupent davantage de leur bien-être économique que de la société civile, des droits humains, de la liberté de la presse, etc. Aujourd'hui, près de quatre ans après son élection, même s'il est accusé d'être à l'origine de presque tous les fléaux qui se sont abattus sur l'Iran, Ahmadinejad peut réutiliser les mêmes arguments et mobiliser ses partisans de sorte à conserver son fauteuil. S'il n'a pas mis l'argent du pétrole sur la table du peuple, il a tou-

tefois permis à de nombreux membres des Gardiens de la révolution [milice du régime] de s'enrichir. Ces alliés sont organisés, votent et peuvent pousser d'autres électeurs à aller voter.

La troisième raison pour laquelle je pense qu'Ahmadinejad sera réélu, c'est qu'en Iran, lorsqu'un nouveau régime est élu, tout le monde est instantanément remplacé des ministres aux gouverneurs en passant par les maires. Ce serait un peu comme si après son investiture, Obama avait renvoyé tous les gouverneurs, maires, représentants et responsables locaux des Etats-Unis, de même que les présidents de l'ensemble des universités et écoles supérieures ! Chaque fois qu'un nouveau président est élu en Iran, cela prend entre 12 et 18 mois pour que tous les postes soient pourvus une première fois, puis une seconde fois, et que tout reparte à zéro. Ce phénomène, aussi stupide soit-il, a doté un segment de la société d'une nouvelle forme de pouvoir et de richesse. Et ces personnes feront tout leur possible pour qu'Ahmadinejad soit réélu.

IRAN

En finir avec Ahmadinejad

■ Plus de 46 millions d'électeurs sont appelés à choisir leur président le 12 juin. ■ Marquée par une effervescence inédite, la campagne a vu émerger de nouvelles formes d'expression politique, qui ont débordé la censure. ■ Face à ses trois concurrents, le président sortant a été très critiqué pour sa mauvaise gestion économique, sa politique étrangère désastreuse et le manque de libertés civiles. Il devrait toutefois arriver en tête à l'issue du premier tour.

Hasan Sarbakhshan/AP-Sipa



◀ Une jeune femme porte le bracelet vert emblématique des partisans de Mir Hossein Mousavi lors d'un meeting à Téhéran. Devant elle,

en une du quotidien Hayat-e No, le candidat réformateur aux côtés de l'ancien président Mohammad Khatami.

Un gouvernement en situation d'échec

Le président actuel, même s'il reste populaire, a mécontenté une bonne partie de la population par ses erreurs de gestion. Les électeurs iraniens lui préféreraient-ils un réformateur ?

ASIA TIMES ONLINE
Hong Kong, Bangkok

Ahmadinejad est non seulement le président le plus controversé qu'ait connu l'Iran, mais aussi celui qui a le plus spectaculairement échoué. En 2005, il a axé sa campagne électorale sur trois thèmes : il s'est fait le champion de la cause des pauvres, a promis de lutter contre la corruption et d'améliorer l'efficacité du gouvernement, et a juré de revenir sur les "concessions" diplomatiques faites sous la présidence de Mohammad Khatami.

Le gouvernement d'Ahmadinejad a certes pris des mesures pour revenir sur la libéralisation économique engagée pendant les années de présidence d'Hachemi Rafsandjani [1989-1997], qui avait durement frappé les plus pauvres. Mais cela s'est fait aux dépens de l'économie dans sa globalité, et cette politique a malmené la classe moyenne iranienne. Le taux d'inflation est officiellement de 25 %, mais il est certainement plus élevé. La volatilité des prix des produits de base enregistrée ces quatre dernières années est sans précédent.

Cette mauvaise note en économie est due en partie au style présidentiel d'Ahmadine-

jad, qui se caractérise par une attitude cavalière, un populisme débridé et un immense mépris du protocole. Le comportement d'Ahmadinejad lors de ses innombrables visites dans les provinces en est un bon exemple : il n'a cessé de promettre toutes sortes de dividendes et de gratifications à la population sans consulter les responsables locaux, ni même ses propres ministres. De nombreux rapports publiés ces quatre dernières années indiquent que des membres de la délégation présidentielle ont distribué de l'argent aux habitants, bafouant ainsi les règles les plus élémentaires.

Le combat contre la corruption, annoncé à grand renfort de publicité, a été marqué par le même type d'indécentes gesticulations. Ahmadinejad aurait pu en faire davantage pour lutter contre ce fléau. La révocation de dirigeants (en particulier dans les secteurs bancaire et financier) n'a pas servi à grand-chose. Cela a plutôt privé le pays de gestionnaires expérimentés. Pis encore, Ahmadinejad s'est montré incapable d'identifier les sources réelles de la corruption, c'est-à-dire les cercles fermés des hauts dignitaires du clergé (non élus) et leurs tentacules dans le Bazar.

Le président a cependant marqué quelques points en politique étrangère. Il a incontestablement

mieux traité le sujet très sensible du nucléaire que le gouvernement précédent. Sous Khatami, l'Iran avait eu une attitude de repli sans obtenir de véritables concessions de l'Europe ni des Etats-Unis. Plus généralement, Ahmadinejad a durci le ton avec l'Ouest, à un moment où l'Iran avait besoin de donner une image forte pour dissuader les Etats-Unis de tenter une attaque. Mais ces victoires en politique étrangère ont été contrebalancées par une succession d'erreurs et d'échecs. Lorsque les régimes arabes se sont alarmés de l'influence croissante de l'Iran en Irak et de l'accroissement de l'implication de la République islamique dans l'arène palestinienne, il aurait fallu faire davantage pour apaiser leurs craintes et empêcher ainsi les Américains et les Israéliens de semer la zizanie au Moyen-Orient. Le personnage d'Ahmadinejad, avec ses déclarations inconsidérées du haut de certaines tribunes internationales, a gravement altéré le prestige de la République islamique. Sur la scène mondiale, il risque d'être perçu comme un homme qui a perdu pied. Son style présidentiel est aux antipodes du sens moral élevé et du comportement que l'on attend du dirigeant de la République islamique.

AHMADINEJAD RESTE LE FAVORI DU GUIDE SUPRÊME, ALI KHAMENEI

Le candidat réformateur Mir Hossein Mousavi

a de bonnes chances de devenir le septième président de l'Iran. Mais s'il est élu, ce sera en raison de l'antipathie qu'inspire Ahmadinejad plutôt que pour la façon dont il a mené sa campagne. Les médias ont mis en évidence son manque d'aisance et de charisme. Par contraste, Ahmadinejad est la bête politique type, énergique et très habile en campagne. Mais Moussavi est doté d'une sagesse naturelle, et ses interviews montrent qu'il possède une compréhension profonde des problèmes de l'Iran. Il est en outre mesuré, réfléchi et modéré dans tous les domaines, ce qui le rend plus apte à exercer la fonction de président qu'Ahmadinejad.

On a trouvé beaucoup à redire aux vingt années d'absence de Moussavi de la scène politique, mais, à strictement parler, il ne s'en est jamais éloigné. Il est toujours resté impliqué dans la politique iranienne, bien qu'indirectement ; il a conseillé le guide suprême Ali Khamenei pour les affaires politiques et constitutionnelles pendant une grande partie des années 1990. Si Ahmadinejad reste le favori de Khamenei, l'ayatollah apprécie également la modération de Moussavi et le fait qu'il soit populaire dans toutes les factions, principalement à cause du bon souvenir qu'a laissé son action en tant que Premier ministre pendant les difficiles années de guerre. Moussavi compte des sympathisants dans toutes les sensibilités de la classe politique et idéologique, ce qui lui permettrait de jouer un rôle unificateur décisif s'il était propulsé à nouveau à la tête du gouvernement.

Un autre élément tout aussi important est la popularité de Moussavi dans les classes moyennes, un groupe socio-économique crucial qui entretient une relation difficile avec le régime islamique. Cette relation s'est détériorée pendant la présidence d'Ahmadinejad, et le président est devenu un objet de dérision dans beaucoup de foyers de la classe moyenne. D'une manière globale, Moussavi prêtera certainement une oreille beaucoup plus attentive aux gestionnaires expérimentés et aux experts - dans tous les domaines -, et cherchera à les impliquer dans le processus décisionnel. Il peut réellement s'illustrer à long terme comme un vrai réformateur et tenir ainsi les promesses faites par l'ancien président Khatami.

Mahan Abedin

PORTRAITS Les candidats

MAHMOUD AHMADINEJAD Le président sortant



AFP/HO/Faris News Agency

■ Elu à la surprise générale en juin 2005, il s'était engagé à améliorer les conditions de vie des plus pauvres. Son mandat a été marqué par des scandales politiques, des difficultés économiques et une dégradation des relations internationales. Mais ses partisans restent nombreux, et il est soutenu par le guide suprême Ali Khamenei, ainsi que par

les puissants Gardiens de la révolution, la milice du régime. Jusqu'à aujourd'hui, tous les présidents de la République islamique ont été réélus pour un second mandat.

MIR HOSSEIN MOUSSAVI Le challenger



Atta Kenare/AFP

■ Premier ministre de 1981 à 1989, il bénéficie d'une forte popularité pour avoir su gérer le pays pendant les années de guerre contre l'Irak. Mais son silence pendant les vingt dernières années a été beaucoup critiqué pendant la campagne électorale. Soutenu par l'ancien président Mohammad Khatami, il a cherché à se présenter comme un centriste. Innovant dans sa manière de faire campagne, il a su rallier beaucoup de jeunes Iraniens, qui arborent des bandeaux et des bracelets de couleur verte, celle sa campagne.

MEHDI KAROUBI L'outsider



Atta Kenare/AFP

■ Arrivé troisième à la présidentielle de 2005, ce religieux a refusé de retirer sa candidature et de créer un front uni des réformateurs en soutenant Moussavi. Leader du parti Etemad-e melli (La

confiance du peuple), il se considère comme bien plus réformateur que son rival. Ayant réuni autour de lui une équipe d'experts, il pose sur ses affiches de campagne en compagnie de Gholamhossein Karbachi, l'ancien maire de Téhéran, avec pour slogan : "Nous sommes venus pour changer les choses".

MOHSEN REZAÏ Le perturbateur



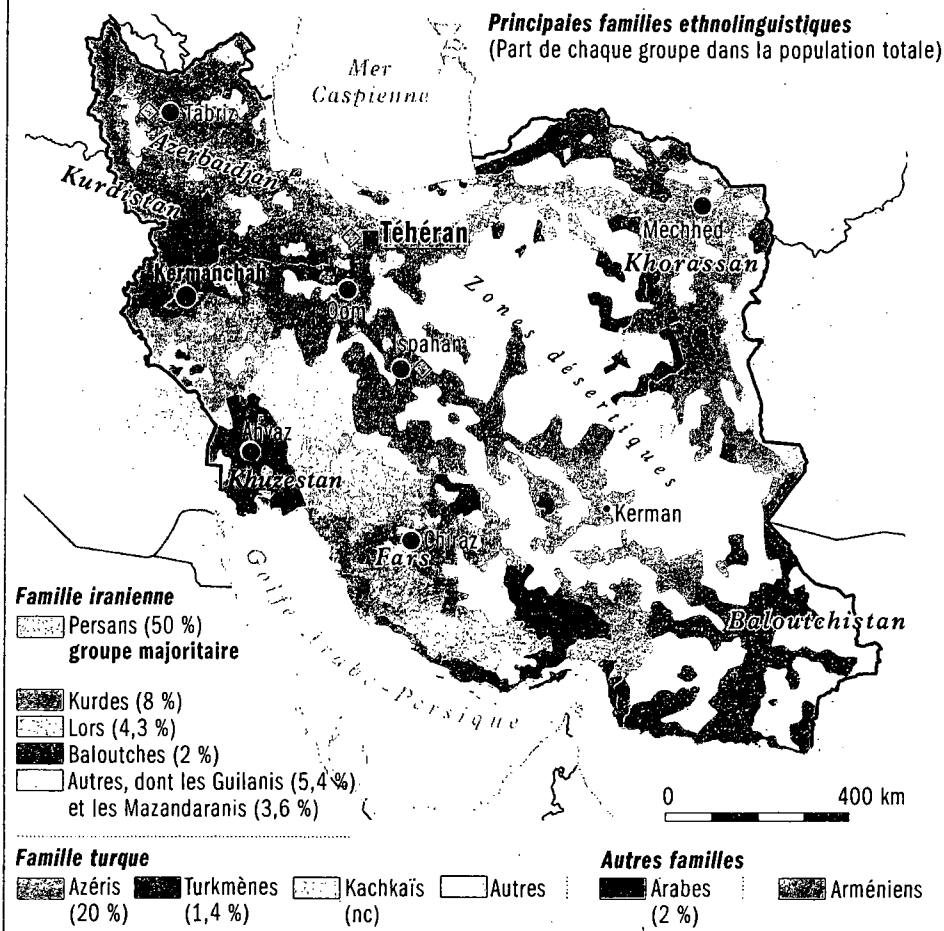
Atta Kenare/AFP

■ Ancien chef des Gardiens de la révolution, il pourrait s'attirer une partie des votes des ultra-conservateurs au détriment de Mahmoud Ahmadinejad. Il a choisi de se présenter en indépendant,

pour manifester son mécontentement face à la gestion du président actuel. Impliqué par la justice argentine dans l'attentat contre le siège de l'AMIA, une association juive, à Buenos Aires en 1994, il est sous le coup d'un mandat d'arrêt d'Interpol.

IRAN : LE POIDS DES MINORITÉS

Source : cartothèque de l'université du Texas <www.lib.utexas.edu/maps/index.html>



La guerre est encore possible

Si le gouvernement israélien décide de croiser le fer avec l'Iran, explique Ha'aretz, l'administration américaine ne s'opposera pas publiquement à son plus fidèle allié dans la région.

HA'ARETZ (extraits)
Tel-Aviv

Le Premier ministre Benyamin Nétanyahou considère l'élimination de la menace nucléaire iranienne (la seconde Shoah) comme la mission de sa vie. Avant son retour au pouvoir, il estimait déjà qu'une telle opération coûterait des milliers de vies, mais que ce prix se justifiait par la gravité de la menace. Et, bon an mal an, Nétanyahou est en train de rompre avec la doctrine défendue par Ariel Sharon devant l'administration Bush, selon laquelle l'Iran n'est pas seulement le problème de l'Etat d'Israël, mais celui du monde entier. Aujourd'hui, pour Nétanyahou, c'est Israël qui est en première ligne.

Les dirigeants iraniens et israéliens se sont engagés dans une sérieuse escalade verbale. Mahmoud Ahmadinejad déclare que les discussions sur la question nucléaire sont closes, ce qui signifie que l'Iran n'a aucunement l'intention de renoncer à l'enrichissement de l'uranium. Pour sa part, Nétanyahou estime que "si Israël ne reprend pas la main dans sa politique de défense contre la menace iranienne et ne tente pas d'impliquer les Etats-Unis et d'autres pays, personne ne le fera".

Dans les deux cas, à Téhéran comme à Jérusalem, il est possible d'interpréter les propos tenus par les deux dirigeants en tenant compte des contraintes que leur impose leur politique intérieure. D'un côté, Mahmoud Ahmadinejad est en pleine campagne présidentielle ; d'un autre côté, en insistant sur le fait que la menace iranienne est bien plus grave que celle provoquée par l'évacuation de quelques collines isolées dans les Territoires, Benyamin Nétanyahou tente de désamorcer les critiques venant de son propre parti, le Likoud, quant aux probables évacuations d'avant-postes [colonies sauvages] en Cisjordanie. Néanmoins, les implications stratégiques de tels propos ne peuvent pour autant être ignorées.

Si le désaccord américano-israélien sur la question palestinienne est publiquement assumé, les Américains, en revanche, ne démentent pas le Premier ministre israélien lorsqu'il affirme qu'il existe un consensus entre Jérusalem et Washington sur la nécessité d'empêcher l'Iran de se doter de l'arme



► "Enrichissez votre vote à l'uranium !" Sur l'urne : Votez Ahmadinejad. Appel d'Obama. Dessin de Paresch Nath paru dans The Khaleej Times, Emirats arabes unis.

nucléaire. Au sein de l'administration américaine, on estime que le dialogue qu'Obama a proposé à l'Iran n'aboutira pas, tout en soulignant que les Etats-Unis ne frapperont pas l'Iran, à moins que quelque chose d'extraordinaire ne se produise.

PERSONNE NE SAIT COMMENT RÉAGIRA LE PRÉSIDENT AMÉRICAIN

Trois arguments sont généralement avancés pour exclure une attaque israélienne similaire au bombardement [israélien] du réacteur nucléaire irakien, en 1981 : la complexité accrue d'une telle mission, le veto américain et les réticences au sein même du gouvernement israélien. Mais ces trois arguments peuvent être réfutés un par un.

Premièrement, une guerre peut éclater sur le front nord [Liban] et s'étendre à l'Iran. De même, des frappes ciblées contre l'Iran peuvent conduire le guide suprême Ali Khamenei et le président Ahmadinejad à prendre des mesures contre le "régime sioniste". Si Israël laisse l'Iran attaquer en premier, l'effet de surprise ne jouera pas, mais des frappes israéliennes contre les installations nucléaires iraniennes seront considérées comme de la pure autodéfense.

Le deuxième argument (une opposition américaine à des frappes israéliennes) est trop tributaire des circonstances. Il est inima-

ginable qu'Obama ordonne d'intercepter des avions israéliens se dirigeant vers la centrale iranienne de Natanz s'il s'avère que tous les autres moyens pour neutraliser les centrifugeuses ont échoué. Le patron de la CIA, Leon Panetta, a certes vertement mis en garde Israël contre toute action qui ne serait pas coordonnée avec les Etats-Unis. Mais, lorsque sonnera l'heure de vérité, nul ne sait comment agira Obama, lequel a d'ailleurs déclaré à *Newsweek* que ce n'était pas à lui de dicter aux Israéliens leurs besoins en matière de défense.

Quant au troisième argument, relatif à des réticences politiques en Israël même, il est totalement erroné. Lorsqu'il s'agit de discuter de l'éventualité d'une guerre, ministres et militaires rivalisent de patriotisme, pas de pragmatisme. Lors de moments décisifs, personne en Israël n'ose passer pour un indécis ou pour un lâche. Pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler la deuxième guerre du Liban [été 2006], si héroïquement critiquée après coup par des responsables qui avaient initialement tous plaidé en sa faveur. Ce sera à nouveau le cas si Nétanyahou présente au gouvernement un plan pour attaquer l'Iran et que Tsahal assure disposer de la capacité de procéder à des frappes.

La guerre avec l'Iran n'est pas inévitable. Mais, pas à pas, le Premier ministre prépare l'opinion publique israélienne à la probabilité de son déclenchement.

Allouf Ben

Iranian candidates exchange harsh words

TEHRAN

BY ROBERT F. WORTH

The leading candidates are accusing each other of corruption, bribery and torture. The wife of the strongest challenger to President Mahmoud Ahmadinejad has threatened to sue him for defaming her. And every night, parts of the capital become a screaming, honking bacchanal, with thousands of young men dancing and brawling in the streets until dawn.

The presidential campaign, now in its final week, has reached a level of passion and acrimony almost unheard of in Iran.

In part, that appears to be because of a surge of energy in the campaign of Mir Hussein Moussavi, a reformist who is the leading contender to defeat Mr. Ahmadinejad in the election, set for Friday.

Rallies for Mr. Moussavi have drawn tens of thousands of people in recent days, and a new, unofficial poll suggests his support has markedly increased, with 54 percent of respondents saying they would vote for him compared with 39 percent for Mr. Ahmadinejad.

But many Iranians say the campaign's raucous tone is due largely to Mr. Ahmadinejad's unexpectedly fierce rhetorical attacks, which have infuriated his rivals and their supporters, and drawn some blistering ripostes.

"This campaign is a watershed in the history of Iran," said Sadegh Zibakalam, a political analyst at Tehran University. "We've had debates before, but nothing like this. Ahmadinejad is accusing everybody of corruption — he is basically saying the same thing the counterrevolutionaries have been saying all along."

Many people say a critical moment was a nationally televised debate last Wednesday in which the president opened with a furious attack on Mr. Moussavi. Mr. Ahmadinejad seemed to spare no one, accusing his conservative and liberal opponents of being corrupt.

But the most shocking thrust, to some viewers, was when he held up a document with a small picture of Mr. Moussavi's wife, Zahra Rahnavard, and asked him in a derisive tone, "Do you know this woman?" Mr. Ahmadinejad then accused Ms. Rahnavard — a respected professor of political science — of entering a graduate program without taking the entrance exam and other, lesser violations of university policy.

There were other personal and political broadsides in the debate, including Mr. Moussavi's claim that Mr. Ahmadinejad's foreign policy was based on "adventurism, illusionism, exhibitionism, extremism and superficiality."

But the attack on Ms. Rahnavard struck a nerve. She has taken an unusually public role in her husband's cam-



A volunteer carried posters of Mir Hussein Moussavi, a reformist who is the leading contender to defeat Mahmoud Ahmadinejad.

paign, and many liberal Iranians feared that Mr. Ahmadinejad's attack was code for a broader effort to deny women a public role.

On Sunday, a visibly angry Ms. Rahnavard held a news conference in which she threatened to sue if Mr. Ahmadinejad did not apologize within 24 hours.

"The way the president insulted me was an insult to everyone," Ms. Rahnavard said, repeatedly emphasizing her own Islamic credentials as she addressed a room full of reporters. "Those who made up this case against me wanted to say it is a crime for women to study, to get two graduate degrees, to become an intellectual or an artist."

She also thanked Mehdi Karroubi, another presidential candidate, for defending her during his own vituperative debate with Mr. Ahmadinejad on Saturday night.

The insurgent energy seems to have spilled over into everyday life, where many people feel emboldened to make criticisms they would not ordinarily dare to make out loud.

On Saturday evening, a gathering of supporters of Mr. Moussavi confronted a group of former politicians and journalists who agreed to give a joint talk.

"Five thousand innocent people were executed when you were in the government in the 1980s," one woman told Muhammad Atrianfar, a journalist who worked for Mr. Moussavi when he was prime minister in that period. "Why?"

Mr. Atrianfar seemed surprised by the question.

"My friends, at the beginning of the Islamic Revolution we were all like Ahmadinejad, but we changed our path and our way," he said, earning a round of applause from the audience.

On Saturday, at a stadium rally for Mr. Moussavi just outside Tehran, thousands of young women screamed angry slogans in unison, in a deafening roar that often drowned out the rowdy young men on the playing field below.

"Ahmadinejad is crazy, he's an idiot," Maryam Massoumi, a 27-year-old consultant, shouted above the din. "He's making this country into a place everyone wants to leave."

Nearby, the crowds chanted: "Ahmadi, shame on you, leave Mir Hussein alone!" and "We don't want a police state!"

To some extent, the invective and the carnival atmosphere reflect a ritual loosening of the rules every four years during campaign season. If the pent-up energies seem a little wilder this time, that may be a reflection of the crack-down on social freedoms that has taken place under Mr. Ahmadinejad.

Still, many Iranians say the loosening of tongues may signal a broader shift.

"This will become a wave that cannot be stopped," said Saeed Leylaz, an economist who was briefly a minister in the previous reform-oriented government. "If the president can say these things about corruption and not be punished, others will say them, too. This is unprecedented and will have consequences."

Nazila Fathi contributed reporting.

Iran campaign strains political decorum

TEHRAN

BY ROBERT F. WORTH
AND NAZILA FATHI

Iranian elections always bring a loosening of the rules on public speech and behavior, but a pair of sprawling demonstrations this week that brought the capital virtually to a standstill underlined how this election is different, in part because of the social crackdown of the past four years under President Mahmoud Ahmadinejad.

"What's happening now is more than what should happen before an election," said Mashalah Shamsolvaezin, a political commentator and the former director of several reformist newspapers. "This is an expression of protest and dissatisfaction by people. They are venting their frustration and feeling very powerful."

The demonstrations Monday were the largest gatherings here in more than a decade, veteran political observers said, with followers of Mr. Ahmadinejad and his main challenger struggling to demonstrate their street followings before the presidential election Friday.

Mr. Ahmadinejad's campaign organized a huge rally in a prayer hall in central Tehran on Monday afternoon, where tens of thousands of chanting supporters gathered, apparently in an effort to match the raucous outdoor rallies that are being held nightly by followers of Mir Hussein Moussavi, his leading challenger for the presidency.

But the president's rally was overmatched in turn by a larger, simultaneous demonstration by Mr. Moussavi's followers, who formed a human sea that blocked traffic for kilometers along one of Tehran's main boulevards.

The rallies underscored the unusual passions being aroused by the campaign, in which the leading candidates have exchanged accusations that are extraordinarily fierce for Iranian politics, including one Tuesday in which the former two-time president Akbar Hashemi Rafsanjani called on the country's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, to prevent any effort by Mr. Ahmadinejad's supporters to subvert the election.

"It seems necessary that the nation's and your demand to hold clean and glorious elections with high turnout be

met," Mr. Rafsanjani said in a letter to the ayatollah, published by the semi-official Mehr press agency.

Mr. Ahmadinejad, for his part, has accused Mr. Rafsanjani of corruption.

There have been scattered street clashes in recent days, but the police have generally not intervened, in part — analysts said — because they do not want to unleash protests by the unruly and mostly young crowds.

The rallies appear to have surprised and unsettled the authorities, and Mr. Khamenei, in a message broadcast on state television this week, warned against any further escalation. "I don't want to comment about people coming onto the streets, but they should not turn into confrontation or clashes between supporters of the candidates," Mr. Khamenei said.

The rally Monday by Mr. Moussavi's supporters was motivated partly by anger at Mr. Ahmadinejad, whose campaign rescheduled its own rally in a way that displaced an event by Mr. Moussavi. He had planned to give a speech in the same prayer hall where Mr. Ahmadinejad appeared Monday. Instead, his followers gathered in a long chain running from the south of the capital to the north, most of them wearing sashes of green, his campaign's signature color.

The campaign has included fierce exchanges among the candidates, especially during the debates of the past week, in which Mr. Ahmadinejad has accused leading figures of the 1979 revolution of corruption.

Mr. Rafsanjani, who was president for two terms and is one of Mr. Ahmadinejad's chief targets, defended himself Monday for the first time against the corruption charges. "Unfortunately, the course of the election has become tainted with all sorts of lies and slanderous statements," he said. "Smear tactics against individuals may be eventually pardoned and excused, but when they step out of line and target the basic principles of the Islamic revolution, they become unforgivable."

Although the harsh rhetoric has shocked many Iranians, it seems to have played well with Mr. Ahmadinejad's followers, who view it as a natural part of his populist campaign against the rich and the corrupt.

"The best thing Ahmadinejad did was to take away the sanctity of some of the regime's leaders," said Meysam Safavi, who had come from the holy city of Qum, south of Tehran, to join a huge crowd of Mr. Ahmadinejad's supporters Monday.

As it happened, the crowds at Mr. Ahmadinejad's rally were so thick that he was not able to get through to the podium in time to speak and many of his supporters left early.

At the same time, not far away, thousands of Mr. Moussavi's supporters crowded the streets, creating traffic jams so heavy that the blocked roads were full of people walking home through the stopped cars.



KAMRAN JEBREILI/THE ASSOCIATED PRESS

Thousands of supporters of President Mahmoud Ahmadinejad cheering their candidate at a sprawling rally in Tehran.

Rethinking Iran

Franco Frattini

ROME Why does Iran matter so much to the rest of the world? There are at least three reasons. First, Iran has become a key test case of the international community's capacity to prevent nuclear proliferation, which would make the world increasingly unpredictable and dangerous. Second, Iran matters for the future stability of the Middle East, where its influence as well as the influence of the Shiites is on the increase. Third, Iran matters for the stabilization of neighboring Afghanistan.

For years the international community has been focusing almost exclusively on the nuclear aspect. Alas, diplomatic efforts to persuade Iran to suspend the enrichment of uranium have failed to break the stalemate. After six years of "nuclear-only" diplomacy, the time has come to tackle the Iranian question in a more comprehensive manner. The new strategy should be based on two assumptions.

First, we cannot wait for the nuclear issue to be resolved before engaging Iran on other crucial fronts. An indefinitely isolated Iran could become an incorrigible saboteur in many areas, from Central Asia to the Middle East to Afghanistan.

Second, Turkey and the moderate Arab countries, as well as India, Pakistan and Afghanistan, have just as much of an interest in Iran as

do the United States, the European Union, China and Russia. These countries legitimately expect their interests to be taken into account. They should be more closely involved in the international decision-making process if we want our policies on Iran to become more effective.

Italy was the first to propose that Iran should be directly involved in the debate on Afghanistan. We have been supported in our endeavor by the pragmatic approach adopted by the U.S. administration. The governments of Afghanistan and Pakistan also have apprised Italy of their belief that Iran can be part of the solution for the stability of their region.

The top-level leadership talks held in Tehran recently point to the three countries' willingness to work together. Moreover, Western and Iranian interests in Afghanistan potentially coincide. Tehran has an objective interest in seeing Afghanistan "de-Talibanized" and stable, and in seeing a government in Kabul willing and able to keep narcotics from flooding into Iran, where drug abuse has become a national emergency.

For that reason, Italy has invited Iran to take part in the G-8 meeting of foreign ministers that is to be held in Trieste on June 26 and 27 and whose "outreach" session will be devoted to the stabilization of Afghanistan and Pakistan. We want Iran, along with other regional actors, to play a constructive part in a new regional compact designed to consolidate Afghanistan's stability.

We urge Iran to contribute to the collective

achievement of a number of regional benchmarks in several areas. These benchmarks range from border control, to fighting narcotics trafficking and arms smuggling, to the implementation of a number of regionally co-sponsored economic projects designed to help revive the Afghan economy.

The Trieste meeting is meant to launch a process whose implementation will demand a sustainable commitment from every single regional and international player involved. Thus Afghanistan can be an important test for measuring Iran's willingness to modify its conduct and to adopt a cooperative posture toward its neighbors and the international community.

Italy believes that Iran's full and direct involvement in the Afghan question should be pursued at once and independently of attempts to resolve the nuclear issue. The nuclear issue can follow the path mapped out by the "5 plus 1" group (the United States, Britain, France, China, Russia and Germany), although that group will need to become more inclusive by bringing in other relevant stakeholders if it is to increase its chances of success.

If Iran is re-engaged over Afghanistan and Pakistan, it may feel more motivated to interact constructively with the international community on the nuclear issue and on the Middle East, where its interests are now at variance with those of the international community.

FRANCO FRATTINI is Italy's minister of foreign affairs.

Jason Rezaian

TEHRAN While the past few nights of pre-election demonstrations may represent the biggest public display of political expression in the history of the Islamic Republic, deciphering what that actually means for Friday's presidential election, or for Iran, is proving quite difficult.

The nightly demonstrations have had a carnival-like air. After so long without an outlet, Tehran's youth are coming out en masse. Small business owners are taking advantage of the situation, selling refreshments to moisten throats hoarse from so much shouting.

It's not simply dissatisfaction with the Islamic system, since huge numbers of demonstrators are Ahmadinejad supporters who believe Iran, as it is, is just fine.

Last night I rode with some of them in a back of a truck plastered with the incumbent's photos. These were members of the Basij, the

youth militia — young men in their 20s who are the new generation of the Islamic revolution. Their group has years of organizing experience and, if needed, weapons — elements the more reformed-minded campaigns lack.

From the looks of those in the streets, supporters of Mir Hussein Mousavi — a moderate former prime minister and the main challenger

to Mahmoud Ahmadinejad for the presidency — seem to represent a broader cross section of urban Iran, but that can be deceptive.

What is especially striking is to see so many women fearlessly taking to the streets brandishing Mousavi signs, wearing green scarves (the color of the Mousavi campaign) and shouting in the faces of Ahmadinejad supporters. Girls as young as 10 are handing out fliers in support of the former prime minister. In the past this may have been very significant as the voting age, until recently, was 15. It's now 18, which may be a problem for Mousavi.

That's not to say that the sisters and mothers of the Basiji are silent. We just won't hear most of their voices until the votes are counted.

As I stood in the bed of the pick-up truck in halted traffic near Vanak Square, one of the hot spots during these rallies, passengers in cars shouted slogans at one another. "Mr. Doctor [Ahmadinejad] go see a doctor [shrink]," to which the Ahmadinejad-ists shouted back, "Only the Doctor!"

Two other popular chants were "If there's no cheating Mousavi will come in first," and "Ahmadi, bye, bye! Basiji bye, bye!" One might have expected the Basij to react harshly, but they mostly just smiled, mirroring the current demeanor of their man. Transcripts of Ahmadinejad's speeches may read like neo-Nazi propaganda, but for the campaign he has put on the facade of a pleasant peasant, which seems to work well. "Look at his face," one of the

Basij said, "He's one of us." The Basij didn't seem to mind that the statistics about inflation and unemployment Ahmadinejad is quoting in the debates do not reflect reality.

One of the Basij in the truck had a fresh cut on his nose and a bandage on his arm. "Last night we were out here and toward the end of the night we got into it with some Mousavi guys," he said. "It will happen again tonight. A few punches, something to eat, and then we'll head to morning prayer."

As the election draws closer, I fear violence will grow. On the first night of demonstrations, police were hard to find. Now, coming up on night No. 5, riot police, security service people, and young men serving their required military service are everywhere.

With such a short campaign, there has not been not much in the way of reliable polling, and in any case this is a society that relies heavily on rumor as a source of information, making predictions seems futile.

An elderly man sat watching the action from a stone bench in front of his apartment building. It was 3 a.m., and he agreed he'd never seen anything like this before in the Islamic Republic. "What do I think?" he said. "I think there's no way I'm going to sleep before 5."

JASON REZAIAN is an Iranian-American reporting on the election for Tehran Bureau, an online news magazine.

AGENCE GLOBAL

Nightlife in Tehran

Iran's election not appealing to Kurdish voters

Iranian Kurdish parties critical of presidential elections

By Qassim Khidhir
The Kurdish Globe

Without much hope, Iranian-Kurdish opposition groups boycott Iranian presidential elections.

With Iran firmly in the international spotlight, the upcoming presidential elections have taken on extra meaning in the eyes of the world. Iranian-Kurdish opposition parties, however, remain pessimistic about the significance of the event.

Muhammad Nazif Qadiri, a member of the Iranian Kurdistan Democratic Party politburo (KDPI), the most popular party amongst Iranian Kurds, told The Kurdish Globe that the KDPI and all other Iranian-Kurdish opposition parties have decided to boycott the upcoming Iranian presidential elections.

"In Iran there is no freedom. Elections in Iran are not considered something very serious," said Qadiri. "Whoever becomes president in Iran, nothing will change. If you look at the Iranian Constitution, you will see that the president of Iran is not afforded strong power."

"We advised Kurds in Iran to boycott the elections, because as long as there is no freedom in Iran, election results will not prove productive for the Kurds and will not improve human rights," he added.

Campaigning is officially underway in Iran's presidential elections, with just four people cleared to run out of the 475 who registered.

Mahmoud Ahmadinejad, the current president, is again a front runner in the elections. The other three candidates in the presidential

race are Mirhoussein Mousavi, a former prime minister, Mahdi Karoubi, a former parliament speaker, and Mohsen Rezaie, a former head of the Revolutionary Guard.

There are approximately 12 million Kurds in Iran. They are the third most important ethnic group in the country after the Persians and Azarbaijanis, and account for about 18 percent of the total population.

Abdullah Hassan Zada, a prominent Iranian Kurdish leader and a former general secretary of the KDPI for 15 years, called on the Iranian Kurds to vote for Karoubi if they should decide to participate in the elections.

Hasan Zada, who has been living in exile for more than 26 years, told the Globe that Karoubi is better than other candidates for several reasons. Most notably, Karoubi has been vociferous in support of constitutional amendments and has been quick to stress that Iran is not only a country for the Persian majority. Furthermore, he has highlighted the broad discrimination against none-Persian ethnic group, such as the Kurds, Arabs, Azeri, and Beluchi.

Importantly, Hasan Zada pointed out, Karoubi has mentioned on several occasions that the Kurdish areas are underdeveloped and very poor.

"However, although we perceive remarks by Karoubi as positive steps, they don't fulfill our ambition," he cited.

He remarked that Kurds in Iran want a form of autonomy similar to that of Iraqi Kurdistan. Karoubi is heavily engaged in campaigning in the Kurdish areas and has

used photos of Massoud Barzani, the president of Iraqi Kurdistan Region, to boost his appeal and support base.

There are numerous photos of Karoubi with Barzani, hanging in the corners of the main Kurdish cities in Iran, with a quote on the photos from Barzani that states, "Karoubi is from us and we are from Karoubi."

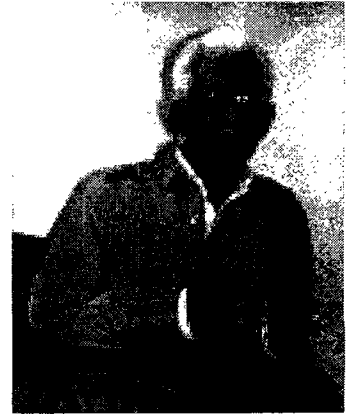
"The feeling of nationalism amongst Kurds in Iran has become very strong; it was never as strong as it is now," stated Hasan Zada, with a big picture of Qazi Muhammad on the wall behind him, one of the greatest Kurdish leaders of the 20th century and head of the historic Republic of Mahabad in 1946.

He observed that the Kurds in Iran are now very well educated and more aware of the Kurdish question. He pointed out that Karoubi wants to capitalize on the strong Kurdish feeling of nationalism as he attempts to win the hearts and the minds of the Kurds in the upcoming election.

There are about 300 Iranian Kurdish families living in the town of Koya to the east of Erbil city, capital of Iraqi Kurdistan Region, including Zada.

In Iraqi Kurdistan, there are several camps that are home to Iranian-Kurdish opposition groups. New generations of these Iranian families were born in Iraqi Kurdistan, and some have not seen Iran at all.

Osman Muhammad Khidhir, a 19-year-old high-school student who has never seen Iran, said, "My main hope is to see Iran one day, but I am afraid to go because



Abdullah Hassan Zada, a prominent Iranian Kurdish leader.

I don't trust the regime."

In spite of the fact that Khidhir has been waiting for elusive change in Iran for a long time, he said he has not lost hope yet.

"I have lost hope in Iran's elections. In the past we thought that elections would produce some changes in Iran, but changes never happened and the situation only worsened." He added he still believes that he will one day go back to Iran.

Bafreen Muhmmadi, 22, a student of history at Koya University, was born in Iraqi Kurdistan and has never seen Iran, but doesn't feel she is from Iraqi Kurdistan.

"In the university I always like to talk about political issues, but my Iraqi Kurdish friends since Saddam was toppled, they don't like politics; they always talk about how to have a better life and get a good job," Muhmmadi told the Globe.

Iraq says Kurd oil deals illegal, Kurds foot bill

* **Iraq reaffirms Kurdish oil deals illegal**

* **Rejects paying private oil firms in Kurdish deals**

* **Confirms winners of oil bids to be announced end of June**

By **Ahmed Rasheed**

BAGHDAD (Reuters) -

Contracts that semi-autonomous Kurdish authorities have signed with private oil firms are illegal until they are ratified by the Oil Ministry in Baghdad, the Iraqi government reaffirmed on Wednesday.

Oil Minister Hussain al-Shahristani also rejected paying firms that have developed the Taq Taq and Tawke oil fields in northern Iraq as part of contracts signed independently with the Kurdish Regional Government (KRG).

"These contracts need to be ratified by the Iraqi federal Oil Ministry. Till that time they are illegal," government spokesman Ali al-Dabbagh told reporters at a news conference with Oil Minister Hussain al-Shahristani.

After the conference, Shahristani told reporters: "We will not discuss any compensation for these companies (developers of Taq Taq and Tawke) under any circumstances."

His statement could ratchet up tensions between Baghdad and the KRG,

which has said it would not pay Norway's DNO International, Toronto-listed Addax Petroleum and Turkey's Genel Enerji, from its own purse. Genel is to merge with Britain's Heritage Oil.

Shahristani said the KRG should pay the firms from the 17 percent of the federal budget it gets each year, an option ruled out by Kurdish natural resources minister Ashti Hawrami.

The Iraqi government at the beginning of the month allowed crude to start being exported from Tawke and Taq Taq.

That seemed to represent a break in a long-running dispute between the Shi'ite Arab-led government in Baghdad and minority Kurds over land, power and Iraq's vast oil resources.

KURDISH DEALS UNRESOLVED

But while giving a nod to exports, Baghdad still refused to recognise the actual development contracts signed with the firms, making it unclear how DNO and the others would be paid.

The central government says all oil deals must be approved by the Oil Ministry and opposes the production sharing agreements favoured by the Kurds. Instead, Baghdad at the end of this month will announce the results of its first tender for fixed-fee service contracts in some of its prized oil fields.

Some lie near the disputed city of Kirkuk, contested by Kurds, Arabs and ethnic Turkmen. Hawrami has said the KRG would reject any deals for those

fields if it did not like the terms.

"No one has the right to veto the decisions of the central government, whether those are decisions about oil or about anything else," Shahristani retorted on Wednesday.

Shahristani has defended his record against criticism that Iraq's oil output of 2.3-2.4 million barrels per day remains at below the level it was at before the 2003 U.S.-led invasion.

He faces calls to testify before parliament.

The joint news conference with Dabbagh appeared to be a signal that the government intended to stand by Shahristani as he prepares to announce the results of the first round of service contract tenders over two days on June 29/30.

Dabbagh said he hoped new oil and gas laws -- held up in parliament -- will resolve the issue of oil deals.

In a conciliatory tone that suggested the government's stance could be softening despite its rhetoric, Dabbagh also said the launch of Kurdish crude exports was good for Iraq, which desperately needs money to rebuild after years of war.

"It will narrow the gaps between the different points of views," he said.

Heritage Oil plans \$5bn merger with Genel

Robin Pagnamenta, Energy and Environment Editor

HERITAGE OIL today unveiled plans for a merger with Turkey's Genel Energy International in a move that will create a Kurdish-focused FTSE 100 oil group valued at about \$5 billion.

Heritage said the deal will be paid for with shares and will take the form of a takeover of Genel, part of Turkey's Cukorva Group.

Investors in Genel will own 50 per cent of the new company which, if the deal is completed, will be big enough to qualify for entry into the FTSE 100.

Heritage has oil and gas assets in two main regions, Uganda and the Kurdistan region of Northern Iraq, where it recently announced the discovery of a major find which could contain as much as 4.2 billion barrels of oil.

It is already a partner with Genel in Kurdistan, where the two companies are collaborating on development of the Miran block.

Genel has a range of assets in Kurdistan and is already pro-

ducing oil and gas from two other blocks called Taq Taq and Tawke.

Heritage, which is listed in London but has its headquarters in Canada, also has smaller interests in the Democratic Republic of Congo, Tanzania and Russia.

The company was established and is one third owned by Tony Buckingham, a former mercenary involved in companies which hired out teams of soldiers including Sandline.

Genel is a private company 56 per cent owned by Cukorva, one of the largest industrial conglomerates in Turkey with interests in the car, media, telecoms and technology industries.

However, the combined group's interests in Kurdistan are not without risk.

The Iraqi government in Baghdad is sparring with the Kurdish regional government in Erbil over the legality of the oil and gas contracts it has signed with companies active in the semi-autonomous region.

Baghdad has in the past said that the licences it has signed with companies including Heritage and Genel are illegal.

☆☆☆

Iraq bombing provokes violent protest

BAGHDAD

Survivors of market blast that killed 28 throw rocks at police over lax security

BY ROD NORDLAND

A rare car bomb near the southern Iraqi city of Nasiriya killed at least 28 people at an outdoor market and provoked a near riot among survivors, who began stoning the police, blaming them for lax security.

Police officers in the town of Al Batha, about 40 kilometers, or 25 miles, west of Nasiriya, dispersed the crowd by firing randomly, wounding at least one protester, witnesses said.

The governor of Dhi Qar Province, where the incident occurred, immediately dismissed Al Batha's chief of police, Lt. Col. Assad Hussein, for negligence, according to Abdul Husain Shenawa, director of the province's media office.

There were conflicting accounts of the death toll. An official at the provincial health department put the number at 28 dead and 70 wounded and warned that the toll might climb. The official spoke on the condition that he would not be identified because he was not authorized to speak to the press. The Associated Press reported that the death toll had reached 35.

It was the first such bombing directed at civilians near Nasiriya, a largely Shiite city, in the past two years, according to Ali Hosseini, another media department official. There have been internal clashes in the area between armed Shiite factions.

Iraqi officials blamed Al Qaeda in Mesopotamia. Vice President Adel Abdul Mehdi said, "Targeting the cities, especially those which witnessed stability for several years, is nothing but a desperate attempt from Al Qaeda and former regime members to bring back disorder, to discredit our achievements in security and to reflect on the readiness of our armed forces."

Al Qaeda in Mesopotamia, a Sunni Muslim group, has frequently attacked large gatherings of Shiites, with the stated aim of reigniting sectarian warfare in the country.

The police said the bomb had been inside a parked car near the outdoor market, and photographs of the scene showed an almost completely destroyed car that appeared to be a Chevrolet Caprice. The bomb was detonated shortly after 9 a.m., when the market was full of shoppers. Most of the shoppers at that time would normally have



Iraqi soldiers and police officers securing the site of the attack Wednesday near the southern city of Nasiriya. It was the first such bombing directed at civilians in the area in two years.

Al Qaeda in Mesopotamia, a Sunni Muslim group, has frequently attacked large gatherings of Shiites.

been women with young children, residents said.

Parking is usually banned near the market, a precaution throughout Iraq wherever crowds gather.

"This is a security breach which resulted in dozens of women and children killed," said Muhammad Shatheer, 47, a merchant who sells electrical parts near the market. He said he and others had seen the Chevrolet parked near the market and had warned police about it. "They didn't care about this or do anything about it," he said.

A crowd, including many survivors and slightly wounded people, gathered at the scene, voicing similar complaints. About midday, many of them began stoning the police, who were securing the bomb site, witnesses said.

Reporting was contributed by Amir A. al-Obeidi and Mohamed Hussein from Baghdad and an Iraqi employee of The New York Times from Amara.

Security vote still planned

The Iraqi government is pressing ahead with plans to hold a national referendum on the Iraqi-American security agreement — a measure that is likely to

lose if put to a popular vote, with the outcome that U.S. troops could be forced to leave as early as next summer, Alissa J. Rubin of The New York Times reported.

Under the security plan agreed to by the two governments last year, American combat troops must withdraw from the cities by the end of this month and all American troops must be out of Iraq by Dec. 31, 2011.

Passage of the agreement was contingent on the approval of several other measures, including legislation requiring a referendum on the agreement. If the Iraqi people vote down the security pact, the American military would have to withdraw all troops within a year from the date of the vote, which could be held as soon as this summer.

U.S. diplomats are quietly lobbying the government not to hold the referendum, but so far Iraqi politicians have decided to go ahead to avoid appearing to be in the pocket of the Americans in an election year.

Under current law, the referendum would be held on July 30.

A number of leaders in the security forces, including the Iraqi defense minister, Abdul Khader, have said they want an American presence for at least the next five years. Some political factions have also said privately that they would prefer that the Americans stay, but in an election year, it is difficult for them to make such declarations in public.

Bitter rivalry shapes Iran's election

TEHRAN

BY ROBERT F. WORTH

In a makeshift war room in north Tehran, two dozen young women clad in full-length black chadors are logging election data into desktop computers 24 hours a day, while men rush around them carrying voter surveys and district maps.

This nerve center in the campaign to unseat Mahmoud Ahmadinejad, Iran's hard-line president, is not run by any of the three candidates who are challenging him in an election on Friday.

Instead, it is part of a bitter behind-the-scenes rivalry between Mr. Ahmadinejad and Ali Akbar Rafsanjani — a two-time former president and one of Iran's richest and most powerful men — that has helped define the campaign.

On Tuesday, Mr. Rafsanjani, who is backing the campaign against Mr. Ahmadinejad, released an extraordinary open letter in which he complained about the president's "insults, lies, and false allegations" and asked the country's supreme leader to intervene.

The letter came a week after Mr. Ahmadinejad, during a campaign debate, accused Mr. Rafsanjani of stealing billions of dollars of state money and called him "the main puppet master" behind the campaign against him.

The president clearly hopes to associate his rivals with Mr. Rafsanjani, who is one of the Islamic republic's founding figures but is widely viewed as corrupt.

But Mr. Rafsanjani now appears to be raising the stakes, betting that the ferocity of Mr. Ahmadinejad's accusations will be seen as an attack on the country's political elite and even on the country's Islamic system of government.

"If the system cannot or does not want to confront such ugly and sin-infected phenomena as insults, lies, and false allegations made in that debate, how can we consider ourselves follow-

One of the republic's founding figures is fighting the president.

ers of the sacred Islamic system?" Mr. Rafsanjani wrote.

No sooner had the letter been released than Mr. Ahmadinejad's campaign began copying and distributing it, clearly betting that it would play in their favor to keep Mr. Rafsanjani in the spotlight, said Mohammad Ali Abtahi, president of the Institute for Interreligious Dialogue, a study group here.

In the letter, Mr. Rafsanjani noted that Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, had "deemed it best to remain silent," instead of censuring the president for his vitriolic attacks during the debate. He wrote the letter only after demanding an apology and requesting an opportunity to rebut the charges against him on state television, both of which were denied, he said.

Ayatollah Khamenei is unlikely to respond, because "he is not pleased with correspondence like this from anyone," Mr. Abtahi said. Although he has the final say on affairs of state, Ayatollah Khamenei prefers to rule by consensus, steering clear of divisive issues.

Mr. Rafsanjani's letter was especially significant because he heads the Council of Experts, an 86-member body of senior clerics that has the power to remove the supreme leader, Mr. Abtahi said. It contained a veiled threat: He implicitly compared Mr. Ahmadinejad with a former president whom Mr. Rafsanjani helped depose in 1981.

In the 2005 presidential elections, Mr. Rafsanjani lost to Mr. Ahmadinejad in a landslide, with many reform-minded voters abstaining in part because the reform candidates had been eliminated from the race. At that time, Mr. Ahmadinejad was relatively unknown, and commentators here say he won in large part because of his rival's deep unpopularity.



CAREN FIROUZ/REUTERS

Ali Akbar Rafsanjani accused the president of "insults, lies and false allegations."

In this campaign, Mir Hussein Mousavi, a former prime minister with a reputation for honesty and competence, has emerged as Mr. Ahmadinejad's strongest challenger. In recent weeks his campaign has gained tremendous energy, and huge rallies by his supporters have packed the streets of the capital day and night.

Mr. Mousavi and others have derided the president's efforts to associate them with Mr. Rafsanjani. But it is clear that Mr. Rafsanjani's family, whether by invitation or not, is playing a powerful role in supporting Mr. Mousavi's campaign.

Mr. Rafsanjani's 39-year-old son, Mehdi Hashemi Rafsanjani, directs a sophisticated electoral effort based at Azad Islamic University, which was founded by his father. It is here that the chador-clad young women, paid \$25 an hour, can be seen at all hours of the day and night assembling telephone numbers for election monitors to observe the vote on Friday.

"This is parallel to the Interior Ministry," which oversees the election, Mr. Rafsanjani said with a smile. "But ours is secret."

The university's campaign team has developed its own software for doing election surveys, with the answers being typed directly into cellphones and transmitted back to the Tehran headquarters, Mr. Rafsanjani said. The surveys are being done almost continuously, and the latest show Mousavi with at least 56 percent of the vote, compared with a maximum of 42 percent for Mr. Ahmadinejad, he said.

One of the top concerns of the elder Mr. Rafsanjani's letter — and of the entire campaign — is that Mr. Ahmadinejad will rig the vote in his favor. Mr. Rafsanjani clearly hopes to bulwark a broad popular movement to oppose that. His son, meanwhile, is doing his part to make sure it cannot happen without being spotted.

"We have 50,000 observers in these elections," Mehdi Rafsanjani said. "If anyone is barred from a ballot box, we will find out."



BEN CURTIS/THE ASSOCIATED PRESS

A supporter with an Ahmadinejad banner at the president's final campaign rally Wednesday in western Tehran. Three people are challenging the president in the election Friday.

The dark side of Iran's elections

Mohsen Sazegara

On Friday, my fellow Iranians will cast their vote for the Islamic Republic's next president. If some of the polls are to be believed, the victor may well be a reformist, either former Prime Minister Mir Hussein Moussavi or a former Parliament speaker, Mehdi Karroubi.

A reformist victory would bring a thankful end to Mahmoud Ahmadinejad's presidency, but there ought not be any illusions about the impact Moussavi or Karroubi could have on Iranian society. As was made clear during the presidency of Ahmadinejad's reformist predecessor, Mohammad Khatami, the conservative establishment does not go quietly into the opposition when its candidates lose.

For all the reforms made during the Khatami era, real power in Iran never left the hands of Supreme Leader Ayatollah Ali Khamenei. The supreme leader's conservative allies retained control over the security forces, as well as the judiciary and the media, and simply circumvented the rule of law when their stranglehold on the country was challenged.

The violation of Iranian and international law by Khamenei loyalists was rampant between 1997 and 2005. Throughout Khatami's presidency, a vast parallel intelligence appa-

ratus operated beyond the authority of the government, brutally silencing those viewed as critical of the regime.

Although the existence of clandestine agents was not a secret in Iran, there is little official documentation of their activities or identities. Yet I can say that I know of what I speak.

In 2003, I was one of their victims. I was illegally detained by agents and held captive in notorious Section 325 of Tehran's Evin Prison for 114 days, 56 of them in solitary confinement.

Many Iranians suffered similar ordeals, or worse. That much has been made clear in the many stories told to the Iran Human Rights Documentation Center, which has made a laudable effort to record the abuses committed in Section 325 and other secret detention facilities.

Violent treatment was a staple of the clandestine agents' interrogation methods, designed to coerce victims into confessing to contrived charges. Torture, however, was not the only tactic used by parallel intelligence units. In addition to running at least half a dozen illegal detention facilities, agents also conducted warrantless investigations, arrests and seizures of property.

As is now clear, the clandestine agents were far from rogue operatives. The testimonies collected by the Iran Human Rights Documentation Center point to the organizational and operational involvement of a number of agencies controlled by the Office of the Supreme Leader.

The Revolutionary Guard, which I helped es-

tablish 30 years ago, was involved. So, too, were the Iranian Army, Khamenei-allied police units, and the Basij and Ansar-e Hezbollah paramilitary groups. The ranks of the parallel intelligence apparatus also included Khamenei loyalists in the Ministry of Intelligence, Ministry of Defense, judiciary, and state-run media. With these agencies effectively controlled by the Office of the Supreme Leader, the conservative establishment simply circumvented the Khatami government in its brutal campaign to silence the voices of reform.

In 2005 the clandestine intelligence activities were sharply curtailed, but the return to the rule of law was hardly the result of a change in policy. With a fellow hard-liner in the president's office, Khamenei and his allies could pursue their agenda, and had little need for the illegal parallel intelligence apparatus.

That may very well change if Mahmoud Ahmadinejad is voted out of office. One can only wonder what may transpire if a reformist slate is indeed victorious in the elections.

I would not presume to know the thoughts of Ali Khamenei, but I do know what the supreme leader's henchmen are capable of — and it is that knowledge that makes me shudder at the prospect of a Moussavi or Karroubi presidency.

MOHSEN SAZEGARA co-founded the Iranian Revolutionary Guard and served the Islamic Republic in a number of government positions.

How is Iran doing? Candidates disagree

TEHRAN

Ahmadinejad finds a robust economy, but opponents allege tricks

BY ROBERT F. WORTH

In the West, Iran's presidential election is viewed largely through the lens of President Mahmoud Ahmadinejad's crackdown on social freedoms and his combative approach to Israel, the United States and Iran's nuclear program.

But here, as in so many other elections, another issue is seen as more important: the economy. Iran's crippling inflation rate, unemployment and the question of how its oil revenue is being spent are at the top of the agenda for most voters, analysts say.

The two main camps see the issue in starkly opposed terms, with Mr. Ahmadinejad's supporters saying his policies have improved things for average people, with all three of his chal-

lengers in the election Friday insisting that the economy is in serious trouble. Even for basic economic indicators, starkly opposed statistics and projections are presented, leaving many voters confused about what to believe.

To some extent, both sides have a case to make: Mr. Ahmadinejad's populist policies have enriched some segments of the population, but a longer trend of unemployment and economic stagnation is also evident.

In his debates with other candidates, Mr. Ahmadinejad has held up graph after graph purporting to show that

"Who says Ahmadinejad created unemployment?"

Iran's economy is in splendid shape, cruising through the global recession that has ravaged much of the West.

In fact, growth has slowed sharply in Iran, which is heavily dependent on oil exports. The International Monetary Fund projects the country's economy will expand by 3.2 percent in 2009, down from 4.5 percent in 2008 and nearly 8

percent in 2007.

During a debate Saturday, one of Mr. Ahmadinejad's rivals watched in disbelief as the president delivered a cheerful lecture about his good economic stewardship.

One candidate, Mehdi Karroubi, disputed Mr. Ahmadinejad's numbers, including his claim that inflation was at 14 percent, not the 23.6 percent reported this week by the Central Bank of Iran.

Other challengers have done the same thing, holding up their own graphs and reading litanies of gloomy statistics on job losses and slumping oil revenue.

Mr. Ahmadinejad did not invent the numbers, as his detractors claim, but he emphasized some data that suited his purposes and ignored other widely used indicators.

Inflation is about 14 percent when measured as the year-on-year change in prices, said Saeed Leylaz, an economist who was briefly a minister in the reformist government of Mohammad Khatami.

But in Iran as elsewhere, inflation is usually referred to as an annualized average, or projected annual rate, based on the rise in prices in a recent month or quarter. By that measure, it is 23.6 percent, according to the Iranian Central Bank.

Measured either way, inflation is far higher today than it was four years ago, even as growth has slowed.

Mr. Leylaz said that revenue from oil exports soared in the last few years and

that petrodollars pumped into the economy tended to fuel inflation rather than productive growth. The accusation that Iran's oil wealth has been wasted is rooted in fact, he argued.

In addition, unemployment is increasing quickly. It was 10.5 percent four years ago, and it is now 17 percent, Mr. Leylaz said. With a disproportionately young population, Iran desperately needs more economic growth and more jobs.

Instead, economists say, Mr. Ahmadinejad has bought political support among the poor and lower middle class by increasing pensions and wages for government workers. He has also handed out so-called justice shares of state companies that are selling stock to the public and provided low-interest loans to young couples and entrepre-

neurs.

Mr. Ahmadinejad's rivals say the money should have been spent on creating jobs and improving Iranian infrastructure.

Yet the populist policies clearly serve a purpose.

"He helps the poor; he supports the families of the martyrs and the wounded," said Hassan Muhammad Zadeh, a 47-year-old veteran who had come to show his support at a rally for Mr. Ahmadinejad on Monday.

Mr. Zadeh explained that his pension had more than doubled, to \$500 a month, since Mr. Ahmadinejad took office.

Others in the swelling crowd, gathered at an unfinished prayer hall in central Tehran, had their own stories of how loans and salary increases had cemented their loyalty to Mr. Ahmadine-

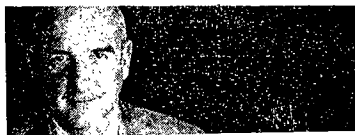
jad, who is widely seen as simple man with a deep sympathy for the poor.

"Who says Ahmadinejad created unemployment?" said Hamid Nassiri, a 25-year-old from south Tehran. "It's not true at all. He is from the people, and he attends to the people's needs."

Those who oppose Mr. Ahmadinejad tend to be better off and more educated. Issues like social freedoms and Iran's reputation in the world are important to them. Many also say his redistributionist policies have undermined the economy.

"Ahmadinejad has destroyed the country," said Bahram, a 23-year-old student in Tehran, who would not give his last name because, he said, he feared repercussions for criticizing the president. "We need jobs. We want our money to be for us, not for Hezbollah in Lebanon."

Iran awakens yet again



Roger Cohen

TEHRAN They're calling it the "green tsunami," a transformative wave unfurling down the broad avenues of the Iranian capital. Call it what you will, but the city is agog at the campaign of Mir Hussein Mousavi, the reformist candidate seeking to unseat President Mahmoud Ahmadinejad in the 10th post-revolution election.

Iran, its internal fissures exposed as never before, is teetering again on the brink of change. For months now, I've been urging another look at Iran, beyond dangerous demonization of it as a totalitarian state. Seldom has the country looked less like one than in these giddy June days.

I wandered in a sea of green ribbons, hats, banners and bandannas to a rally at which Ahmadinejad was mocked as "a midget" and Mousavi's wife, Zahra Rahnavard, sporting a floral hijab that taunted grey-black officialdom, warned the president that: "If there is vote rigging, Iran will rise up."

A Mousavi kite hovered; a shout went up that "It's even written in the sky." I don't know about that, but something is stirring again in the Islamic Republic, a nation attached to both words in its self-description.

That stirring has deep roots. The last century taught that Iran's democratic impulse is denied only at peril. Ever since the Constitutional Revolution of 1906, the quest for representative government has flared. Mousavi is dour but seen as a man of integrity, the anti-Ahmadinejad who can usher back the 1979 revolution's promise rather than incarnate its repressive turn.

Rahnavard, a professor of political science, is not dour. She has emerged as

a core figure in Friday's vote through her vigorous call for women's rights and the way she goaded Ahmadinejad into a rash attack on her academic credentials during his no-holds-barred televised debate last week with Mousavi.

"Make up your files," Rahnavard declared at the rally, in a derisive allusion to Ahmadinejad's Stasi-like brandishing of a document about her before some 40 million TV viewers. "But the file-makers will be defeated!"

Iran's democracy is incomplete (a Guardian Council representing the Islamic hierarchy vets candidates) but vigorous to the point of unpredictability. Nobody knows who will triumph in an election that chooses the second most powerful figure in Iran under the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, but some things are already clear.

The first is that the frank ferocity of politics here in recent weeks would be unthinkable among U.S. allies from Cairo to Riyadh, a fact no less true for being discomfiting. The problem with Iran caricatures, like Benjamin Netanyahu's absurd recent description of the regime as a "messianic, apocalyptic cult," is that reality — not least this campaign's — defies them.

The second is that while Ahmadinejad still marshals potentially victorious forces, including the Revolutionary Guards and the Basij militia, he now faces a daunting array of opposition ranging across the political spectrum.

If his attack on Rahnavard was rash, his broadside in the same debate against Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, the regime's éminence grise, looks like recklessness. It has ushered this election into the inner sanctum of authority. That's a transgression Ahmadinejad may not survive.

Rafsanjani, a former president, was so incensed by Ahmadinejad's accusations of Mafia-like corruption that he responded with a blistering letter to Khamenei, who's supposed to sit above the fray. The president's suggestion that corruption was endemic to the rev-

olution also angered the Qom clerical establishment, which responded with

its own dissenting letter: How dare Ahmadinejad defile the very system?

"Ahmadinejad has exposed rifts and spread distrust vis-à-vis the whole regime," said Kavous Seyed-Emami, a university professor. "That's groundbreaking."

The Rafsanjani letter, alluding to "volcanoes of anger" among Iranians, including at the alleged disappearance of \$1 billion from state coffers, will belong in any history of Iran's revolution. It says tens of millions watched as Ahmadinejad "lied and violated laws against religion, morality and fairness, and as he targeted the achievements of our Islamic system." It insists that Khamenei now ensure free and fair elections.

Khamenei has leaned toward Ahmadinejad, but much less so of late. He cannot be impervious to the rage of Rafsanjani, who is chairman of the powerful Expediency Council, which mediates disputes, and the Assembly of Experts, which oversees the supreme leader's office. Ahmadinejad now confronts surging forces from without (the street) and within (the clerical hierarchy).

Why the sudden turbulence? Here we come to the third critical characteristic of this campaign. Radicalism in the Bush White House bred radicalism in Iran, making life easy for Ahmadinejad. President Obama's outreach, by contrast, has unsettled the regime.

With Lebanon denying an electoral victory to Hezbollah, the oil-driven Iranian economy in a slump, and America seeking reconciliation with Muslims, the world now looks a little different.

Mousavi's attacks on the "exhibitionism, extremism and superficiality" of Ahmadinejad's foreign policy resonate.

Rafsanjani believes in a China option for Iran: a historic rapprochement with the United States that will at the same time preserve a modified regime. I also think that's possible — and desirable — and that Khamenei's margin for resisting it has just narrowed. So, too, has the margin for the foolishness of anti-Iran hawks.

Kurds lay claim to oil riches in Iraq as old hatreds flare

Sitting on vast untapped oilfields, the northern Iraqi city of Kirkuk has the natural resources to become one of the wealthiest places in the Middle East. But a standoff has developed between local Kurdish leaders and Baghdad over rights of ownership. And in Kirkuk itself, ethnic tensions are rising

Martin Chulov in Kirkuk
The Observer

In mid-2003, as Baghdad fell, Simzad Saeed, 39, returned to Kirkuk to build a house on land he did not own and to stake a claim in a new homeland. He did not mean Iraq. Ever since the Iraqi central government has paid Saeed's salary but, like roughly 200,000 other returned Kurds, he pays his dues to 'Kurdistan'.

"I feel at home," he said from his new lounge. "I was forced to leave after the first Gulf war [in 1991] and we didn't return to our original home six years ago because my father still lives there."

Across town in a ramshackle suburb built on a dried-up swamp, Faisal Mathor Mohammed, a 69-year-old Arab retired army officer from Baghdad, sat sweating in his mud-brick house, which he says was promised to him 22 years ago. He laid down his roots with a government grant.

"I went to the mayor in my town and asked him," the former Iraqi army officer said. "They gave me land in Kirkuk and 10,000 dinars (\$30,000) - enough to buy a house outright and furnish it fully in 1987. I have lived here ever since."

Strewn across the landscape between both neighbourhoods are rows of shooting flames, roaring like Roman candles from the desert plain. Shifting winds send an oily film in both directions, letting no one in town forget what lies beneath their feet and what will soon shape their collective destinies.

Over the past six years of violence in Iraq, oil has been the flashpoint in Kirkuk, a city forever home to a combustible mixture of races. Kurds have always claimed Kirkuk as a homeland; Turkomans, Assyrians and Arabs have at various times based empires here. The resulting melting pot of races and clans has never mixed comfortably.

Since the US declared its invasion a success in mid-2003, Kirkuk has seen its biggest population shift in centuries, with Kurds capitalising on a power vacuum in Baghdad and Arabs rushing to reinforce their foothold. Kurds have been accused of ethnically engineering Iraq's most divided city to lay the foun-



datations for a nascent Kurdistan. Arabs have been accused of doing anything - including bombings - to stop the city from escaping their grasp.

All along, Kirkuk has had the feel of a boom-town-in-waiting, sitting on a subterranean lake of fabulous wealth that would one day create fortunes.

"That day is closer than ever," said Sharlet Yohana, 50, an Assyrian woman who works in the Iraqi government-owned oil extractor, the North Oil company. "The real conflict here is about oil," she said from the sitting room of her middle-class home in an Assyrian Christian neighbourhood. "Oil may well provide our future wealth and comforts, but it will also be our damnation."

"We will never have peace until the political problems surrounding the oil are solved. Everyone will suffer, far more than we are now: Kurds, Arabs, Turkmen, Christians. Already we have a curfew from midnight to 5am, and many Christians are blown up or assassinated. They are bringing this to a head now, before the foreign contractors come in."

Later this month, Baghdad will announce the results of a tender for service contracts to start oil extraction. Last week Hussein al-Shahristani, the oil minister, announced a shortlist of companies in the running, among them BP, BG International and Premier Oil.

Foreign companies have circled Kirkuk since the fall of Saddam. Earlier this month, Norwegian and Turkish companies helped one large crude oil field in Iraqi Kurdistan, Tawke, to come on stream for the first time in Iraq since 1972. Kurdish leaders cheered like football fans as live footage was beamed back to Irbil of tankers unloading at an export facility nearby, which will eventually pipe the oil north to Turkey.

A Norwegian engineer stood at the

site in the Kurdish foothills where tankers will cart their cargo away, alongside a drawling Texan computer programmer in a straw hat, a Canadian drilling expert and a Turkish site manager. A Kurdish employee pointed to the straw-coloured nearby ranges that border Turkey and said: "This is the land of Saladin, the great Kurdish warrior. He wanted to make peace with everyone, the Crusaders included. But in the end he knew where his home was and how to protect it. And so do we."

Tawke is a relatively new oilfield, the first to be developed since the invasion. Its inauguration was backed by Baghdad despite the central government's anger at a series of production-sharing agreements between the Kurdish government and private companies. This deal, Baghdad says, is acceptable because revenue will be piped back to central government coffers, which will in turn distribute 17% of the proceeds to the Kurdish administration.

To Baghdad, this is how it should be: it runs the show and the provinces pocket their share. The Kurds, however, are celebrating the symbolism of oil dollars flowing from fields they control. The Kurdish government's separate deals have not been nearly as well received by Baghdad, which is withholding up to \$400m in revenue that it deems the Kurds have made through contracts they struck that steer profits away from their rightful place in the national coffers.

Iraq's oil minister said last week that Baghdad would not pay any firms who signed deals with the Kurdish regional government. In return, the Kurds are threatening to veto any oil deals signed by the Iraqi government that they don't like.

All sides have been watching the posturing with great interest. "What they do up there will be very instructive for us," said Ahmed al-Othman, 71, a Kurdish native of Kirkuk. Othman goes round town in the traditional Kurdish shirwal (baggy trousers) and says his closest friends are Arabs. "I've never left and I have never thought to leave," he said. "Until recently."

"Last year, my brother was killed by an explosion in the market and so were two shopkeepers I drank coffee with for years. Since then, things have not been

the same. Arab eyes don't always look at me now and the marketplace is not what it was. The greed surrounding all the oil may change this place."

Marketplaces were for centuries the one place that locals of all sects would meet. Fruit, falafel and Iraqi bread are still sold alongside butchered lambs dripping blood on to rubbish-strewn pavements.

Locals still mix there, but so, too, do suicide bombers. Kirkuk until recently was a killing field of the Sunni insurgency. But security officials, among them US officers, suggest Kirkuk's militants have long had a Ba'athist flavour. "This was a city that Saddam long tried to orientate towards his regime and to Arab Iraq," said one local intelligence official, a Turkoman. "There was a strong al-Qaida presence and there are still sleeper cells, but the Ba'athists were stirring the pot more than anywhere else in Iraq except Tikrit."

Major-General Jamal Bakr, the regional police chief, said security had improved about 80% since mid-2007. He confirmed that militants had regularly tried to blow up oil pipelines: "But what we have seen here is similar to the rest of Iraq. Al-Qaida trying to cause havoc, no more, no less." Sunni extremists were foiled in their most recent terrorist attempt when a Syrian youth wearing a suicide vest was tackled trying to enter the Shia al-Hussein mosque.

One of Bakr's officers showed photographs of sappers cutting the suicide vest off the would-be bomber. "He was skinny, and looked unusual with this bomb strapped to him," the officer explained. "That's the only reason we don't have a new sectarian war here. The bomb was enormous."

From his office in a heavily guarded compound at the centre of town, Kirkuk's mayor, Abdul Rahman Fatah, conceded that oil was a major obstacle to progress in Kirkuk, but claimed it was secondary to the continuation of a central government-funded project that pays for Kurds to return to Kirkuk and offers Arabs money to leave. It is this law that funded the return of Simzad Saeed, who has since started work at the agency that paid for his return.

"The real conflict is between the politicians," said Fatah. "It is not really a conflict between the ethnic groups and religions. The issues here are not new; they are historical and well known. Even the Arabs who came here as part of Arabisation were victims. They were sent here by the previous regime and most came from the south of Iraq. Kirkuk was a much better option for them."

Nearby, in an office set up to facilitate the Kurdish and Arab movements, the director, Tabsen Ali Weli, said 92,000 families displaced by Saddam had applied to return, all Kurds or

Turkomans.

A total of 28,000 families has so far been allowed to return, most to homes built on new land. Each family has been given 10m dinars (£5,000). The precise number of Arab families who relocated to Kirkuk under Saddam is not known, but 14,700 have applied to leave: they will get 20m dinars (£10,000) each.

Advocates of the Arab claim to Kirkuk, among them an outspoken Sunni MP, Osama al-Najafi, insist the programme, which is authorised by article 140 of Iraq's constitution, is no longer relevant, because it has expired. "The UN in its final report said article 140 was not suitable to solve this problem in its present form," al-Najafi said.

The UN report was released in April after two years of searching for a solution for Kirkuk. The UN recommended a jointly administered region and a referendum to decide the city's future racial complexion. But with the population and mix having changed so markedly and with Baghdad fearing it is now on the wrong side of the ledger, it is highly unlikely to endorse such a ballot.

"The report was unjust and one-sided," al-Najafi complained. "They dealt with the Kurdistan province and Iraq as distinct areas, not one country. And they compared the situation to Northern Ireland and the UK. And when they dealt with the Arab perspective, they put inside quotes and added question marks."

"The Kirkuk problem comes down to oil," he said. "The Kurds want the funds to finance the proposed state of Kurdistan. It is enshrined in the constitution that oil and gas is for all Iraqis. But they have signed a range of contracts from those that are without agreement from the central government."

"This situation cannot continue for long. The tensions are growing and there is no agreement about the shape of the future Iraqi state. There are deep divisions and they are not drawing any closer."

To many Kurds, the divisions are indeed becoming more entrenched. "We don't see this so much as Northern Ireland as a new Jerusalem," said one senior member of the Kurdish parliament. "This is a conflict with a history and we are prepared to play a long game on it. The oil is bringing things to a head rapidly and Baghdad feels it is starting to lose significant ground."

"The Turks remain uneasy in the north, but we will do nothing to provoke them. Time is on our side."

Perhaps realising this, some small-scale rearward actions are taking place. Several of the Arab families who applied for and received their £10,000 grant to leave took the money and then stayed, prompting claims from Turkomans and

Kurds that the article 140 project is now about consolidating the remnants of Arabisation.

Among the hangers-on is retired army officer Faisal Mohammed. "I got the money from the government, but I'm not leaving and I won't be leaving. My sons are here and they won't leave and so, too, our families. If both governments leave the future of the city to the residents, I'm sure we can do a better job of sorting this mess out."

• Additional reporting by Enas Ibrahim

THE KURDS AND IRAQ

First settled around 5000bc by lowland tribes from southern Mesopotamia.

Home to about 6 million Kurds and up to 400,000 Arabs.

The Kurds of Iraq claim Kirkuk as part of their ancient homeland, which takes in about 40,000 sq km to the Turkish border in the north, Iran to the east and Syria to the west.

Successive empires of Babylonians, Assyrians, Arabs and Ottomans rose and fell, while Iraqi Kurdish nationalism failed to take root.

The post-Ottoman British mandate saw many revolts which inched the region towards autonomy.

Oil was first discovered near Kirkuk in 1927, and has underwritten eight decades of tensions.

Iraq, Iran and Turkey all felt threatened by this tide of nationalism and, throughout the 1970s, Kurds were squeezed into areas near Iran or deported elsewhere inside Iraq.

In the late 1980s, Saddam used chemical weapons against the Kurds of Halabja.

In 1991, Saddam attacked them again for co-operating with the US military during the Gulf war.

After the 2003 invasion, moves towards autonomy gained strength and the Kurdish regional government runs much of Kurdish Iraq with central government influence.

Kurdish elections are set for 25 July.

LE FIGARO

12 juin 2009

L'élection présidentielle ouvre le jeu en Iran

Les villes se mobilisent pour le changement, les campagnes défendent la tradition

En ce jour de vote, l'Iran est coupé en deux. Si Ahmadinejad peut compter sur sa popularité dans les campagnes, Moussavi pourrait bien le devancer dans les villes.

De notre envoyée spéciale à Ispahan

IL RÉGNE, à Gorgab, un calme irréprochable. Comme si, dans cette petite bourgade provinciale d'à peine 5 000 habitants, tout était joué à l'avance. Sur l'avenue principale, un seul poster se décline à l'infini : celui d'Ahmadinejad, barbe noire et regard vif. Sur les devantures des échoppes, sur les murs des maisons en pisé, sur les pare-brise des tracteurs. « *Il est des nôtres, il comprend nos problèmes. C'est un homme du peuple, qui est prêt à traîner ses savates dans la gadoue s'il le faut. Les autres candidats, qu'ont-ils fait pour nous ?* », entonne Reza Chah Rajabian, un agriculteur du coin.

Dans cet arrière-pays quasi désertique, à la périphérie d'Ispahan, au sud de l'Iran, on est loin de l'euphorie des grandes villes où, pendant dix jours, des bandes bruyantes se sont déversées dans les rues pour soutenir leurs candidats respectifs. Pour les jeunes citadins en manque de loisirs, la période préélectorale s'est imposée, cette année, comme une occasion rêvée de faire exploser leur rage de vivre, contenue pendant ces quatre dernières années de répression renforcée. Mais, ici, c'est le ventre qui parle avant le cœur. « *Dans les campagnes, les gens ne se préoccupent pas du produit national brut. Ce qui compte avant tout, c'est leur propre survie économique* », constate l'analyste iranien Ali Khorram. Élu en 2005 en promettant « *d'apporter l'argent du pétrole sur la table des Iraniens* », Mahmoud Ahmadinejad s'est fait de nombreux ennemis dans les milieux urbains, qui lui reprochent d'avoir dilapidé la manne pétrolière. Mais, en zone rurale – où se trouve environ 30 % de l'électorat iranien –, ses largesses ont payé.

Les valeurs de la terre et de l'islam

En quatre ans, son gouvernement a fait dispenser une multitude de crédits bancaires à faible taux aux plus démunis. Il a aidé les artisans à emprunter aux banques. Il a aussi fait augmenter les salaires et les retraites, permettant au petit peuple de mieux supporter l'inflation. « *Il est à l'écoute du peuple* », note Mohammad Hossein Simban, un chapeau de paille sur la tête, en

pointant du doigt ses dizaines de vaches noires et blanches dans son étable de Habib Abbad, à quelques kilomètres de Gorgab.

Cet officier de police à la retraite a vu sa pension doubler sous la présidence d'Ahmadinejad. De quoi agrandir sa ferme et nourrir une famille de quatre enfants. « *Cette année, c'est à lui que revient à nouveau ma voix !* » lance-t-il. En 2005, il avait déjà voté pour ce fils de forgeron, « *bon musulman* », dont il dit apprécier le parler simple et direct, « *à l'inverse des déclarations alambiquées de certains religieux des villes* » – allusion au clan de l'ex-président Rafsandjani, accusé par les partisans d'Ahmadinejad de « *s'être enrichi sur le dos du peuple* ». Si l'actuel président plaît toujours autant aux populations des campagnes, c'est qu'il incarne, avant tout, les valeurs de la terre et de l'islam.

À Ispahan, une fois passés les vergers et la zone industrielle, le contraste est flagrant. Sur les principales artères de cette importante métropole de province, connue pour son riche patrimoine culturel, les visages des autres candidats émergent entre publicités pour portables Nokia et affiches vantant les mérites d'un nouveau gel douche. Ici, c'est le besoin d'ouverture sur l'extérieur et l'aspiration à de plus grandes libertés sociales qui prennent le dessus. À en juger par le nombre de cafés Internet et d'antennes paraboliques qui se dressent sur les toits, Ispahan n'a rien à envier à sa grande sœur, Téhéran. Au traditionnel tchador noir des campagnes, les midinettes branchées préfèrent le



Superficie	1 648 millions km ²
Population (2009)	66 429 284 hab.
Religions	89 % de chiïtes, 9 % de sunnites, 2 % autres (chrétiens, juifs, zoroastriens)
Ethnies	51 % perses, 24 % azéris, 8 % gilakis-mazandaraniens, 7 % kurdes, 3 % arabes...
Taux d'urbanisation	68 %
Part des -25 ans (2005)	53,3 %
PIB	842 milliards de \$
Inflation	28 %
Chômage (est. officielles)	12,5 %
Pétrole	4 ^e producteur mondial, 80 % des exportations iraniennes

Sources : The World Factbook 2008 et ONU 2006

Les centres de pouvoir iranien

- 1 Guide de la Révolution (ayatollah Ali Hossein Khamenei, nommé en 1989)
- 2 Gardiens de la Révolution (125 000 pasdarans et 90 000 bassidjis)
- 3 Clergé chiïte (7 ayatollahs et 300 000 mol্লাhs)
- 4 Président de la République (Mahmoud Ahmadinejad, élu en 2005)

foulard coloré – vert, de préférence, en signe de soutien à Mir Hossein Moussavi, favori des femmes et des jeunes. Ces derniers – nombreux à avoir boycotté le scrutin de 2005 – pourraient bien faire la différence, cette année, dans les urnes. Selon les chiffres du Centre national des statistiques, la moitié des quelque 44 millions d'Iraniens en âge de voter ont entre 20 et 34 ans.

Maryam, 28 ans, une étudiante en architecture en fait partie. Elle a bien l'intention d'emmener voter ses six frères et sœurs avec elle. « *Ahmadinejad a détruit notre image dans le monde. Nous ne sommes pas un peuple de fondamentalistes. Oui, je suis musulmane. Oui, ma mère porte le tchador. Mais retenez ce chiffre : 60 % des étudiants iraniens sont des filles. Et cette année, nous avons bien l'intention de faire entendre notre voix !* » dit-elle. Avant d'ajouter, en faisant la moue : « *Notre pays n'a jamais été autant divisé. Un second tour est fort possible...* »

DELPHINE MINOUI

Mir Hossein Moussavi le challenger réformateur

IL EST le plus sérieux adversaire de Mahmoud Ahmadinejad. Âgé de 67 ans, Moussavi, le candidat réformateur, a été premier ministre de 1981 à 1989, durant la guerre Iran-Irak. Sa campagne a décollé ces dernières semaines. Il a su séduire les jeunes en utilisant les moyens modernes de communication. Moussavi n'a cessé d'attaquer le bilan économique

d'Ahmadinejad. Son épouse, Zahra Rahnavard, une universitaire, est devenue la star de la scène politique iranienne, un précieux atout pour conquérir le vote des femmes. Mir Hossein Moussavi joua un rôle important dans la libéralisation politique et sociale, qui marqua les présidences Khatami (1997-2005).

G. M.



Caren Firooz/Reuters

Mahmoud Ahmadinejad le président populiste



Ben Curtis/AP

À 53 ANS, le président sortant est l'homme des ultraconservateurs. Issu d'une famille modeste, cet ingénieur en génie civil est venu à la politique après la guerre de 1980-1988 contre l'Irak, durant

laquelle il s'est engagé comme gardien de la révolution (pasdaran). Après avoir été gouverneur de plusieurs provinces du nord de l'Iran, il a remporté en 2003 la mairie de Téhéran, tremplin de sa carrière politique. Ahmadinejad gagna la présidentielle de 2005, en promettant aux ouvriers et aux bas salaires, augmentations de revenus, aides aux régions et sécurité sociale pour les déshérités.

Mais quatre ans après, son populisme a produit de nombreux déçus. Son style agressif et ses provocations sur l'Holocauste

sont dénoncés par les Iraniens. Intransigeant sur le nucléaire, Ahmadinejad n'en demeure pas moins une redoutable « bête politique », apprécié dans les campagnes et disposant d'un solide réseau électoral. Il continue également de bénéficier de l'appui de ceux qui tirent les ficelles du pouvoir en Iran, les puissants mollahs de l'entourage du Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, et une bonne partie de leur bras armé, les pasdarans.

G. M.

Mehdi Karoubi le seul religieux en lice

SEUL religieux à être candidat, Mehdi Karoubi, 72 ans, a été à deux reprises président du Parlement, la dernière fois de 2000 à 2005. Déjà candidat à la présidentielle de 2005, Karoubi est considéré comme un modéré, même si ses batailles contre les réformateurs au Parlement restent dans les mémoires. Originaire de la province du Lorestan dans l'ouest

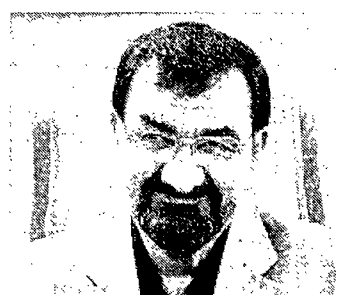
de l'Iran, il a étudié la théologie à Téhéran et dans la ville sainte de Qom. Au cours de la campagne, Karoubi n'a cessé de critiquer Ahmadinejad et « l'isolement » dans lequel se retrouve l'Iran. Il prône « le changement », mais il a très peu de chances d'être élu. En refusant de se retirer de la course, il a affaibli le camp réformateur.

G. M.



Vahid Salemi/AP

Mohsen Rezaï le pasdaran devenu pragmatique



Khademiani/Abacopress

ÂGÉ de 55 ans, Mohsen Rezaï est l'autre candidat du camp conservateur. Celui qui a commandé d'une main de fer les gardiens de la révolution à l'époque de l'exportation de la Révolution islamique, entre 1981 et 1987. Ce personnage au faciès sombre figure parmi les sept hommes recherchés par Interpol dans le cadre de l'enquête sur l'attentat à

l'explosif contre un centre culturel juif à Buenos Aires en 1994, qui avait fait 85 morts. Mais ces dernières années, Rezaï est devenu « pragmatique ». Il n'est pas hostile à un rapprochement avec les États-Unis. Mohsen Rezaï est secrétaire du conseil de discernement, une des instances d'arbitrage du régime iranien.

G. M.

Le Monde

Vendredi 12 juin 2009

Héros de la guerre contre l'Irak, les miliciens bassidjis avaient joué un rôle décisif en 2005 lors de l'élection du président iranien. Endoctrinés dans les mosquées et entraînés militairement, ils militent pour la réélection de leur leader le 12 juin



Etre bassidj, c'est l'assurance d'une ascension sociale pour les plus démunis.

PHOTOS PAOLO WOODS

Iran Les volontaires d'Ahmadinejad

Marie-Claude Decamps

Achacune de ses réunions électorales, ils étaient là, en première ligne. Discipline militaire, visage mangé par la barbe, chemise flottant sur le pantalon et regard fixe de celui qui ne connaît pas le doute, les bassidjis, en rangs serrés, ont soutenu « leur » candidat, le président Mahmoud Ahmadinejad qui joue sa réélection le 12 juin : « *Ahmadi nous t'aimons ! Ahmadi nous te voulons !* » En 2005 déjà, les miliciens bassidjis – les « volontaires mobilisés » – avaient joué un rôle décisif pour forcer l'élection de ce président populiste issu de leurs rangs et du même milieu modeste, pieux et provincial. Un président qui, comme eux, affiche sa foi dans le Madhi, « l'imam caché », dont ils espèrent le retour imminent sur terre. Et qui, en voulant ramener l'Iran aux principes du début de la révolution islamique de 1979, a revivifié la mémoire de la terrible guerre Iran-Irak (1980-1988). Un carnage qui a fait un million de morts et dont les bassidjis ont été les héros, tombant en masse, à peine âgés de 14 ou 15 ans parfois, dans les champs de mines et les sables du désert.

Dans l'immense cimetière de Behecht-e-Zahra, au sud de Téhéran,

embusqué dans les longues allées lugubres du carré des « martyrs » hérissé de drapeaux effilochés par le vent, le passé se refuse à mourir. Les photographies poignantes de ces jeunes, ceints du bandeau rouge des volontaires, jaunissent dans leurs petites vitrines individuelles, mais leur souvenir est soigneusement entretenu. Un musée, au sein du cimetière, est là pour y veiller avec force souvenirs macabres, y compris des vêtements en lambeaux, et, en fond sonore, les inévitables chants révolutionnaires.

Ce jour-là, devant la sépulture de Dariouch, 16 ans, il y avait sa sœur Meshmaz, ombre noire en tchador de deuil, occupée à laver la pierre tombale à l'eau de rose. « *Il était au lycée. Quand nous avons voulu le retenir il a souri et a dit "je me sens appelé", se souvient-elle. Et puis, il a ajouté, "un jour vous serez fiers de moi". On ne l'a pas revu, il est mort dans une attaque chimique.* » Et se sent-elle fière ? « *Bien sûr !, dit-elle avec force, mais aussi triste. Tous ces jeunes ici, quel gâchis. Quand je vois les bassidjis d'aujourd'hui, je ne comprends pas toujours. Les nôtres sont morts pour donner un avenir à l'Iran. Eux ont la nostalgie d'un passé qu'ils n'ont jamais connu. Quelle est leur place ?* »

Le savent-ils eux-mêmes ? Ce cimetière, c'est un peu leur lieu de prédilection. « *Dans le silence des tombes, je cherche les*

réponses à mes questions. Je les envie d'être morts en martyrs », nous avait expliqué lors d'une visite à Behecht-e-Zahra, Amir Jahantab, 21 ans. En chemise blanche sur sa motocyclette, ce jeune homme aux allures modernes, confiait son mal-être qui est aussi celui de bien des bassidjis de la nouvelle génération. « *Je viens ici pour trouver le sens de ma vie. La société m'ennuie.* » Son compagnon, plus méfiant, Mahdi Abdoljabbari, 20 ans, bassidj depuis huit ans, avait ajouté : « *Ahmadinejad nous fait retrouver la véritable essence de la révolution. Nous sommes les soldats de Dieu. Lors de la guerre au Liban en 2006, je voulais rejoindre les frères du Hezbollah. On m'a dit non. Je suis prêt, le martyr est dans ma vie.* »

Entre passé, présent et futur, les « volontaires » ont fini par former une sous-culture enkystée dans la société. Endoctrinés dans les mosquées, entraînés militairement dans des camps, les miliciens sont présents dans les entreprises et les universités, s'occupent à l'occasion d'œuvres sociales, assurent – de façon plus que musclée – la sécurité intérieure. Ce sont les « SA » (troupes d'assaut) du régime, se plaignent les étudiants durement réprimés ces dernières années.

Combien sont-ils ? On l'ignore, 900 000 avancent certaines sources. Ibrahim Yazdi, qui fut le premier ministre des affaires étrangères de la République islamique, nous a parlé lors d'un précédent voyage de « 5 millions de bassidjis capables de mobiliser avec leur famille jusqu'à 16 millions de personnes ». Et l'analyste Saeed Leylaz avait ajouté : « Leurs camps sont sur les grands axes de Téhéran. En cas d'urgence, ils peuvent bloquer la ville en quinze minutes. » La partie la plus militarisée de ces « fidèles entre les fidèles », choyés par M. Ahmadinejad, dépend des Gardiens de la révolution, l'armée idéologique du régime. Des « unités spéciales » de bassidjis œuvrent sans ménagement contre les groupuscules extrémistes sunnites au Sistan-Baloutchistan, là où la frontière poreuse avec le Pakistan permet tous les trafics, tous les coups de main.

Un « archipel » bassidj donc, qui est loin d'être uniforme. Pour les plus « purs », la religion vient en premier. Là où tant d'autres refusent le contact avec les étrangers, Morteza et Ali, rencontrés dans le sud pauvre de Téhéran où se tenait une soirée de prières, nous avaient accueillis et présentés à leur père, Mansour Mohammadjad, bassidj dans la compagnie d'assurances Alborz. Parcours familial sans faute : le père jadis volontaire sur le front, les deux fils entrés dans la milice à 7 ans. « Aujourd'hui, nous avaient-ils expliqué, on ne se bat plus que sur le front culturel. Nous sommes les gardiens des valeurs islamiques, aux ordres directs du Guide. La prière est notre première arme. »

Ces « purs » se retrouvent dans les mosquées où ils pleurent encore et encore la mort de l'imam Hussein tué par le calife sunnite à Kerbala en 680. Lors d'une soirée de lamentations (dans une pièce adjacente toutefois), un soir à la mosquée Gharrudia, à Téhéran, la célébration avait pris des allures improbables de concert techno. Sous les néons vert et blanc, serrés en une masse haletante, les participants se frappaient la poitrine en cadence, et revivaient, les yeux fous, la tuerie de Kerbala : « Hussein ! Hussein ! »

Sur scène, un chanteur de lamentations, plus adulé qu'une rock star. Ce soir-là, c'était Abdol Reza Hellali qui, de sa voix rauque et sensuelle, donnait le tempo : « Tu me hantes, Hussein, tu es mon maître, Hussein ! » Spectacle hallucinant de ferveur religieuse. « Je ne cherche rien, ni argent ni honneur, nous dira le chanteur, quand je chante, je ne m'appartiens plus... C'est lui, Hussein, qui chante. »

Ces ultrareligieux se retrouvent à Téhéran passage Mahestan, une galerie marchande où l'on trouve pierres de prières avec boussole pour trouver la direction de La Mecque, fouets pour les processions de l'Achoura, et toutes les vidéos de ces chanteurs inspirés par leur maître à tous, Mansour Arziz, qui a fondé une véritable école de chant. Pour Moharram, le deuil chiite, le patron du magasin A la Fleur de Narcisse nous confiera avoir vendu en un mois 600 CD de Mahmoud Karimi, l'étoile montante au hit-parade des lamentations. Sur des téléviseurs, les cassettes passent en boucle, il n'est pas rare

« Les bassidjis sont les troupes d'assaut du régime. Quelle déchéance ! C'est une minorité qui contrôle la société »

Reza Hodjati
enseignant réformateur

d'y voir larmes aux yeux, se frappant la poitrine, Mahmoud Ahmadinejad.

Etre bassidj, c'est aussi l'assurance d'une ascension sociale pour les plus démunis. Ils ont des bons d'achat et de transport, des quotas réservés à l'université, des aides pour la famille. Et une certaine « impunité ». Le côté « pur » se dilue dans le côté pratique. Ne seraient-ils plus qu'une simple caste de la nomenklatura islamique ? « Les bassidjis sont devenus un groupe de pression. Ils tirent juste des bénéfices de leur situation », dénonce le journaliste Amir Bahai.

Reza Hodjati, enseignant réformateur,

lui, est plus amer encore. Très religieux, il était parti pour le front irakien, à peine adolescent avec 120 bassidjis d'Ispahan. Vingt sont rentrés vivants, y compris lui, en dépit de la balle qui lui a traversé le poumon. Il a quitté la milice mais a chèrement gagné, estime-t-il, le droit de la critiquer. Et il ne s'en prive pas. « De mon temps être bassidj, c'était être à l'unisson de la société. Khomeyni disait : "Je baise votre bras qui nous défend." Aujourd'hui, le clergé est devenu une aristocratie, les bassidjis sont les troupes d'assaut du régime. Quelle déchéance ! C'est une minorité qui contrôle la société. A l'université, lors des émeutes de 2003, ils ont réprimé leurs camarades sans état d'âme, en poussant même certains par les fenêtres. Je souffre de voir tout cela fait au nom des anciens "volontaires". »

Troupe de choc monolithique ? sans doute pas. Des fissures apparaissent parmi les miliciens. La mauvaise gestion du gouvernement sortant, qui a placé l'Iran dans une situation économique difficile, se ressent durement dans les provinces. Pour certains bassidjis, eux-mêmes fils des campagnes, réprimer la grogne ambiante est un dilemme. Il y a deux ans, à Cachan, lors d'une grève dans une usine textile, les bassidjis ont rejoint les ouvriers contre la police. De même, dans la province de Guilan (nord) dévastée par la crise, des miliciens s'étaient adressés à M. Ahmadinejad, il y a quelques mois, dans le journal *Guam* : « Monsieur le Président, demandez aux gens quelle est leur préoccupation ? Ils vous répondront le travail. Cette province a donné 8 000 martyrs à la République, elle mérite plus de justice et un meilleur niveau de vie. »

« A la présidentielle de 2005, plus qu'une élection, nous avons eu une démonstration de force des casernes pour M. Ahmadinejad, conclut Ali Moheni, ex-bassidj, proche des réformateurs, c'est comme si nous avions dû affronter un rhinocéros les mains attachées dans le dos. » Cette fois ? « La situation évolue. Il n'y a que les chiens qui ont la maladie de la fidélité », dit-il sans avoir l'air d'y croire. ■

AFP

UN SOLDAT TURC ET UN REBELLE KURDE TUÉS LORS D'UN ACCROCHAGE EN TURQUIE

DIYARBAKIR (Turquie), 14 juin 2009 (AFP)

Un soldat turc et un rebelle kurde ont été tués lors d'un accrochage dans le sud-est de la Turquie, près de la frontière irakienne, a annoncé dimanche une source proche des services de sécurité turcs.

L'affrontement a eu lieu samedi tard dans la soirée dans la région montagneuse de Yuksekova, province de Hakkari, lors d'une opération militaire contre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a précisé cette source.

Le PKK, qui est considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis, lutte pour l'autonomie du sud-est de la Turquie, à majorité kurde, depuis 1984.

Le conflit a fait au moins 45.000 morts, selon l'armée turque.

Le PKK a annoncé en juin qu'il poursuivait son cessez-le-feu jusqu'au 15 juillet en réponse aux progrès réalisés vers une solution pacifique au conflit. Mais il a prévenu qu'il se défendrait, en cas d'attaque par l'armée turque.

AFP

DES BOMBES TURQUES ONT DÉTRUIT DES FORÊT IRAKIENNES (KURDISTAN IRAKIEN)

ERBIL (Irak), 14 juin 2009 (AFP)

PLUS DE 125 hectares de forêts sont partis en fumée depuis le début du mois dans le nord de l'Irak à cause des bombardements turcs, a affirmé dimanche à l'AFP un responsable du gouvernement autonome du Kurdistan irakien.

Selon Najat Soufi Hariri, directeur de la Planification au ministère de l'Agriculture du Kurdistan, une équipe d'intervention, composée de pompiers, de gardes frontières et de gardes forestiers, a été constituée d'urgence pour éteindre les feux dans la province de Dohouk, au Kurdistan irakien.

"Plus de 500 dounoums (125 hectares, ndlr) de forêts ont brûlé à cause des bombardements irakiens ce mois-ci", a déclaré M. Hariri.

"La population locale aide l'équipe d'intervention à stopper les feux et le dernier foyer a été éteint il y a deux jours", a-t-il dit.

La coupe des arbres et la destruction de la faune essentielle pour l'écosystème ont été bannis depuis 1992.

Ankara accuse les Kurdes irakiens, qui jouissent d'un statut d'autonomie vis-à-vis de Bagdad, de tolérer, voire d'aider le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Des centaines de militants du PKK sont installés dans le Kurdistan irakien, d'où ils lancent des attaques en territoire turc. L'aviation turque mène régulièrement depuis 2007 des raids contre ces bases arrières.

AFP

AHMADINEJAD À NOUVEAU ACCUSÉ DU MEURTRE D'UN OPPOSANT KURDE

18 juin 2009 – AFP

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad est de nouveau accusé d'être impliqué dans l'assassinat d'un opposant kurde à Vienne en 1989, a révélé jeudi un parlementaire autrichien, qui a rendu public un témoignage inédit dans cette affaire.

Toutefois, l'Iran a toujours nié toute implication dans cet assassinat.

Selon Peter Pilz, porte-parole des Verts autrichiens (opposition) pour les affaires de sécurité, un marchand d'armes allemand a ainsi affirmé avoir livré à Mahmoud Ahmadinejad à Vienne des armes liées à l'assassinat d'Abdel Rahman Ghassemlou, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan/Iran (PDKI), un mouvement d'opposition interdit par Téhéran, et de deux de ses collaborateurs. Les trois opposants avaient été assassinés à Vienne le 13 juillet 1989 par un commando dont les membres ont pu prendre la fuite.

Ce témoin, entendu le 6 avril 2006 par les autorités antimafia italiennes alors qu'il purgeait une peine de prison à Trieste, a indiqué avoir été en contact régulier avec les services iraniens en 1989 dans le cadre de trafics d'armes. Il a affirmé avoir, peu de temps avant les assassinats, livré une demi-douzaine d'armes légères lors d'une rencontre à l'ambassade d'Iran à Vienne, à laquelle prenait part Mahmoud Ahmadinejad.

"La troisième rencontre a eu lieu à l'ambassade d'Iran au cours de la première semaine de juillet 1989. Etaient présents trois Iraniens dont un certain Mohamed, qui est devenu par la suite président de la République d'Iran", a déclaré ce témoin, selon une copie du procès-verbal présentée par Peter Pilz au cours d'une conférence de presse.

"Ce document corrobore en tous points le grave soupçon que Mahmoud Ahmadinejad ait procuré les armes qui ont servi aux assassinats", a affirmé Peter Pilz.

L'audition s'était déroulée en présence de policiers autrichiens et le procès-verbal avait été transmis aux autorités autrichiennes, a indiqué le



député.

Le Parquet de Vienne a confirmé à l'AFP être en possession de ce document: "Nous disposons de ce témoignage depuis longtemps et l'avons étudié. Il n'a cependant pas été jugé suffisant pour motiver un soupçon criminel", a déclaré une porte-parole, Michaela Schnell.

En juillet 2005, Peter Pilz avait déjà produit le témoignage d'un journaliste iranien qui assurait avoir recueilli les confidences détaillées d'un membre présumé du commando, le général pasdaran Nasser Taghipoor, décédé en 2002, et qui accusait également Mahmoud Ahmadinejad. L'ex-président iranien Bani Sadr, en exil en France, avait précisé que l'entretien s'était déroulé à son domicile de Versailles, près de Paris.

La police autrichienne n'avait cependant pas été autorisée par la France à entendre ce témoin, selon Peter Pilz.

Vienne, qui entretient des liens commerciaux privilégiés avec l'Iran, n'a jamais souhaité ni confirmer ni infirmer une éventuelle présence de Mahmoud Ahmadinejad à Vienne à l'époque des faits.

Après les assassinats, les autorités autrichiennes avaient permis à l'Iran de rapatrier les membres présumés du commando, dont l'un avait été blessé dans l'attentat et hospitalisé.

L'Iran sous tension après l'élection d'Ahmadinejad

☞ L'opposition ne reconnaît pas la victoire du président sortant
☞ Théâtre de manifestations, Téhéran est contrôlée par les milices du régime



Samedi 13 juin à Téhéran, des manifestants contestent dans la rue le résultat des urnes. PAOLO WOODS POUR « LE MONDE »

Analyse

Commencée dans l'allégresse d'une grande mobilisation, avec des ouvertures inédites – femmes de candidats sur les podiums, débats télévisés en direct –, la campagne « à l'américaine » pour la présidentielle iranienne s'est achevée, vendredi 12 juin, dans la contestation d'un score quasi « soviétique ». Et quelle que soit, en fait, la réalité des chiffres de ce scrutin officiel qui, avec plus de 63 % des voix, donne au fondamentaliste président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, les mains libres pour un second mandat, ce qui transparaît, dans la violence de la répression, le brouillage des communications et déjà les arrestations, c'est que l'Iran a peut-être lancé sa « troisième révolution ».

La première, en février 1979, a renversé le chah ; la deuxième, selon l'ayatollah Khomeyni, fondateur de la République islamique, a consisté quelques mois après à s'emparer de l'ambassade américaine. Que serait la troisième ? Les supporters de M. Ahmadinejad ont avancé le mot « révolution », lui-même lui a donné un contenu durant la campagne.

Jusque-là, le président surfait sur le populisme et le nationalisme, ses meilleurs alliés. Il vient de leur adjoindre un besoin de « justice sociale » sur lequel il compte mobiliser les classes défavorisées et les nouvelles élites révolutionnaires, notamment les milices islamiques (bassidji) pour tout à la fois endiguer cette société civile toujours plus jeune, plus évoluée et plus exigeante et se livrer à une « épuration » au plus haut de l'Etat de ceux qui voudraient « brader » les intérêts nationaux.

Les signes avant-coureurs étaient là : appelant à voter, le Guide suprême, Ali Khamenei, mentor de M. Ahmadinejad, qui plus que tout craint, dit-on, « une contamination culturelle » occidentale, avait précisé il y a quelques jours :

« Ne votez pas pour tous ceux qui veulent abdiquer au profit de l'Occident ! » Aussitôt, le président sortant avait attaqué ses adversaires MM. Moussavi et Karoubi, soutenus par les réformateurs, et le conservateur M. Rezai, qui chacun à sa façon prônait une « détente » avec l'Ouest. Il avait même qualifié de « trahison » les accords de

Saadabad, conclus en 2003 par le président réformateur Mohammad Khatami et les Européens qui avaient abouti, sur le dossier nucléaire controversé, à une suspension de l'enrichissement d'uranium.

Reprenant le mot d'ordre de la rhétorique de l'âge d'or des débuts de la révolution, « Justice sociale pour les plus démunis », M. Ahmadinejad parle aussi de « couper les mains des corrompus et des profiteurs du régime ». Et ce n'est pas

un hasard si c'est l'un des personnages clés du régime, comme l'ex-président Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, un des hommes les plus riches du pays, « rival » depuis toujours du Guide dans les sphères d'influence, qui est visé. D'autant que M. Rafsandjani, qui appuyait dans l'ombre la candidature Mousavi, a été élu en 2006 à la tête du Conseil des experts chargé d'élire, superviser voire démettre le Guide, en dépit des pressions des proches de M. Khamenei. Son « pragmatisme » envers l'Ouest est aussi bien connu.

Spirale fondamentaliste

C'est bel et bien d'une reprise

en main du régime transformé en « bunker assiégé » par le petit groupe fondamentaliste au pouvoir qu'il s'agit. Les fils de la révolution vont à nouveau s'entre-dévorer. Qu'est-ce qui a déclenché cette nouvelle « crispation » qui a tout d'une « révolution culturelle à la chinoise » – le mot est de l'analyste Ahmad Salamatian ? Peut-être le fait que l'entourage du Guide qui, faute de crédit et de reconnaissance auprès des religieux, a tissé, pour asseoir son pouvoir, en multipliant les charges d'Etat, un réseau complexe d'appuis et d'influences basé sur les Gardiens de la révolution, l'armée idéologique du régime et les services secrets, s'est senti menacé de l'intérieur. Non que la « vague verte » d'étudiants, d'intellectuels ou de femmes derrière l'ex-premier ministre Mir Hussein Moussavi, plus bruyante qu'efficace, ait été armée ou même organi-

sée, mais aux yeux d'un régime sur la défensive, elle faisait figure de potentielle « révolution de velours ». Et les pancartes « *A bas le dictateur !* » ont été interprétées comme visant, au-delà de M. Ahmadinejad, le Guide lui-même.

M. Moussavi, ce nationaliste intègre, avait déclaré entrer en campagne car « *l'Iran est menacé* » en raison de « *l'extrémisme contre-productif du gouvernement Ahmadinejad* ». Sans doute, le Guide ne l'a pas jugé « *assez solide* », ni même « *assez fiable* » pour entreprendre le grand *bargain*, cette discussion globale avec les Etats-Unis dont l'Iran rêve depuis trente ans, pour que lui soit reconnu son statut de puissance régionale et la pérennité de sa République, sans rien céder ou presque en échange.

Sentant le nouveau danger de radicalisation pour l'Iran, M. Mous-

savi ne plie pas pour l'instant. Et lui qui fut un des « poulains » du fondateur Khomeiny en appelle, par-dessus le Guide Khamenei, aux « *sources d'imitation* », ces grands ayatollahs Marjas, chargés de veiller à la morale islamique pour qu'ils endiguent les dérives de la « *théocratie* ». L'un des plus respectés et apolitique, le grand ayatollah Golpayegani, a répondu favorablement, faisant part de son mécontentement devant le déroulement de l'élection, « *ce grand mensonge qui porte atteinte aux fondements même de l'islam* ».

Si, en dépit de tout, cette nouvelle révolution qui prône un retour aux valeurs de 1979 était effective, au moment où les équilibres mondiaux ont changé, ce serait une inquiétante « *fuite en arrière* ». Alors même que le président Obama tend la main. Il ne la tendra pas toujours et si les « *néo-cons* » amé-

ricains sont en perte de vitesse, les partisans de l'Israélien Nétanyahou sont là. Déterminés.

La révolution avait trois mots d'ordre, « *liberté, indépendance, République islamique* ». Qu'en est-il trente ans après ? L'indépendance est établie, mais l'Iran est encerclé et au ban des nations, sous le poids de trois séries de sanctions des Nations unies qui pourraient s'alourdir encore. La liberté ? La société se voit proposer comme seul avenir une plongée idéologique en milieu fermé, ce qui n'est pas à même de la calmer. A terme, c'est la République islamique qui sera menacée. M. Ahmadinejad a une chance à saisir, la main tendue de M. Obama. Saura-t-il la prendre ou préférera-t-il, seul contre tous, s'enfoncer dans une spirale fondamentaliste ? ■

Marie-Claude Decamps

Un revers pour la politique d'ouverture de M. Obama

Washington
Correspondante

Pour l'administration Obama, la réélection de Mahmoud Ahmadinejad est un échec. Le président américain avait évité de se mêler de l'élection iranienne mais il était allé au Caire tenir un discours au monde musulman une semaine avant le scrutin. Et il avait fait comprendre qu'il lui serait impossible

dé ne pas « *combattre* » ceux qui « *nient l'Holocauste* » ; une manière de disqualifier M. Ahmadinejad.

Depuis la défaite du Hezbollah aux élections libanaises, la presse commençait à parler d'« *effet Obama* » et la Maison Blanche, ravie, laissait dire. Le 12 juin, alors que les Iraniens avaient commencé à voter, le président Obama avait fait référence à son discours du Caire, ajoutant que la forte participation laissait présager un désir de

« *nouvelles possibilités* » à Téhéran.

Tous ces signes discrets ont buté sur la réalité iranienne. « *L'effet Obama a heurté le mur* », réagit le journal *Politico*. Le vice-président américain, Joe Biden, a paru embarrassé. Il a parlé de « *vrais doutes* » sur la régularité des élections tout en affirmant que la politique de main tendue de l'administration Obama était toujours d'actualité sur le programme nucléai-

re. M. Biden a donné son analyse du scrutin : « *70 % des votes viennent des villes, ce n'est pas le point fort d'Ahmadinejad. Il semble improbable qu'il ait obtenu 63 % des votes dans ces circonstances.* »

Pour Trita Parsi, du Conseil

national iranien américain, « *il va y avoir des pressions accrues pour une date butoir* » dans les négociations sur le nucléaire. D'autres experts, qui pensent qu'aucune négociation n'est possible tant que le régime est en place, se félicitent des craquements apparus.

En Europe, plusieurs capitales ont exprimé des doutes sur la régularité du scrutin iranien, et se sont inquiétées des violences policières. Paris a « *pris note* » des résultats « *tels qu'annoncés* », ainsi que « *de leur contestation* » par l'opposition. A Berlin, le ministre des affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, a convoqué l'ambassadeur d'Iran pour condamner la répression des manifestations.

Moscou n'a pas commenté les événements en Iran. Un conseiller du Kremlin a simplement rappelé que M. Ahmadinejad était attendu cette semaine en Russie pour deux sommets régionaux, et que le président russe, Dmitri Medvedev, évoquerait avec lui les « *questions liées au programme nucléaire* ». ■

Corine Lesnes



Des bassidji (volontaires islamiques) tentent de pénétrer dans l'université de Téhéran, où s'étaient rassemblés, dimanche 14 juin, des étudiants, partisans de M. Moussavi. AFP

Le jour où Téhéran s'est mis en marche



Un manifestant réformateur blessé lors des manifestations, hier à Téhéran. PHOTO AFP

I RÉCIT Après un week-end d'accrochages avec la police et d'émeutes, les supporters de Mir Hossein Moussavi, qui contestent la réélection de Mahmoud Ahmadinejad, se sont réunis par centaines de milliers dans les rues de la capitale iranienne. Parti de la place de la Révolution, leur cortège grossissant jusqu'à devenir une inarée humaine a rejoint la place de la Liberté. Récit heure par heure (1) de cette journée qui a ébranlé Téhéran.

7 heures. Les autorités rejettent la demande d'autorisation déposée la veille par Moussavi de tenir une nouvelle manifestation. «Aucune autorisation pour une marche ou un rassemblement n'a été délivrée, et toute sorte de marche ou de rassemblement est interdite», dit le ministère de l'Intérieur. Le principal opposant veut que l'autorité suprême de la république islamique annule les résultats qu'il juge frauduleux. Dans le même temps, le journal de Moussavi est suspendu. Les censeurs accourent dans chaque média. Des correspondants étrangers se voient empêchés de travailler.

11 heures. Le Guide suprême iranien, Ali Khamenei, invite le candidat Moussavi à continuer de contester «par des voies légales». Mais Moussavi, qui vient de rencontrer Khamenei, n'en démord pas. Il sera présent à la manifestation, tout comme Mehdi Karoubi, un autre candidat malheureux à la présidentielle. Le ministre de l'Intérieur avertit Moussavi qu'il sera tenu pour responsable des conséquences si le

meeting venait à avoir lieu. Mahmoud Ahmadinejad repousse d'un jour une visite en Russie.

13 heures. Les premiers manifestants convergent vers la place de la Révolution. Leur nombre grossit. Ils sont vite des dizaines de milliers puis des centaines de milliers. En fin de journée, un policier dira qu'ils ont été plus d'un million. La police anti-émeute est présente. Elle n'intervient pas. Les manifestants s'enhardissent. Ils crient: «Mort au dictateur» ou «les Iraniens préfèrent la mort à l'humiliation».

14h30. Le cortège s'ébranle. Il emprunte l'avenue de la Liberté vers la place du même nom. Moussavi, et Karoubi rejoignent le rassemblement dans un 4x4 blanc. De nombreux manifestants portent des vêtements verts, la couleur de la campagne de Moussavi, avec cette inscription: «Où est mon vote?» L'ex-président réformateur Mohammad Khatami annonce qu'il va rejoindre la manifestation et qu'il va continuer à s'opposer à Ahmadinejad jusqu'à la tenue d'un nouveau scrutin. Parlant au mégaphone, Mir Hossein Moussavi réclame lui aussi une nouvelle présidentielle. «Nous sommes prêts à participer de nouveau à une élection présidentielle», lance-t-il. Le Conseil des gardiens, à qui Moussavi

La télévision iranienne qui avait suprêmement ignoré jusque-là la manifestation interdite annonce à 18h15 qu'il y a eu des tirs.

On apprend alors qu'il y a un mort parmi les manifestants.

gèrent le rassemblement dans un 4x4 blanc. De nombreux manifestants portent des vêtements verts, la couleur de la campagne de Moussavi, avec cette inscription: «Où est mon vote?» L'ex-président réformateur Mohammad Khatami annonce qu'il va rejoindre la manifestation et qu'il va continuer à s'opposer à Ahmadinejad jusqu'à la tenue d'un nouveau scrutin. Parlant au mégaphone, Mir Hossein Moussavi réclame lui aussi une nouvelle présidentielle. «Nous sommes prêts à participer de nouveau à une élection présidentielle», lance-t-il. Le Conseil des gardiens, à qui Moussavi

Éditorial

PAR FABRICE ROUSSELOT

Décisif

Quelle sera l'issue du bras de fer qui se déroule sous nos yeux en Iran? Deux jours après la réélection officielle de Mahmoud Ahmadinejad, la marée humaine qui s'est mise en marche hier sur les quatre kilomètres de l'avenue centrale de Téhéran – en bravant l'interdiction de manifestation décrétée par le pouvoir – est un nouveau signal de la détermination des partisans de Mir Hossein Moussavi. Le camp du candidat réformateur ne croit pas au verdict des urnes et est prêt à aller jusqu'au bout pour annuler un scrutin dont il maintient qu'il était truqué. La jeunesse, omniprésente dans la rue, ne veut pas voir s'éteindre le vent du changement qui a soufflé ces dernières semaines sur cette

élection présidentielle. Historiquement, le défi au pouvoir semble plus décisif encore que celui lancé il y a tout juste dix ans par les étudiants. Le mouvement avait alors été étouffé par une répression brutale. Deux ans plus tard, en 2001, la réélection à la présidence du modéré Mohammad Khatami avait relancé un espoir d'ouverture, rapidement anéanti par la reprise en main politique des conservateurs. Aujourd'hui, les autorités iraniennes ne semblent pas plus disposées qu'hier à céder à la pression et à laisser éclore la «révolution de velours» annoncée par certains. Les coups de feu tirés contre les partisans de Moussavi sont évidemment de mauvais augure et font craindre une escalade de la violence. Les capitales occidentales ne s'y sont pas trompées qui, après une réaction initiale plus que timorée, s'inquiètent désormais ouvertement d'une situation à hauts risques.

a demandé d'annuler les résultats, fait savoir qu'il statuera dans dix jours sur cette plainte, et sur celle d'un second candidat défait, Mohsen Rezaï.

16h30. «Moussavi et moi, nous irons jusqu'au bout», dit sa femme Zahra Rahnevand, une universitaire qui a fait toute la campagne électorale à ses côtés. La télévision iranienne qui avait couvert dimanche le rassemblement de soutien au président réélu a suprêmement ignoré dans l'après-midi la manifestation interdite convoquée par ses opposants. Elle ne se manifestera qu'en début de soirée quand le rassemblement pacifique commence à tourner à l'affrontement.

18h15. La télévision iranienne annonce qu'il y a eu des tirs. On apprend qu'il y a un mort parmi les manifestants. Un reporter de l'agence Reuters confirme qu'il a entendu des coups de feu. Les manifestants fuient. Un correspondant de l'AFP rapporte, lui, que des manifestants ont mis le feu à des poubelles et à des pneus. Un photographe iranien raconte que les manifestants ont attaqué une base de la milice religieuse des *bassidji* et qu'un tireur a répliqué de la base tuant un manifestant d'une balle dans le front. Plusieurs personnes ont été blessées alors que la base était en feu.

19h15. Les résidents de Téhéran disent avoir entendu des tirs dans trois quartiers du nord de la ville. Une nuit incertaine s'annonce.

◀ H.D.-P.

(1) Les heures données sont celles de Paris. A Téhéran, il est deux heures et demie de plus.



MARDI 16 JUIN 2009

Les dessous d'une élection fabriquée

DÉCRYPTAGE

Trois jours après le scrutin, le camp réformiste reste toujours aussi déterminé. Peut-il sortir vainqueur de cet affrontement ?

Y a-t-il vraiment eu une fraude et de quelle ampleur ?

Il semble que la fraude ait été préparée bien avant les élections. Depuis les scrutins de décembre 2006 (municipales et Assemblée des experts, l'une des principales institutions de la République islamique), qui avaient été très défavorables à ses partisans, Ahmadinejad était sur la défensive. Il s'attendait, semble-t-il, à perdre cette présidentielle. A l'exception d'un sondage américain le donnant largement vainqueur, les autres enquêtes d'opinion, cette fois iraniennes, le donnaient battu. D'après des informations glanées au ministère de l'Intérieur, des *bassidji* («volontaires» des milices islamiques) sont venus, le jour du scrutin, remplacer certains fonctionnaires chargés de collecter les résultats. «*Cette fraude est la conséquence d'un plan très sophistiqué, machiavélique, préparé de longue date, avec une feuille de route*», souligne le chercheur Michel Makinsky. Selon des fuites obtenues auprès d'experts dans ce même ministère, les vrais scores des candidats sont radicalement différents de ceux annoncés officiellement: le réformateur Mir Hussein Moussavi serait ainsi arrivé en tête avec 19 millions de voix (sur 42 millions de votants), devant le second

candidate réformatrice, Mehdi Karoubi, qui a recueilli 13 millions de suffrages, Ahmadinejad n'arrivant qu'en troisième position avec 5,7 millions. Dès lors, un second tour aurait dû



Un partisan de Bir Hossein Moussavi brandit le portrait du candidat dans le défilé, hier à Téhéran.

avoir lieu sans la présence du candidat ultraradical.

Quel a été le rôle du Guide Ali Khamenei ?

Il semble qu'il était prêt à accepter la victoire de Moussavi. Ce serait Ahmadinejad qui l'aurait convaincu d'entériner la fraude et de le déclarer vainqueur avec les chiffres qu'il avait lui-même fabriqués. Le

président sortant aurait emporté la décision du Guide en lui expliquant que les deux candidats arrivés en tête souhaitaient limiter son pouvoir absolu.

Est-on en train d'assister à une révolution ?

Avant les élections, Yadollah Javani, le chef des Gardiens de la révolution avait mis en garde contre les risques d'une «révolution de velours» semblable à celle qui avait triomphé du communisme en Tchécoslovaquie. Mais, pour le moment, le camp réformateur exige uniquement que le verdict des urnes soit respecté. A aucun moment, il n'a remis en cause la légitimité du régime islamique. Après le scrutin qui les donnait perdants, les deux candidats réformateurs ont d'ailleurs voulu rencontrer immédiatement le Guide. Mais si

les leaders réformateurs fédèrent tous les opposants à Ahmadinejad, une large partie des jeunes veulent aller plus loin et remettent en cause les valeurs islamiques, désirant une vie plus libre, plus à l'occidentale, moins corsetée par les interdits. Principal handicap de cette avant-garde, elle ne dispose d'aucune organisation, même clandestine. La mouvance réformatrice, elle-même très divisée, n'a pas non plus de véritables partis pour la représenter, hormis un syndicat étudiant. Les partisans de Mahmoud Ahmadinejad sont, eux, mieux structurés.

Que peut faire le pouvoir ?

A l'évidence, il y a aujourd'hui deux camps en Iran. La défaite d'Ahmadinejad ne signifie pas qu'il soit dépourvu d'une base électorale, d'autant plus qu'il a

distribué avant le scrutin une manne financière extraordinaire et qu'une partie des Iraniens sont sensibles à ses slogans nationalistes. Il a aussi derrière lui les *bassidji*, soit environ deux millions d'éléments paramilitaires. La direction du camp réformateur est d'ailleurs très soucieuse d'éviter toute radicalisation du conflit. En revanche, elle a désormais

un véritable leader, Bir Hossein Moussavi, bon tacticien, déterminé et opiniâtre.

Khamenei, le Guide suprême, a demandé à Moussavi de calmer la rue. Sans succès. Après la proclamation des résultats, le régime s'attendait à des manifestations, mais sans doute pas de cette ampleur. On peut noter en revanche que les Gardiens de la révolution, qui comptent 170 000 hommes et 350 000 appelés ne sont pas intervenus en renfort. Est-ce parce qu'ils laissent les basses besognes aux *bassidji* et aux policiers des renseignements ? Ou parce qu'ils sont eux-mêmes divisés, une partie des officiers étant proche de Moussavi qui fut Premier ministre pendant la longue guerre Iran-Irak ?

Que font les religieux ?

Ils gardent le silence et discutent, notamment au sein de l'Assemblée des experts et des séminaires de la ville sainte de Qom. Car, en toile de fond, c'est le rôle du Guide qui se joue. Durant la campagne, la question de la limitation de son pouvoir absolu avait été posée par les candidats réformateurs, notamment lors des débats télévisés. Là est sans doute le véritable enjeu des élections. Inacceptable pour lui.

↳ JEAN-PIERRE PERRIN

«Vous devriez continuer à agir par les voies légales.»

ALI KHAMENEI, GUIDE SUPRÊME DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN, S'ADRESSANT À MIR HOSSEIN MOUSSAVI



«Moussavi et moi, nous irons jusqu'au bout.»

ZAHRA RAHNEVARD, ÉPOUSE DE MOUSSAVI



«Nous poursuivrons notre mouvement jusqu'à ce que les résultats de l'élection soient annulés et un nouveau scrutin organisé.»

MOHAMMAD KHATAMI, ANCIEN PRÉSIDENT



LE FIGARO 16 juin 2009



Une manifestation interdite par le ministère de l'Intérieur a rassemblé hier plusieurs centaines de milliers de personnes entre la place de la Révolution et le square Azadeh au sud de Téhéran. Olivier Laban-Matteil/AFP

Des milliers d'opposants bravent Ahmadinejad

IRAN

Une personne aurait été tuée et plusieurs autres blessées, hier, lors d'une manifestation qui a rassemblé à Téhéran près d'un million de partisans de Mir Hossein Moussavi, candidat malheureux à la présidentielle.

De l'un de nos envoyés spéciaux à Téhéran.

ILS ONT OSÉ braver l'interdit. Mais en silence ou presque. Une main levée pour faire le V de la victoire. L'autre brandissant une feuille de papier et ces quelques mots écrits en anglais : « Où est notre vote ? » « Nos voix ont été étouffées, lance Shahin, nous ne pouvons pas rester inertes », ajoute cet architecte de 25 ans, qui participait hier à la marche de protestation contre la victoire « volée », selon lui, de Mahmoud Ahmadinejad au détriment du candidat réformateur Mir Hossein Moussavi. Une manifestation interdite quelques heures plus tôt par le ministère de l'Intérieur, mais qui a rassemblé une foule immense – plusieurs centaines de milliers de personnes au moins – entre la place de la Révolution et le square Azadeh au sud de Téhéran.

« Nous voulons simplement notre liberté, nous sommes des étudiants pas des casseurs », lance Merdad. Lorsque le cortège passe devant l'université, des étudiantes,

empêchées de rejoindre les manifestants, les encouragent, agrippées aux grilles de l'enceinte.

Sous leurs voiles, les filles narguent les unités antiémeute de la police en les applaudissant. Mais « la protestation se veut civilisée », assure Farzad, un enseignant, qui brandit un portrait de Moussavi. « Nous devons rester calmes, car la police n'attend que le moindre dérapage pour nous attaquer. »

Arrivés près de la place Azadeh, les manifestants ont eu la joie de retrouver Mir Hossein Moussavi qui les avait finalement rejoints, accompagné de Mehdi Karroubi, autre rival d'Ahmadinejad à la présidentielle. En fin de cortège, un manifestant aurait été tué par balle et plusieurs autres blessées, selon le témoignage d'un photographe iranien. Aujourd'hui, un autre rassemblement est encore prévu à Téhéran. « Je suis prêt à participer à une nouvelle élection », a affirmé hier Moussavi à ses partisans, tandis que sa femme les appelait à poursuivre leur mouvement. La tension demeurait vive hier soir dans les rues de Téhéran.

« La justice sera sévère »

Mais face à une contestation qui ne faiblit pas, le pouvoir, lui, verrouille la situation. Aucune image de la manifestation n'a été diffusée dans les médias officiels.

Après la suspension du journal de Moussavi, hier matin, les trois QG électoraux des candidats rivaux d'Ahmadinejad ont été fermés, et

les propriétaires des immeubles qui les abritaient interrogés, avant d'être relâchés. Le chef de la police, Ahmed Reza Radan, a reconnu que plus d'une centaine de personnes avaient été arrêtées, ces derniers jours, pour avoir fomenté « des troubles ». « La justice sera sévère avec toutes les personnes qui créeront du désordre », a surenchéri le procureur général, Qorban-Ali Dorri Najafabadi.

La nuit tombée, les forces de sécurité écumant les allées de certains quartiers à la recherche de tous ceux qui crient depuis leur fenêtre, « Allaho Akbar » (Dieu est le plus grand), le nouveau slogan qui défie le régime religieux de Téhéran.

Les intimidations sont nombreuses. Massoumeh, une jeune secrétaire, en a fait l'amère expérience, lorsque des miliciens bassidjis ont pénétré de force dans son immeuble. Sa faute ? Avoir observé des jeunes qui manifestaient sur l'avenue Vali-Asr. « Ils ont commencé par barrer notre impasse avec des poubelles. Puis ils nous ont ordonné de rentrer chez nous. Mais comme nous ne voulions pas leur obéir, ils ont fracassé la porte d'entrée en bas de mon immeuble. Ils sont montés chez moi et nous ont menacés, avant de repartir, en cassant trois pare-brise dans le parking. »

Ce scénario s'est répété dans d'autres quartiers plus au nord de Téhéran. « Cela fait des années que je n'ai pas entendu des gens pour-

tant traditionalistes comme ceux de mon voisinage crier "Allaho Akbar", "À bas le dictateur" », poursuit Mohsen, un expert iranien qui veut rester anonyme.

Ali Khamenei dira la prière de vendredi

Sur ses gardes, le pouvoir est allé jusqu'à demander à plusieurs ayatollahs contestataires, comme Ali Montazeri, de rester « discrets » dans leur maison de la ville sainte de Qom. Mais fait rarissime en Iran, la radio d'État, dès hier matin, annonçait que la prière de vendredi prochain à Téhéran serait dite par le Guide suprême, lui-même, l'ayatollah Ali Khamenei, qui détient le vrai pouvoir. Volonté de rassembler ? Sans doute.

« Le pouvoir se donne encore deux ou trois jours pour mater les mécontents, et vendredi, le Guide viendra s'adresser au peuple pour boucler le dossier. Cette mise en scène fonctionnera-t-elle ? » s'interroge Mohsen, l'expert. Toujours est-il qu'hier, le Guide a accepté que le Conseil de surveillance ouvre une enquête sur les irrégularités qui auraient été commises vendredi le jour du vote.

GEORGES MALBRUNOT

Le Monde
17 juin 2009

« Les Arabes doivent prendre Obama au sérieux »

Le premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki, évoque ses « bonnes relations » avec l'Iran

Entretien

Bagdad
Envoyé spécial

Des Irakiens dénoncent les ingérences de l'Iran dans vos affaires intérieures. La victoire électorale de Mahmoud Ahmadinejad aura-t-elle des conséquences ?

Nos relations sont bonnes. Elles doivent rester marquées par le respect mutuel et la non-ingérence. Un grand vide politique s'est créé en Irak après l'intervention armée étrangère en 2003. Cela a produit, c'est vrai, beaucoup d'ingérences de divers pays de la région dans nos affaires. Toujours sous prétexte de protéger leurs propres intérêts nationaux bien sûr. Mais depuis le rétablissement de notre souveraineté et de l'ordre civil dans le pays, nous y avons mis un terme.

Comme tous vos prédécesseurs depuis 2003, vous allez régulièrement rencontrer le Grand Ayatollah Ali Sistani qui est le « guide » religieux de beaucoup de chiites irakiens. Il vit en Irak depuis un demi-siècle, mais il est aussi iranien. Comment les choses se passent-elles avec lui ?

Je vais le voir aujourd'hui justement. C'est un grand *marja* [guide spirituel digne d'être « imité » dans la tradition chiite] et un sage. Cet homme a une vision vraiment pénétrante. Il n'intervient absolument pas dans les affaires de notre Etat. Il ne croit d'ailleurs pas au « gouvernement des clercs » [la velayat al-faqih, doctrine de l'ayatollah Khomeiny, le guide spirituel de la révolution islamique de 1979, décédé en 1989]. Jamais il ne m'a dit, « faites ceci ou faites cela ». Au contraire il me répète : « L'Etat, c'est votre affaire ». Il se contente de donner son avis et, la plupart du temps, celui-ci est juste et fondé. **Téhéran vous demande toujours d'expulser les 3 500 Iraniens, militants des Moujdjahidins du peuple, qui sont réfugiés depuis longtemps en Irak ?**

L'Irak affirme qu'au moins

12 000 de ses citoyens ont été tués par l'action de ces gens. Ici, ils ont aidé Saddam Hussein à réprimer les Kurdes et les chiites. Ils ont commis des crimes. L'organisation est classée [par les Américains], comme terroriste. Nous refusons qu'ils restent chez nous. Que d'autres pays les reçoivent ! Ils doivent partir. Certains l'ont fait. L'Irak leur a offert une amnistie. Mais leurs responsables leur interdisent de l'accepter. Nous n'allons pas les livrer à Téhéran, mais ils n'ont plus leur place ici.

Les ouvertures du président des Etats-Unis, Barack Obama, à l'égard de l'Iran et du monde musulman en général peuvent-elles aboutir ?

Il a fait reculer la suspicion entre l'Occident et l'Islam. Dans son discours du Caire, il a montré une grande compréhension des problèmes. Par rapport à l'ancienne administration américaine, une page se tourne. Je crois qu'il veut vraiment apaiser les tensions, entamer un vrai dialogue des civilisations. Il a commencé à donner des gages concrets, notamment sur la question israélo-palestinienne. Son engagement public à retirer toutes les forces américaines de mon pays d'ici à fin 2011 est également à mettre à son crédit. Des signaux positifs très concrets ont été envoyés. Le monde occidental doit le suivre sur cette question et le monde arabo-musulman doit le prendre au sérieux.

Mais M. Obama promet aussi de ne plus intervenir dans les affaires intérieures des pays. S'il avait été président en 2003,

« Un président directement élu au suffrage universel serait plus apte à mettre fin au système de quotas communautaristes et confessionnels »

Chef du gouvernement depuis trois ans

« Sensible à la pression iranienne ? Moi ? » Dans la grande salle de réception officielle où il nous reçoit, samedi 13 juin, dans la célèbre « zone verte » de Bagdad où sont retranchées, sous bonne garde, la plupart des institutions du nouvel Etat irakien, Nouri Kamal Al-Maliki, sourcils levés, s'est tourné vers son conseiller de presse, l'air de dire : vous entendez cela ? **L'idée qu'il puisse freiner la réintégration des anciens baassistes de Saddam Hussein sur**

demande de Téhéran, comme ses rivaux l'en accusent, le ferait presque sourire. Chef du gouvernement depuis trois ans, M. Maliki, 58 ans, est certes un chiite pratiquant, mais il est de notoriété publique que son exil en Iran – de fin 1979 à 1987 – ne s'était pas très bien passé. Père de quatre enfants, le premier ministre n'a « jamais appris le farsi », ni d'ailleurs l'anglais. Il ne parle qu'arabe, la langue de son deuxième pays d'exil – de 1987 à avril 2003 –, la Syrie.



Le premier ministre Al-Maliki dans son bureau, le samedi 13 juin à Bagdad.
KARIM KADIM/AP POUR « LE MONDE »

l'Irak n'aurait pas été envahi et Saddam Hussein serait peut-être encore au pouvoir...

Nous-mêmes, malgré nos souffrances, n'étions pas favorables à cette guerre. Je suis personnellement opposé au principe de l'ingérence

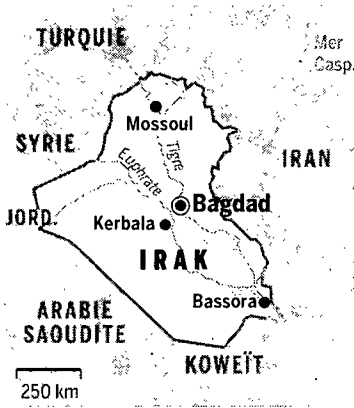
armée. Quand elle s'avère inévitable, il faut qu'elle soit légale, internationalement validée par l'ONU.

Les troupes américaines se retirent dans des bases, hors des villes irakiennes à la fin du mois. Les rappellerez-vous à l'aide si, comme certains l'avancent, les groupes armés irakiens en profitent pour redoubler de violence ?

Uniquement pour des besoins

logistiques. Nous ne leur demandons plus d'intervenir dans les combats ou les opérations de maintien de l'ordre. C'est terminé. C'est surtout pour transporter nos troupes que nous faisons appel à eux parce que nous n'avons plus d'avions. Voilà pourquoi nous allons acheter des hélicoptères à la France et aux Etats-Unis.

Je ne crois pas à une explosion de violence après le 30 juin. De toute façon, les rapports américains eux-mêmes disent que nos forces sont aptes à prendre le relais. Il n'y aura pas de retour en arrière, il n'est pas question de revoir l'accord de retrait américain [conclu en décembre 2008 et qui prévoit le



Chef de l'Etat	Jalal Talabani
Premier ministre	Nouri Al-Maliki
Superficie	439 000 km ²
Population (hab.)	29,5 millions
Troupes américaines sur place	139 000 soldats
Production pétrolière (2008)	2,4 millions de barils par jour (15 ^e rang mondial)
Monnaie	dinar irakien (0,0006795 €)

SOURCES : BILAN DU MONDE 2009 : EIA

LE FIGARO
mardi 16 juin 2009

La Turquie en crise fait face à un chômage de masse

départ définitif de tous les Américains d'Irak au 31 décembre 2011]. Certains prétendent que l'Irak ne peut être gouverné que par un « homme fort ». Vous-même demandez la fin du régime parlementaire en vigueur depuis 2004 pour un système présidentiel, dit-on...

Personne ici ne veut revenir en arrière. Cela dit, oui, je crois que le système est plus représentatif quand le chef de l'Etat est directement élu au suffrage universel. En Irak, un président élu serait plus apte à mettre fin au système de quotas communautaristes et confessionnels. Ce n'est encore qu'une idée, une proposition. Il faut en discuter, convaincre et trouver une majorité pour le faire. **Pourtant, vous avez vous-même été élu en 2005 sur la liste dite de la « coalition chiite ». Allez-vous recommencer aux élections générales de janvier 2010 ?**

Ce ne sera pas une « coalition chiite » mais une « coalition nationale de l'Etat de droit ». Elle aura un programme national et sera ouverte à toutes les composantes nationales : sunnite, kurde, chiite et autres. **Les Américains se montrent inquiets sur le devenir des « comités du réveil », ces anciens rebelles sunnites qui ont rejoint le combat contre Al-Qaida en 2007 et dont vous aviez promis l'intégration dans les forces de l'ordre. Ils craignent que ceux qui ne sont pas intégrés repassent à « l'ennemi » ?**

Nous connaissons mieux la réalité de ces « comités » que les Américains. Quand eux-mêmes s'y opposaient, j'ai été le premier à les encourager, à les soutenir. Et puis le mouvement s'est emballé. Quand j'ai demandé à la fin de l'an dernier aux Américains combien d'hommes ils avaient recruté, ils m'ont dit 53 000. J'ai dit « d'accord, on les intégrera. Donnez-nous vos listes ». Six semaines après, il y avait 107 000 noms ! Cer-

tains officiers de la Coalition se sont montrés trop peu sélectifs. Comme avec la création de la police en 2003-2004 d'ailleurs. Des milliers de gens sans entraînement et parfois même suspects de collusion avec les milices ou Al-Qaida avaient été recrutés. Nous avons dû en congédier 30 000 ces dernières années !

Avec les « Fils de l'Irak », comme nous avons baptisés ces « comités du réveil », c'est une véritable armée confessionnelle sunnite qui était en voie de formation si l'on n'y prenait garde. Ils ont été très utiles à la nation. Ils ont grandement contribué à la mise en échec d'Al-Qaida. Nous allons tenir nos engagements. Mais ils ne sont pas au-dessus des lois. Ceux qui ont commis des crimes seront jugés. Nous allons en intégrer environ 20 % dans les forces de l'ordre. Nous continuerons de salarier les autres jusqu'à ce qu'on leur trouve un emploi. Mais on ne peut pas intégrer tout le monde.

Le roi Abdallah d'Arabie saoudite a toujours refusé de vous recevoir. Le régime sunnite rigoriste qu'il dirige n'aurait-il toujours pas accepté que des chiites dirigent un grand pays arabe ?

Moi, je n'ai aucun problème personnel avec le roi. Ma première visite en tant que premier ministre fut chez lui, en 2006. Il faut lui demander s'il a un problème avec moi. Généralement, j'ai de bons rapports avec tous ceux qui aiment mon pays. ■

Propos recueillis par Patrice Claude

POLITIQUE BUDGÉTAIRE

La hausse des dépenses publiques complique les négociations avec le FMI.

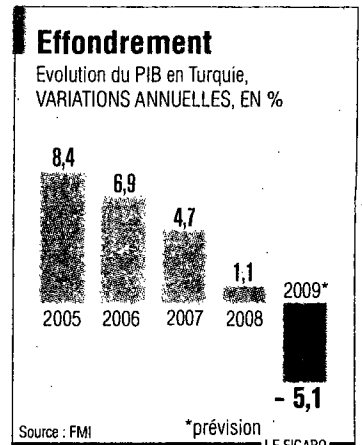
Istanbul

AVEC 862 000 chômeurs supplémentaires en un an, la Turquie compte désormais 3,8 millions de sans-emploi. Le chômage s'établit à 15,8 % de la population active pour les mois de février à avril, soit une hausse de 4,8 points sur un an, selon les chiffres publiés hier.

La destruction d'emplois dans l'industrie se chiffre à 413 000 en un an. Les secteurs du textile et de l'automobile, les deux locomotives de l'économie turque, sont victimes de la chute des exportations. Maigre consolation : le chômage au second trimestre affiche une légère amélioration après le chiffre record de 16,1 % au premier trimestre 2009. La chute de la production industrielle ralentit aussi au mois d'avril, même si elle accuse un recul de 18,5 % sur un an.

Confronté à la réalité des chiffres, le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, a cessé de marteler, comme il l'avait fait pendant des mois, que « la crise épargnait la Turquie ». Le ministre de l'Économie, Ali Babacan, a également reconnu que la contraction du PIB à la fin de l'année risquait d'être supérieure au 3,6 % initialement prévu par le gouvernement, alors que les experts envisagent un recul de 6 %.

Pour tenter d'amortir l'impact du marasme économique, Ankara a dévoilé la semaine dernière un paquet de mesures réclamé de longue date. Dans les régions les plus défavorisées, à l'est du pays, des réductions de charges sociales, un allègement des impôts sur les sociétés et des crédits à des taux avantageux seront accordés aux



investisseurs. En revanche, aucun plan concernant le déficit budgétaire, qui continue de filer, et se monte à près de 10 milliards d'euros pour les cinq premiers mois de l'année, n'a encore été annoncé. Les négociations avec le FMI, pour signer un nouvel accord, doivent se poursuivre cette semaine lors de la venue en Turquie de John Lipsky, le directeur général adjoint de l'institution internationale.

« On n'est pas l'esclave du FMI »

« Mais la probabilité d'une entente est désormais minime : il semble que le gouvernement va essayer de s'en sortir tout seul, estime Seyfettin Gürsel, directeur du Centre de recherches économiques et sociales à l'université de Bahçesehir. La maîtrise des dépenses se heurte à des problèmes structurels et on ignore par quelle politique la discipline sera rétablie en 2010 et 2011. » Confirmant sa réticence, le premier ministre a déclaré qu'aucun accord « nuisible » aux intérêts du pays ne serait conclu, ajoutant que la Turquie n'était pas « l'esclave » du FMI.

LAURE MARCHAND

The Failure Game Of Iraqi Oil

Christopher Helman and Jesse Bogan

HOUSTON -- Sitting on some of the largest and most unexploited oil reserves in the world, embattled Iraq continues to reel from falling production and the delay in passing a national hydrocarbons law.

But at the second Iraq Oil and Gas Summit here Wednesday, petroleum industry investors were buzzing about the announcement that the Oil Ministry in Baghdad and the government of the Kurdish territory in northern Iraq had put aside their animosity and struck a deal to export 100,000 barrels of crude oil a day from the first new fields to be drilled and developed since the fall of Saddam Hussein.

The oil will come from the Tawke field, developed by Norwegian company DNO, and the Taq Taq field, drilled by Swiss-Canadian Addax Petroleum. The Oil Ministry still considers the contracts signed between the Kurds and those companies to be illegal because they weren't negotiated through the ministry. For years Baghdad has refused to grant the companies an export license for the high-quality crude.

Why the change in heart? "The need for development and security in Iraq cannot be met on the current production," Ibrahim al-Oloum, Iraq's former oil minister, told a crowd of 200 people at the summit. With oil royalties footing most of the federal budget, each day the country doesn't tap into its production potential, he says, "the Iraqi people pay the price."

In 2007, Iraq produced 2.5 million barrels of oil per day. Today it is down to 2.2 million bpd. (Iraq's oil exports peaked in 1980 at 3.5 million bpd, and dropped from 1.9 million bpd in 2008 to 1.8 million currently). The recent drop is due to declining output from megafields in the south. Al-Oloum says the goal is to boost Iraq's output to 4 million bpd by the end of 2014, with a target capacity of 6 million to 7 million bpd by 2019.

How to achieve that, given poor

reservoir management, delays in drilling and inadequate maintenance of storage and transport equipment? Encourage investment. "Now is the time for partners to come forward," says al-Oloum. Dozens of international oil companies such as Total, Chevron, Royal Dutch Shell and BP are bidding on a round of contracts to overhaul and expand these fields. The problem is, do these potential partners really want the contracts Baghdad is offering?

The Oil Ministry's contract model is very different from the one the Kurds have used to draw more than 30 international oil companies to the fields in their region. The Kurds have signed production-sharing contracts, where the companies get at least a minimal ownership stake in the crude they produce.

In contrast, the contracts up for bid through the Oil Ministry would pay companies fees for work done on Iraq's oil fields. Oil companies complain that such a setup doesn't compensate them for risks, and doesn't give them any way to book reserves on the fields they're working or incentivize them to optimize output.

On the sidelines of Wednesday's conference, numerous Iraq analysts and ministry advisers expressed skepticism that major oil companies will accept the terms of these service contracts, and certainly not until Iraq's parliament agrees on a national law governing the oil and gas sector.

"Obviously people see potential, but how do you do business in Iraq?" asked Christean Kapp, vice president of marketing and sales at Siemens Energy Oil and Gas in Houston. Until a new oil law outlines the cut for investors, he says, "Nobody is going to jump in with two feet."

That law, years in the works, is not expected to be enacted until at the earliest six months after the February 2010 parliamentary elections.

"In my opinion, the oil minister is playing the failure game," says John Sickman, a former senior adviser to the Oil Ministry. Before Iraq can offer palatable contracts, it has to prove to the Iraqi people that the current proposals either will not attract oil company interest or will not be nearly sufficient

to arrest Iraq's declining output, critics say.

The Kurds are adamant that they have a better model. Qubad J. Talabany, the U.S. representative of the Kurdistan Regional Government, said that within a year he expects newly tapped fields in the Kurdish region to produce 250,000 bpd of high-quality crude. Talabany urged this model to be adapted for the rest of Iraq, and called for Iraq's Oil Ministry to be weakened and decentralized.

"Some in Iraq find it hard to acknowledge that centralized planning has failed us ... generates further inefficiency and corruption, while potentially paving the way for another dictator to emerge with absolute power," he said.

Meanwhile, power outages and long fuel lines burden Iraqis. Refineries operate at less than 30% capacity, Talabany says. "The story of Iraqi petroleum remains one of the great promises unfulfilled. To look at Iraq today, one would never know that it is an oil giant, yet it's a country nearly paralyzed by an energy crisis. Iraq's leaders must overcome the nostalgic nationalist sentiments of the past and look to the future."

This is a serious concern, one that was echoed by former oil minister al-Oloum. "The overcentralization of the Iraqi energy sector is a broken model and it will not bring Iraq the economic growth that it needs," he said. "We must work together to create a balance between the roll of the public and the private sectors."

What's certain is that with reserves of some 112 billion barrels of oil--second to Saudi Arabia--and 110 trillion cubic feet of natural gas, Iraq will eventually find a way to produce it. Nazar Janabi, former director general at the Iraqi Ministry of Defense, gave some tantalizing advice to conference attendees. "The KRG has been stable for a long time. Partnering there is the best way to move forward," he says. Most important: "Be there. If you're not there, no one is going to come knocking on your door."

TODAYS ZAMAN

14 June 2009

DIYARBAKIR DEPUTY CALLS FOR SACRIFICE TO SOLVE KURDISH PROBLEM

**ABDULLAH BOZKURT,
AYSE KARABAT**

With optimal conditions in both the national and international political arenas, now is the time for a solution to the decades-old Kurdish problem, a prominent Kurdish deputy from the ruling Justice and Development Party (AK Party) has said.

M. Ihsan Arslan, a parliamentarian from predominantly Kurdish Diyarbakir and the AK Party's deputy chairman for political and legal affairs, said in an interview with Today's Zaman that everyone must make some sacrifices in the bid to attain a compromise to settle regional problems. "So far we have seen many methods employed [to address the Kurdish problem], including the military [method], [but these have seen] little to no success," he said, adding that all parties should be involved in a search to find common ground.

Arslan commented that policies implemented by successive Turkish governments to address the Kurdish problem solely from an economic angle failed to produce a solution just as military offensives and the terrorist activities of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) failed to do so. They have provided no relief to people in Turkey's impoverished Southeast, he said, emphasizing again that all parties will need to make sacrifices.

"Compromise is unavoidable at this juncture," he said, adding: "What's more, the zero-problems approach of Turkey's foreign policy, adopted by the AK Party, has significantly improved relations with Syria and Iran, making conditions very difficult for terrorist PKK activity. Arslan said he believes the boost in trade volume between Turkey and northern Iraq in recent years, which is to bring stability and security, needs to be sustained, a situation which he says sets the stage for a possible solution. "Leaders in the region have now realized that a lot is at stake, and they are being very cautious not to irritate each other," he said.

Earlier this month, crude oil began flowing from northern Iraq to the international market via Turkey. The first oil exports from the semi-autonomous Kurdish region originated from the Taq Taq and Tawke oil fields and travel through the Kirkuk-Yumurtalik pipeline to the Turkish Mediterranean port of Ceyhan. The agreement is widely viewed as a solidification of economic cooperation in the region and a positive contribution toward a solution to Turkey's longstanding Kurdish problem.

Arslan believes the lack of confidence in Turkey's relations with Kurds in northern Iraq is gradually dissipating. "Kurds



in this region have also begun to realize that their true partners are Turks and Turkey," he said, adding that the withdrawal of US troops from Iraq is also facilitating dialogue between Turkey and Iraq. "In the past, Turkey used to flat-out reject the existence of Kurds, be they within or outside Turkish borders. Now, this has changed," Arslan noted.

As for Deniz Baykal, the leader of the main opposition Republican People's Party (CHP), Arslan observed that he has been backpedaling on reforms. "It is mainly due to the character of Baykal, who likes to take two steps back before taking one step forward," he said. Nonetheless, Arslan noted that he was encouraged by a recent overture on the part of Baykal and other top CHP members on starting reforms in Kurdish areas. "I think they also realized the conditions are ripe for such an initiative, and they do not want to be left out," he said.

The veteran politician also downplayed expectations of a quick fix for the Kurdish problem, holding the media partially responsible for raising such expectations. "This might hurt the process," he said. "It is certainly not going to happen overnight. ... The important thing is to keep at the democratization process, recognizing that this is a long and painstaking journey."

DTP and PKK are realities to be contended with

The AK Party deputy said the pro-Kurdish Democratic Society Party (DTP) should be regarded as an important player in solving the Kurdish problem. "They were formidable opponents in the local elections held in late March," he said. Indeed, the DTP increased its share of the popular vote in the Southeast and held on to the municipalities of the five eastern cities of Diyarbakir, Batman, Hakkari, Tunceli and ?imak. The party also gained three more mayoral seats, in Siirt, Van and I?dir. Siirt, the place where Erdo?an had won his first legislative seat, is now DTP territory.

He does not hide his anger at DTP deputies, however, for demanding quick fixes and making inflammatory remarks that trigger reaction in other parts of the country. "This process takes mental prepa-

ration in the society first and foremost," he notes. "You propose something and then discuss these proposals within your circles. It goes to the other side, and they do the same. It's like bargaining with a shop owner over the price of goods; it's a multi-dimensional process," Arslan explained.

Arslan also said there should be some sort of mechanism to redress the grievances raised by many in the Southeast. He referenced the civil war in Algeria, during which 150,000 people were killed. The state has since paid compensation to their relatives and officially apologized.

"Reports say around 40,000 people died in Turkey during this conflict. The state can provide some sort of closure by offering compensation from the budget to people who are suffering. This is much more important than building bridges and constructing roads," he said.

The AK Party deputy said outright that the outlawed PKK should also be party to these negotiations. "When I say parties, I am openly and plainly indicating the PKK," he said, stressing that Abdullah Öcalan directs the PKK and the PKK in turn directs the DTP, which has the support of around 2 million people.

Arslan ran into trouble for making the same remarks on a local television station in Diyarbakir in March. The Diyarbakir Prosecutor's Office has launched an investigation into Arslan over allegedly disseminating propaganda for the PKK under Article 7/2 of the Counterterrorism Act. On the television program, he had said: "No one who wants to solve the Kurdish problem can ignore the DTP or the PKK and its jailed leader, Abdullah Öcalan. No one should ignore the realities. Otherwise, this problem cannot be solved, just as it has remained unsolved to this day. Not every demand from each side [Kurds and the state] can be fulfilled because while looking for solutions, every side must make sacrifices and take a step forward. That is compromise. A consensus emerges when both sides make sacrifices."

Arslan insists that the relevant parties should contact each other directly or indirectly in a search for a solution. When asked if the government is in contact with the PKK, Arslan deflected the question and declined to confirm whether such contact is currently under way. "I'm not saying nothing is being done, either," he also said.

Touching on the topic of restoring the original names of villages and streets in the Southeast, Arslan said the government has no problem with this. "People should be able to name their hometowns whatever name they choose, and no one should force them to adopt a different name," he said, noting, however, that this might be hard to swallow for some local governors and administrators. ■



Kirkuk requires oil solution

June 15, 2009 - United Press International,

DISPUTED claims to the northern Iraqi city of Kirkuk among various ethnic groups boil down fights over who controls the oil, officials say.

Kirkuk lies at the heart of administrative disputes between Baghdad and the Kurdistan Regional Government of Iraq.

Control over the oil-rich city of Kirkuk is in dispute. Two constitutional provisions deal with the issue. Article 140 of the Iraqi Constitution considers whether enough Kurds have returned to the area to consider it Kurdish, while Article 23 calls for a power-

sharing arrangement between Kurds, Turkomen and Arabs at the local level.

A parliamentary committee tasked with settling the Kirkuk issue came away from a March 31 resolution deadline with nothing to show in terms of political settlements.

But lawmakers on the ground claim the obstacles over the political settlement over the status of Kirkuk have little to do with ethno-sectarian issues, The Guardian newspaper reports.

With Kurdish oil exports coming online June 1 and international oil tenders slated for approval by the end of the month, settling the political problems may require action in the Iraqi energy sector.

"The Kirkuk problem comes down to oil," said Osama al-Najafi, a Sunni lawmaker.

IRAQ LAWMAKERS TO QUESTION OIL MINISTER OVER DEALS

REUTERS

BAGHDAD - June 16, 2009 - (Reuters) -

IRAQ'S parliament has called on the oil minister to answer questions about government plans to auction off service contracts in prized oil fields to foreign companies at the end of June, a lawmaker said on Tuesday.

Oil Minister Hussain al-Shahristani and senior executives from Iraq's South Oil Co and the Iraq Drilling Company will appear before the legislative chamber next Tuesday, said Shatha al-Musawi, a lawmaker with the ruling Shi'ite alliance.

Musawi said oil experts had described the first round of fixed-fee service contracts, due to be handed out on June 29-30, as a waste of Iraqi money because they involved oil fields in which Iraq had been investing heavily since the 2003 U.S. invasion.

"They said Iraq so far had spent around \$8 billion (4.9 billion pounds) to rehabilitate these fields ... and they said it is not reasonable after all this money and all the development undertaken that foreign companies should take these fields and share Iraq's production," she said.

"For this reason, parliament decided to host the oil minister and those oil experts in a special session and to hear from all of them," Musawi added.

Among the other executives expected to testify are South Oil Co. head Fayad al-Nema and Iraq Drilling Company head Idrees al-Yassiri.

The parliamentary summons came after Nema, whose unit produces the bulk of Iraq's 2.3-2.4 million barrels per day of crude, told Reuters he objected to the first round of contracts and had called on Shahristani to cancel the bidding round.

The deals represent Iraq's first big push in three decades for foreign investment in its oil fields, which hold the world's third-largest crude reserves.

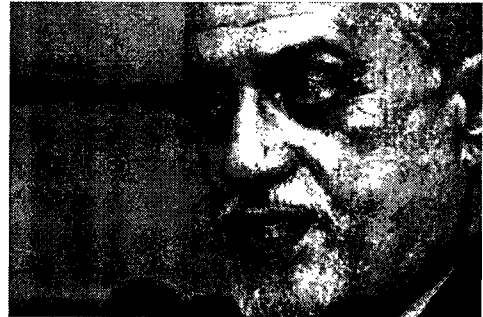
Semi-autonomous Kurdish authorities in the north of Iraq have signed development deals with around 30 private companies, but Baghdad considers those illegal.

BULK OF OUTPUT

The first round of service contracts involve older oil fields, most classed as "super giants" with 5 billion barrels or more of reserves, which are already producing. Musawi said they account for some 80 percent of current national output.

A second round of tenders, the results of which are expected at

the end of the year, involve undeveloped oil fields.



Musawi said the experts told parliament they did not object to the second round of contracts for foreign oil companies. Nema said the same in his interview with Reuters.

The summons by parliament was not linked to separate moves by members of parliament's oil and gas committee to quiz Shahristani over the oil ministry's inability, to date, to restore oil output to the level it was at before the invasion.

Musawi said lawmakers wanted Shahristani to explain the benefits of the first round of contracts. They also wanted a clarification about the nature of the deals, which she said looked more like production sharing agreements than pure fixed-fee service contracts.

Ali Hussain Balou, a Kurdish lawmaker and head of the oil and gas committee, said the chamber had the power to "hinder, cancel or suspend" any laws written by the government.

It could therefore, in his view, stop the awarding of service contracts in oil fields.

Would it?

"Yes, it is expected," Balou said.

(Editing by Michael Christie and Sue Thomas)

AP Associated Press

Iraq gov't hopes to end oil dispute with Kurds

June 10, 2009 - By SINAN SALAHEDDIN

BAGHDAD --The Iraqi government Wednesday hailed the start of oil exports from the self-ruled Kurdish north but stressed that all oil deals signed by the Kurds must be ratified by the Oil Ministry in Baghdad.

The Oil Ministry has long opposed Kurdish deals with foreign oil companies. This month, however, the government approved Kurdish plans to export crude from two oil fields to alleviate the national budget crisis caused by falling oil prices.

The agreement stipulates that revenues will be deposited in

a federal account and the Kurds will receive 17 percent, the share allotted to them in the federal budget.

Government spokesman Ali al-Dabbagh described the beginning of exports from Kurdish fields as a "step in the right direction."

"But these contracts need to be ratified by the federal Oil Ministry. Until that time these contracts are not fully legitimate," he told reporters at a joint press conference with Oil Minister Hussain al-Shahristani.

Kurds and the Arab-dominated central government have been at loggerheads over nearly two dozen deals signed by the Kurds after the U.S.-led invasion in 2003.

Hurriyet DailyNews.com

June 11, 2009

Anatolian Agency

Hashimi: PKK will leave Iraq or lay down arms

ANKARA - The Iraqi vice president said on Thursday that the terrorist organization PKK would leave his country if it does not lay down arms.

Iraqi Vice President Tariq al-Hashimi said that the terrorist organization PKK would leave Iraq if it does not lay down arms.

"The terrorist organization PKK will either lay down arms and plead for mercy or it will leave Iraq," he said in a TV program.

Al-Hashimi is actually in Turkey on a private visit. However, he had talks with President Abdullah Gul and Prime Minister Tayyip Erdogan.

The Iraqi vice president defined his meetings with Gul and Erdogan positive, and said Turkey and Iraq had common interests.

Al-Hashimi said that PKK was one of the common concerns of the two countries, and he could understand concerns of Turkey and thought there were things two countries could do.

The Iraqi vice president said that PKK was causing loss of many lives, and his country was preparing special troops who could also make cross-border cooperation.

"We know that we can be successful with coordination," he said.

Al-Hashimi said that Kurdish leaders were sincere about putting an end to the attacks of the terrorist organization PKK and they had pledged to warn the PKK.

The vice president reiterated the two options of the terrorist organization, i.e. either to lay down arms or to leave Iraq because it was also harming Iraq as it did Turkey.

"If clashes continue, there will be economic recession, and Kurdish leaders are aware of this," he said.

Al-Hashimi said that there would no way be an independent Kurdish state in the north of Iraq, and Kurds would continue to be a part of the Iraqi state.

"Majority of the Kurdish leaders favor a united Iraq, and they want to continue to live as a part of the Iraqi nation, as the Arabs and Turkmen," he said.



Al-Hashimi said that the Iraqi people would make the rightest decision about Kirkuk's future.

The vice president said that he had no concerns about a security gap in his country after withdrawal of U.S. troops, and Iraq and Turkey were cooperating in training Iraqi armed forces.

Iraq had he had no concerns about Iraq's future, and Iraqi people could heal their own wounds if bomb and suicide attacks ended. ■

THE DAILY STAR

June 16, 2009

Alleged Turk army plan stokes tensions with

Ibon Villeda - Reuters

ANKARA: Turkey's government on Monday demanded an explanation from the armed forces over an alleged military plan to discredit the ruling Islamist-rooted Justice and Development Party (AKP) as well as a powerful religious movement. The controversy has further strained ties between the European Union candidate's government

and the military, which are already under pressure over an investigation into a suspected right-wing network that is accused of plotting a coup.

"We think it is important and serious and we need to get an explanation [from the army]," a senior government source told Reuters. "If it is authentic we will do something about it."

Liberal Taraf newspaper outlined in its Friday edition a plan to stop the AKP and the influential religious movement

of Muslim preacher Fethullah Gulen from "destroying Turkey's secular order and replacing it by an Islamist state."

Taraf said the four-page document was signed by a senior navy officer and was prepared in April. The military said it was looking into the report.

"The important thing is that the military prosecutors find out whether the referred document is authentic or not as soon as possible. We have full confidence that if the authenticity of

the document is proved, those responsible will be punished by the legal bodies," the General Staff said in a statement.

A power struggle between the AKP, which has roots in political Islam and was first elected to power in 2002, and the secularist establishment, including army generals, judges and academics, has frequently aroused political tension in Turkey.

THE TIMES

June 16, 2009

Can oil bring peace to the Kurdish region?

David Wighton

West of Iran and southeast of Turkey lies the world's newest petrostate and, after several big oil and gas discoveries, energy companies are scrambling to gain a foothold in Kurdish Iraq.

Companies including OMV, of Austria, and, it is rumoured, Sinopec, are plotting billion-dollar takeovers of companies that claim title to Kurdish oil and gas. The share prices of targets such as Addax Petroleum, DNO and Heritage Oil have soared.

Yet these investments are being made despite continued warnings from Baghdad that the Kurdish regional government had no right to issue oil exploration licences without federal approval.

The explanation may be that Turkey is offering reassurance that the Kurdish regional government is providing good title to oil being lifted from beneath Iraqi

soil. Turkey showed its commercial hand last month when Genel Enerji agreed a £1.5 billion takeover of Heritage Oil, reversing its interests into the London-quoted Heritage. It is unlikely that Turkey's biggest private enterprise would have done so without assurances from Ankara and from the Kurdish politicians in Erbil. Talks are under way between Turkey and the Kurdish separatist PKK, which has been waging an armed rebellion in the east of the country for a quarter of a century. If the talks are successful, it would be the first time in history that oil had ended a conflict.

But oil is fuelling tensions at the other end of the country. The head of Iraq's South Oil company, which produces most of the country's output, yesterday denounced Baghdad's plans to issue service contracts to foreign companies. Small wonder so many eyes are on "Kurdistan".

THE TIMES

June 16, 2009

Asian giants join the race for riches in Iraq's largely untapped Kurdish oilfields

Robin Pagnamenta

The scramble for Iraq's oil wealth is set to intensify after fresh agreements to develop three new exploration blocks in the country's Kurdish north.

The decision from the Kurdistan Regional Government, which governs the semi-autonomous region, to allocate the concessions comes amid mounting international interest in the oil-rich province.

Shares in Addax Petroleum, a London-listed oil explorer with operations in the region, surged 10 per cent yesterday amid speculation about a possible £4.8 billion takeover by Sinopec, of China, and the Korean National Oil Company (KNOC).

Iraq holds the world's third-largest proven reserves of oil, after Iran and Saudi Arabia - about 115 billion barrels, according to BP - but large parts of the country, including the Kurdish region, where crude oil bleeds from the rocks in some places, remain relatively unexplored and there is the potential for the figure to rise sharply. The US Geological Survey estimates that the region could be found to contain 40 billion barrels of reserves.

Industry sources told The Times that a formal announcement from the Kurdish authorities on which companies had won the concessions,

which lie on Iraq's mountainous eastern border with Iran, was expected soon. Bidding is thought to have drawn strong interest from a range of groups already active in the region, including Talisman Energy, a Canadian company, as well as new entrants.

Since 2003 the Kurdish administration has signed contracts with more than 20 foreign oil companies to develop exploration concessions across the country, some of which are already producing oil for export. As well as Talisman, they include DNO, of Norway, Sterling Energy, a British group that is due to start drilling on another Kurdish concession this autumn, Perenco, of France, and Western Zagros, another Canadian company.

Last week, Heritage Oil, another British company active in Kurdish Iraq, announced a \$5.5 billion (£3.4 billion) merger deal with Genel, of Turkey, which will create a FTSE 100 company focused on the region. About ten further exploration blocks remain unallocated in the area.

A key reason for the present burst of activity is improved co-operation between Iraq's central government in Baghdad and the Kurdish authorities in Erbil, which since 2003 have clashed repeatedly over the latter's decision to strike deals to develop its oil reserves independently.

After years of squabbling over how oil revenues should be distributed, exports of crude from the region were finally allowed to start on June 1.

"The key driver for all of this activity has been the start of oil exports," one Iraqi oil industry source said, speaking from the Kurdish north. "That has unlocked the value of these contracts, which previously some people were unsure about."

Nevertheless, doubts persist over how much Kurdish licences will be worth. Companies including Addax, which are already producing oil from the Taq Taq field for export via the Iraqi pipeline system, are not yet being paid for their oil.

Separately, the Iraqi Government in Baghdad is preparing to announce the winners of a series of service contracts to develop more established oilfields in southern Iraq.

Iraq's total existing oil output stands at about 2.4 million barrels per day, the highest since 2003, but Baghdad wants to increase it to four million barrels. No agreement has yet been reached over the country's oil law. It was first proposed in February 2007, but rows over how to distribute oil revenue have not yet been resolved

Riots and arrests rock Iran after election

Key figures of opposition rounded up

TEHRAN

BY ROBERT F. WORTH
AND NAZILA FATHI

Unrest continued for a second day Sunday throughout Iran following the disputed presidential election, with the authorities detaining more than 100 prominent opposition members and riots continuing in Tehran and other cities.

Those arrested were from all the major opposition factions, including the brother of a former president, Muhammad Khatami. Some were released later in the day.

The leading opposition candidate, Mir Hussein Moussavi, issued a fresh statement calling for the results from the Friday election to be voided, as his supporters skirmished with a vast deployment of riot police officers and militia members on the edges of a victory rally organized by the government in central Tehran.

The Interior Ministry said Saturday that President Mahmoud Ahmadinejad had won 62.6 percent of the vote, with Mr. Moussavi taking a little less than 34 percent. Turnout was a record 85 percent, officials said.

Mr. Moussavi, a former prime minister who had promised to reverse Mr. Ahmadinejad's hard-line policies, declared himself the winner by a wide margin Friday night, charged widespread election irregularities and called on Ayatollah Ali Khamenei, the supreme leader of Iran, to intervene.

But Ayatollah Khamenei closed the door to any appeals for intervention in a statement issued on state television Saturday afternoon, congratulating Mr. Ahmadinejad on his victory and urging the other candidates to acknowledge defeat.

In a televised address to the nation Saturday night, Mr. Ahmadinejad called on the public to respect the results, and he denounced foreign diplomatic and journalistic criticism.

"All political and propaganda machines abroad and sections inside the country have been mobilized against the nation," he said.

The landslide victory for Mr. Ahmadinejad, an intensely divisive figure here and abroad, came as a powerful shock to



Supporters of President Mahmoud Ahmadinejad hurled stones at backers of the opposition leader Mir Hussein Moussavi, inside the campus of Tehran University, on Sunday.

opposition supporters, who had cited polls showing that Mr. Moussavi had a strong lead in the final days of the campaign.

Interior Minister Sadegh Mahsouli said Saturday that such a lead was a misimpression based on Mr. Moussavi's higher levels of support in the capital, and that he had less backing elsewhere.

Mr. Moussavi made clear in statements Saturday that he rejected the results and called on supporters and fellow clerics to fight them. But there were no reports of any public appearances by him through the day, leading to rumors that he might have been arrested.

His defiance seemed to fuel street resistance by his supporters — a coalition including women, young people, intellectuals and members of the moderate clerical establishment — who had united in opposition to Mr. Ahmadinejad's erratic economic stewardship, confrontational foreign policy and crackdown on social freedoms.

"Death to the coup d'état!" chanted a surging crowd of several thousand protesters, many of whom wore Moussavi's signature bright green campaign colors, as they marched in central Tehran on Saturday afternoon. "Death to the dictator!"

Farther down the street, clusters of young men hurled rocks at a phalanx of riot police officers and screams could be heard as the police used their batons to beat back protesters. There were re-

ports of demonstrations in other major Iranian cities as well.

The authorities closed universities in Tehran, blocked cellphone transmissions and access to Facebook and some other Web sites, and for a second day shut down text-messaging services.

As night settled in, the streets in northern Tehran that recently had been the scene of pre-election euphoria were lit by the flames of trash fires and blocked by tipped trash bins and at least one charred bus. Young men ran through the streets throwing paving stones at shop windows and the police pursued them.

Earlier in the day, hurried meetings were reported among leading political figures and clerics; some were said to be trying to influence Ayatollah Khamenei to intervene in a situation that could stain public confidence in the integrity of Iranian elections.

But Saeed Leylaz, an economist and political analyst, said he believed the ayatollah's statement would bring reso-

"I do not consider Mahmoud Ahmadinejad as president."

lution, even if demonstrations persisted for a few days.

"This has put an end to political negotiations from above," Leylaz said.

Still, Mr. Ahmadinejad's electoral rivals appeared to be holding firm in

their protest.

On Sunday, a moderate clerical body, the Association of Combatant Clergy, issued a statement posted on reformist Web sites saying that the election had been rigged and calling for it to be voided, warning that "if this process becomes the norm, the republican aspect of the regime will be damaged and people will lose confidence in the system."

Mr. Moussavi issued a statement saying that he had asked the Guardian Council, which must certify the election for it to be legal, to cancel the vote. He also said he was being monitored by the authorities and was unable to join his followers. His campaign headquarters have been closed down, he said.

Another candidate, the reformist cleric Mehdi Karroubi, echoed Mr. Mous-

savi's demand for the election to be canceled.

"I am announcing again that the elections should not be allowed and the results have no legitimacy or social standing," Mr. Karroubi said.

"Therefore, I do not consider Mahmoud Ahmadinejad as president of the republic."

Mr. Ahmadinejad, however, dismissed the opposition's allegations of large-scale election fraud, saying that his landslide victory had given him a bigger mandate than ever. He hinted that Mr. Moussavi might be punished for his defiance.

"He ran a red light, and he got a traffic ticket," Mr. Ahmadinejad said of his rival during a news conference at the presidential palace.

Calling the opposition protests "un-

important," Mr. Ahmadinejad repeated his suggestions that they were the work of foreign agitators and journalists. But he also seemed to throw down the gauntlet to other nations, saying, "We are now asking the positions of all countries regarding the elections, and assessing their attitude to our people."

Mr. Ahmadinejad also spoke at a square in central Tehran on Sunday, surrounded by thousands of flag-waving demonstrators in what was clearly intended to be a show of popular support for his election victory.

But the smell of tear gas and smoke drifted over the cheering crowds in the capital, and only a few blocks away, groups of protesters chanted their own slogans against the government, and bloodied protesters could be seen running from baton-wielding police officers.

U.S. moves ahead to engage Tehran

WASHINGTON

'Decision has been made to talk' despite questions on vote result, Biden says

BY MARK LANDLER

The Obama administration is determined to press on with efforts to engage the Iranian government, Vice President Joseph R. Biden Jr. and other officials said over the weekend, despite misgivings about irregularities in the re-election of President Mahmoud Ahmadinejad.

"The decision has been made to talk" regardless of the election outcome, Mr. Biden said Sunday. He added that "talks for Iran were not a reward for good behavior," but depended on President Barack Obama's sense of whether such contacts would advance U.S. security interests. Mr. Biden, speaking on the NBC program "Meet the Press," questioned but did not explicitly challenge Mr. Ahmadinejad's victory.

That cautious reaction reflected the combustible scene in Tehran, where riot police officers were cracking down on angry opposition supporters, and the likelihood that the administration would be forced to pursue its diplomatic initiative with a familiar and implacable foe, one who now also has a legitimacy problem.

There was palpable disappointment within the administration, where there were hopes, as Mr. Obama said Friday, that the throngs of people at the polls augured a change in Iran.

"It sure looks like the way they're suppressing speech, the way they're suppressing crowds, the way in which people are being treated, that there's some real

doubt" about the result, Mr. Biden said; he also questioned a surprisingly strong showing by Mr. Ahmadinejad in Tehran.

But while saying that "there's an awful lot of questions about how this election was run," Mr. Biden said that American officials "just don't know enough" to formally reject the official outcome.

One senior administration official held out the hope that the intensity of the political debate during the campaign, and the huge turnout, might make Mr. Ahmadinejad more receptive to the United States, if only to defuse a potential backlash from the disputed election.

"Ahmadinejad could feel that because of public pressure, he wants to reduce Iran's isolation," said the official, who spoke on condition of anonymity because of the delicacy of the matter.

Mr. Ahmadinejad was asked during a news conference Sunday about talks with the United States, but sidestepped the question.

Outside analysts said that the suspicions surrounding Mr. Ahmadinejad's re-election would create new problems.

"This is the worst result," said Thomas R. Pickering, a former under secretary of state. "The U.S. will have to worry about being perceived as pandering to a president whose legitimacy is in question." Mr. Pickering, who has had informal contacts with Iranians, said the White House would have little choice but to accept the results. But he said the outcome would hinder efforts to court Tehran.

Many analysts and officials asserted that the outcome reinforced the reality that ultimate power resides in the supreme religious leader of Iran, Ayatollah Ali Khamenei.

"I doubt whether there's anything that can be done of consequence without the supreme leader sanctioning it," Mr. Biden said.

In Israel, which has hinted that it might launch a military strike on Iran to disable its nuclear capability, officials said Mr. Ahmadinejad's victory underscored the threat from Tehran and the need for a tough response.

Vice Prime Minister Silvan Shalom said in Tel Aviv that the election results "blow up in the faces of those" who thought Iran was ready for "a genuine dialogue with the free world on stopping its nuclear program."

In the Arab world, reaction was largely split between those aligned with Iran and American allies who have felt threatened and bullied since Mr. Ahmadinejad took office.

Arab diplomats and political analysts said that they did not believe that Iran would change its nuclear policy regardless of who the president was.

In Washington, administration officials said they had received back-channel messages from the Iranian leadership, urging the United States to wait until the election was over for a response to Mr. Obama's overtures.

A victory by Mr. Ahmadinejad's rival, Mir Hussein Moussavi, would have posed its own challenges, officials said, including further delays in talks until he took control of the government. And it is not clear that Mr. Moussavi would have shown greater flexibility about Iranian nuclear ambitions.

"There clearly would be differences in tone between Ahmadinejad and Moussavi," a senior administration official said, "but not necessarily in policy." Mr. Obama, officials said, has long said he was willing to negotiate with whoever would respond, including Ayatollah Khamenei. For the United States, the larger problem is that while the election has frozen the dialogue, the Iranian nuclear program has speeded ahead.

Now, the administration faces a vexing choice. It can continue to demand that Iran give up all of its enrichment capability — still the official position of the United States, but considered an all-but-impossible goal. Or it can tacitly accept that Iran is not going to stop enriching.

JUNE 15, 2009

INTERNATIONAL
Herald Tribune

HUGE CROWDS IN TEHRAN HOLD MORE PROTESTS

TEHRAN

Senior cleric castigates government for election 'no one can believe'

BY NAZILA FATHI
AND SHARON OTTERMAN

Tens of thousands of Iranians gathered in the streets here Tuesday for a second day of mass demonstrations protesting the official results of the Friday presidential election, unsatisfied by a top government panel's agreement to conduct a partial recount.

As the political tumult grew, a senior cleric, Grand Ayatollah Hossein-Ali Montazeri, used the Internet to issue a public letter supporting the peaceful demonstrations and excoriating the government for "declaring results that no one in their right mind can believe."

Trying to control the challenge to its power, the Iranian government instituted tough restrictions on foreign journalists, formally shutting down their ability to report on the unrest on the streets. Press credentials of journalists temporarily in the country to cover the election were revoked; journalists stationed in

Iran were required to get explicit permission to report beyond the confines of their offices. Reporters Without Borders said that security services had moved in to some newspaper offices to censor content and that four pro-reform newspapers had been closed or prevented from criticizing the official election results.

The result was a dearth of initial photographs and video of Tuesday's enormous opposition protest, which began on Valiasr Street, a major thoroughfare, and headed north. The tens of thousands of marchers — perhaps more — gathered without the help of text messaging or cellphone service, relying on word of mouth and Internet social media platforms like Twitter.

Ayatollah Montazeri, a relative liberal who was once in line to succeed Ayatollah Ruhollah Musavi Khomeini, the leader of the Islamic revolution, is one of a growing number of influential clerics questioning the election results.

State television, meanwhile, turned its attention to a counter-rally by a few thousand people in support of the declared winner, President Mahmoud Ahmadinejad. Those demonstrators stayed to the south of the much larger opposition protest.

The vast protest Monday drew hundreds of thousands for a march that

glittered with the signature green color of the camp of the main opposition candidate, Mir Hussein Mousavi. In contrast, many of those who gathered Tuesday wore black to honor the seven people who state media reported had died in clashes with a pro-government militia the day before.

As on Monday, rows of security forces stood along the avenues, allowing the demonstrators to pass. Some among protesters gave flowers to the security forces. Other marchers covered their mouths with surgical masks, apparently fearing tear gas attacks.

More than 100 prominent opposition members are believed to have been detained since Saturday. On Tuesday, a leading reformist, Mohammad Ali Abtahi, a former vice president, was arrested, his office said. Reporters Without Border said that 11 Iranian journalists had been arrested since Friday and that 5 were still being held.

On Tuesday, President Barack Obama said he had "deep concerns about the election" and was dismayed by the violence that has marred anti-government demonstrations since Saturday.

"When I see violence directed at peaceful protesters, when I see peaceful dissent being suppressed, wherever that takes place, it is of concern to me and it's of concern to the American people," he said. "That is not how governments should interact with their people."

Leaders in Western Europe also continued to voice concerns about the election, with the strongest remarks coming from President Nicolas Sarkozy of France, who said Tuesday that the "extent of the fraud" in Iran was "proportional to the violent reaction" there, news services reported.

Meanwhile, Mr. Ahmadinejad, appearing to try to project a secure grip on power, left Iran for Russia on Tuesday for a meeting on international security.

In Yekaterinburg, Russia, for the summit meeting of the Shanghai Cooperation Organization, Mr. Ahmadinejad did not mention the Iranian election, but gave a speech in which he referred to regional problems, describing Iraq, Afghanistan and Palestine as occupied and unstable.

He added: "The current political and economic order is approaching the end of its mastery of the world. It is absolutely clear that the epoch of empire has come to an end."

A deputy foreign minister of Russia, Sergei Ryabkov, told reporters that Russia had warm relations with Iran.

"Elections in Iran are an internal affair of the Iranian people, but we welcome the newly elected president of that state," Mr. Ryabkov said.

A few hours after the polls closed Friday, the Interior Ministry announced that Mr. Ahmadinejad had won about 63 percent of the vote, after a hard-fought election campaign and the rise of a broad reform-oriented opposition that rattled Iran's ruling elite.

Since that announcement, opposition



Mousavi supporters demonstrating in northern Tehran on Tuesday evening. It was the second day of mass protests in the capital against the results of the presidential election.

leaders have catalogued a list of what they call election violations and irregularities in the vote, which most observers had expected to go to a second-round runoff.

On Monday, as the contours of that day's enormous protest began to become clear, the nation's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, shifted from his endorsement of the elections so far, instead calling for an inquiry into the allegations of vote-tampering.

On Tuesday, the powerful Guardian

Council said it was prepared to order a recount of ballots at those polling stations where specific accusations of tampering had been made, but appeared unwilling to allow for the possibility of new

elections, as the opposition has pushed for.

"Based on the law, the demand of those candidates for the cancellation of the vote, this cannot be considered," Abbas Ali Kadhodaei, a spokesman for the Guardian Council, told state television, Reuters reported.

The conflict over the elections reflects the fissures in Iranian society. On one side are the most powerful arms of the Islamic system of government: Ayatollah Khamenei, the military, the paramilitary and the Guardian Council. On the other is a diverse coalition that has grown emboldened by the day, with some clerics joining two former presidents and Mr. Moussavi, a former prime minister.

New dynamic drives upheaval

BY NEIL MacFARQUHAR

In an iconic photograph of anti-government demonstrations in Iran, a student with flowing black hair and a headband held aloft the bloody T-shirt of a wounded protester. After his face appeared on the cover of *The Economist* magazine in July 1999, Ahmad Batebi paid dearly for it, enduring nearly a decade of imprisonment and torture before fleeing into exile.

On Tuesday, as he watched the swelling new protests in Iran from suburban Virginia, Mr. Batebi described a sense of dread mixing with happiness. "Every society has to make their own version of freedom and democracy, and that is what the Iranian people are doing right now," he said through a translator. "But I know that people are being beaten, some are going to jail, and some will be killed."

The Iranian government tolerated student-led uprisings in 1999 and 2003 for only a few days before unleashing fearsome crackdowns, sending the Basij militia onto campuses, where they lunged a few students from windows, bloodied as many heads as they could with bricks, chains or truncheons, and jailed scores.

Similar intimidation tactics have been on display over the past few days with little result, as state news reports of seven people killed in various cities did not deter other major anti-government rallies. This time, analysts say, the government will have trouble bringing about a swift, sharp end to the demonstrations over the contested presidential election results in the same way it had shut down previous eruptions.

First, there is the sheer size of these demonstrations, with protests that are not limited to students but cut across generations and economic classes. Second, there is a more pronounced, if still nebulous, leadership centered around the leading opposition candidate, Mir Hussein Moussavi, who has adopted an openly hard-edged attitude toward the government. Third, the crisis was inspired by common anger over a national election, not the more



Ahmad Batebi in 1999. He spent a decade in prison after this photo was published.

narrow issues students took to heart.

The question mark remains how long Iran's rulers will tolerate the demonstrations, and how long the protesters will stay in the streets until what many analysts expect will be a "Tiananmen moment." They fear a replay of the Chinese government rolling out tanks to ruthlessly crush democracy demonstrations in 1989 — China's economic growth and centralized control being something of a model for the mullahs.

"This is an order of magnitude different from those earlier demonstrations," said Juan Cole, a professor of Middle East history at the University of Michigan, who has been tracking the upheaval on his *Informed Comment* blog. "In the earlier student demonstrations, people were saying that the hard-liners were doing things that were wrong. What these demonstrators are saying is that the regime has become so corrupt and so dictatorial that it has become rotten to the core."

In the earlier protests, the middle class extended something like drive-by

support, honking their horns or flashing their high-beam headlights as they drove past the chanting students. The supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, spoke like a rueful patriarch, saying he regretted the few student deaths and that people who criticized him should not be chastised. After the initial spasms of violence, the president at the time, Mohammad Khatami, fearing wider bloodshed, declined to call his followers out in support.

The general sentiment was that everyone should go home and try to solve their problems through the ballot box, said Ervand Abrahamian, an expert at Baruch College on Iranian opposition movements. But the chance of that kind of compromise has been soured by the sentiment that the election last Friday was stolen.

"Those arguments don't work now because the ballot box has proved to be a cul-de-sac," Mr. Abrahamian said.

Mr. Moussavi was a staunch leftist in an era when such leaders admired Che Guevara, and he served as prime minister of Iran in the 1980s when post-revolutionary battles with guerrilla movements left 10,000 to 20,000 people dead, Mr. Cole said. He is viewed as a much tougher fighter than Mr. Khatami, who came from the very clerical class that runs the country.

"Moussavi was around in some tough times. He has not shown any signs of being intimidated by all this," said Gary Sick, a senior scholar at Columbia University who runs *Gulf 2000*, a research and information Web site for the region. Just how far Mr. Moussavi takes the mantle of leadership is another unanswered question — the protests will have to continue for the demands for change to yield results, he said.

Finally, there has been a critical shift in alliances. In the earlier uprisings, it was basically the reformists calling for change, opposed by both the religious hard-liners and the more pragmatic conservatives. This time, the pragmatists and the reformists have joined forces against the hard-liners, analysts said.

Iran's leader buys regime some time

BY NEIL MacFARQUHAR

For two decades, Ayatollah Ali Khamenei has remained a shadowy presence at the pinnacle of power in Iran, sparing in his public appearances and comments. Through his control of the military, the judiciary and all public broad-

NEWS ANALYSIS

casts, the supreme leader controlled the levers he needed to maintain an iron if discreet grip on the Islamic republic.

But in a rare break from a long history of cautious moves, he rushed to bless President Mahmoud Ahmadinejad for winning re-election, calling on Iranians to line up behind the incumbent even before the standard three days required to certify the results had passed.

Then angry crowds swelled in cities around Iran, and he backedpedaled, saying Monday that the 12-member Council of Guardians, which vets elections and new laws, would investigate the vote.

"After congratulating the nation for having a sacred victory, to say now that there is a possibility that it was rigged is a big step backward for him," said Abbas Milani, director of Stanford University's Iranian studies program.

On Tuesday, the powerful Guardian Council said it was prepared to order only a partial recount, state media reported.

Few have suggested that Ayatollah Khamenei's hold on power is at risk. But, analysts said, he has opened a fissure in the face of Islamic rule and one that may prove impossible to patch over, particularly given the fierce dispute over the election that has erupted amid the elite veterans of the 1979 revolution. Even his strong links to the powerful Revolutionary Guards — long his insurance policy — may not be decisive as the confrontation unfolds.

"Khamenei would always come and say, 'Shut up; what I say goes,'" said Azar Nafisi, author of two memoirs about Iran, including "Reading Lolita in Tehran." "Everyone would say, 'O.K., it is the word of the leader.' Now the myth that there is a leader up there whose power is unquestionable is broken."

Those sensing that important change may be afoot were quick to caution that Ayatollah Khamenei, as a student of the revolution that swept the shah from power, could still resort to overwhelming force to crush the demonstrations.

In calling for the Guardian Council to investigate the vote, he has bought himself a 10-day grace period for the anger to subside, experts noted. The outcome

is not likely to be a surprise. Ayatollah Ahmed Jannati, the council's chairman, is one of Ayatollah Khamenei's few staunch allies among powerful clerics. Ayatollah Khamenei appoints half the members and the other half are nominated by the head of the judiciary, another appointee of the supreme leader.

"It is simply a faux investigation to quell the protests," said Karim Sadjadpour, an Iran specialist at the Carnegie Endowment for International Peace.

Ayatollah Khamenei was an unlikely successor to the patriarch of the revolution, Ayatollah Ruhollah Khomeini, and his elevation to supreme leader in 1989 might have sown the seeds for the political crisis Iran is facing today.

The son of a cleric from the holy city of Mashhad, he was known as something of an open-minded mullah, if not exactly liberal.

In the violence after the overthrow of Shah Mohammed Reza Pahlavi, a bomb hidden in a tape recorder crippled his right arm, and he was elevated to president in 1981 after a bomb killed the incumbent.

He once drew the ire of Khomeini himself, ironically, by publicly questioning some aspects of having a vilayat-e-faqih, or supreme-leader system.

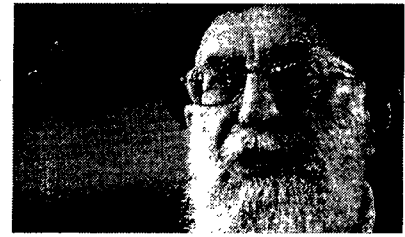
He also clashed repeatedly with Mir Hussein Moussavi, the prime minister at the time. After being trounced in the official election results by President Ahmadinejad, Mr. Moussavi, the reformist presidential candidate, challenged Ayatollah Khamenei in the one area where he has always been vulnerable: his religious credentials.

Mr. Moussavi wrote an open letter to the clergy in the holy city of Qom about the election results. By appealing to the grand clerics, he was effectively saying Ayatollah Khamenei's word as supreme leader lacked sufficient weight.

Ayatollah Khamenei was elevated from the middle clerical rank, *hojatolislam*, to *ayatollah* overnight in what was essentially a political rather than a religious decision. He earned undying scorn from many keepers of Shiite tradition, but Iran's myth-making machinery was cranked up, with a witness professing he saw a light pass from Ayatollah Khomeini to Ayatollah Khamenei — much the way the imams of centuries past were said to be anointed.

Still, lacking a political base of his own, he set about creating one in the military. It was the end of the Iran-Iraq War, and many senior officers returning from the front demanded a role in politics or the

economy for their sacrifices. Ayatollah Khamenei became a source of patronage for them, giving them important posts in



CAREN FIRROUZ/REUTERS

Ayatollah Ali Khamenei is at a crossroads.

broadcasting or as leaders of the vast foundations that had confiscated much of the pre-revolution private sector.

"By empowering them, he got power," said Mehdi Khalaji of the Washington Institute for Near East Policy.

Since the election, questions are being raised about who controls whom. But over the years, Ayatollah Khamenei gradually defied expectations that he would be eclipsed.

"He is a weak leader who is extremely smart in allying himself, or in maneuvering between centers of power," said an expert at New York University who declined to use his name because he travels to Iran frequently. "Because of the factionalism of the state, he seems to be the most powerful person."

But many analysts said the differences between factions have never been quite so pronounced as in the past few days. Former President Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, once a close ally who helped Ayatollah Khamenei become supreme leader, sent an open letter to him before the election warning that any fraud would backfire, Mr. Milani noted. If he allowed the military to ignore the public will and to destroy senior revolutionary veterans, the decision would haunt him, Mr. Rafsanjani warned: "Tomorrow it is going to be you."

Everyone speaking of Ayatollah Khamenei tends to use the word "cautious," a man who never gambles. But he now faces a nearly impossible choice. If he lets the demonstrations swell, it could well change the system of clerical rule. If he uses violence to stamp them out, the myth of a popular mandate for the Islamic revolution will die.

Ahmadinejad's hidden coup

IRAN

The real revolution has gone unnoticed: Iran has evolved into a military dictatorship.

Danielle Pletka
Ali Alfoneh

WASHINGTON Just after Iran's rigged elections last week, with hundreds of thousands of protesters taking to the streets, it looked as if a new revolution was in the offing. Five days later, the uprising is little more than a symbolic protest, crushed by the elite Iranian Revolutionary Guard Corps. Meanwhile, the real revolution has gone unnoticed: the guard has effected a silent coup d'état.

The seeds of this coup were planted four years ago with the election of President Mahmoud Ahmadinejad. And while he has since disappointed his public, failing to deliver on promised economic and political reforms, his

allies now control the country.

In the most dramatic turnabout since the 1979 revolution, Iran has evolved from theocratic state to military dictatorship.

Disenchantment with clerical rule has been growing for years. To the urban youths who make up Iran's most active political class, the mullahs represent the crude rigidity of Islamic law. To the rural poor, they epitomize the corruption that has meant unbuilt schools, unpaved roads and unfulfilled promises of development. This hostility overflowed during the 2005 presidential race, with the defeat of former President Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, a cleric widely considered corrupt, by Mr. Ahmadinejad, a former officer in the Revolutionary Guards.

In Mr. Ahmadinejad, the public saw a man who repudiated the profligacy of the clerical class, a man who was ascetic, humble and devout. And he capitalized on that image to consolidate power and to promote his brothers in arms. Fourteen of the 21 cabinet ministers he has appointed are former members of the guards or its associated paramilitary, the Basij. Several, including Defense Minister Mostafa Mohammad Najjar, are veterans of notorious units thought to have supported terrorist operations in the 1980s.

This creeping militarization has not been restricted to the central government: provincial governors, press commissars, film directors, intelligence officers and business leaders are increasingly former members of the guard. The elite force controls much of the economy either directly — the Basij has rights to oil extraction — or through proxy companies like Khatam al Anbiya, which dominates construction throughout Iran.

Technically, the pinnacle of power in Iran remains Ayatollah Khamenei, along with the 12-member Guardian Council. Yet he has proved eager to fall in with the president's overthrow of the clerics. Indeed, Western intelligence services suspect Ayatollah Khamenei approved the rigging of the second round of the 2005 presidential election to throw decisive votes to Mr. Ahmadinejad. And this time around, the supreme leader made clear his preference with coded references like his exhortation to vote for "a man of the people, sincere, with a simple lifestyle."

Why would he deliberately undercut his own clerical class? Survival. Far from fretting about

an impending attack from Israel or America, guard leaders have been warning the ayatollah that the most formidable threat to the Islamic Republic is a "soft regime change policy" involving the use of "orange revolutions."

Encircled by American forces in Iraq and Afghanistan, besieged from within by disgruntled citizens, the supreme leader has turned to a bellicose strongman to preserve the system that elevated him. Indeed, Ayatollah Khamenei — who was scorned as a religious lightweight by many mullahs when he was chosen for the top post in 1989 — has repeatedly shown himself willing to undercut the "Islamic" in Islamic revolution. In doing so, he has painted himself into a corner — a permanent alliance with Mr. Ahmadinejad and the Revolutionary Guards. This fraudulent election will only push them closer together.

Many have been struck by the crudeness of the recent vote rigging. The unusually speedy certification of the election and Ayatollah Khamenei's quick blessing — "a divine miracle" — only served to underscore an obvious sham.

Yet you don't have to be paranoid to wonder if events were following a script: protesters pour into the streets only to be beaten down by Revolutionary Guard and Basij gunmen; the regime is prepared to detain dissidents — reportedly using Facebook and Twitter to locate them; Mr. Ahmadinejad is so unworried he jets off to Russia; and every element of the confrontation has provided a pretext for an overwhelming assertion of domestic power by the Revolutionary Guards.

What does this mean for President Obama and the policy of engagement he hopes to pursue? Some will argue that Mr. Ahmadinejad may be in a conciliatory mood because he needs talks with the United States to underscore his own legitimacy, but that can only be read as a self-serving Washington perspective.

Meanwhile, the Iranian people will have suffered the consolidation of power by a ruthless regime and the transformation of a theocracy to an ideological military dictatorship. That Iran neither needs nor wants accommodation with the West.

DANIELLE PLETKA is the vice president for foreign and defense policy studies at the American Enterprise Institute. **ALI ALFONEH** is a visiting fellow at the institute.



EDEL RODRIGUEZ

Tehran seeks bomb for respect, U.N.'s nuclear watchdog says

PARIS

BY ALAN COWELL

Mohamed ElBaradei, head of the United Nations' nuclear watchdog agency, said it was his "gut feeling" that Iran's leaders wanted the technology to build nuclear weapons "to send a message to their neighbors, to the rest of the world: Don't mess with us."

He was speaking in a BBC interview broadcast Tuesday and Wednesday as

protesters took to the streets of Teheran and other Iranian cities, demanding that the disputed presidential election result of last Friday be overturned and confronting President Mahmoud Ahmadinejad with the leadership's biggest domestic challenge since the Islamic revolution three decades ago.

Mr. ElBaradei has made similar points in the past, officials at the International Atomic Energy Agency said Wednesday, but his remarks were more dramatic and less hedged with diplo-

matic caveats than previously.

Mr. ElBaradei, whose term is to expire in November, said in the interview that countries in possession of nuclear weapons were treated differently than others, citing North Korea, which was invited to negotiations while Iraq under Saddam Hussein — which did not have a nuclear capability — was "pulverized."

"It is my gut feeling that Iran would like to have the technology to enable it to have nuclear weapons," Mr. ElBaradei, the director general of the I.A.E.A., said in the interview at his headquarters in Vienna. "They want to send a message

to their neighbors, to the rest of the world: Don't mess with us." He urged outside powers to engage with Tehran to remove the incentive for making a bomb and said he believed Iran's "ultimate aim" was to be "recognized as a major power in the Middle East."

Nuclear weapons technology, he said, was "the road to get that recognition, to get that power and prestige. It is also an insurance policy against what they have heard in the past about regime change."

Iran has acknowledged that it is expanding its program to enrich uranium,

a potential precursor to building a bomb, but it has denied that it is seeking to acquire nuclear weapons, saying its enrichment program is for civilian purposes.

Herald INTERNATIONAL Tribune JUNE 19, 2009

Daily life in Iran is controlled chaos

TEHRAN

BY BILL KELLER

Back before the election and the ensuing pandemonium, some journalists stopped for lunch at a café in north-central Tehran, a place with pictures of Shakespeare and Samuel Beckett, where the stern visage of the late

REPORTER'S NOTEBOOK

Ayatollah Khomeini is more customary, and where the background music was American jazz.

"What's that record?" a newcomer to town asked the proprietor. He held up a CD case of the great bluesman John Lee Hooker. Really? The singer known as the Boogie Man played jazz? "Hooook-er!" he insisted.

Well, you never know. Worth a check. But back at the hotel, a Google search produced a yellow triangle with an exclamation point and a warning: Access to this site is denied.

What? Oh. Of course. "Hooker."

Welcome to the Islamic Republic of Iran, where we protect you from yourself. You have much to learn.

BLAMING THE MESSENGERS

Conspiracy theories seem to flourish in secretive authoritarian governments, perhaps because such systems are essentially conspiracies themselves. In Iran, this is true of the general public; witness the number of people who took their own pens to the voting booths on Friday for fear the government-supplied pens would contain disappearing ink.

And it is true in spades of their rulers. Mr. Ahmadinejad's list of those out to get Iran includes most of the post-World War II order, but at the moment it is focused on the Western news media, without whose meddling, he suggests, the Iranian people would be happily united and compliant.

Not to worry. On Sunday, Iran's acting police chief, Ahmadreza Radan, gave the state press service an update on the arrests of protesters, and assured the public that "in the interrogation of related rebels, we intend to find the link between the plotters and foreign media."

Already, text-messaging, Web sites, mobile phones, social networking services and other possible avenues of outside agitation have been rendered sporadic by government interference.

Today the aptly named Ministry of Guidance announced that the work credentials of nonresident journalists had been revoked and that authorities "would not be responsible" for anything that befell reporters who continued to cover the daily resistance. Visas are rapidly expiring and are not being renewed.

PICK A THEORY

Iranians are generally united in viewing the re-election of President Mahmoud Ahmadinejad to another four-year term as a miracle.

Some believe it in the literal sense that the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, seemed to intend when he said "the miraculous hand of God" was at work. Others believe it in the sense that they see no earthly explanation why an incumbent who presided over worsening inflation, unemployment and isolation would draw more than seven million more votes than in his first victory.

Cosmopolitan Iranians are full of theories to explain why so many of their compatriots put up with — indeed, welcome — the paternalism of their quasi theocracy.

From an electrical engineer: "Iranians are monarchists." The 1979 Islamic Revolution did not expel the shah, this man contends. It replaced him with a supreme leader — an ayatollah whose word is quite literally law and is rarely questioned in public. Even the protesters in the streets chanting "Death to the dictator" chant nothing about the man who has been cleric in chief for the past 20 years, Ayatollah Khamenei.

From a writer: "We are like sexually abused children." Violated by the ones they look to for protection, she said, they think that it is their own fault, that they are abused because they deserve it. They don't talk about it, because they are ashamed.

An outsider might be tempted by a more mundane theory, that Iranians exhaust their need for freedom on the road.

Iranians drive fast and close. They

run lights, play chicken, zoom motorbikes down sidewalks, make extraordinary use of reverse gear.

Two friends who had lived in the United States were chatting recently. "I miss the freedom," said one. "Yes," replied his friend, "but in the U.S., can you back up on the freeway?"

Is it relevant, then, that Mr. Ahmadinejad — "Dr. Ahmadinejad," as he is addressed by his followers — has a Ph.D. in traffic engineering?

OUT OF CAMERA RANGE

For a sense of what may await Iran's discontented when there is no one around to report on it, consider Monday night in Isfahan, Iran's third-largest city and a five-hour drive from the nearest foreign TV camera. As in Tehran, large parts of the city — the squares and boulevards — were scenes of smoke and flames, tear gas, stones crashing into windows, bloodied heads.

The uprising seemed more organic than organized — groups of a few dozen merging into groups of a few hundred, converging on lines of helmeted riot police officers, chanting "Death to the dictator!" But in Isfahan the police response seemed far tougher.

At one point, a white S.U.V. with a red ambulance-style light raced up behind a knot of protesters and smashed into them, running one over before racing a few blocks to the protection of the riot police. Bands of Basiji, the authorized plainclothes vigilantes riding motorbikes and wielding long truncheons, were let loose by the hundreds to sow fear far afield from the actual unrest. Many wore the green headbands of the opposition — possibly to camouflage, or to confuse.

At one point some bystanders (including one journalist with a gift for being in the wrong place) were cornered on the ancient Si-o-Seh Bridge and faced a choice between getting their heads broken or tumbling 20 feet to the dry Zayandeh River bed. At the last minute, the thugs were distracted by other prey to beat on.

At 10 p.m., as in Tehran, a more lyrical form of protest broke out: protesters chanting in waves from the rooftops of their homes, "God is great! Death to the dictator!" Meanwhile, in some parts of Isfahan, residents said, plainclothes thugs went door to door, smashing windows and sometimes shooting canisters of tear gas into homes.

En Turquie, le chômage des jeunes explose

Les diplômés de l'enseignement supérieur ne sont plus épargnés

Istanbul
Correspondance

Pour sceller l'année scolaire, près de 1,4 million de lycéens ont planché, dimanche 14 juin, sur l'examen national d'entrée à l'université (ÖSS). A la rentrée, la moitié d'entre eux obtiendront une place dans un établissement universitaire. Mais pour la plupart des candidats, la réussite à cet examen n'offre plus la même garantie que par le passé : « *Même avec un diplôme, plus personne n'est à l'abri du chômage* », constate Ece, une étudiante d'Istanbul.

La crise économique se manifeste en Turquie par une hausse brutale du chômage. Selon les statistiques officielles publiées lundi par le ministère de l'économie et l'Institut national des statistiques, le taux de sans-emploi s'est établi à 15,8 % de la population active pour la période allant de février à avril. Un recul symbolique : au premier trimestre, le taux de chômage avait atteint un niveau record de 16,1 %.

En quelques mois, le nombre de chômeurs est passé de 2,5 millions à près de 4 millions. Le ratio était de 11,9 % début 2008. Hors secteur agricole, il atteint près de 20 %. Une tendance qui devrait persister. Selon une étude récente du Centre de recherches économiques et sociales de l'université Bahçesehir d'Istanbul, la hausse du chômage continuera jusqu'en 2012, pour atteindre près de 19 % et 4,6 millions de chômeurs déclarés.

Un problème structurel

Parmi ces nouveaux chômeurs, les moins de 25 ans sont en première ligne : 28,5 % d'entre eux sont sans emploi, alors qu'ils n'étaient que 17 % au début de la crise financière. Dans les villes turques, un jeune sur trois se retrouve écarté du marché du travail. Fait nouveau,

les étudiants issus de l'enseignement supérieur ne sont pas épargnés : ils représentent 18 % du total. D'ailleurs, les sites Internet de petites annonces ciblant les jeunes diplômés se multiplient.

Sous l'effet de la crise, l'économie locale a perdu de son dynamisme. La croissance, encore de 4,7 % en 2007, pourrait s'établir autour de - 5,1 % en 2009, selon les prévisions du Fonds monétaire international (FMI). L'industrie tourne au ralenti, conséquence de la baisse des exportations et de la consommation intérieure.

La plus grande peur des jeunes turcs est de perdre son emploi ou de ne pas en trouver, comme le prouve une enquête de l'Association des jeunes entrepreneurs d'Ankara (Angiad). Face à cette incertitude, de plus en plus de jeunes diplômés se tournent vers l'étranger ou le service militaire de longue durée, comme l'a révélé fin mai le ministre de la défense, Vecdi Gönül.

La crise, seule, ne suffit pas à expliquer cette évolution. « *Il y a un problème structurel de chômage. La population active très élevée, cela renforce l'impact de la crise globale* », note Erol Katircioglu, directeur du département d'économie à l'université de Bilgi, à Istanbul. Avec une population dont la moitié est constituée de jeunes de moins de 28 ans, et, chaque année, de centaines de milliers de nouveaux entrants sur le marché du travail, la Turquie ne parvient plus à créer suffisamment d'emplois.

Certains économistes craignent un chômage élevé de longue durée, avec un risque de tensions sociales. « *La société turque est différente sur ce point des sociétés européennes, note M. Katircioglu. Le pouvoir des syndicats est faible et les révoltes sociales sont plus liées à des questions politiques.* » ■

Guillaume Perrier

Le point de vue de l'agence économique et financière
Breakingviews.com

Les champs pétrolifères irakiens éveillent les convoitises

La Chine panse ses blessures d'amour-propre depuis que le groupe minier australo-britannique Rio Tinto a dénoncé les accords de partenariat conclus avec Chinalco. En se lançant à l'assaut du britannique Addax avec une offre de 4,8 milliards de livres sterling (5,7 milliards d'euros), Sinopec, l'un des trois grands groupes pétroliers nationaux, va peut-être lui mettre un peu de baume au cœur.

Addax est un spécialiste de la prospection pétrolière dans les zones à risque, c'est-à-dire là où les grandes compagnies occidentales se sentent mal à l'aise. L'Irak, où les contrats d'extraction de Shell et de ses consœurs ont été déclarés non conformes à la loi, est une de ces zones. Le Nigeria en est une autre. Il a fallu fermer des sites suite à des attaques armées. Mais pour la Chine, qui s'est appliquée à conserver une certaine neutralité sur le plan politique, ce sont des lieux de premier choix pour investir.

L'Irak constitue le gros lot. D'après l'Energy Information Administration, ce pays se place au troisième rang mondial des détenteurs de gisements avérés. Addax est implanté sur un tiers du gisement de Tak Tak, au Kurdistan, où 40 000 barils sont actuellement produits chaque jour ; mais pour certains officiels, le site pourrait se révéler très riche et produire 2 millions de barils.

La plupart des grandes compagnies pétrolières occidentales ont préféré se concentrer sur les champs géants plutôt que de s'occuper des petits gisements du Kurdistan. Ces derniers ont donc été laissés à des acteurs de moindre envergure, comme Addax ou le

norvégien DNO. Il est très judicieux pour Sinopec de s'intéresser à ces cibles plus modestes. Alors que les contrats signés pour l'exploitation des plus grands sites sont basés sur un tarif de prestation fixe, Addax et DNO perçoivent entre 10 % et 20 % des bénéfices. Cela signifie pour les propriétaires que leur revenu ne sera pas plafonné et qu'ils peuvent mettre une partie du pétrole en réserve pour leur propre compte.

On ne comprend toujours pas clairement ce que Sinopec obtiendrait en contrepartie de son investissement. Pour la Chine, c'est

Pour la Chine, les zones à risques, comme l'Irak ou le Nigeria, sont des lieux de premier choix pour investir

néanmoins l'occasion de finaliser un accord après toute une série de déconvenues. On se souvient notamment encore de l'échec de l'offre de 18,5 milliards de dollars faite par Cnooc sur le pétrolier américain Unocal en 2005, une offre à laquelle les autorités des Etats-Unis avaient opposé une fin de non-recevoir assez sèche.

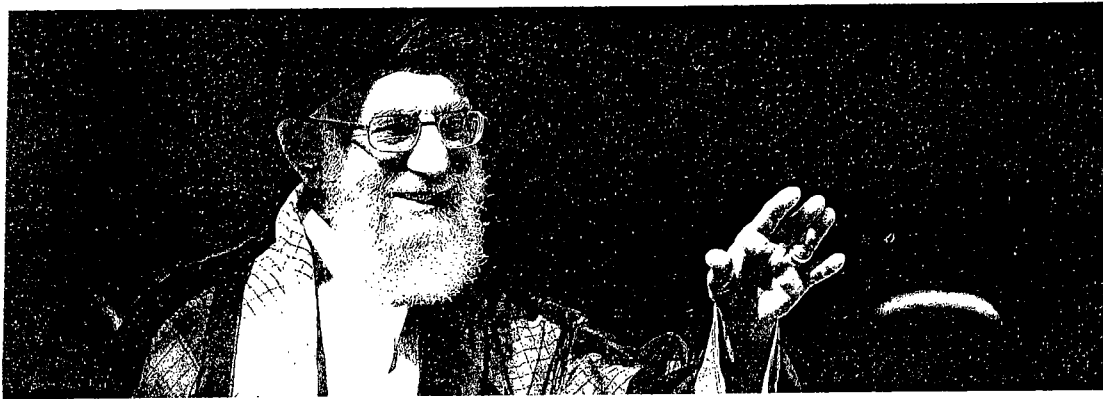
Quant aux autres obstacles qui pourraient se dresser sur la route – par exemple une offre concurrente de la National Oil Corporation coréenne ou d'autres grands groupes pétroliers –, il sera facile de les éliminer en alignant des arguments financiers. Et de ce côté-là, la Chine reste imbattable. ■

John Foley

(Traduction de Christine Lahuec)

LE FIGARO jeudi 18 juin 2009

Ali Khamenei, l'énigme iranienne



Il contrôle l'armée, la justice, la télévision, les gardiens de la révolution et les milices. Le guide suprême de la République islamique iranienne va devoir trancher pour mettre un terme aux manifestations qui secouent Téhéran.

De notre envoyé spécial à Téhéran

Il incarne tous les mystères du régime iranien. Aucun journaliste étranger n'a pu le rencontrer depuis vingt ans. L'ayatollah Ali Khamenei ne reçoit jamais les ambassadeurs accrédités en Iran. Et sa parole est des plus rares. Derrière ses lunettes en écaille, sa barbe blanche et son turban noir des descendants du Prophète, c'est pourtant ce personnage énigmatique qui est

au centre de la République islamique – son très officiel Guide suprême – depuis la mort en 1989 de son fondateur, l'ayatollah Khomeyni. Ce septuagénaire, amateur de marche en montagne, doit trouver une issue à la pire crise politique qu'ait connue l'Iran depuis 1979, après la réélection contestée de Mahmoud Ahmadinejad, vendredi, à la présidence de la République. Accéder aux demandes du perdant, Mir Hossein Moussavi, de faire revoter les Iraniens? Ou céder au rouleau compresseur de la répression, quitte à pousser le vaincu dans la dissidence, en l'érigeant comme chef de l'opposition? L'heure du choix va bientôt sonner. Or, choisir n'est pas son fort. Sur le papier, pourtant, le numéro un du régime dispose des quasi-pleins pouvoirs. Il contrôle l'armée, la justice, la télévision, les gardiens de la révolution – donc le nucléaire –, sans oublier les milices bassidjis en charge de la défense du régime. Mais comme en Iran rien n'est jamais simple, le guide est entouré d'une armée de conseillers – 1 700 environ – et placé sous le regard d'une demi-douzaine d'instances de régulation du système. «*Khamenei n'est en fait que le primus inter pares* (le premier parmi les égaux)», souligne un diplomate occidental. En clair, l'ultime arbitre entre factions rivales au sommet de l'État, le défenseur d'un consensus minimum pour sauver un régime, contesté dans la rue depuis bientôt une semaine.

Né dans la ville sainte de Meched dans l'est de l'Iran, Ali Khamenei étudia la philosophie islamique, avant de devenir ayatollah. Mais ses adversaires ont longtemps raillé ses connaissances religieuses plutôt limitées. Il fut l'une des principales figures de la révolution qui balaya le chah en 1979, derrière l'ayatollah Khomeyni, qui le nomma imam de la grande prière du vendredi à Téhéran, un poste influent auprès des foules. Deux ans plus tard, en 1981, il sera le premier religieux à être élu président de la République islamique. Tout au long de ses huit années à ce poste, Khamenei prendra soin de ne pas contrarier Khomeyni, refusant obstinément tout cessez-le-feu avec l'Irak pendant la guerre qui opposa les deux voisins. Pour de nombreux Iraniens, ces années à la présidence resteront celles qui ont vu l'Iran abandonner tous les espoirs de sécularisme. À la mort de Khomeyni, Khamenei est élu guide suprême par l'Assemblée des experts, un collège de 80 religieux, qui peut également le révoquer. Considéré comme un «dur», il freina la politique d'ouverture de la société et des institutions voulue par le président

Mohammad Khatami entre 1997 et 2005. En 2006, Khamenei alla jusqu'à bloquer un décret autorisant l'entrée des femmes dans les stades.

Barack Obama n'ignore pas que c'est lui qui décidera, *in fine*, du sort du dialogue qu'il propose aux Iraniens. Mais comment entrer en contact avec ce pourfendeur virulent du «Grand Satan»? «*Le guide n'est pas prêt à une rencontre avec Obama*», assure un diplomate iranien. Son conseiller diplomatique, Ali Akbar Velayati, qui est de nationalité américaine, par mariage, certainement. Mais Khamenei, qui n'est pas sorti de son pays depuis 1989, est-il réellement intéressé par une ouverture, qui pourrait conduire à la chute du régime? Ses déclarations sur le sujet entretiennent le flou. À Yazd, l'an passé, il affirmait qu'un rapprochement avec les États-Unis était «*acceptable, dès lors qu'il servait les intérêts de l'Iran*». Mais, après la main tendue d'Obama à l'occasion du Norouz – le Nouvel An iranien – douche froide au sommet de l'État: il ne s'agit que de «slogans», minimisa le guide. En fait, sur cette question cruciale, «*Khamenei hésite entre ceux qui pensent autour de lui que les divergences avec les États-Unis sont idéologiques et que le fossé ne peut être comblé; et d'autres pour qui c'est d'abord une question d'intérêts pour l'Iran*», écrit le centre d'études International Crisis Group. Mais c'était avant l'élection présidentielle. Car, pour les sceptiques, la caution que le numéro un du régime apporta à la fraude montre clairement qu'il préfère voir l'Iran présidé par un dur comme Ahmadinejad, qui certes tendra la main à Obama, mais à un prix tel que ce dernier ne pourra que la refuser. Ce qui laissera à l'Iran le beau rôle de renvoyer sur l'Amérique la responsabilité d'un échec... Ces dernières années, ses relations avec le président sortant n'ont pas toujours été au beau fixe. Si le guide a défendu sa gestion du dossier nucléaire face aux Occidentaux, il a en revanche critiqué Ahmadinejad pour avoir laissé filer l'inflation. Des rumeurs sur son état de santé alimentent régulièrement les spéculations sur la guerre de succession à laquelle se livreraient certains prétendants, dont Ali Akbar Rafsanjani, un autre pilier du régime, aujourd'hui dans le collimateur d'Ahmadinejad pour «*avoir pioché dans les caisses de l'État*». «*Ne vous inquiétez pas pour la santé du guide. Il fait deux heures d'exercice chaque jour, il nage et il escalade encore facilement*», raconte un de ses compagnons de randonnée sur les hauteurs de Téhéran. Père de six enfants, Ali Khamenei habite une demeure impériale du nord de Téhéran, mais est réputé mener une vie modeste. Ce rescapé d'une tentative d'assassinat, qui lui fit perdre l'usage de son bras droit en 1981, est désormais confronté à une autre bataille. Cruciale pour l'avenir de la République islamique.

GEORGES MALBRUNOT

la Croix

JEUDI 18 JUIN 2009

Les gardiens de la révolution ont placé l'Iran sous contrôle

Depuis l'élection de Mahmoud Ahmadinejad en 2005, les gardiens de la révolution ont étendu leur influence dans la vie politique, économique et culturelle du pays

Le corps d'élite des gardiens de la révolution et la milice islamiste des bassidj forment le centre du pouvoir, l'épine dorsale de la République islamique d'Iran. Les gardiens de la révolution comptent 125 000 hommes en activité, avec des forces terrestres, maritimes et aériennes et ce sont eux qui supervisent les armes stratégiques. En son sein, la force Quds se spécialise dans les opérations à l'étranger, notamment en Irak.

Fondés après la révolution de 1979 pour défendre la révolution islamique et faire contrepoids à l'armée régulière, les gardiens de la révolution, aussi appelés Pasdarans, se sont focalisés sur la défense extérieure pendant la guerre Iran-Irak. Depuis l'élection à la présidence, en 2005, de Mahmoud Ahmadinejad, un fils de forgeron qui a participé à la guerre Iran-Irak, leur influence n'a cessé de grandir.

Dans son gouvernement, 14 des 21 ministres sont des anciens gardiens de la révolution ou des bassidj – une milice de 90 000 hommes et femmes. Plusieurs d'entre eux, y compris le ministre de la défense, Mostafa Mohammad Najjar, sont d'anciens membres d'unités impliquées dans des opérations terroristes dans les années 1980. Au-delà du gouvernement central, la militarisation croissante du régime s'est étendue à la vie politique, économique et culturelle du pays. De très nombreux anciens gardiens de la révolution, bassidj ou membres de l'administration pénitentiaire sont aujourd'hui gouverneurs de province, commissaires de presse, réalisateurs de films, officiers des services de renseignement et hommes d'affaires.

Les gardiens de la révolution gèrent une grande partie de l'économie, soit directement, – les bassidj



Parade militaire des bassidj, à Téhéran. Épine dorsale de la République islamique d'Iran, ces miliciens soutiennent Mahmoud Ahmadinejad.

bénéficient de droits d'extraction pétrolière –, soit indirectement, à travers des entreprises comme Khatam al Anbiya qui domine le secteur de la construction. Des contrats de plusieurs milliards de dollars leur ont été accordés dans le secteur de l'industrie pétrochimique, du pétrole et du gaz et dans les projets d'infrastructures. Les élections parlementaires de mars 2008, supervisées par Ali-Reza Afshar, ancien commandant en chef des gardiens de la révolution, ont consolidé leur implantation politique avec l'aide du conseil des gardiens, responsable de la sélection des candidats.

En septembre 2007, la nomination à la tête de l'organisation du général Mohammad Ali Jafari, ancien chef des Pasdarans à Najaf pendant la guerre Iran-Irak, a marqué une nouvelle étape de son histoire. Désormais, la mission centrale du corps d'élite de la République islamique n'est plus la défense extérieure mais la sécurité intérieure. «*La mission principale des gardes aujourd'hui est de contrer les menaces internes*», avait affirmé d'emblée le général, décrivant son organisation comme pas «*seulement militaire*» mais aussi une «*organisation politique*

et idéologique».

Dans le collimateur de l'institution figurent les «*révolutions de velours*» et les «*politiques de changement de régime*» fomentées avec l'aide de l'étranger, une menace sur laquelle le général Jafari avait planché lorsqu'il dirigeait le centre d'études stratégiques des Pasdarans. L'année même de sa nomination, il a établi le contrôle des gardiens de la révolution sur les bassidj et décentralisé le corps des gardiens en créant 31 commandements régionaux, un pour chaque province et deux pour la métropole de Téhéran. Sous sa houlette ont été créées au sein des bassidj, les brigades Al-Zahra et Ashoura, spécialisées dans la lutte antiémeute.

Les 31 commandants régionaux du corps des gardiens de la révolution se sont impliqués dans la campagne présidentielle en mobilisant le soutien en faveur de Mahmoud Ahmadinejad, suscitant des protestations au sein du régime. Dans un communiqué publié hier, le corps des gardiens a menacé les médias en ligne iraniens de poursuites judiciaires s'ils publiaient des informations favorisant les «*émeutes*» dans le pays. Des sites ont été identifiés, >>>

»»» précise le communiqué, comme « financés et techniquement soutenus par des sociétés canadiennes et américaines appuyées par les renseignements américains et britanniques ».

« Le corps des officiers et anciens officiers des gardiens de la révolution forme une élite unifiée qui permet à la République islamique de maintenir une position dure en politique étrangère tout en réprimant la contestation à l'intérieur » affirme Ali Alfoneh, chercheur à l'American Enterprise Institute. « Mais le prix de cette politique s'avère élevé. Non seulement la société civile se politise

et les étudiants, les syndicalistes, les femmes des centres urbains et les militants des droits de l'homme se radicalisent, mais le régime perd ses supports traditionnels comme les marchands du bazar, les élites économiques et technocrates de

Les pays qui soutiennent Ahmadinejad

Le président syrien Bachar Al Assad a été le premier à féliciter samedi Mahmoud Ahmadinejad pour sa réélection à la présidence iranienne, suivi dimanche par le président irakien, Jalal Talabani, et par le président afghan Hamid Karzaï. Lundi, la Corée du Nord a également transmis ses félicitations au président controversé.

Ils ont été rejoints par la Russie et la Chine, qui ont apporté un soutien discret mais ferme à Mahmoud Ahmadinejad, avant-hier lors du sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) à Ekaterinbourg (Russie), où s'est rendu le président iranien. « La question des élections en Iran est une affaire intérieure du peuple iranien », a déclaré le vice-ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Riabkov. « Nous saluons le président nouvellement élu d'Iran sur le sol russe », a ajouté Sergueï Riabkov. La Chine l'a également salué. Le prochain test diplomatique se produira lors de la réunion des ministres des affaires étrangères du G8 à Trieste (Italie), du 25 au 27 juin, où l'Iran est invité.

l'époque Rafsandjani et les réformateurs qui avaient soutenu Khatami. En se reposant exclusivement sur des gardiens de la révolution qui ont jusque-là maintenu leur cohésion, le

guide suprême Ali Khamenei devient prisonnier de sa garde prétorienne et ouvre la voie à une dictature militaire.»

FRANÇOIS D'ALANÇON

Le Monde
18 juin 2009

Barack Obama s'efforce de ne pas condamner sévèrement le régime iranien

Washington
Correspondante

Barack Obama a une nouvelle fois montré sa maîtrise des contradictions. Pressé de réagir aux images en provenance de Téhéran, il a réussi à s'abstenir de mettre en cause un régime auquel il a tendu la main dès son investiture en janvier, tout en affirmant que les manifestants qui demandent une nouvelle élection présidentielle en Iran sont une source d'« inspiration » pour le monde entier.

En recevant, à Washington, Silvio Berlusconi, le président du conseil italien, puis Lee Myung-bak, le président sud-coréen, M. Obama a expliqué, mardi, qu'il n'entendait pas s'ingérer dans les affaires iraniennes. « Il ne serait pas productif d'être donné l'histoire des relations entre les Etats-Unis et l'Iran que le président américain paraisse se mêler des élections iraniennes », a-t-il dit. Pour autant, ce serait « une erreur de rester silencieux » : « Je soutiens fortement ce principe universel qui veut qu'on écoute la voix du peuple et non qu'on la réprime. »

Dans une interview à la chaîne CNBC, M. Obama a aussi relativisé l'enjeu du scrutin. « Bien qu'un ferment étonnant se mette en place en Iran, il est important de comprendre que la différence, en termes de politique réelle, entre [Mahmoud] Ahmadinejad et [Mir Hossein] Moussavi n'est peut-être pas aussi grande qu'on l'a présentée. Quel

que soit le résultat, nous allons devoir composer avec un régime qui a été historiquement hostile aux Etats-Unis. » L'un de ses soucis est de montrer qu'il n'a pas de favori, afin d'éviter que « les forces réactionnaires » – selon son expression – n'essaient « d'écraser les réformateurs » en affirmant qu'ils sont soutenus par Washington.

Dans un pays qui se voit traditionnellement aux avant-postes de la liberté dans le monde, la prudence du président américain a suscité le débat. « Il devrait dénoncer ce simulacre d'élection et dire que les Iraniens ont été privés de leurs droits », a plaidé le républicain John McCain.

Messages sur Twitter

Les néo-conservateurs reprochent à M. Obama de mettre de côté l'intérêt à long terme des Etats-Unis (un changement de régime à Téhéran) pour sauvegarder la possibilité de négocier sur le dossier nucléaire une fois l'élection passée, comme il l'a prévu. Au contraire, ils le pressent de profiter du moment. La Coalition pour un Iran non nucléaire (United Against a Nuclear Iran) appelle, dans une publicité, à intensifier l'isolement économique de l'Iran plutôt que de poursuivre la conciliation.

Au contraire, le National Iranian American Council (NIAC), une association qui plaide pour un rapprochement entre Washington et Téhéran, a félicité le président pour son attitude. Le NIAC, qui

reproduit sur son site Internet des messages iraniens qui appellent à l'aide postés sur Twitter (service de microblogging), conseille néanmoins à l'administration Obama de condamner les violations des droits de l'homme et d'exprimer son soutien aux manifestants.

Sans attendre, le département d'Etat a pris contact samedi 13 et dimanche 14 juin avec le site Twitter pour lui demander de retarder l'opération de maintenance qui devait interrompre le service, afin que les Iraniens puissent continuer à communiquer avec le monde extérieur. Parallèlement, la presse a assuré que le responsable du dossier iranien au département d'Etat, Dennis Ross, qui n'en avait d'ailleurs pas le titre, va quitter ses fonctions. Il irait rejoindre la Maison Blanche. Ancien ambassadeur en Israël, M. Ross était boycotté par les Iraniens, qui le jugent trop proche des « faucons ». On l'a aussi dit persuadé que les négociations avec l'Iran ne marcheraient pas mais qu'elles permettraient de rassembler une large coalition en vue de vraies sanctions.

M. Obama a résumé son approche : « Wait and see » (« Attendre et voir »). Mais avec une presse étrangère muselée et une répression qui s'accroît et qui a commencé à susciter sur les télévisions des comparaisons avec Tiananmen, les analystes se demandent combien de temps il pourra tenir cette position d'observation. ■

Corine Lesnes

Deux foules déterminées se font face dans les rues et sur les places de Téhéran

Les miliciens bassidji sont en première ligne contre les Iraniens qui contestent M. Ahmadinejad

Reportage

Téhéran
Correspondance

A Téhéran, désormais, c'est foule contre foule. Celle de la « vague verte » de Mir Hossein Moussavi s'était donné rendez-vous mercredi 17 juin dans l'après-midi place de la Révolution, pour une nouvelle marche. La veille, les sympathisants du candidat officiellement battu à l'élection présidentielle du 12 juin avaient prévu de se retrouver au centre-ville, sur la place Vali-Asr. Mais les partisans du vainqueur contesté, Mahmoud Ahmadinejad, avaient décidé d'occuper les lieux, au même moment, pour répondre à l'humiliation qu'avait représenté pour eux, lundi, la manifestation monstre des contestataires.

La télévision nationale avait diffusé en boucle l'appel à manifester, si bien que c'est un fleuve humain de 100 000 à 150 000 personnes acquises à M. Ahmadinejad qui a déferlé sur la place vers 17 heures, certains arborant le portrait de leur héros et d'autres tout simplement le drapeau iranien, récupéré par le président Ahmadinejad comme couleur de sa campagne. Une tribune a été dressée, de puissants haut-parleurs ont été fixés sur les lampadaires et le discours de l'ayatollah Seddikhi, en turban blanc, a pu être entendu à un kilomètre à la ronde. Ce dernier a estimé que les troubles post-électorales étaient un complot ourdi par les puissances étrangères ennemies de l'Iran.

La télévision nationale, qui avait installé ses caméras sur la tribune, a diffusé ce discours en direct, sur fond de cohortes de femmes en tchador noir et de miliciens au front ceint d'un bandeau rouge qui ponctuaient les phrases de l'ayatollah de vigoureux « mort à l'Amérique », « mort à Israël », « mort à ceux qui acceptent des compromis ».

Dès lors, les partisans de M. Moussavi se sont repliés sur la place Vanak, plus au nord, sur la



Des milliers de partisans de Mahmoud Ahmadinejad ont défilé, mardi 16 juin, sur la place Vali-Asr, à Téhéran. Certains portent l'effigie du Guide suprême, Ali Khamenei. DR

même grande avenue Vali-Asr longue de 15 kilomètres, qui traverse la capitale du sud au nord. Ils étaient quelques dizaines de milliers, sans haut-parleurs ni porte-voix. Si des tribuns avaient émergé de la foule, ils auraient été immédiatement arrêtés par les forces de sécurité, qui, du reste, n'ont pas tardé à charger et à arroser la manifestation de gaz lacrymogènes. Vers 18 heures, on pouvait voir, dans les rues adjacentes, des dizaines de jeunes manifestants, les yeux rouges et le visage défat, qui se brûlaient du papier journal sous le nez conformément à la recette locale pour dissiper l'effet des gaz.

Moins d'une heure plus tard, une horde de bassidji (miliciens islamiques) à moto, échappée du rassemblement pro-Ahmadinejad trois kilomètres en contrebas, est arrivée en renfort place Vanak pour bastonner les manifestants. Certains ont riposté en renversant deux motos immédiatement incendiées, sous les acclamations

des spectateurs. « C'est ça la liberté d'expression qu'ils réclament ? Brûler des banques ? Tuer des bassidji ? », s'est demandé avec amertume Hassan, un bassidji de Shar-e Rey, au sud de Téhéran.

Ce dernier nous a assuré que l'un de ses amis, également bassidji, avait été renversé intentionnellement, le 14 juin, alors qu'il se trouvait à moto, par une voiture qui a pris la fuite. « C'était une Kia Pride blanche, raconte-t-il. Nous étions en mission de vigilance devant l'université de Téhéran. La voiture a pris beaucoup de vitesse pour toucher la moto. » Son ami de 23 ans est décédé lundi à l'hôpital, a-t-il dit, ajoutant que les funérailles ont eu lieu mardi à Behest-e Zahra, l'immense cimetière du sud de la capitale.

Couches populaires

Avant l'accident, Hassan et son ami participaient à une descente de bassidji dans les dortoirs de l'université. « 80 % des gens que

nous avons arrêtés là n'étaient même pas étudiants, affirme-t-il. Et n'avaient pas participé à l'élection. Ce sont des extrémistes très minoritaires, manipulés par l'étranger. C'est contre eux que nous nous battons, pas contre les partisans de M. Moussavi, qui est un politicien honorable. Et croyez-moi, on sait comment s'occuper d'eux, il ne restera bientôt plus rien de ces troubles à Téhéran. »

Lorsque Nazilah, une étudiante en littérature de 25 ans, a fait irruption en courant, vers 16 heures, dans un fast-food situé près du théâtre municipal, à quelques centaines de mètres de la place Vali-Asr vers laquelle convergeaient les sympathisants de M. Ahmadinejad, elle tremblait encore. « Je suis allée à l'université Amir-Kabir pour dire que le rassemblement Moussavi était déplacé à Vanak, raconte-t-elle. Des agents de renseignement m'ont repérée et attrapée. J'ai crié, les autres sont accourus à mon aide et dans la confusion qui a suivi,

j'ai pu m'échapper. » Après avoir repris son souffle et remplacé son foulard vert par un noir, afin de ne pas être reconnue par d'éventuels poursuivants, Nazilah a levé les yeux vers la foule, de l'autre côté de la vitrine, qui marchait vers le rassemblement des partisans d'Ahmadinejad. « *Ce sont des villageois* », a-t-elle lâché avec mépris.

En vérité, il ne s'agissait pas de villageois, mais de représentants des couches populaires de Téhéran, ainsi que de fonctionnaires, qui vouent un véritable culte au président Ahmadinejad et à sa redistribution populiste de la manne pétrolière. Toutes les femmes n'étaient pas en tchador, certaines se contentaient d'un simple foulard fleuri, le nez manifestement « rectifié » pour correspondre aux critères de beauté locaux.

Mais une autre jeune femme, Fatemeh, n'avait pas de temps à perdre dans des considérations sociologiques. Elle a sorti un billet de 5 000 toumans (3,65 euros) de

sa bourse pour payer son poulet-frites. La coupure était couverte d'une écriture verte. « *C'est notre nouveau mode de communication, a-t-elle dit en riant. Comme on nous a coupé les SMS, les portables et censuré les sites Web, on écrit des messages sur les billets de banque.* » Voilà ce que disait celui-ci, en l'occurrence un poème :

« *Cette poussière, c'est toi* [M. Ahmadinejad a traité dimanche ses adversaires de poussière],

*La passion, c'est moi,
L'amant désespéré, c'est moi,
La cruauté, c'est toi,
L'aveuglement, c'est toi,
Je suis téméraire et je suis impétueux,*

L'Iran est à moi. »

Dans la capitale iranienne figée par le plus important mouvement de protestation depuis la Révolution islamique, aux boutiques fermées et à la circulation pour une fois éparse, les billets de banque et les motos sont les seuls éléments qui circulent encore librement. ■

Le régime iranien mène une guerre contre Internet

Les sites communautaires tels que Twitter et Facebook sont devenus des points de ralliement pour les jeunes Iraniens urbains qui contestent la réélection de Mahmoud Ahmadinejad, dont l'administration contrôle étroitement les médias et tente de bloquer la propagation de la contestation sur Internet. Les SMS, auxquels les candidats de l'opposition ont eu largement recours pendant la campagne, ont été suspendus pour l'élec-

tion. Le service n'était toujours pas rétabli, lundi, à Téhéran. La BBC en farsi a été privée d'antenne et les journalistes étrangers expulsés ou priés de rester dans leurs hôtels. La direction de Facebook a par ailleurs fait savoir que certains des 150 000 utilisateurs iraniens se connectent difficilement. Vingt-trois millions d'Iraniens, sur une population totale de 70 millions, dont 60 % ont moins de 20 ans, ont accès à Internet. – (Reuters.)

Le Monde

Jeudi 18 juin 2009

Coupé du monde, le huis clos iranien

Des dirigeants réformateurs, des journalistes, des militants des droits de l'homme sont arrêtés

Analyse

D'abord, faire le silence. Les journalistes étrangers priés d'ignorer les manifestations, l'Iran s'est trouvé, mardi 16 juin, presque coupé du monde. Ensuite, dans ce huis clos, peu à peu resserrer les mailles du filet sur ces dizaines de milliers d'Iraniens, partisans de Mir Hossein Moussavi, soutenu par les réformateurs à l'élection présidentielle du 12 juin, qui chaque jour, dans la rue à Téhéran, Tabriz, Chiraz et ailleurs, réclament d'autres élections.

Ensuite encore, établir la crédibilité de la réélection « massive » (63 % des votes) de Mahmoud Ahmadinejad qui, après avoir failli renoncer, s'est rendu mardi en Russie, en « légitime » visite officielle. Enfin et surtout, écraser les divisions internes qui menacent l'équilibre du sérail politique et pourraient atteindre l'image même du Guide suprême, Ali Khamenei, moins perçu ces derniers jours

comme l'« arbitre » qu'il est censé être qu'un chef de clan qui, du sein de la faction fondamentaliste, mène ou laisse faire la répression.

Ce sont ces objectifs que visent les autorités en place. Et le temps presse. Le mouvement – du jamais-vu depuis les émeutes étudiantes de 1999 – gagne la province et touche toutes les couches de la société la plus évoluée, jusqu'aux bazaris, jadis financiers de la révolution, aujourd'hui mécontents des sanctions infligées à l'Iran pour son manque de transparence sur le dossier nucléaire. La fracture entre pauvres et bourgeoisie s'aggrave.

Pour gagner du temps justement, le gouvernement souffle le chaud et le froid. Face aux cris de « nouvelles élections », le Conseil des gardiens, qui supervise les élections propose un recomptage « partiel ». Le Guide qui, samedi, s'est pourtant précipité de façon inusitée pour féliciter M. Ahmadinejad de sa « grande victoire », appuie la proposition. Sans résultat. Voilà pour les « ouvertures ».

Dans le même temps, les arrestations se multiplient. Une trentaine de dirigeants réformateurs sont sous les verrous, mais aussi des journalistes, des militants des droits de l'homme comme l'avocat Abdolfattah Soltani, principal animateur avec le Prix Nobel de la paix Shirin Ebadi du Centre des droits de l'homme fermé cet hiver. Ou encore, le lieutenant de l'ex-président Rafsandjani, Mohammad Atrianfar, clé de voûte des alliances entre les « pragmatiques » qui entourent M. Rafsandjani et les réformateurs. Tous deux cibles des fondamentalistes.

« *Cette manipulation électorale avait pour but de renforcer Ahmadinejad face aux Américains. D'en faire un adversaire-interlocuteur de taille. C'est raté, commente Karim Lahidji, président de la Ligue des droits de l'homme iranienne. Le pouvoir comprend qu'il est allé trop loin et hésite. Un bain de sang ? Ce serait gouverner avec une moitié seulement de l'Iran et discréditer un peu plus Ahmadinejad et le Guide à l'extérieur. Céder ? Quel dangereux aveu de faiblesse ! Alors ils temporisent.* »

Sentant le danger de déstabilisation, le président du Parlement, Ali Larijani, très critique envers M. Ahmadinejad mais proche du Guide, a fustigé les débordements des miliciens bassidji qui ont attaqué des étudiants dans leurs dortoirs, notamment à Téhéran et à Ispahan, et annonce une enquête. L'association des étudiants islamiques fait état de six morts au moins.

Dans le même temps, plusieurs hauts dignitaires religieux appellent le gouvernement à plus de retenue. Le grand ayatollah Saa-

Le mouvement, du jamais-vu depuis les émeutes de 1999, gagne la province

nei, depuis Qom, la ville sainte, a émis une fatwa (décret) : « *Si un gouvernement ment et ne se reprend pas, il ne faut pas obéir.* » Inquiet des dérives de la République islamique, il nous avait déclaré il y a trois mois : « *Que d'erreurs commises ! Lors des fraudes dénoncées à la présidentielle de 2005 [où M. Ahmadinejad a été élu], le seul recours avait été se plaindre à Dieu !* » Quant au dauphin déchu de l'ayatollah Khomeiny, le grand ayatollah Montazeri, il a publiquement encouragé les manifestants à « réclamer leurs droits ».

« *Le régime veut sauver la face, montrer que c'est juste une affaire de trouble public, nous a confié par téléphone un ex-dirigeant du ministère de l'intérieur, d'où la répression assurée par les miliciens et la police en civil. Si les Gardiens de la révolution entraînent dans le jeu ce serait une guerre civile.* » De fait, ils se tiennent à distance. Mais une dizaine de commandants de cette armée « du peuple » ont vu le Guide il y a deux jours. Inquiets, ils lui ont dit : « *Il y a trente ans, l'imam Khomeiny a pris le pouvoir face à l'armée du chah qui tirait sur le peuple. Comment pourrions-nous à présent, nous, l'armée révolutionnaire, tirer sur une manifestation ?* » ■

Marie-Claude Decamps

Le Monde
19 juin 2009

Qui dirige l'Iran ? Qui a le pouvoir de dénouer la crise ?

L'organisation du pouvoir

LE GUIDE SUPRÊME
Ali Khamenei
Premier personnage de la République islamique. Il est nommé à vie. Il a la dernière main sur les dossiers sensibles tel que le nucléaire. Il confirme l'élection du président et peut le révoquer, après un arrêt de la Cour suprême ou un vote du Parlement

En théorie, elle nomme et contrôle le Guide suprême. Elle peut le révoquer

Il désigne Il nomme

ASSEMBLÉE DES EXPERTS
Président **Hachemi Rafsandjani**
86 membres

EXÉCUTIF
Président de la République* **Mahmoud Ahmadinejad**

CONSEIL DES GARDIENS
Président **Ahmad Jannati**
12 membres

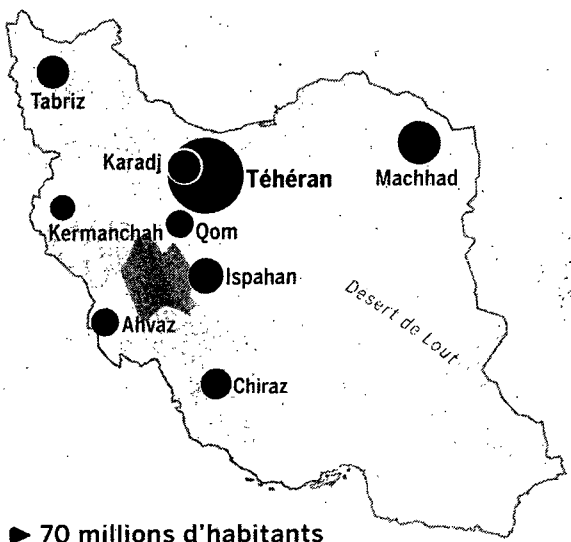
Il valide les candidatures (Parlement, président) et contrôle la compatibilité des lois avec la Constitution et l'islam

MAJLIS (Parlement)
Président **Ali Larijani**
290 députés*

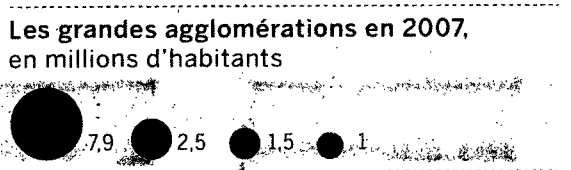
*Les candidatures sont filtrées par le Conseil des gardiens de la Constitution et seulement ensuite soumises au vote populaire (suffrage universel)

LE CONSEIL DE DISCERNEMENT
Président **Hachemi Rafsandjani**
31 membres

Il arbitre les différends entre le Conseil des gardiens et le Parlement



- ▶ 70 millions d'habitants
- ▶ Population urbaine 67 %
- ▶ Population rurale 33 %



Groupes ethnolinguistiques

Iranien

- Perses (50 %)
- Kurdes (8 %)
- Lors (4 %)
- Baloutches (2 %)
- Autres (Mazandarani, Bakhtiars, Talechis, Guilanis)

Turc

- dont Azéris (20 %), Turkmènes (1,4 %)

SOURCES : ATLAS DES PEUPLES D'ORIENT, LA DÉCOUVERTE ; WORLD POPULATION PROPECT 2008, NATIONS UNIES

Les acteurs du pouvoir

Le Guide suprême En vertu du système théocratique de la République islamique, le Guide suprême, Ali Khamenei, a le dernier mot sur les questions sensibles, dont la politique nucléaire. Il fixe la ligne de la politique étrangère et contrôle forces armées et services de renseignement.

Le président Il est élu au suffrage universel pour un mandat de quatre années renouvelable une fois. Responsable de la politique économique, il dirige le Conseil suprême de sécurité nationale. Ses décisions, subordonnées au Guide, sont aussi limitées par un des organes non élus contrôlés par des religieux.

Le Conseil des gardiens Constitué de douze membres : six reli-

gieux nommés par le Guide suprême et six juristes islamiques, qui s'assurent de la conformité des lois votées par le Parlement avec la loi islamique (charia) et la Constitution. Il sélectionne les candidats à l'élection présidentielle.

L'Assemblée des experts Formée de 86 membres, elle nomme et a le pouvoir de limoger le Guide. Elle est actuellement dirigée par l'ancien président Ali Akbar Hachemi Rafsandjani.

Le Conseil de discernement Dirigé par M. Rafsandjani, il arbitre les contentieux entre le Parlement et le Conseil des gardiens.

Le Majlis (parlement) Il compte 290 députés élus pour quatre ans. Ses pouvoirs sont contrôlés par le Conseil des gardiens. Il est actuellement dominé par les conservateurs.

Profil

Le Guide suprême iranien, Ali Khamenei, affronte un nouveau défi. La rue gronde à Téhéran, jour après jour, depuis le résultat contesté de l'élection présidentielle du 12 juin qui a vu la victoire officielle de son « poulain », le fondamentaliste Mahmoud Ahmadinejad. Et les échos des manifestations parviennent jusqu'à ce bunker retranché qu'est devenu, au fil des ans, le bureau du Guide. Une administration pléthorique, silencieuse et souvent secrète, dont les ramifications contrôlent tout le pays. Le père de la révolution, le charismatique ayatollah Khomeiny, dirigeait ou plutôt « arbitrait » tout simplement depuis sa maison, et la porte était souvent ouverte.

La différence est là. On appelle « imam », le Guide actuel, comme son prédécesseur, mais c'est presque devenu une « fonction », celle d'homme le plus puissant d'Iran. Celui qui, au faite d'un pouvoir de plus en plus contrôlé, de plus en plus radicalisé et méfiant, joue le rôle d'arbitre suprême. Des rumeurs se font jour régulièrement sur son état de santé, sa biographie est « protégée », ses collaborateurs parfois tenus secrets. Il incarne, avec sa longue barbe blanche et son regard intelligent derrière les fines lunettes, l'essence même du pouvoir « contrôlé ». C'est le leader politique de cette théocratie iranienne aux allures de République, pas toujours assumée. Rien à voir avec l'élan de reconnaissance populaire, historique, religieuse, que recueillait l'ayatollah Khomeiny, celui que

tous appelaient « l'imam » et qui fit tomber le Chah en 1979.

Ali Khamenei affronte donc en ce mois de juin un de ses défis les plus difficiles. Renouant avec un exercice qu'il a beaucoup pratiqué dans sa jeunesse – et semble-t-il avec brio –, il dirigera la grande prière du vendredi à Téhéran. Le forum idéal pour prendre la température du pays et pour faire passer un message. Et celui qui se prépare est un appel à serrer les rangs autour du « leader ». Réussira-t-il ?

Depuis sa naissance en 1939, dans une famille de religieux de Machhad, un des hauts lieux du chiisme iranien, à l'est du pays, Ali Khamenei est l'homme des paradoxes. Un coureur de fond. Plusieurs fois emprisonné durant le règne du chah, il découvrit l'ayatollah Khomeiny à Qom, où il sera un de ses élèves en théologie. Ceux qui se souviennent du futur Guide jeune évoquent une silhouette plutôt anticonformiste. Jouant du tar, un instrument à corde iranien par excellence, et fumant dans sa pipe du tabac hollandais, il était en jean sous la robe de mollah. Religieux « politique » dès le début, il n'est en fait qu'hodjatoleslam, un grade intermédiaire, et deviendra une fois au pouvoir « *ayatollah en une nuit* », disent ses critiques. Les éloges, en revanche, ne manquent pas sur sa qualité de *vaz* (prédicateur).

Happé par la révolution, il est membre du Conseil de la révolution, participe à la création du Parti de la République islamique, matrice du pouvoir révolutionnaire. Il dirige même un temps les Gardiens de la révolution, l'armée idéologique du régime, avec lesquels il noue ses premiers

son rival, M. Rafsandjani, qui, contre toute attente, met le pied à l'étrier de M. Khamenei pour qu'il devienne Guide. La Constitution exige un marja – « une source d'imitation » –, le titre le plus respecté des chiites. Ali Khamenei en est loin. La bataille commence. A Qom, les grands ayatollahs érucitent : « *C'était comme si l'on avait voulu désigner un curé de campagne pour devenir pape au Vatican* », se souvient un témoin de l'époque. On parle de changer la Constitution. Finalement, l'Assemblée des experts désigne M. Khamenei Guide suprême en juin 1989.

Conquis de haute lutte, ce pouvoir, le nouveau Guide y tient. Son action de plus en plus « politique » (autre reproche de certains religieux qui estiment que la religion ne peut que perdre à un tel mélange des genres) le conduit à élargir les fonctions du Guide. Son autre moteur, l'anti-américanisme



VAHID SALEMI/AP

Iran : deux visions du pouvoir

En Iran, la crise « reflète l'affrontement entre deux conceptions de l'exercice du pouvoir, explique, dans un **entretien**, Clément Therme, chercheur à l'Institut français des relations internationales. On observe une confrontation entre deux visions de la République islamique ». D'un côté, un groupe (le Guide suprême

nisme viscéral, le rapproche du courant fondamentaliste. Il a contacts. Ils deviendront essentiels par la suite. En 1981, il échappe à un attentat dû à un magnétophone piégé, qui lui fait toutefois perdre un bras. « *J'ai senti que Dieu m'avait épargné et conservé pour des responsabilités plus lourdes* », n'hésite pas à déclarer – toujours politique – celui qui sera déclaré « martyr vivant ».

En 1981, en pleine guerre Iran-Irak (1980-1988) précisément, Ali Khamenei devient président de la République. un titre très honorifi-

Ceux qui se souviennent de lui jeune évoquent une silhouette plutôt anticonformiste

que. Mais la place est étroite entre les volontés du Guide Khomeiny, qui lui impose comme premier ministre... Mir Hossein Moussavi, et l'aura déjà démesurée de cet autre fils de la révolution qu'est Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, qui à l'oreille du Guide et celle des religieux de Qom, la ville sainte. C'est là qu'isolé, M. Khamenei aurait commencé à tisser pour asseoir son pouvoir, cet entrelac de réseaux d'influence auprès des services secrets, des riches fondations révolutionnaires et des Gardiens de la révolution, ces guerriers idéologiques devenus

me Ali Khamenei, l'ayatollah Mesbah-Yazdi, Mahmoud Ahmadinejad) pour lequel « *la légitimité divine du pouvoir se suffit à elle-même* » ; de l'autre, « *les réformistes et les conservateurs pragmatiques, avec Moussavi et Khataami comme leaders, qui restent des hommes du sérail, qui entendent pérenniser la République islamique* ».

M. Therme précise que « *la clé de ce conflit est aussi à chercher du côté du clergé chiite* » : « *Si les Iraniens sont croyants, ils ne sont pas tous en faveur d'un pouvoir politique dominé par le religieux. C'est vrai en particulier pour le haut clergé.* »

pour certains des entrepreneurs de haut vol. La « militarisation » du régime était commencée.

A la mort de l'ayatollah Khomeiny en 1989, le dauphin désigné, le grand ayatollah Montazeri, qui s'est opposé à des massacres d'opposants, est destitué. Que faire ? C'est celui qu'il considère comme souvent confié, sa hantise c'est une « *révolution de velours* » déclenchée par une « *contamination culturelle américaine* ». « *Il ne bougera, en ouvrant un dialogue, que s'il pense que c'est une question de survie pour le pays* », dira un de ses proches.

La présidence réformatrice Khataami (1997-2005) sera un cauchemar pour lui, et même s'il a bloqué pas mal de ses initiatives, à l'aube de l'élection présidentielle de 2009, le spectre d'un pouvoir réformateur le hante. Il sortira de son rôle d'arbitre. « *Le Guide n'est pas assez rationnel pour comprendre que pour rester au pouvoir, il faut aussi aller vers les réformes que réclame la société. S'il continue à tout bloquer par crainte qu'en ouvrant un peu les doigts tout lui échappe, il sera coupé du peuple et non plus en fusion avec lui* », nous avait expliqué un jour le grand intellectuel religieux Mohsen Kadivar. Le moment est-il arrivé ? ■

Marie-Claude Decamps

■ La crainte d'une attaque américaine explique la logique de la politique étrangère de Téhéran

La politique étrangère de l'Iran est souvent décrite en termes alarmistes. Les ambitions nucléaires de Téhéran et le fanatisme de dirigeants en proie à la manie de la persécution suffiraient à expliquer une succession d'agressions incohérentes contre les intérêts américains. La seule issue serait de renverser ses dirigeants, imperméables à la raison et à la logique de la dissuasion.

En réalité, la politique étrangère de Téhéran relève d'une certaine logique stratégique, formulée non par des mollahs illuminés mais par des ayatollahs calculateurs. Elle vise à assurer la survie de la République islamique contre ce qu'elle perçoit comme une menace vitale exercée par les Etats-Unis. Pour la contrer, l'Iran a mis sur pied une stratégie régionale qui repose à la fois sur la dissuasion et sur les rivalités au Moyen-Orient.

Afin de décourager toute intervention militaire des Etats-Unis et de leurs alliés, l'Iran améliore ses capacités défensives en se donnant les moyens de mener une guerre asymétrique et d'usure, que ce soit sur son territoire ou au dehors ; il modernise son armement ; il fabrique ses propres missiles et antimissiles ; enfin, il poursuit un programme nucléaire dont il ne mesure pas encore bien l'utilité. Pour neutraliser les efforts américains visant à le contenir, le gouvernement iranien s'emploie à saper les intérêts américains et à assurer son emprise sur la vaste région qui s'étend du Levant à l'Asie centrale.

Tout en veillant à éviter une confrontation militaire avec les Etats-Unis, l'Iran intrigue pour les empêcher de rassembler une coalition hostile et fait un usage stratégique de ses ressources en pétrole et

**Mohsen
M. Milani**

**Directeur du département
des affaires internationales
à l'université de Floride**

gaz. A coups de ristournes, il cherche à instrumentaliser l'Union européenne, mais surtout la Russie et la Chine. Il a également su étendre son influence au Liban, en Syrie, en Irak, en Afghanistan et auprès des Palestiniens, renforçant ainsi sa capacité de riposte en cas d'attaque. En outre, en apportant son soutien au Hezbollah et au Hamas, Téhéran pèse sur Israël.

C'est en Afghanistan et en Irak, où leurs intérêts sont à la fois convergents et divergents, que la complexité des relations entre les Etats-Unis et l'Iran est la plus évidente. Téhéran et Washington veulent tous deux préserver la stabilité de l'Afghanistan, éviter le retour des talibans et éradiquer Al-Qaida (pour qui le chiisme est une hérésie). Ils prônent également le contrôle, voire l'élimination, du trafic de drogue, clé de voûte pour les terroristes et les seigneurs de la guerre dans cette région. Enfin, ils entendent l'un et l'autre reconstruire l'Afghanistan. La forte implication de l'Iran dans la reconstruction afghane lui a permis d'établir une sphère d'influence économique dans la province d'Herat, garantissant sa stabilité et empêchant Al-Qaida et les talibans de l'infiltrer. L'Iran cherche donc à doubler les Etats-Unis pour éviter que Kaboul ne serve de tête de pont à une attaque américaine.

En Irak, la stratégie iranienne

consiste, d'abord, à mettre au pouvoir un gouvernement ami, de préférence chiite, assez puissant pour faire régner l'ordre, mais pas assez pour menacer sérieusement la sécurité de l'Iran. Comme Washington, Téhéran est opposé à la balkanisation de l'Irak, de peur notamment qu'une telle fragmentation ne suscite des mouvements sécessionnistes parmi les diverses communautés ethniques en Iran. Et, comme Washington, Téhéran souhaite éliminer Al-Qaida en Irak.

Si l'Iran est disposé à s'engager dans la reconstruction de l'Irak, c'est d'abord en vue d'y étendre sa sphère d'influence économique, en particulier dans le Sud, où est implantée une importante population d'origine perse. Dans le même temps, Téhéran a tout intérêt à ce que les Etats-Unis restent enlisés en Irak, sans pouvoir y obtenir une victoire décisive qui leur permettrait d'utiliser le territoire irakien pour attaquer ou déstabiliser l'Iran.

Tant que Washington refusera de considérer la logique de la politique étrangère de Téhéran, il ne pourra pas lui opposer de stratégie valable sur le long terme. Envahir le pays n'est pas une option envisageable. Quant à des frappes dites chirurgicales contre les installations nucléaires iraniennes, elles ne serviraient qu'à déclencher une contre-attaque.

Le défi auquel le gouvernement américain doit faire face, c'est d'inciter l'Iran à revoir sa stratégie envers les Etats-Unis. Washington n'a pas intérêt à se focaliser sur un seul aspect du problème, tel que les ambitions nucléaires de l'Iran. La meilleure approche passe par une stratégie de plein engagement, visant à promouvoir progressivement les échanges économiques, éducatifs et culturels entre les

deux pays. Cela implique de travailler sur la base des objectifs partagés par les deux gouvernements et de mettre en place des mécanismes institutionnels concrets chargés de gérer leurs divergences irréductibles. Washington doit comprendre que le « problème iranien » ne se résoudra pas du jour au lendemain, d'un coup de baguette magique. Une normalisation des relations entre l'Iran et les Etats-Unis ne peut être qu'un processus long et difficile. ■

© Foreign Affairs/TNS
Traduit de l'anglais
par Myriam Dennehy

Le régime paye son isolement international Ses bilans économique et politique calamiteux

Moussavi, récupère nos votes! », chantent des centaines de milliers d'Iraniens qui, brandissant la couleur verte, symbole, selon Mir Hossain Moussavi, d'un islam rationnel, démocratique et ouvert sur le monde, bravent les interdits et la peur, descendent dans la rue pour défendre leur dignité et revendiquer la restitution de leurs voix confisquées.

Ces hommes et ces femmes, tant celles et ceux qui ont fait la révolution en 1979 que leurs enfants, ont massivement voté à la présidentielle du 12 juin (avec un taux de participation record de 85 %) dans l'espoir de renforcer la composante démocratique et républicaine du régime islamique au détriment de sa composante théocratique de plus en plus militarisée. Parmi ces électeurs épris de liberté qui revendiquent leur droit de citoyen et tentent de sortir leur pays de l'isolement, se trouvent de nombreux intellectuels, étudiants, artistes ou militants des droits de l'homme, qui, déçus du bilan du président Khatami, avaient déserté les urnes depuis 2001.

Aujourd'hui, ils se sentent trahis par le guide Khamenei, qui exprime une rare concordance de vues avec M. Ahmadinejad et qui semble avoir scellé son sort au sien. En acceptant la candidature de Moussavi n'avait-il pas pour but de provoquer la participation de cet électorat contestataire afin de légitimer le régime tout en lui confisquant le vote? N'a-t-il pas enfreint la Constitution et son propre devoir de superviseur neutre en soutenant le président sortant contre ses rivaux et en écartant l'annulation de cette élection frauduleuse avant même que les résultats soient approuvés par le Conseil de surveillance?

La mobilisation des électeurs de Moussavi s'explique aussi par les conséquences de la politique populiste menée par le président Ahmadinejad. Ils appartiennent aux groupes sociaux structurés, notamment les classes moyennes, les ouvriers, les commerçants ou les entrepreneurs qui subissent, plus que d'autres, les conséquences d'une monopolisation croissante de l'économie à des fins politiques et clientélistes, d'une inflation importante (entre 27 % et 30 %) conduisant à la perte de leur

Azadeh Kian

Professeur de sociologie,
Université Paris VII-Diderot

pouvoir d'achat, d'un taux de chômage élevé (entre 30 % et 50 % des jeunes, selon des estimations) ou de la fuite des capitaux iraniens et étrangers. Ils sont davantage encore fragilisés par les conséquences des sanctions économiques, financières et technologiques décrétées par l'ONU depuis décembre 2006, en réponse aux diatribes lancées par M. Ahmadinejad et les durs du régime sur le dossier du nucléaire, sanctions qui se sont greffées sur celles imposées depuis 1984 par les Etats-Unis.

La campagne électorale et les débats télévisuels entre les candidats ont fourni l'occasion à ses trois rivaux de critiquer le bilan économique négatif d'Ahmadinejad malgré le triplement des revenus pétroliers de l'Etat depuis son élection en 2005 (plus de 75 milliards de dollars par an contre 24 milliards sous Khatami). Nombre d'économistes, dont les deux directeurs démissionnaires de la Banque centrale d'Iran, sont d'avis qu'Ahmadinejad a ruiné l'Iran. Les importations massives sont faites au détriment des producteurs iraniens, tandis que des milliards de dollars sont investis en Amérique latine et en Afrique au lieu de créer des emplois pour les 800 000 jeunes qui entrent chaque année sur le marché du travail.

A cela s'ajoutent les importantes sommes dépensées pour la reconstruction du Liban sud, alors que d'innombrables Iraniens souffrent du problème de logement, et les centaines de millions de dollars

d'aide au Hezbollah libanais ou au Hamas, qui n'ont servi qu'à l'isolement du pays.

Dépourvus d'un véritable programme et d'une réelle assise sociale, Mahmoud Ahmadinejad et son camp, qui veulent en découdre avec les institutions électives, ont scindé la société, dressant les Iraniens les uns contre les autres afin d'imposer leur emprise. Ils ont aussi tenté de se consolider à travers la provocation des ten-

sions régionales et internationales, comme le montre la gestion de la crise du nucléaire ou encore les propos négationnistes et anti-Israéliens.

Ces politiques idéologiques et conflictuelles et la militarisation de la politique et de l'économie, qui ont provoqué un front de refus contre l'Iran, ont poussé les conservateurs, ayant leur assise notamment au sein des classes moyennes traditionnelles, des grands commerçants et de la majorité des clercs à l'école théologique de Qom, à revoir leurs alliances avec le président sortant. Seule une minorité d'entre eux a appelé à voter pour lui.

Dès lors, on se pose la question de savoir qui sont ces présumés 62,5 % d'électeurs qui auraient voté pour Ahmadinejad, malgré son bilan économique, culturel ou politique négatif. A travers sa politique populiste et clientéliste, Ahmadinejad a augmenté les dépenses publiques et a épuisé des réserves financières accumulées sous la présidence de Khatami. Il redistribue certes une partie des revenus pétroliers aux classes déstructurées et défavorisées, afin de contenir leur mécontentement et d'orienter leur vote, et recrute leurs jeunes chômeurs pour les milices.

Mais même avec les pasdarans (dont le nombre est estimé à environ 120 000) et leur famille, on est encore très loin des

« A travers sa politique populiste et clientéliste le président Ahmadinejad a augmenté les dépenses publiques et épuisé des réserves financières »

résultats annoncés par le ministère de l'intérieur, dirigé par Mahsouli, un milliardaire proche d'Ahmadinejad.

La contestation de cette élection entachée de fraudes et d'irrégularités sans précédent et le refus du Guide d'annuler ses résultats ont provoqué une crise politique profonde des institutions, déplaçant le champ politique dans la rue. Malgré la répression et les arrestations massives, c'est désormais la mobilisation des contestataires qui déterminera les rapports de force entre les factions au pouvoir.

Les traditions chiites de commémoration des martyrs de la répression aidant, la mobilisation semble pouvoir tenir, surtout avec l'appui de l'opinion publique occidentale et internationale. Si dans son bras de fer avec les meneurs du coup d'Etat, Moussavi, ancien premier ministre et proche de l'ayatollah Khomeiny, ne parvient pas à « récupérer les votes de ses électeurs », la légitimité de l'ensemble du régime sera en jeu trente ans après son avènement. Mais la fin de l'exception iranienne, semble ne pas être pour bientôt. ■

Iran : soubresaut ou agonie du régime ?

La crise déclenchée depuis une semaine par la proclamation de la réélection présidentielle de M. Ahmadinejad témoigne de l'isolement et des contradictions profondes qui affaiblissent la République islamique

■ Une crise idéologique et générationnelle Les jeunes iraniens contre le pouvoir islamique

Depuis les premiers jours de la République islamique d'Iran, deux souverainetés coexistent dans le pays, l'une divine, l'autre populaire. Le concept de souveraineté populaire, qui découle de la volonté indivisible de la nation, est inscrit dans l'article 1^{er} de la Constitution de la République islamique. Le concept de souveraineté divine, qui découle de la volonté de Dieu par l'intermédiaire des institutions chiites de l'imamat, est conféré au *faqih* en tant que chef légitime de la communauté chiite.

Au fil du temps, la souveraineté divine s'est éloignée de la religion au profit de la théologie politique. Quant à la souveraineté populaire, elle a trouvé la place qui lui était due dans les réseaux sociaux et l'action politique de la société civile iranienne. La coexistence de ces deux conceptions incompatibles de la souveraineté, de l'autorité et de la légitimité a toujours constitué une pomme de discorde dans la politique iranienne et a souvent défini les contours idéologiques des luttes d'influence politiques opposant les forces en présence.

La crise iranienne déclenchée à la suite de l'élection présidentielle plonge ses racines dans la confrontation entre la soif populaire de démocratisation de l'Etat et de la société et la réaction conservatrice qui s'y oppose. Mais il existe un autre facteur qui distingue la crise politique des épisodes passés de querelles intestines et de luttes pour le pouvoir en Iran.

Cette crise concerne une structure idéologique enracinée héritée de

Ramin Jahanbegloo

Philosophe, enseignant à l'université de Toronto, au Canada, où il est réfugié depuis 2006

la révolution iranienne. D'une part, des hommes tels que Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karoubi, qui comptent parmi les architectes du régime islamique et se sont portés candidats à la présidence, pensaient que la nomenklatura islamique ménagerait une place à la réforme et au renouveau. Ils se retrouvent à présent à la tête d'un mouvement démocratique et réformateur qui remet en question l'autoritarisme et l'absence de liberté prévalant en Iran.

Mais un facteur tout aussi important joue également. La plupart des manifestants qui ont mis en doute la légitimité du processus électoral au cours de la semaine écoulée ne sont pas, contrairement à ce qu'étaient leurs parents, des révolutionnaires. Ils appartiennent à une nouvelle génération qui n'a pas vécu la révolution de 1979 et qui rêve d'un autre Iran. Ces jeunes nous rappellent qu'une image monolithique du pays ne reflète pas nécessairement la disposition d'esprit des 70 % de la population qui ont moins de 30 ans. Le désir de démocratie des jeunes Iraniens constitue un sérieux défi à l'égard du mouvement réformateur et de son authenticité démocratique.

Précisons également que si le fos-

sé a toujours été profond entre traditionalistes et modernistes depuis la révolution islamique de 1979, le fait nouveau est que, à l'occasion de cette élection, la fracture entre l'Etat et le peuple s'est élargie comme jamais. Elle a du même coup divisé ceux qui estiment que des relations économiques et politiques normales avec l'Occident sont vitales pour l'avenir de l'Iran et ceux qui méprisent ces liens qu'ils considèrent comme violant les idéaux de la révolution islamique.

Oligarchie religieuse

À l'évidence, le résultat de la présidentielle de 2005, qui a porté pour la première fois Mahmoud Ahmadinejad au pouvoir, était déjà un indicateur de la crise interne entre souveraineté populaire et régime autoritaire qui est au cœur du cadre politique de la République islamique. Les affrontements actuels entre groupes de réformateurs et partisans d'Ahmadinejad après la réélection de ce dernier traduisent en réalité une lutte politique entre la nature républicaine de l'Iran et son oligarchie religieuse. Le geste républicain consiste à prêter une attention quasi exclusive à la légitimité de l'espace public, alors que l'establishment religieux refuse d'accorder la moindre légitimité aux jugements de l'opinion.

Dans des moments comme celui-ci, on ne doit pas oublier que chaque fois que la démocratie fait l'objet d'intimidations, se voit réduite au silence ou reportée à un autre jour par une démonstration de force telle que celle qui se déroule en Iran, il en résulte une perte de crédibilité pour ceux qui détiennent le pouvoir et une crise de légiti-

mité du système politique tout entier. Si la violence de rue venait à connaître une escalade en Iran, elle pourrait également entraîner une escalade de la violence dans tout le Moyen-Orient. Cela pourrait aussi compliquer les efforts internationaux visant à régler avec Téhéran des problèmes tels que le programme nucléaire iranien, l'avenir de l'Irak et celui de l'Afghanistan.

Le président américain a déclaré qu'il était disposé à discuter avec l'Iran. Or la réélection d'Ahmadinejad renforce les craintes des Israéliens et des Saoudiens concernant la sécurité de leur pays et de leurs citoyens, qui vivent à portée de missile d'un Iran hostile. Les Etats-Unis espéraient la victoire des réformateurs. Ces espoirs ont été trompés, et les Etats-Unis devront faire avec Ahmadinejad. Le président Obama comptait sur la défaite d'Ahmadinejad pour justifier la décision de son administration de botter en touche sur le problème nucléaire.

Tout bien considéré, il est très improbable que les désordres actuels fassent lever une vague capable d'emporter Ahmadinejad et son courant. N'empêche que l'Iran se trouve plongé dans une crise de légitimité sans précédent dans son histoire politique. Le monde ne peut pas ignorer ce tournant dans la politique intérieure et étrangère iranienne. Laisser le génie de la démocratie sortir de la lampe iranienne reviendrait à ouvrir une boîte de Pandore dont le régime craint à l'évidence de ne pas être en mesure de la refermer. ■

© Global ViewPoint Network ; (TM) Tribune Media Services, INC.

Traduit de l'anglais par Gilles Berton

The accidental opposition leader

TEHRAN

BY ROBERT F. WORTH

His followers have begun calling him "the Gandhi of Iran." His image is carried aloft in the vast opposition demonstrations that have shaken Iran in recent days, his name chanted in rhyming verses that invoke Islam's most sacred martyrs.

Mir Hussein Moussavi has become the public face of the movement, the man the protesters consider the true winner of the disputed presidential election.

But he is in some ways an accidental leader, a moderate figure anointed at the last minute to represent a popular upwelling against the presidency of Mahmoud Ahmadinejad. He is far from being a liberal in the Western sense, and it is not yet clear how far he will be willing to go in defending the broad democratic hopes he has come to embody.

Mr. Moussavi, 67, is an insider who has moved toward opposition, and his motives for doing so remain murky. He was close to the founder of the Islamic Revolution but is at odds with Iran's current supreme leader. Some prominent figures have rallied to his cause, including a former president, Akbar Hashemi Rafsanjani. So it is not clear how much this battle reflects a popular resistance to Mr. Ahmadinejad's hard-line policies and how much is about a struggle for power.

Mr. Moussavi and his wife, who played a prominent role in his campaign, have been under enormous pressure to accept the election results, said a close relative who spoke on the condition of anonymity. The relative did not specify what kind of pressure.

"They are both being very courageous and are expecting the pressure to increase," the relative said. "Mr. Moussavi says he has taken a path that has no return and he is ready to make sacrifices."

Mr. Moussavi began his political career as a hard-liner and a favorite of the revolution's architect, Ayatollah Ruhollah Khomeini. Although he has long had an adversarial relationship with the current supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, his insider status makes him loath to mount a real challenge to the core institutions of the Islamic republic. He was an early supporter of Iran's nuclear program, and as prime minister in the 1980s, he approved the purchase of centrifuges on the nuclear black market, according to the International Atomic Energy Agency.

Yet like many founding figures of the revolution, he has come to believe that the incendiary radicalism of the revolution's early days must be tempered in an era of peace and state-building, those who know him say.

"He is a hybrid child of the revolution," said Shahram Kholdi, a lecturer at the University of Manchester who has



The opposition leader Mir Hussein Moussavi, center, waved to thousands of his supporters during massive protest demonstrations in the streets of Tehran on Thursday.

written about Mr. Moussavi's political evolution. "He is committed to Islamic principles but has liberal aspirations."

In recent days, Mr. Moussavi has been pushed inexorably toward a confrontation that carries terrible risks for both sides. If the authorities use force on a major scale to quell the protests, it could crush the movement. It could also generate martyrs and deeper public anger, swelling the demonstrations into a broader threat to the system Mr. Moussavi hopes to preserve.

The steadiness he has shown since the election results were announced Saturday has helped solidify his role as a leader and has heartened his followers.

"The demands of the people are the most important goal of the Islamic republic," Mr. Moussavi said as the polls closed last Friday night, in what was widely seen as a shot across the bow of the clerical leadership and a warning that he would take his case public in the event of voter fraud.

Mr. Moussavi is in some ways an unlikely figurehead. Calm and deliberate, he has a soporific speaking manner, and even his most ardent defenders grant

"The demands of the people are the most important goal."

that he has little charisma. He was out of public life for two decades, a soft-spoken architect who loves to watch movies at home and was overshadowed for years by his distinguished wife, Zahra

Rahnavard, a professor and artist.

Yet many also describe him as a resolute figure whose hard experience as prime minister during the 1980s taught him not to fear risky decisions.

"He was an artist, a university professor with no experience, but he managed under harsh conditions to run a country of 35 million people through trial and error," said Muhammad Atrianfar, who served as deputy interior minister under Mr. Moussavi and later became a journalist. "The biggest result for him was the self-confidence he gained from that."

As prime minister, Mr. Moussavi often clashed with Ayatollah Khamenei, who was president at the time. The fights were mostly over economic issues; Mr. Moussavi favored greater state control over the wartime economy, and Ayatollah Khamenei argued for less regulation. The president was more moderate on some issues, and unlike Mr. Moussavi, sometimes drew rebukes from Ayatollah Khomeini, then the supreme leader. In that sense they have switched positions, but the animus between them remains.

After stepping down in 1989, Mr. Moussavi kept a hand in Iranian politics, serving on the Expediency Council. But most of his time was devoted to architecture and painting. His chief influences include the Italian architect Renzo Piano, said a close relative.

"He takes some elements of modern Japanese architecture, and American postmodern, and then puts them in the context of Iranian architecture," the relative said.

Although he is deeply religious, Mr. Moussavi appears to hold relatively liberal social views. His wife is a well-known professor of political science who has campaigned alongside him.

In recent years, Mr. Moussavi has been deeply dismayed by the excesses of the morality police and by the government's decisions to shut down newspapers, his relative said.

He decided this year to run for president to save Iran from what he said were Mr. Ahmadinejad's "destructive" policies. But it was not until a few weeks ago that a popular movement began to build behind him. As the campaign drew to a close, Mr. Moussavi began answering the president's rhetorical broadsides with some strong language of his own.

"When the president lies, nobody con-

fronts him," Mr. Moussavi said during his final debate appearance before the election. "I'm a revolutionary, and I'm speaking out against the situation he has created. He has filled the country with lies and hypocrisy. I'm not frightened to speak out. Remember that."

INTERNATIONAL
Herald Tribune

JUNE 20-21, 2009

Shadowy vigilante group flaunts its power in Tehran

BY NEIL MacFARQUHAR

The daytime protests across the Islamic republic have been largely peaceful. But Iranians shudder at the violence unleashed at night, with the shadowy vigilantes known as Basijis beating, looting and sometimes gunning down protesters they had tracked during the day.

The vigilantes appeared in the daylight Friday, after the public relations department of Ansar Hezbollah, the most public face of the Basij, announced that they planned a public demonstration to expose the "seditious conspiracy" being carried out by "agitating hooligans."

But with the opposition in Iran's presidential election largely out of view Friday, there were no reports of violence at the Basijis' rally, which took place near Tehran University, with some participants bused in from the holy city of Qom. The announcement and turnout could be the first indication that the government is taking its gloves off, analysts noted, because up to this point the Basijis, usually deployed as shock troops to end public protests, have been working in stealth.

"It is the special brigades of the Revolutionary Guards who right now, especially at night, trap young demonstrators and kill them," said Mohsen Sazegara, an Iranian exile who helped write the charter for the newly formed Revolutionary Guards in 1979 when he was a young aide to Ayatollah Ruhollah Khomeini. "That is one way the regime avoids the responsibility for these murders. It can say, 'We don't know

who they are.'"

The death toll stood at 13 on Friday, said Shahram Kholdi, a graduate student at the University of Manchester in England, who is building a Web site to track the killings.

Mir Hussein Moussavi, the opposition presidential candidate leading the fight to overturn the results of the June 12 election, published two letters on his Web site Thursday decrying the violence being carried out by the Basij.

In one letter, he said an otherwise peaceful day of protest last Monday had been sullied when seven people were killed, though he did not name the Basij directly.

"They tried to turn the sweetness of this most glorious gathering into beastly confrontations to leave a bitter taste in the mouth of the lovers of Iran," Mr. Moussavi wrote. Calling the vigilantes the "disciples of fraud and lies," he said they destroyed both public and private property to spread fear and chaos and to give the police an excuse to crack down on peaceful demonstrators.

In the second letter, to the National Security Council, he went further in depicting the vigilantes' role as agents provocateurs. Saying that the Basijis lacked anything denoting them as public employees, he said they appeared with hoses, clubs, iron bars, truncheons and sometimes firearms.

"Just before the police show up, they attack the demonstrations," he wrote. "They try to provoke the demonstrators, and they destroy people's property and vehicles." Mr. Moussavi said the security forces did nothing to stop them.

The Iranian government said shots were fired from a Basij base near the rally Monday because men inside feared that the building was under attack.

The word Basij roughly means "mass mobilization" in Persian, and the original organization consisted of all the civilian volunteers whom the Ayatollah Khomeini urged to go fight on the front in the Iran-Iraq war in the 1980s.

The Basij was reinvented in the late 1990s, Iran experts said, after the government felt that it had lost control of the streets during spontaneous celebrations when Iran won a spot in the World Cup soccer championship in 1998 and again during student protests in 1999.

"They decided to invest in a force that could take over the streets that didn't look like a military deployment," said an analyst who spoke on the condition of anonymity.

The Basij was nominally part of the Revolutionary Guards, but it is a loosely allied group of organizations that range from the more official units like the Ansar Hezbollah, which undergo formal training, to many groups controlled by local clerics. Nearly every mosque in Iran has a room marked Paygah-e-Basij, or Basij base, which serves as a kind of club where students study the Koran, organize sports teams and plan field trips.

Some members are religious zealots, and some are not. Most members are lower-middle-class youths who enjoy certain benefits by joining. They can skip the required military service, can obtain reserved spots in the universities and receive a small stipend. No one seems to know how many people belong to the Basij, but estimates run from a few hundred thousand to more than a million. The age range is from high school to about 30 years old.

During a short-lived student protest at Tehran University in 2003, Basijis roared around on motorcycles and were trucked in on military vehicles. They hit students with chains, lobbed bricks at their heads and beat them with long, wooden truncheons. One Basiji swung at a reporter with such force that the blow shattered a portable satellite telephone in the reporter's pocket.

President Mahmoud Ahmadinejad, after taking office in 2005, tried to create a more formal organization for the Basij, with an official budget, but the Revolutionary Guards rejected the move, Iran analysts said.



Supporters of the government listened to a speech Friday by Ayatollah Ali Khamenei, above and at left. At bottom, members of the Basij militia entered Tehran University to confront supporters of Mir Hussein Mousavi.

Iran's top leader warns opposition



Ayatollah Ali Khamenei, delivering a sermon at Friday prayers, said opposition leaders would be "held responsible for bloodshed and chaos" if the protests did not end.

Khamenei tells allies of Moussavi to end rallies

TEHRAN

Ayatollah increases level of confrontation over presidential vote

BY NAZILA FATHI AND ALAN COWELL

In his first public response to days of mass protests, Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, sternly warned opposition supporters Friday to stay off the streets and raised the prospect of violence if their defiant, vast demonstrations continued.

Sharply increasing the level of confrontation, he said that opposition leaders would be "responsible for bloodshed and chaos" if they did not stop further rallies in protest of the disputed presidential election last week. He called for all sides to halt any violence.

He denied the opposition's accusations that the vote was rigged, praising the officially declared landslide for the incumbent, Mahmoud Ahmadinejad, as an "epic moment that became a historic moment." Mr. Ahmadinejad was shown in photographs listening quietly in the audience.

Rendering irrelevant one of the government's few concessions, a partial recount under way by the powerful Guardian Council, Mr. Khamenei said: "The Islamic state would not cheat and would not betray the vote of the people. The legal mechanism for elections would not allow any cheating."

The ayatollah, whose broad powers include ultimate authority over the state security apparatus, spoke somberly for more than an hour and a half at Friday prayers to tens of thousands of people at Tehran University. His sermon was broadcast over loudspeakers to throngs in the adjoining streets, and the crowds erupted repeatedly in roars of support.

Opposition supporters had spread the word among themselves not to attend, and there was no sign of them there, or at a rally in the same area for the volunteer militia known as the Basij.

The opposition, led mainly by one of the declared losing candidates, Mir Hussein Moussavi, have called for or encouraged the huge silent marches in Tehran for the last four days. There was no immediate response from him. No opposition rally was planned for Friday, and supporters did not appear to be gathering impromptu.

But on Saturday, a group of reformist clerics loyal to former President Mohammed Khatami planned to demonstrate against the election results. There were conflicting reports about whether they had received official permission.

Iranians had been looking to the ayatollah's sermon for clues about whether the authorities were prepared to bend to opposition demands. But he showed no move toward conciliation. Some Iranians, who spoke in return for

Opposition leaders will be "responsible for bloodshed and chaos" if they do not stop further rallies.

"Street challenge is not acceptable. This questions the principles of election and democracy."

"How can 11 million votes be replaced or changed? The Islamic Republic would not cheat and would not betray the vote of the people."

"This is a sign of God's mercy for this nation. The fate of the country should be decided in ballot boxes, not on the streets."

"If we break the law, we will have to do it in every election and no election would be immune. This is wrong. This is the beginning of dictatorship."

"The youth are confused. Being away from spirituality has caused confusion. They don't know what to do."

AYATOLLAH ALI KHAMENEI SUPREME LEADER

anonymity for fear of official reprisals, said the sermon showed that Iran was in the grips of what one person called "an all-or-nothing showdown" between the authorities and reformists.

Ayatollah Khamenei reached beyond Iran to criticize "media belonging to Zionists, evil media," for seeking to portray Iran as divided and accused what he called arrogant Western powers, particularly Britain and the United States, of hostile comments, saying they failed to understand Iranian society.

He singled out Britain as the "most evil" of the countries that are now questioning the Iranian election, prompting the British Foreign Office to swiftly summon Iran's ambassador in London to complain. Prime Minister Gordon Brown stepped up his public criticism.

"We are with others, including the whole of the European Union unani- mously today, in condemning the use of

violence, in condemning media suppression," he said at a news conference after a European Union meeting in Brussels.

He said it was up to Iran to show the world that the elections were fair and that "the repression and the brutality that we have seen in these last few days is not something that is going to be repeated."

Separately, the BBC announced that it was using two extra satellites — Nilesat and Eutelsat W2M — to broadcast its Persian-language service into Iran to restore the signal after days of jamming by Iranian authorities.

In Washington, a Republican-backed initiative to condemn the Iranian government's crackdown on the opposition passed the House, as pressure grew on President Barack Obama to ratchet up his own measured stance.

In the sermon, Ayatollah Khamenei framed his position as a commitment to law and the orderly functioning of government. He instructed dissenters to pursue their complaints about election through legal channels, insisting that the turnout, which election officials put at 85 percent, proved that it was a reflection of the national will. The margin of victory, at 11 million votes, was so big that it could not have been falsified, he said.

"Sometimes the difference between two candidates, he said, "is 100,000, 500,000, one million, so at that time there may be some doubts about cheating. But how can 11 million votes be replaced or changed?"

He repeated his Saturday affirmation of the vote and said: "This is a sign of God's mercy for this nation. The fate of the country should be decided in ballot boxes, not on the streets."

He refused to give in to what he called "illegal pressure" to annul the election. "If we break the law, we will have to do it in every election and no election would be immune," he said. "This is wrong. This is the beginning of dictatorship."

Declaring his sadness over deaths of at least eight citizens and volunteer militia members killed in street clashes over the past week, he said: "Flexing muscles on the streets after the election is not right. It means challenging the elections and democracy. If they don't stop, the consequences of the chaos would be their responsibility."

Throughout the week of protests, Iran's leaders have offered conciliation while wielding repression.

But the government's offers of modest and reluctant concessions have been accompanied by more arrests of prominent reformers and efforts to stifle the flow of information by limiting Internet access and pressuring reporters to stay off the streets. It was not clear whether Iran's government, made up of fractious power centers, was pursuing a calculated strategy or if the moves reflected internal disagreements, or an uncertainty not apparent in Ayatollah Khamenei's address.

It was not clear what role was being played by a former Iranian president, Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, who sup-

ported Mr. Moussavi and is in a power struggle with Ayatollah Khamenei. There were unconfirmed reports Thursday that two of his children had been banned from leaving the country because of their role in helping the protesters. Ayatollah Khamenei devoted a sec-

tion of his sermon Friday to rebutting what he said were accusations of corruption leveled against Mr. Rafsanjani. But, he said, he believed President Ahmadinejad's approach to foreign and social policy was "closer to what it should be."

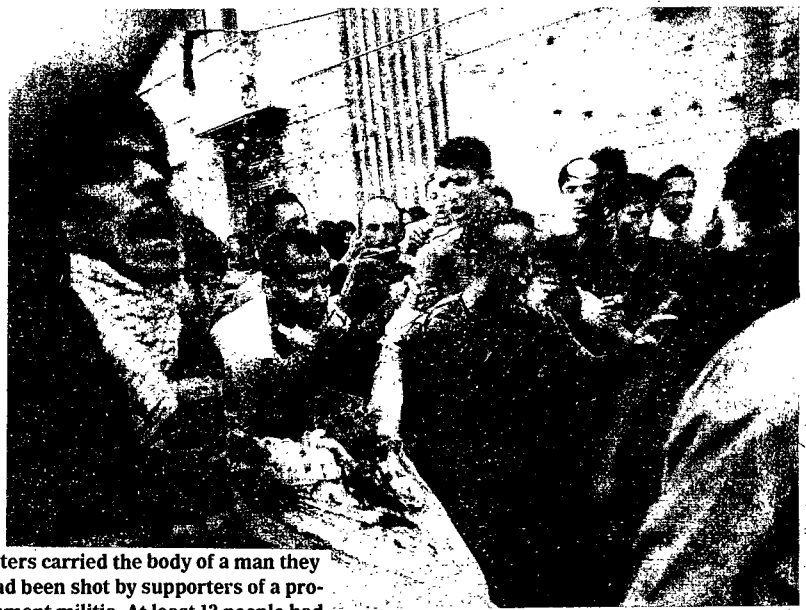
Ayatollah Khamenei's speech Friday, cheered by supporters, below, created a stark choice for the opposition: Drop demands for a new vote or take to the streets again in blatant defiance of the supreme leader of the country.



NEWSHA TAVAKOLIAN/POLARIS, FOR THE NYT



ABEDIN TAHERKENAREH/EPA



Protesters carried the body of a man they said had been shot by supporters of a pro-government militia. At least 13 people had been killed in demonstrations as of Friday.

VAHID SALEM/THE ASSOCIATED PRESS

Sporadic violence keeps Tehran on edge



Opposition supporters fought running battles with the police Saturday in Tehran as they defied an ultimatum from Ayatollah Khamenei, who called for protests over the election to end.

TEHRAN

BY NAZILA FATHI
AND MICHAEL SLACKMAN

As scattered protests and violence continued to grip the Iranian capital Sunday, the government arrested relatives of Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, a former president who heads two influential councils, exposing a deep rift among top clerics.

Mr. Rafsanjani, one of the fathers of the Iranian revolution, has been locked in a power struggle with the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, and worked closely with the reformist movement during the disputed presidential election. State television said five members of his family had been arrested, including Mr. Rafsanjani's daughter, Faezeh Hashemi, but later said that all but Ms. Hashemi had been released.

The arrests suggested that Mr. Khamenei was facing entrenched resistance among some members of the elite. Though rivalries among top clerics in Iran have been a feature of Iranian politics since the 1979 revolution, analysts said that open factional competition amid a major political crisis could hinder Mr. Khamenei's ability to restore order.

A day after the police and militia forces used guns, truncheons, tear gas and water cannons to beat back thousands of demonstrators, violent clashes between protesters and security forces settled into a tense standoff.

Estimates of the death toll in clashes between security forces and demonstrators protesting what they called a fraudulent presidential election varied. State television said that 10 had died, while the

opposition said 19 people had been killed.

Major streets and squares of Tehran were saturated with police and Basij militia forces. There were reports of scattered confrontations with the police, but there was no confirmation of any injuries Sunday evening.

It was unclear whether protests, which began after the government declared that the hard-line president, Mahmoud Ahmadinejad, had won reelection in a landslide against the popular opposition leader, Mir Hussein Moussavi, would be sustained in the face of the tough security clampdown.

Mr. Moussavi's Web site, which has become a clearing house for demonstration calls and opposition news, contained no call for another major demonstration Sunday.

But there were few signs that powerful political leaders had dropped their challenge to Mr. Khamenei. Mr. Moussavi, himself a former prime minister and longtime insider, has continued to demand the nullification of the presidential election.

Meanwhile, the moves against members of Mr. Rafsanjani's family were seen as an attempt to put pressure on Mr. Rafsanjani to drop his challenge to Mr. Khamenei — pressure Mr. Rafsanjani's son, Mehdi Rafsanjani, said he would reject.

"My father was in jail for five years when we were young," Mehdi Rafsanjani said in an interview. "We don't care if they keep her even for a year."

Mr. Rafsanjani was deeply critical of Mr. Ahmadinejad during the presidential campaign, and is thought to have had a strained relationship with Mr. Khamenei for many years.

But he remains a major establishment

figure, and the arrest of his daughter comes as a surprise.

In a sermon Friday, in which he strongly backed Mr. Ahmadinejad and threatened a violent crackdown on protesters if they continued to demonstrate on the streets, Ayatollah Khamenei pointedly praised Mr. Rafsanjani as one of the pillars of the revolution, while acknowledging that the two have had "many differences of opinion."

Last week, state television showed images of Ms. Hashemi, 46, speaking to hundreds of people to rally support for Mr. Moussavi. After her appearance,

The arrest of Mr. Rafsanjani's daughter comes as a surprise.

state radio said, students who support Mr. Ahmadinejad gathered outside the Tehran prosecutor's office and demanded that she be arrested for treason.

Mr. Rafsanjani, 75, heads two powerful institutions. One of them, Assembly of Experts, is a body of clerics that have the authority to oversee and, in theory, to replace the supreme leader. He also runs the Expediency Council, which is given the power to settle disagreements between the elected Parliament and the unelected Guardian Council.

The Assembly of Experts has never publicly exercised its power over Ayatollah Khamenei since he succeeded the Islamic Revolution founder, Ayatollah Ruhollah Khomeini, in 1989. But the increasingly bitter confrontation between Mr. Khamenei and Mr. Rafsanjani has raised the prospect of a contest of political wills between the two revolutionary veterans.

The Iranian government continued its efforts to block all coverage of protests and the security crackdown. The BBC said Sunday that the government ordered its reporter in Tehran, Jon Leyne, to leave the country, and other news organization said they had been ordered by the authorities not to report

on events on the streets.

Since the elections, the Iranian government has revoked foreign press credentials and told reporters not to venture outside to cover protests, and the media advocacy group Reporters Without Borders said Sunday that 23 Iranian journalists had been arrested since last week.

The Newsweek correspondent in Tehran, Maziar Bahari, who is also a prominent documentary filmmaker and holds dual citizenship of Iran and Canada, was detained at his home Sunday. And two other prominent Iranian journalists, Mohammad Ghoochani and Mashaallah Shamsolvaezin, were also reported arrested Sunday.

But information continued to flow from witnesses and on social networking sites, much of it in the form of video said to show the brutality of the government crackdown Saturday. The most vivid image to emerge was contained in a video posted on several Web sites that showed a young woman with her face covered in blood. Text posted with the video said

she had been shot. It was not possible to verify the authenticity of the video.

A group called The International Campaign for Human Rights in Iran reported on its Web site that injured protesters were being arrested as they sought medical treatment at hospitals. The group said that doctors had been ordered to report protest-related injuries to the authorities.

The relative calm Sunday morning followed a day of violent clashes and extraordinary tension across Iran. The opposition leader, Mr. Moussavi, appeared at a demonstration in southern Tehran and called for a general strike if he were to be arrested. "I am ready for martyrdom," he told supporters.

In an interview broadcast Sunday on Iranian television, Foreign Minister Manoucher Mottaki said that officials were examining the charge of voting fraud and expected to issue their findings by the end of the week. But like Ayatollah Khamenei, Mr. Mottaki appeared to have already judged the vote as clean and fair. He said the "possibility of organized and comprehensive disruption and irregularities in the election is almost close to zero," in remarks translated by Press TV, an Iranian English-language network.

With the police on the streets demonstrating a willingness to injure and even kill, one question political analysts and opposition members were beginning to ask was whether it was time to shift strategies, from street protests to some kind of national strike. It was unclear if the opposition had the support or organization, especially within the middle class, to carry out such a measure.

Michael Slackman reported from Cairo.



ALI SAFARI/AGENCE FRANCE-PRESSE

Tear gas forced protesters to cover their faces during clashes with riot police in Tehran.



THE NEW YORK TIMES

Faezeh Rafsanjani, the daughter of Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, was arrested Saturday.

INTERNATIONAL
Herald Tribune JUNE 22, 2009

Rift exposed by riots will be hard to bridge

BEIRUT

On the street, a struggle
over who owns legacy
of the Islamic revolution

BY ROBERT F. WORTH

On the edge of a noisy Tehran rally for President Mahmoud Ahmadinejad early last week, a middle-aged woman in a chador was cursing the opposition protesters who say the Iranian election was a fraud. "They are traitors. They

NEWS ANALYSIS

are not even related to this country," she said. "We all support Ahmadinejad and his policies."

But even there, in a government-organized crowd watched over by the riot police and Basij militiamen, dissenting voices could be heard.

"Not everyone here is for Ahmadinejad," whispered a woman in a gray head scarf who spotted a reporter's notebook. "Most of them are for the opposition. They just came here to see what is happening." She scurried away into the crowd, but another came up — "the election was stolen!" — and another, and another, until the reporter lost count:

"It is all cheating and lies." "Don't believe them." "This is not the true Iran."

Ascertaining what the true Iran is has never been harder. What is clear, though, is that the electoral dispute has exposed a deep rift in Iranian society, one that cannot be measured or healed by vote counts. On each side, faith merges with perception, making the partisans believe with fierce certainty that they represent the country's true majority.

The difference is sometimes caricatured as one between a Westernized urban elite and the pious lower classes. In fact, it is not that simple, even if there is little doubt about who all those fashionable Tehrani women in jeans and loose head scarves voted for. A vast opposition rally June 15 — in which more than a million people are believed to have taken part — was also full of people who looked more like Ahmadinejad supporters: women in traditional Islamic garb and working-class men.

In essence, the core of the struggle is between two competing views of what Iran's Islamic revolution sought to

achieve.

"One side wants a gradual evolution of democratic institutions and a more democratic reading of Islamic institutions," said Kavous Seyed-Emami, a political science professor at Imam Sadeg University in Tehran. "The other side is for a populist and more or less authoritarian reading of Islam."

Over the past week, those differences have often been boiled down to slogans. "Death to the dictator!" chanted supporters of Mir Hussein Moussavi, the lead opposition candidate. "Death to those who oppose the rule of the clerics!" was the refrain on the other side.

And more than a week after the election, no one can yet say for certain whether the official count of a 62 percent victory for Mr. Ahmadinejad represents the way Iranians really voted. Many supporters of Mr. Moussavi believe firmly that he won by the same crushing margin.

"Look who supports Ahmadinejad: It's just sectarian groups, a minority," said Parisa, a 26-year-old woman at a rally for Mr. Moussavi last week. At a rally the next day for Mr. Ahmadinejad, Muhammad Ali, 49, an English teacher, said with equal sincerity: "Ahmadinejad belongs to all the people, not just one group. But Moussavi and the others, they are just from a narrow sector."

Even on the economy, the most important issue for most voters, perceptions were starkly at odds. A refrain for opposition voters was the need to bring Iran's high unemployment and inflation under control. Yet many Ahmadinejad supporters echoed their candidate's claims that prices were going down, that jobs had been created, that life was getting easier.

In part, the split revolves around opposed understandings of Iran's political evolution since the 1979 revolution. For the opposition, a defining moment came in 1997, when the reformist cleric Mohammad Khatami won the presidency in a landslide. Many in the opposition see that as a natural growth from the incendiary radicalism that founded the Islamic Republic to a more mature and democratic style of governance. Mr. Khatami's broad victory margin — which was repeated in 2001 — still feeds their sense that they are the country's true majority.

On the other side, many people see the same years as a gradual falling away from the zeal of the republic's early years. Even those who admire Mr. Khatami often complain about corruption among leading officials, especially former President Akbar Hashemi Rafsanjani.

For them, Mr. Ahmadinejad was the first president who seemed to understand Iran's poor and working class and who seemed capable of fulfilling the revolution's promises of economic and social justice. They also respond to his aggressive nationalist rhetoric, which is rooted in a longstanding fear that Iran has been bullied, politically and culturally, by the West. By contrast, many younger and more cosmopolitan Iranians would like firmer connections to the outside world.

The past few weeks have helped



widen the gulf. After years in which they felt downcast and helpless, opposition partisans saw the sudden birth of a popular movement in support of Mr. Moussavi that exceeded their hopes. Rallies began drawing tens of thousands of cheering people.

The streets of Tehran and other major cities began exploding after dark with carnivalesque street celebrations, in which young people danced and dressed in the signature bright green color of the Moussavi campaign. Word of the events spread by Facebook, which — like other new Internet technologies — proved a challenge for the authorities to control.

Women became a driving force, emboldened by Mr. Moussavi's groundbreaking decision to campaign alongside his wife, the distinguished political scientist Zahra Rahnnavard.

As the rallies gathered force in Tehran and elsewhere, a conviction began to ripen: The country belonged, once again, to the partisans of democratic reform. Large numbers of Iranians who had voted for Mr. Khatami, and who — frustrated by his failure to put his ideas into practice — had sat out the vote in 2005, said they would return to the polls. The result seemed inevitable. A number of polls by opposition researchers suggested that Mr. Moussavi would not only survive to the second round; he would win in the first, by a decisive margin.

"They thought they could do anything to this country, that we were like clay," Saeed Leylaz, an economist who supported the Moussavi campaign, said a few days before the election. "But we have proved this civilization is much bigger than that. They realized they are riding the back of a whale, a very big whale."

Many Moussavi supporters began to warn darkly that any result other than their victory would be proof of electoral fraud. At the same time, they believed that their huge street presence would make rigging the election impossible: how could the incumbent even pretend to win in the face of such numbers?

But on the other side, there was no lack of confidence. Many Iranians said they thought Mr. Ahmadinejad had won the nationally televised debates, despite the criticism he received for his aggressive style. He had spent much of the previous four years traveling around Iran, visiting big cities and small towns in a way that no previous president had done. He produced two campaign videos, shown on national television, that brilliantly highlighted his common touch and simple lifestyle. In one, he is tied up in traffic with aides when the driver asks whether he should take the breakdown lane. "No," the president replies, "that's for the fancy people."

The other candidates produced their own videos, but even opposition partisans conceded that they were much less effective.

A few days before the election, Hossein Shariatmadari, the general director of the hard-line government newspaper Kayhan and a close confidant of Iran's supreme leader, offered his own serenely confident prediction. Mr. Ahmadinejad would win easily.

"President Ahmadinejad is well embraced by all the people," said Mr. Shariatmadari, a courtly man who has links to the intelligence services and is widely feared in Iran. "He has special characteristics that people want in an ideal president."

In retrospect, many Iranians now read such predictions as a wink from the clerical elite. They did not just want Mr. Ahmadinejad to win, it is said. They wanted him to win big, so as to persuade the reformers that they were a minority, and to erase the stain of Mr. Khatami's reformist landslides.

Instead, the election and the dispute that followed had an entirely different and unexpected result: Both sides now view themselves as the true Iranian majority.

It is not yet clear how any future vote count might persuade either side otherwise.

West tells Tehran it must allow protests

LONDON

Governments deny charges of interfering in country's affairs

FROM NEWS REPORTS

Iran must allow peaceful protests against its disputed presidential election and ensure a fair result, Western governments said Sunday, rejecting charges that they were interfering in Iranian affairs.

Foreign countries have played no part in supporting the violent street protests that erupted in Iran after its June 12 election, Foreign Secretary David Miliband of Britain said Sunday.

"I reject categorically the idea that the protesters in Iran are manipulated or motivated by foreign countries," Mr. Miliband said. "The U.K. is categorical that it is for the Iranian people to choose their government and for the Iranian authorities to ensure the fairness of the result and the protection of their own people."

Clashes between the police and protesters, in which Iranian state TV says several people died, were to be "deplored," he said. "This can only damage Iran's standing in the eyes of the world."

He dismissed comments from President Mahmoud Ahmadinejad of Iran calling on the United States and Britain to stop interfering in the Islamic republic's internal affairs.

Chancellor Angela Merkel of Germany called on Iranian authorities to recount votes, refrain from using violence against demonstrators, free detained opposition members and allow free media reporting of the protests.

"Germany is on the side of the Iranian people, who want to exercise their rights of freedom of expression and free assembly," she said in a statement.

Mrs. Merkel said human rights "must be fully respected."

As for the election, "I think the doubts could very well be eliminated by simply repeating the counting, making it transparent, if necessary with international observers, and then confidence could grow again," she said later Sunday in brief remarks to reporters.

A full recount would be "the best and easiest way to achieve clarity here," she said. Mrs. Merkel was the first leader of a major Western power to publicly demand a recount.

Mass protests erupted in Tehran after official figures showed that Mr. Ahmadinejad, the hard-line incumbent, had won the election by a landslide. His main opponent, the reformer Mir Hus-



Supporters of the Iranian opposition demonstrating in Berlin on Sunday. Chancellor Angela Merkel called on Iran to recount votes.

sein Moussavi, said the vote was rigged. The government denies the charge.

Mr. Ahmadinejad was quoted as

"I reject categorically the idea that the protesters in Iran are manipulated or motivated by foreign countries."

telling clerics on Sunday: "Definitely by hasty remarks you will not be placed in the circle of friendship with the Iranian nation. Therefore I advise you to correct your interfering stances." The ISNA news agency said the remarks were directed at President Barack Obama and Prime Minister Gordon Brown of Britain.

Mr. Obama, who has been trying to mend ties with Iran since taking office in January, has urged Tehran to "stop all violent and unjust actions against its own people."

The Italian foreign minister, Franco Frattini, said: "We ask the Iranian government to urgently adopt conditions to create a peaceful solution to the internal crisis. The right to safeguard human lives comes before everything else."

But Mr. Frattini confirmed an invitation to Iran to attend a meeting of the Group of 8 industrial nations in Italy next week to discuss stability in Afghanistan.

In Paris, several hundred people, many of them students and personalities, including former Culture Minister Jack Lang and the rector of the Great Mosque of Paris, Dalil Boubakeur, took part in a demonstration.

"The people voted for someone; they voted for Moussavi. They're asking for democracy," said an Iranian student at the University of Paris, who identified himself only as Omid. "This wasn't an election. It was a selection."

The French foreign minister, Bernard Kouchner, urged the international community to pursue dialogue with Iran's leaders. Mr. Kouchner was quoted by

the weekly *Journal du Dimanche* as saying that although Iran's protesters are calling for international support, "this doesn't mean we will settle the problem in place of the Iranians."

President Nicolas Sarkozy of France has been among the most vocal international critics of the Iranian leadership's handling of the weeklong protests, calling it "brutal" and "totally disproportionate."

In The Hague, about 100 people gathered in front of the International Court of Justice to show support for protesters in Iran, Dutch media reported. On Saturday, hundreds of people attended a vigil in Amsterdam for victims of the violence.

The president of the European Central Bank, Jean-Claude Trichet, said tensions in Iran had added to risks facing the world economy.

"You can talk about Iran as part of a wider analysis that would be associated with risks for the oil markets," he told Europe 1 radio, "not just because of Iran but because of the whole region."

(REUTERS, AP)

In worst attack this year, bomber kills 72 in Iraq

BAGHDAD

BY STEVEN LEE MYERS

A suicide truck bomb exploded in a volatile region of northern Iraq over the weekend, killing at least 72 people and wounding nearly 200, even as Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki pledged that such attacks would not stop or slow the withdrawal of U.S. troops.

Officials and witnesses said the bombing Saturday, the worst single attack this year in Iraq, occurred shortly after noon prayers in a residential neighborhood near a mosque in Taza, south of Kirkuk, capital of an oil-rich region that lies on the tense ethnic fault line between Arabs and Kurds.

The force of the blast gouged a crater in the ground and badly damaged dozens of homes, burying victims in the rubble, the officials and witnesses said. The area is populated largely by the Turkmen — the third-largest ethnic group in Iraq after Arabs and Kurds — who have their own territorial claims in the region.

The bombing took place hours after Mr. Maliki spoke at a daylong conference of Turkmen leaders at the Babel Hotel in Baghdad to discuss territorial disputes in Kirkuk and other issues before national elections scheduled for January.

Mr. Maliki called for unity among Iraq's ethnic groups and warned that "those who move in the dark" wanted "to affect the upcoming elections on the behalf of malicious motives and destructive goals." As he has in recent weeks, he also championed a June 30 deadline for the withdrawal of most U.S. combat forces from Iraq's cities — though he referred only broadly to "foreign forces" Saturday, as he has been wont to do lately — and called the date both a day of "national unity" and "national challenge."

He vowed that the latest attacks would not force Iraq to reconsider the deadline for American withdrawals, negotiated under the security agreement that took effect this year and affirmed by President Barack Obama when he visited Iraq in April, even if attacks continued.

He urged Iraqis not to "be upset if a violation happens here or there," and pledged that the government would maintain security. "We will not retreat," he said.

Although violence has declined significantly since the worst of Iraq's sectarian conflict in 2006 and 2007, attacks continue almost daily against Iraqi and American forces, while an intermittent pattern of major attacks continues to wreak havoc, often aimed at civilians in markets, mosques and other public places.

On June 10, a car bomb killed at least

28 people at a market in Al Batha, near Nasiriya in largely Shiite southern Iraq. On May 20, a car bomb struck a popular takeout restaurant in a Shiite neighborhood in western Baghdad.

Many of the attacks appear intended to stoke sectarian tensions, and all have raised concerns — and increasingly anger — that Iraq's security forces are not prepared to step up as American support diminishes.

Jenkiz Burhan, a taxi driver in Taza, said his wife, his mother and his father had all been killed in the bombing Saturday. "I blame the Iraqi government and the multinational forces," he said.

Mustafa Abdullah Zain al-Abedeem, a farmer, said he had returned home for lunch near the site of the bombing when the windows shattered and part of the ceiling collapsed.

"Then I got out of the house to find my neighbors' house had been damaged," he said in a hospital in Kirkuk, where many of the wounded were taken. "Smoke, fire and dust were everywhere. It was the first time in my life I saw such a scene."

A police official, who spoke on the condition of anonymity, estimated that the truck had carried two tons of explosives, accounting for the extent of the damage. All of the victims appeared to be civilians.

"Our neighborhood is full of blood and bodies," said Fatma Abdul Hussein, a resident. "Why? We do not want anything except to live in a secure and stable town."

Wave of Iraq bombings kills at least 21

BAGHDAD

Violence intensifies ahead of a partial U.S. pullback next week

THE ASSOCIATED PRESS

Bombings killed at least 21 people in and around Baghdad on Monday, including high school students on their way to final exams, as violence intensified before a planned withdrawal next week of U.S. troops from urban areas.

The bombings, nearly all in Shiite areas of the capital, came just two days after the deadliest attack so far this year: a truck bombing that killed at least 75 people in northern Iraq.

Overall violence has declined drastically over the past two years, but the recent attacks have raised concerns about the Shiite-dominated government's

ability to provide security around the country without the immediate help of the U.S. troops remaining in Iraq.

Starting June 30, most of the 133,000 American troops left here will be housed in large bases outside the capital and other cities — unable to react unless called for help. The withdrawal is part of an agreement under which all U.S. troops are to leave Iraq by the end of 2011.

The anti-American Shiite cleric Moktada al-Sadr called on the Shiite-led government to take whatever steps necessary to protect Iraqis from attacks. But he blamed the violence on the continued presence of U.S. troops in the country and demanded a faster withdrawal.

"The Iraqi people are heading toward a new phase that might lift them out from their suffering," Mr. Sadr said in a statement. He also called on his followers to remain peaceful.

Last August, he ordered militiamen loyal to his Mahdi Army to lay down their arms and take up social work. The



A minibus driver, left, being consoled after a roadside bombing in Baghdad on Monday. The bus was carrying high school students to their final exams when it was hit by the blast.

edict came just after U.S. troops working with Iraqi soldiers routed the militia in its stronghold in Baghdad's Sadr City.

In that Shiite bastion, a roadside bomb exploded next to a bus carrying high school students to their final exams on Monday, killing at least 3 people and wounding 13, including 3 of the students, police said.

The U.S. military said only one civilian was killed and eight wounded. Conflicting casualty tolls are common in the aftermath of bombings in Iraq as victims are often taken to multiple hospitals.

At least five people also were killed and 20 were wounded by a bomb planted near a car in the Karradah district of the Iraqi capital, on the east side of the Tigris

River. The U.S. military put the casualty toll at two killed and six wounded.

Another roadside bomb targeted a police patrol in a commercial area of eastern Baghdad's Ur district, killing three and wounding 25, according to police, although the U.S. military said just two were killed.

In the fourth attack, a suicide car bomber targeted the mayor's offices in Abu Ghraib, a predominantly Sunni district west of Baghdad. The explosion occurred when the car struck a civilian vehicle before reaching the government building, damaging a nearby U.S. vehicle that was providing security for a meeting, said Maj. David Shoupe, a spokesman for U.S. forces in Baghdad.

He said 4 civilians were killed and 10 people were wounded, including 3 U.S. soldiers, while a local police officer said 7 civilians were killed and 13 wounded. North of the capital, a roadside bomb struck an Iraqi Army patrol, killing three Iraqi soldiers near Khanaqin, close to the Iranian border, according to the security headquarters in Diyala Province.

Gunmen also killed at least seven people in separate attacks in the northern city of Mosul, according to separate police reports.

Herald INTERNATIONAL Tribune JUNE 22, 2009

Bullets and barrels



Thomas L. Friedman

The popular uprising unfolding in Iran right now really is remarkable. It is the rarest of rare things — more rare than snow in Saudi Arabia, more unlikely than finding a ham sandwich at the Wailing Wall, more unusual than water-skiing in the Sahara. It is a popular uprising in a Middle Eastern oil state.

Why is this so unusual? Because in most Middle East states, power grows out of the barrel of a gun and out of a barrel of oil — and that combination is very hard to overthrow.

Oil is a key reason that democracy has had such a hard time emerging in the Middle East, except in one of the few states with no oil: Lebanon. Because once kings and dictators seize power, they can entrench themselves, not only by imprisoning their foes and killing their enemies, but by buying off their people and using oil wealth to build huge internal security apparatuses.

There is only one precedent for an oil-funded autocrat in the Middle East being toppled by a people's revolution, not by a military coup, and that was in ... Iran.

Recall that in 1979, when the Iranian people rose up against the shah of Iran in an Islamic Revolution spearheaded by Ayatollah Khomeini, the shah controlled the army, the Savak secret police and a vast network of oil-funded patronage. But at some point, enough people taking to the streets and defying his authority, and taking bullets as well,

broke the shah's spell. All the shah's horses and all the shah's men, couldn't put his regime back together again.

The Islamic Revolution has learned from the shah. It has used its oil wealth — Iran is the world's fifth-largest oil producer, exporting about 2.1 million barrels a day at around \$70 a barrel — to buy off huge swaths of the population with cheap housing, government jobs and subsidized food and gasoline. It's also used its crude to erect a vast military force — namely the Revolutionary Guard and the Basij militia — to keep itself in power.

Therefore, the big question in Iran today is: Can the green revolution led by Mir Hussein Moussavi, and backed by masses of street protesters, do to the Islamic regime what Ayatollah Khomeini and the Iranian people did to the shah's regime — break its spell so all its barrels and bullets become meaningless?

Iran's ruling mullahs were always ruthless. But they disguised it a bit with faux elections. I say faux elections because while the regime may have counted the votes accurately, it tightly controlled who could run. The choices were dark black and light black.

What happened this time is that the anger at the regime had reached such a level — because of near-20 percent unemployment and a rising youth population tired of seeing their life's options limited by theocrats — that given a choice between a dark black regime candidate and a light black regime candidate, millions of Iranians turned out for light black: Mr. Moussavi. The Iranian people turned the regime man into their own candidate, and he seems to have been transformed by them. That is why the regime panicked and stole the election.

The playwright Tom Stoppard once observed that democracy is not the voting, "it's the counting." Iran's mullahs were always ready to allow voting, as

long as the counting didn't matter, because a regime man was always going to win. But what happened this time was that in the little crack of space that the regime had to allow for even a faux election, some kind of counter-revolution was born.

Yes, its leader, Mr. Moussavi, surely is less liberal than most of his followers. But just his lighter shade of black attracted and unleashed so much pent-up frustration and hope for change among many Iranians that he became an independent candidate and, thus, his votes simply could not be counted — because they were not just a vote for him, but were a referendum against the entire regime.

But now, having voted with their ballots, Iranians who want a change will have to vote again with their bodies. A regime like Iran's can only be brought down or changed if enough Iranians vote as they did in 1979 — in the street. That is what the regime fears most, because then it either has to shoot its own people or cede power. That is why it was no accident that the "supreme leader," Ayatollah Khamenei, warned protesters in his Friday speech that "street challenge is not acceptable." That's a man who knows how he got his job.

And so the gauntlet is now thrown down. If the reformers want change, they are going to have to form a leadership, lay out their vision for Iran and keep voting in the streets — over and over and over. Only if they keep showing up with their bodies, and by so doing saying to their regime "we cannot be bought and we will not be cowed," will their ballots be made to count.

I am rooting for them and fearing for them. Any real moderation of Iran's leadership would have a hugely positive effect on the Middle East. But we and the reformers must have no illusions about the bullets and barrels they are up against.

Iran's children of tomorrow



Roger Cohen

GLOBALIST

TEHRAN They are known mockingly as the “Joojeh Basiji” — the “chicken Basiji.” These are the militia scarcely old enough to manage more than a feeble beard. Teenagers, brainwashed from early childhood, they have been ferried into the capital in large numbers, given a club and a shield and a helmet and told to go to work.

I saw them throughout downtown Tehran on Sunday, seated in the back of grey pick-ups. I saw them, sporting sleeveless camouflage vests, in clusters on corners, leaning on trees, even lolling shoeless on the grass in the central island of Revolution Square.

They were far from alone in a city in military lockdown. Elite riot police with thigh-length black leg guards, helmeted Revolutionary Guards in green uniforms and rifle-touting snipers composed a panoply of menace. The message to protesters was clear: Gather at your peril.

That threat had already been rammed home Saturday evening, when a student named Neda Agha Soltan was killed by a single shot. Her last moments were captured on video that has gone global. Martyrdom is a powerful force in the world of Shia Islam. Mourning on the 3rd and 7th and 40th days after a death form a galvanizing cycle.

Neda is already another name for the anger smoldering here, whose expression, in my experience, has been bravest, deepest and most vivid among women. She could become Iran's Marianne.

Tehran, cradled in its mountainous amphitheater, is holding its breath. Sunday was quiet and Monday dawned quiet but between them the defiant cries of “Death to the dictator” and “Allah-u-Akbar” reverberated between high-rises once again.

In this pregnant lull, I keep hearing three questions: Will Mir Hussein Moussavi lead? How powerful are the internal divisions of the revolutionary establishment? And what is the ultimate goal of the uprising? On the answer to them will hinge the outcome of this latest fervid expression of Iran's centennial quest for pluralistic freedom.

After the shootings Saturday that

took several lives, Moussavi seemed absent. The bespectacled revolutionary leader thrust now into defiance was silent. People risking their lives craved guidance. Disappointed in 1999 and 2003 by the legalistic kowtowing of the reformist former president, Mohammad Khatami, they feared resignation redux.

Then, early Monday, Moussavi spoke. “Protesting to lies and fraud is your right,” he said, referring to the preposterous manipulation of the June 12 election and laying down the gauntlet again to the once sacrosanct pronouncements of Ayatollah Ali Khamenei, the supreme leader invested by the Islamic Revolution with an authority close to the Prophet's. Last Friday, Khamenei said: “I want everyone to end this sort of action.”

Khamenei also said, “Trust in the Islamic Republic became evident in these elections.”

Moussavi's restraint challenges Khamenei's radicalization.

In fact I believe the loss of trust by millions of Iranians who'd been prepared to tolerate a system they disliked, provided they had a small margin of freedom, constitutes the core political earthquake in Iran. Moderates who once worked the angles are now muttering about making Molotov cocktails and screaming their lungs out after dusk.

Moussavi is trying to calm their rage and coax the multiple security forces to his side. Restraint was the core appeal of his Monday statement. He urged his followers to avoid violence and adopt parental forbearance before the “misbehavior” of security forces — an appropriate reference given all the teenage thugs out there.

I think Moussavi is right to avoid extreme positions even as Khamenei has deliberately radicalized the conflict. He's right because his moderation fans internal divisions that seem rampant. Any counterrevolutionary stance, at least at this point, would have the opposite effect.

Which brings me to the fight within. On Sunday, I saw Mehdi Hashemi Rafsanjani, the son of the establishment's embittered éminence grise, Ali Akbar Hashemi Rafsanjani. He told me his father, who despises President Mahmoud Adhmadinejad, is fighting a furious rearguard action to have the election annulled by the Guardian Council, the 12-member oversight body that will pronounce this week on the election's legality.

The ruling had seemed a formality, given Khamenei's summary dismissal of a recount and the loyalist composition of the body, but the Council is now

talking about irregularities in 50 cities and discrepancies that could affect 3 million votes. Out of a total of 40 million votes, that's a significant number.

There are rumblings from the influential parliamentary speaker, Ali Larijani, who is close to Khamenei but not Ahmadinejad. With Rafsanjani, Khatami and the defeated conservative former Revolutionary Guard leader, Mohsen Rezai, the dissenting front has breadth. Rezai, who officially won 680,000 votes, says more than 900,000 voters have written to him with their ID numbers saying they cast their ballot for him.

The third question — the strategic goal of the uprising — is increasingly fraught. Khamenei said, “The dispute is not between the revolution and the counterrevolution,” and that all four electoral candidates “belong to the system.” He was right, if his words had been spoken the day after the vote.

Ten days on, however, the brutal use of force and his own polarizing speech have drawn many more Iranians toward an absolutist stance. Having wanted their votes counted, they now want wholesale change. If Moussavi wants to prevail, he must keep his followers tactically focused on securing a new election. That's essential because it's the one position the opposition within the clerical establishment will go along with.

Whatever happens now, all is changed utterly in Iran. Opacity, a force of the Islamic Republic, has yielded to a riveting transparency in which one side confronts another. The online youth of Iran will not be reconciled to a regime that touts global “ethics” and “justice” while trampling on them at home.

I received this from an anonymous Iranian student: “I will participate in the demonstrations tomorrow. Maybe they will turn violent. Maybe I will be one of the people who is going to be killed. I'm listening to all my favorite music. I even want to dance to a few songs. I always wanted to have very narrow eyebrows. Yes, maybe I will go to the salon before I go tomorrow!”

And she concludes: “I wrote these random sentences for the next generation so that they know we were not just emotional under peer pressure. So they know that we did everything we could to create a better future for them. So they know that our ancestors surrendered to Arabs and Mogols but did not surrender to despotism. This note is dedicated to tomorrow's children.”

I bow my head to the youth of Iran, the youth that is open-eyed, bold and far stronger and more numerous than the near-beardless vigilantes.

COMMENT Readers are invited to comment at global.nytimes.com/opinion

A CHANCE FOR TURKISH-KURDISH PEACE

Obama could score a key foreign policy success in the Muslim world.

By HENRI BARKEY
Wall Street Journal Europe.

President Obama's trip to the Middle East has created goodwill for him and the United States in the Islamic world. Much of what he promised in his historic speech in Cairo will take a long time to fulfill. But there is one place where his influence could be used for immediate and important results: resolving the Kurdish question in Turkey and northern Iraq.

The current insurgency in Turkey is one in a long series of battles Turkish Kurds have waged against Ankara. At times violent and at times political, this struggle has always been about preserving a cultural, if not national, Kurdish identity in the face of a determined effort at eradicating it. In its current manifestation, the Kurdistan Workers' Party (PKK), has based half of its forces in the Iraqi Kurdish controlled northern Iraq, causing significant rifts between the U.S. and Turkey.

The Turks have become embroiled in Iraq by launching counter-attacks against the PKK. Ankara initially even resisted the creation of the Iraqi Kurdish Regional Government (KRG), which they saw as another step toward Kurdish independence and irredentist demands on Turkish territory. But after 25 years of fighting, 30,000 mostly Kurdish deaths, and the capture of PKK leader Abdullah Ocalan in 1999 with U.S. help, the Turkish government and military establishment realize that they have little to show for the counterinsurgency campaign and see no clear end to the bloodletting. The PKK attracts as many recruits today as it did 20 years ago.

Any effort to remove the PKK from its inaccessible strongholds in northern Iraq and ending the enmity of Turks and Kurds would bring about a modicum of stability to that area of Iraq. The more stable and secure northern Iraq is, the easier it is for the U.S. to withdraw.

Now there are signs of a possible resolution. For the first time in its

80-plus years of existence, the Turkish state is addressing the fate of its sizable Kurdish minority. Turkish President Abdullah Gul recently declared the Kurdish question to be the "country's most pressing problem" and said Turkey has "a historical opportunity to resolve it through discussions." Mr. Gul's comments have followed a renewed debate in the Turkish press, academia and politics on how to end the 20-year PKK-led Kurdish insurgency. Turkish diplomats, in a reversal, have extended a hand to Iraqi Kurds by directly engaging the KRG leadership of Masoud Barzani, someone who was often reviled in Turkish media and government. Turkish Kurds were quick to reciprocate by showing a new willingness to pressure the PKK and moderate their opposition to Turkish cross-border raids.

Turkish Kurds and the PKK too are signaling that they are ready for a compromise. The current PKK leader, for instance, in a long set of interviews with a renowned Turkish journalist said that the PKK was ready to abandon the armed struggle in exchange for a process that begins with a cessation of hostilities and discussions between Ankara and Turkish Kurdish political representatives. However, the situation is so complex that Turks and Kurds will need outside help to complete a deal. There are too many extremists on both sides who would love to scuttle this new opening. A U.S. role could be decisive.

Washington is in a strong position to help because of its positive relationships with both Turkey and the Kurds. The U.S. has demonstrated its bona fides with Ankara by extending much-needed logistical support to Turkish counterinsurgency operations, and consistently backing Turkey in international forums on the PKK issue. At the same time, the U.S. is held in high regard by Kurds everywhere for its role in their liberation from Saddam Hussein's rule in Iraq.

Thus, the U.S. can help demobilize the PKK by acting as a trusted go-between. The PKK is unlikely to give up its arms to the Turkish mili-

tary, but it might to American forces which, in turn, could offer iron-clad verification that both the Turkish government and public would trust. U.S. diplomats can ensure that a few PKK leaders find refuge far from the region, and reassure Ankara that the pro-American KRG will prevent anti-Turkish insurgents who stay in Iraq from engaging in any future mischief. This way many PKK insurgents can also return home to their families and Turks can begin to discuss domestic political reforms to expand the Kurds' cultural rights without the specter of violence hanging over. Finally, the U.S. can propose the establishment of a Qualified Industrial Zone (like that of Israel and its neighbors) that would include Kurdish-inhabited southeastern Turkey and northern Iraq, to promote economic activity and strengthen the ties between Turkey and the KRG. Landlocked KRG relies on Turkey for its economic linkages with the rest of the world and oil from Kurdish-controlled fields has recently begun flowing into Turkey.

For decades, the Kurdish quagmire has impeded Turkish democratization, and weakened Ankara's relations with the U.S. and EU. Mr. Obama probably never thought much about this issue during the campaign, or even as he was crafting his Cairo speech. But it's an issue where he can score a relatively quick -- and important -- foreign policy success in the Muslim world.

Mr. Barkey is a nonresident senior associate at the Carnegie Endowment for International Peace, and professor of international relations at Lehigh University.



Kurdistan Regional Government

Minister Ashti Hawrami: Proposed Federal Oil Ministry service contracts not in the best interests of Iraq

KRG.org - 22 June 2009

Open Letter from Dr Ashti Hawrami, Minister of Natural Resources, Kurdistan Regional Government, to:

**The Federal Council of Ministers,
The Federal Council of Representatives,
The Oil and Gas Committee of the Federal Parliament.**

22 June 2009

Proposed Federal Ministry of Oil service contracts not in the best interests of Iraq

Yesterday the Kurdistan Regional Government (KRG) received, from sources in Baghdad, a baseline economic analysis for each of the oil fields in respect of which the Federal Ministry of Oil (MoO) promises to announce its awards of contracts on 29 June. The baseline economic analysis was apparently prepared for the MoO and is based on contract models published by the MoO in November, 2008. We believe the federal government should not proceed with the service contract awards, for the following reasons:

The model demonstrates that the contracts are likely to be too expensive, that they will not maximise value for Iraq, and that they will provide incentives for the contractors to "gold plate" or maximise costs, instead of being efficient in maximising production. The contracts must be reconsidered. The federal government will be paying more than it should for incremental production, whether measured against international standards or even against the "exploration" contracts of the KRG.

On an equivalent basis, international oil companies (IOCs) under the proposed MoO contracts will receive, on average, twice the amount than the IOCs under the KRG contracts. This comparison is all the more striking when bearing in mind that the KRG blocks are both much smaller and were in respect of undiscovered reserves.

In his January 2009 report to the Oil and Gas Committee of the Council of Representatives, independent petroleum economist Pedro van Meurs concluded that the service contracts were "corruption inducing", because the terms of the contracts are not fixed. The KRG agrees with the van Meurs analysis. Any contract entered into by the federal government should, like the KRG contracts, have clear, fixed terms that continue for the life of the contract. Any federal government contracts should also, like the KRG contracts, allow for no parallel negotiations on the same contract area.

These problems with the service contracts are in addition to the fact that there is no constitutional or other legal basis for



the contracts. The federal government should not proceed with the service contract awards. The contracts are being rushed, perhaps to meet short-term political objectives and to obscure past mistakes and failures.

A full explanation of our view of the service contracts is given below.

Revealing projections

The analysis provides a number of revealing projections for each of the fields.

The first is that the expected capital expenditure of international oil companies (IOCs) for each field related to incremental production is in the billions of dollars – on average \$5 billion dollars per field over the first five years. However, according to the analysis the IOCs' net cash-flows become positive for each field after only the first three years of the contract. In other words, the proposed contract provides for very rapid capital recovery, and less initial cash-flow to the government of Iraq – Iraq is therefore funding its own projects..

The second is that the net present value (NPV) at a 10% discount rate that the IOCs will receive under the service contracts at the first glance appears very low in relation to the NPV retained by Iraq – only around 4% of the total NPV of each field will inure to the IOCs. However, this low figure of 4% is deceptive and the real figure must be explained and understood. It is deceptive because the NPV₁₀ calculations are made by combining the base line current production of each field with the incremental production that the IOCs are supposed to achieve for that field. However the IOCs in fact will need to spend very little money to maintain the base line current production, apart from the general operating costs. If the NPV calculations are more accurately made by using only the incremental production revenues and the related capital costs and operating costs, then the NPV that the IOCs actually receive will be over 10% of the total NPV of each field.

The third, and most revealing projection, is that the amount paid to the IOCs for each barrel of incremental oil will, on average, be \$5.70, based on cumulative cash flows going to the IOCs, in addition to the operating costs relating to the baseline production. This works out to be approximately \$2.20 per bar-

rel on a NPV basis when the cash flows are discounted in accordance with the model's discount rate of 10%. This payment to the IOCs is based on the capital and operating costs that relate to the incremental production, and is based on the model's assumption that the incremental production fee is bid at \$6.00 per barrel, and assumes an oil price of \$60 per barrel.

Implications: contracts are too expensive, interests misaligned

The model demonstrates that the contracts are likely to be too expensive, that they will not maximise value for Iraq, and that they will provide incentives for the contractors to "gold plate" or maximise costs, instead of being efficient in maximising production. The contracts must be reconsidered. The federal government will be paying more than it should for incremental production, whether measured against international standards or even against the "exploration" contracts of the KRG.

There are several reasons why these contracts are failures. The underlying planning for the contracts was poor. Some of the planners apparently still subscribe to pre-2003 regime practices. The planners also seem to lack relevant experience and their sole motivations appear to be simply to maintain their own roles. Because of the contractual structure, and the complexity of administration, the interests of the IOCs and the federal government are misaligned. The IOCs therefore have no option to increase their revenues through greater efficiency and can only achieve their returns through higher incremental production fees and increased costs, instead of through efficiencies.

The contracts are therefore not in the best interest of Iraq – even with the important budget needs. These will be long-term contracts and need to be properly offered, reviewed, and approved in accordance with the Constitution and an oil and gas law that is in accord with the Constitution.

KRG achieves much lower costs for exploration

In the Kurdistan Region, by contrast, IOCs will, on average, receive a "gross undiscounted profit" figure of just \$1.58 (at NPV of 10%) for each barrel of oil discovered and produced from any large field discoveries – almost 40% less than \$2.20 in the case of MoO proposed contracts.

By assuming a modest exploration risk involved in exploration and setting the chance of success of finding oil to as high as 70%, the discounted for risk profit figure under the KRG contracts reduces to only \$1.10 per barrel of oil discovered and produced. The KRG figures have been independently assessed in a private equity fund report, issued for investors by Tristone Capital (an 80 page country report on Global Energy Research on Kurdistan dated June 1 2009).

On an equivalent basis, therefore, IOCs under the proposed MoO contracts will receive, on average, twice the amount than the IOCs under the KRG contracts. This comparison is all the more striking when bearing in mind that the KRG blocks are both much smaller and were in respect of undiscovered reserves.

"Corruption inducing"

In his January 2009 report to the Oil and Gas Committee of the Council of Representatives, independent petroleum eco-

nomist Pedro van Meurs concluded that the service contracts were "corruption inducing", because the terms of the contracts are not fixed. At page 5 of his report, Mr. van Meurs states:

"Very troublesome is the fact that Article 2 of the Contract permits the parties to change the service fees after the Contract has been approved by Council of Ministers.

Also, the contract provides for the fact that the service fees only apply to the main reservoirs. These are the reservoirs that would result in the Enhanced Production Target.

However, the Contractor can propose to develop in addition to the main reservoirs also "discovered and undeveloped reservoirs". This would presumably result in a higher level of production. In order to achieve the development of these additional reservoirs, the parties can negotiate a revision of the service fees. Also, additionally, unexplored reservoirs below a certain depth can be explored based on a separate additional further agreement.

It appears therefore, that significant "add-ons" are possible to the Contract after the Contract has been approved and signed. It seems that such "add-ons" would be beyond the scope of the scrutiny of the Council of Ministers; and thus cannot be subject to competition because the Contractor will have been selected and the Contract signed.

This could open the door widely for a rigged bid process. It would enable a bidder to make a winning bid with unrealistically low service fees based on a tacit agreement with certain government or state company officials to increase the service fees later. This feature of the contract is therefore 'strongly corruption inducing'."

The KRG agrees with the van Meurs analysis. Any contract entered into by the federal government should, like the KRG contracts, have clear, fixed terms that continue for the life of the contract. Any federal government contracts should also, like the KRG contracts, allow for no parallel negotiations on the same contract area.

New contracts needed

These problems with the service contracts are in addition to the fact that there is no constitutional or other legal basis for the contracts.

The federal government should not proceed with the service contract awards. These contracts are being rushed, perhaps to meet short-term political objectives and to obscure past mistakes and failures. The federal government should instead move forward with a proper constitutionally based oil and gas law and revenue sharing law and draw up new contracts based on the best international advice and practices. Those contracts should not overpay the IOCs, must instead properly align the interests of the IOC and the government, and eliminate incentives to possible corruption.

In Nineveh, tensions between Iraqi Kurds and Arabs simmer

Kurds are refusing to accept the authority of the new provincial governor, the head of an Arab nationalist party that opposes Kurdish aspirations to join part of Nineveh with Iraqi Kurdistan.

By Liz Sly

the Los Angeles Times

Reporting from Bashiqa, Iraq

ON a quiet stretch of road flanked by the rolling hills of northern Nineveh province stands a checkpoint many fear could become the next frontline in a new conflict over age-old issues of land and power dividing Arabs and Kurds.

To the west lies the provincial capital, Mosul: insurgent-infested and, since April, governed by a hard-line Arab nationalist group that is seeking to affirm Nineveh's Arab identity.

To the east lies a string of mostly Kurdish, mostly calm towns and villages that nominally are part of Nineveh but that have been controlled by Kurdish-speaking peshmerga forces since the U.S.-led invasion of Iraq in 2003.

Fresh tension in the area comes from the Kurds' refusal to accept the authority of the region's new Arab governor, Atheel Najafi, unless they gain positions in Mosul's city council, currently controlled by Najafi's Hadba coalition.

When Najafi tried to visit Bashiqa last month, protesters armed with eggs and tomatoes thronged the road to block his path, and peshmerga guards at the checkpoint telephoned Iraqi security forces in Mosul to warn the governor to stay away.

Najafi says he will not negotiate unless the Kurdish militia withdraws from Nineveh territory and allows the Iraqi army to take control. He also vowed to return Arabs to the area, which Kurds reclaimed after the fall of Saddam Hussein's Arab nationalist regime.

The dispute mixes constitutional issues with ancient feuds over ethnicity, land and resources. As U.S. forces prepare to scale back in Iraq, the potential for trouble is real, said Joost Hiltermann of the Brussels-based International Crisis Group.

"It's very serious," he said. "Both sides have dug in and the only thing preventing open conflict is the Americans, who have been trying to mediate and prevent both sides using military force."



Maj. Issa Herki, an Iraqi Kurd, near a peshmerga guard post outside Mosul.

The U.S. military takes no position on the Kurdish-Arab dispute but is eager to persuade the two sides to talk through their problems while American forces are still around, said Brig. Gen. Robert Brown, the U.S. commander in Nineveh.

Brown sees a wild card in the militant group Al Qaeda in Iraq, which maintains a stubbornly resilient presence in Mosul.

"Al Qaeda is always trying to spark tensions, and as they did with Sunnis and Shiites, they're doing it with Arabs and Kurds," he said.

Kurds had dominated Nineveh's provincial council before the elections in January, because Sunnis had boycotted the January 2005 vote. But now Kurds worry about their future as a minority group in Iraq.

Hassan Narmo, mayor of Shaikhan, one of the 15 Nineveh towns and districts refusing to acknowledge the authority of the Hadba administration, described the Arab party as "a very hard-line group."

"We think they're practicing the same policies as the former regime," Narmo said. "They want to monopolize power and that took Iraq to the abyss before."

The Kurdish objection to Arab authority touches on issues other than the composition of a provincial council. At stake is the identity of Iraq's young democracy, and whether it will continue to be built on the principle of consensus that defined the formation of the first post-invasion governments, or whether it will evolve into a majority-rule form of governance.

The Kurds say Najafi's refusal to

give them positions on the council violates the spirit of consensus in which the constitution was written.

Prime Minister Nouri Maliki has espoused positions similar to Najafi's, emphasizing his desire to extend army control across all Iraqi territory and also expressing a preference for majority rule. But he can't afford to alienate the Kurds, allies in his coalition government in Baghdad.

"We are worried he is playing a double-faced game, and this is very dangerous in Iraq," said Sadi Pire, a senior official with one of the main Kurdish factions in Iraqi Kurdistan, reflecting widely held Kurdish suspicions about Maliki's position.

Further complicating the issue are Kurdish aspirations to have the region join the semiautonomous region of Iraqi Kurdistan. With national elections scheduled for January, it's unlikely politicians will reach a compromise in the coming months, Hiltermann said, and the dispute could fester into next year and remain unresolved by August 2010, when the U.S. military is scheduled to withdraw its combat troops.

Some Kurds feel irked by the U.S. neutrality, which they regard as a betrayal after Kurdish support during the initial stages of the U.S.-led invasion. They fear that once U.S. forces withdraw, Kurds will find themselves without allies in a region traditionally hostile to their national aspirations.

"The U.S. withdrawal will definitely make things worse," said Narmo, the Shaikhan mayor, "because nothing in Iraq is solved."

★★★

AP Associated Press

Iraqi Kurds Seek Change In Parliamentary Campaign

SULAIMANIYAH, Iraq, Jun. 23, 2009

By YAHYA BARZANJI, Associated Press

KURDISH CANDIDATES have begun campaigning for the first elections in four years in their semiautonomous territory in northern Iraq - and the kickoff heralds an unusually bitter campaign.

The July 25 vote for a new 111-seat Kurdish National Assembly is expected to cast a spotlight on allegations of corruption and financial improprieties among the entrenched political parties who have held sway in this northern region for decades.

The balloting comes amid increased infighting among the ethnic minority, which has been a staunch U.S. ally, as the political landscape shifts in Iraq ahead of the expected withdrawal of U.S. forces by the end of 2011.

A month of campaigning kicked off in the Kurdish region on Monday, with banners and posters plastered on buses, taxis, walls and even trees, reflecting a new sense of enthusiasm about an election that previously has been dominated by two mainstream parties now facing demands for change.

Khabat Nawzad, a 25-year-old resident of Halabja, which was devastated by a chemical weapons attack under Saddam Hussein's regime, said voters were more energized than they had been in 2005.

"I have a feeling that this election will be different from the previous one ... people are expecting a surprise in the results," he said. "People in Halabja usually criticize the Kurdish government for its lies toward the people here so I think the opposition will gain votes here."

Noshewan Mustafa has emerged as a popular reformist candidate with an independent group calling itself simply Change.

Tired of the Kurdish two-party dominance and unable to push through reforms within the PUK, Mustafa has said he wants to draw in those unhappy with the current political landscape.

He is among a wave of independent Iraqi politicians trying to break the hold of religious parties and other traditional power

brokers by tapping into frustration felt by Kurds and many Iraqis over perceived failures of the current administrations.

The trend was evident in the Jan. 31 provincial elections held in areas outside the semiautonomous Kurdish region in the north.

The Kurds separated from the rest of Iraq after rising up against Saddam in 1991, aided by a U.S.-British no-fly zone that helped keep the dictator at bay.

Their region has largely escaped the sectarian violence that flared between Sunni and Shiite Muslims elsewhere in the wartorn nation, in part because of the presence of well-trained Kurdish security forces known as peshmerga, who became battle-hardened while fighting Saddam Hussein's regime.

There are 24 political blocs vying for seats, with several opposition groups seeking to oust the two main Kurdish parties, the Patriotic Union of Kurdistan, or PUK, and the Democratic Party of Kurdistan, or PDK, which have joined forces.

The two parties are also thought to pull all the strings in the region's daily affairs, including businesses and commerce. The electoral commission has recorded 2.5 million registered voters for the Kurdish vote.

Signs of tension appeared shortly after campaigning officially began on Monday as several banners were torn from the walls.

Zana Abdul-Kerim, a spokesman for one of the reformist blocs called Progress, said the smaller parties were at a disadvantage and expressed concern about the potential for fraud.

"There is a big gap between the two main Kurdish parties and the other candidates because of financial and logistical aspects," he said. "We can't compete with them. They have the government budget as well the budget from the two parties, but there is popular anger toward them."

Baram Subhi, a 22-year-old university student in Sulaimaniyah, was more optimistic about the chances for the new parties.

"There are other lists that have a great chance at winning," he said.

BBC NEWS

June 24, 2009

Iraqi Kurds launch poll campaign

Campaigning has got under way in northern Iraq ahead of parliamentary elections for the semi-autonomous Kurdish regional assembly on 25 July.

The month-long campaign is expected to be more competitive than in the past with several opposition groups vying with the dominant PUK and PDK parties.

One party, Change, is campaigning on a platform of transparency and reform.

It could make corruption a major election issue for the first time, correspondents say.

Northern Iraq's Kurdish areas have been represented by their own parliament and government since Baghdad lost control of the region during the 1991 Gulf War between Saddam Hussein's Iraq and a US-

led alliance.

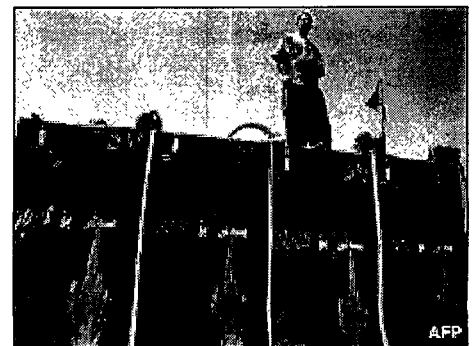
The Patriotic Union of Kurdistan, or PUK, and the Democratic Party of Kurdistan, or PDK, which led the Kurdish struggle against Saddam Hussein, have largely monopolised Kurdish politics, and have joined forces for next month's elections.

But in recent years there have been signs of public discontent with the two parties, with accusations of autocracy and corruption, the BBC's Jim Muir reports from Baghdad.

Change is among the groups seeking to topple the PUK and KDP, which in the past have faced opposition mainly from Kurdish Islamic parties.

It is led by Nawshirwan Mustafa, the former deputy leader of the PUK, which is now led by Iraqi President Jalal Talabani.

There are a total of 24 political groups



competing in the elections, the first in the region for four years.

Some 2.5 million people have registered to vote.

Kirkuk belongs to Kurds, says Kurdish draft

TODAY'S ZAMAN

Under a draft constitution introduced to members of the regional parliament in northern Iraq, the disputed province of Kirkuk will belong to the de facto autonomous Kurdish region in the north, the NTV news station reported on Tuesday.

"Kirkuk is a special case. As is clearly stated in Article 140 of Iraq's Constitution, Kirkuk is disputed by the KRG [Kurdistan Regional Government] and the Federal Government, after a prolonged anti-

Kurdish ethnic cleansing that peaked under Saddam Hussein's regime in the 1980s. For this reason, Kirkuk must be the subject of joint decision-making between the federal government and the KRG, as well as constitutional revenue-sharing agreements. International oil companies are ill advised to venture into contracts with the Oil Ministry without the involvement of the KRG," the regional government said in a statement posted on its Web site Sunday.

NTV reported that the draft constitution also reserves the regional admi-

nistration's right to self-determination. An article in the draft, meanwhile, outlines Kurdish and Arabic as official languages of the regional administration in northern Iraq, while stating that the Turkmen and Assyrian languages would be accepted as mother tongues in regions where Turkmen and Assyrians constitute a majority of the population, according to the NTV report.



Tuesday, 23 June 2009

Iran's Kurds go on strike

Iran Focus

Tehran, Jun. 23, 2009 – Shops remained closed throughout the day on Tuesday in cities in the western Iranian province of Kurdistan, Iran Focus has learnt.

Two separate sources have confirmed that Kurdish shop-owners went on strike on Tuesday in protest to a major crackdown on anti-government protests in Tehran and other parts of the country.

In Saqqez, which has a majority Kurdish population, more than 80 percent of shops remained closed.

The Islamic Revolutionary Guards Corps (IRGC) warned on Monday it would unleash its wrath on anyone breaking a government ban on demonstrations. It ordered demonstrators to "end the sabotage and rioting activities" and said their resistance is a "conspiracy" against Iran.

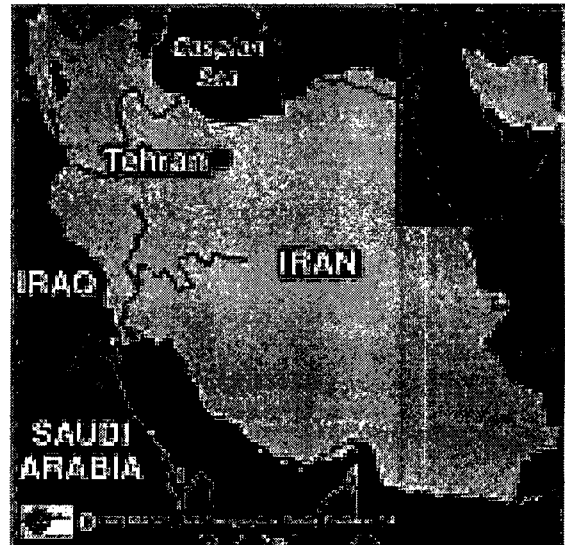
In a statement it warned demonstrators to "be prepared for a resolution and revolutionary confrontation with the IRGC, Bassij and other security forces". The hard-line Bassij militia is a paramilitary force that acts as the clerical regime's storm troopers to put down anti-government demonstrations.

Up to a million people took part in anti-government rallies in Tehran and other major cities last week, protesting the re-appointment of Mahmoud Ahmadinejad following the 12 June presidential election contest which they believe was rigged. Iran does not allow UN staff to monitor its elections.

Iran's Supreme Leader Ayatollah Ali Khamenei on Friday rallied behind Ahmadinejad and demanded protestors stop their action. "You will be responsible for your own actions", he said.

Despite the stern warning, protests erupted in Tehran and other major cities, including Shiraz in the south and Mashhad in the north-east on Saturday, leading to hit and run clashes between protestors and security forces. Since Khamenei's remarks on Friday, demonstrators have markedly directed their protests at him, with chants of "death to Khamenei". Venting their anger at the clerical establishment on Saturday, many young protestors in Tehran chanted "death to the dictator" and some held up banners calling for 'democracy'.

The opposition group People's Mujahedin says that 150 people were killed by security forces in Iran during the violence on Saturday. Official figures say 17 people have died in the week of unrest, and state television



says the Mujahedin have had a hand in the street violence.

Protests and clashes were also reported in Tehran on Sunday and Monday despite the ban.

The country's highest electoral authority, the Guardian Council, on Monday acknowledged that there were voting irregularities in 50 electoral districts, the most serious official admission so far of problems in the election. But the council insisted the problems do not affect the outcome of the vote. Council spokesman Abbas Ali Kadkhodaei was quoted on the state broadcaster as saying that its probe showed more votes were cast in these constituencies than there were registered voters.

But this "has no effect on the result of the elections," he said.

Khamenei accepted a request by Iran's top legislative body to extend the deadline by five days for receiving and looking into election complaints, state television said on Tuesday.

Iran's president and the new cabinet will be sworn in before Parliament between 26 July and 19 August, the official news agency IRNA said on Tuesday.

Ex-Khomeini aide silent in the vortex

CAIRO

Some analysts believe Rafsanjani holds a key to reconciling Iranian elite

BY MICHAEL SLACKMAN

Even before his daughter and four other relatives were briefly detained Sunday, one of the big mysteries to envelop Iran since the disputed presidential election has been the role of former President Ali Akbar Hashemi Rafsanjani.

One of Iran's wealthiest and most

NEWS ANALYSIS

powerful men, a former right-hand man to the father of the revolution, Ayatollah Ruhollah Khomeini, Mr. Rafsanjani was an outspoken critic of President Mahmoud Ahmadinejad during the campaign and a supporter of the opposition candidate, Mir Hussein Moussavi.

His absence from public view, coupled with the provocative, though temporary, detention of his family members appears to have escalated an internal battle between two classes of Iran's political elite. Even if the street protests are stopped, the split threatens to paralyze the state and undermine the legitimacy it has tried to construct since the 1979 revolution, analysts say.

"I see the country's political elite more divided than anytime in the Islamic Republic's 30-year history," said Karim Sadjadpour, a political analyst with the Carnegie Endowment for International Peace. "Rafsanjani, one of the republic's founding fathers, the man who made Khomeini supreme leader, is now in the opposition."

Mr. Rafsanjani, who leads two powerful state institutions, has been working behind the scenes to find a compromise to the disputed June 12 presidential election, a relative said Sunday. The detention of his family members, the relative said, was a pressure tactic on the part of his opponents.

It seems clear that the 75-year-old is at the center of a fight for the future of

"One of the republic's founding fathers, the man who made Khomeini supreme leader, is now in the opposition."

the Islamic Republic. Mr. Rafsanjani's vision of the state, and his position in his nation's history, is being challenged by

a new political elite led by Mr. Ahmadinejad and younger radicals who fought Iraq during the eight-year war.

Mr. Ahmadinejad and his allies have tried to demonize Mr. Rafsanjani as corrupt and weak, attacks that Ayatollah Ali Khamenei has not strongly discouraged. On the other side, opposition leaders, especially Mr. Moussavi, have received support from Mr. Rafsanjani, political analysts said.

"It has become an extremely dangerous, zero-sum game," said an expatriate political consultant who asked not to be identified because his family lives in Iran and he was afraid of retribution.

It is a quirk of history that Mr. Rafsanjani, the ultimate insider, finds himself aligned with a reformist movement that once vilified him as deeply corrupt. He was a doctrinaire anti-American hardliner in the early days of the revolution. But he has evolved over time to a more pragmatic view, analysts said. He is under indictment on charges of ordering the bombing of a Jewish center in Buenos Aires in 1994 when he was president.

He supports greater opening to the West, privatizing parts of the economy and granting more power to elected institutions. His view is the opposite of those in power, who support a stronger religious establishment and have done little to modernize the stagnant economy.

Beyond the clash of ideas, the battle is also personal. "At a political level what's taking place now, among many other things, is the 20-year rivalry between Khomeini and Rafsanjani coming to a head," Mr. Sadjadpour said.

It is not clear what leverage Mr. Rafsanjani can bring to this contest. If he speaks out, the relative said, he will lose his ability to broker a compromise. Mr. Rafsanjani leads two powerful councils, one that technically has oversight of the supreme leader, but it is not clear that he could exercise that authority to challenge Ayatollah Khamenei directly.

Yet even in his silence, Mr. Rafsanjani's pedigree presents a problem for the ayatollah. In his Friday sermon, the supreme leader appealed for unity among the elite. He mildly criticized Mr. Ahmadinejad for his personal attacks on Mr. Rafsanjani. But he also made it clear that even revolutionary credentials could not save political leaders if they went too far, a clear threat to Mr. Rafsanjani, analysts said.

"If the political elite ignore the law — whether they want it or not — they would be responsible for the chaos and bloodshed," Ayatollah Khamenei said. "I urge old friends and brothers to be patient and keep control of yourselves."

Mr. Rafsanjani has been in opposition



HASAN SARBAKHSHIAN/AP

Ali Akbar Hashemi Rafsanjani is a member of one of Iran's wealthiest families.

before. In the days of the shah, he was a religious student of Ayatollah Khomeini's in Qum, the center of Shiite learning. He was imprisoned under the shah and became so closely associated with the revolutionary leader he was known as "meljak Khomeini," or "sidekick of Khomeini." After 1979, he went on to become the speaker of Parliament.

There, Mr. Rafsanjani established himself in a role that would continue for decades. "Just as the ayatollah had come to personify the revolution, Rafsanjani came to personify the state," Robin Wright, an Iran expert, wrote in "In the Name of God: The Khomeini Decade."

Mr. Rafsanjani later served two terms as president and was instrumental in elevating Ayatollah Khamenei to replace Ayatollah Khomeini as supreme leader in 1989.

People who worked in the government at the time said that Mr. Rafsanjani, as president, ran the nation while Ayatollah Khamenei followed his lead. But the two grew apart, as Ayatollah Khamenei found his own constituency in the military and Mr. Rafsanjani found his own reputation sullied. He is often accused of corruption because of the great wealth he and his family amassed.

He was so damaged politically that after he left the presidency he failed to win enough votes to enter Parliament. In 2002, he was appointed to the head of the Expediency Council, which is supposed to arbitrate disputes between the elected Parliament and the unelected Guardian Council. In 2005, he ran for president again but lost in a runoff to Mr. Ahmadinejad. He was then elected to lead the Assembly of Experts. That body has the power to oversee the supreme leader and to replace him when he dies, but its members rarely exercise power day to day.

One political analyst said the key to

understanding Mr. Rafsanjani was in a book he wrote about the prime minister under Nasserdin Shah, Amir Kabir, who was killed in 1852 but was widely regarded as Iran's first modern reformer. Mr. Rafsanjani wants to go down in his-

tory as a modern day Amir Kabir, the analyst said.

And that may explain his decision, for now, to stay silent and aloof from the street clashes as well as the leadership that many believe stole an presidential

election.

"He is the question mark right now," the expatriate political analyst said. "A lot of people are hoping that he is the guy who can mend it."

Iran Guards flex muscle on a day of uncertainty

TEHRAN

Elite unit is out in force; panel of vote monitors acknowledges flaws

BY NAZILA FATHI AND ALAN COWELL

After days of thunderous events in Tehran, Monday was quieter.

Hours after a warning from the powerful Revolutionary Guard not to return to the streets, about a thousand protesters defiantly gathered in central Tehran on Monday but were quickly dispersed in an overwhelming show of force by police who used clubs and tear gas.

The protesters, far fewer than the numbers who attended mass rallies last week, turned out despite the warning, on the Guards' Web site, that they would face a "revolutionary confrontation" if they continued to challenge the results of the June 12 election and their country's supreme leader, who has pronounced the ballot to be fair.

Even so, Iran's most senior panel of election monitors, in the most sweeping acknowledgment that the election was flawed, said Monday that the number of votes cast in 50 cities exceeded the actual number of voters.

The discrepancies could affect some three million ballots of what the government says were 40 million ballots cast, giving the official victory to the incumbent president, Mahmoud Ahmadinejad.

With a few quiet hours imposed Monday by the massive show of force, questions arose about what direction events would take: Would the opposition leader Mir Hussein Mousavi try to return to the streets with his followers? Or would government offers to recount some of the vote buy the government time and allow the protests to peter out?

The authorities insisted that the discrepancies did not violate Iranian law. The Guardian Council, charged with certifying the election, said it was not clear whether they would decisively

change the result, which placed Mir Hussein Mousavi, who contends the election was stolen from him, in a distant second. He has urged his supporters to continue their defiance, but he could face arrest for doing so.

"Mousavi's calling for illegal protests and issuing provocative statements have been a source of recent unrests in Iran," Ali Shahrokhi, head of Parliament's judiciary committee, semi-official Fars press agency reported, according to Reuters. "Such criminal acts should be confronted firmly."

He added: "The ground is paved to legally chase Mousavi."

Mr. Mousavi, the more moderate of the candidates, used a posting on his Web site Sunday night to urge his supporters to demonstrate peacefully, despite warnings from Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, that no protests of the vote would be allowed.

"Protesting to lies and fraud is your right," Mr. Mousavi said. In an apparent response, a Guards statement Monday told protesters to "be prepared for a resolution and revolutionary confrontation with the Guards, Basij and other security forces and disciplinary forces" if they took their protests into a second week, news reports said. The Basij is a militia accused by the protesters of brutally repressing demonstrations that culminated in a day of bloodshed on Saturday that ended in the deaths of at least 10 protesters, according to the state television.

The Guards told demonstrators Monday to "end the sabotage and rioting activities," calling their protests a "conspiracy" against Iran.

The official result gave Mr. Ahmadinejad 63 percent of the ballots — an 11-million vote advantage — to Mr. Mousavi's 34 percent. Turnout was put at 85 percent. At a news conference Monday, Hassan Qashqavi, a Foreign Ministry spokesman, called the turnout a "brilliant gem which is shining on the peak of dignity of the Iranian nation."

He accused unidentified Western powers and news organizations, which are operating under extremely tight official restrictions, of spreading unacceptable "anarchy and vandalism." But, he said, the outcome of the vote would not be changed. "We will not allow western media to turn this gem into a worthless stone," he said.

Mr. Qashqavi drew comparisons with American election results. "No one encouraged the American people to stage

a riot" because they disagreed with the re-election of George W. Bush in 2004, he said. Britain's Foreign Office said Monday that because of the continuing unrest it would evacuate the families of staff members based in Iran.

Quoted earlier by Press TV, Abbas Ali Kadkhodaei, the spokesman for the 12-member Guardian Council denied claims by another losing candidate, Mohsen Rezai, that irregularities had occurred in up to 170 voting districts.

"Statistics provided by the candidates, who claim more than 100 percent of those eligible have cast their ballot in 80 to 170 cities are not accurate — the incident has happened in only 50 cities," Mr. Kadkhodaei said. But he said that a voter turnout in excess of the registered voting list was a "normal phenomenon" because people could legally vote in areas other than those in which they were registered. Nonetheless, some analysts in Tehran said, the number of people said to be traveling on election day seemed unusually high.

The news emerged on the English-language Press TV Web site late Sunday as a bitter rift among Iran's ruling clerics deepened. As increasingly violent protests have swirled through Tehran since the elections, Ayatollah Khamenei has ordered the Guardian Council to investigate the opposition's allegations of electoral fraud. The council itself has offered a random partial recount of 10 percent of the ballot.

Mr. Kadkhodaei said the Guardian Council could recount votes in areas where irregularities were said by the opposition to have occurred. But "it has yet to be determined whether the possible change in the tally is decisive in the election results." The opposition has alleged a total of 646 electoral irregularities

and is demanding that the vote be annulled. But in a sermon at Friday prayers last week Ayatollah Khamenei mocked the idea that the huge margin attributed to Mr. Ahmadinejad could have been won through fraud.

Alan Cowell reported from London. Michael Slackman contributed reporting from Cairo.

Herald INTERNATIONAL Tribune JUNE 23, 2009

Security forces seen offering unified front

BY NEIL MACFARQUHAR

The Revolutionary Guards, who have long protected the government of Iran, posted a notice on their Web site saying that further protests would not be tolerated.

"The Guards will firmly confront in a revolutionary manner rioters and all those who violate the law," the notice said Monday.

Anyone attempting to identify divisions within the Iranian security forces that may dilute the government's ability to stop the protests has thus far searched in vain, according to Iranian analysts and U.S. government officials.

So far, the government has deployed the Revolutionary Guards, Basij vigilante squads and special riot police officers to confront demonstrators protesting the official results of the June 12 presidential election. A rumor that at least one decorated commander of the Revolutionary Guards was arrested for refusing to suppress the demonstrations has been impossible to confirm.

Although outsiders may be cheering on the idea of people power, there is no sign that any part of the military will switch sides, analysts said, and the government retains plenty of reserve forces to quell protests.

"What matters is what happens around the commander table within the Revolutionary Guards, and we are not privy to that," a U.S.-based scholar said on the condition of anonymity because he researches in Iran. "We are not seeing any dissension, nothing in their press, nothing in their statements — and they have not publicly gone to visit Moussavi," he said, referring to the op-

position leader, Mir Hussein Moussavi.

The government can confront demonstrators with four layers of security forces, all of them answering to the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei. The first two rings are police officers and the Basij paramilitary militia. The Basij, whose members have varying degrees of military training, is estimated to number about 3 million nationwide, although the government sometimes says it has 11 million members.

The third layer — and probably the most resolute group — is the Revolutionary Guards, a force formed after the 1979 revolution because the fledgling government did not trust the military for protection. Although the shah's military switched allegiances, sealing his fate, the mullahs wanted their own force.

Just 120,000 strong, the Revolutionary Guards have their own land, naval and air forces. In recent years, the Revolutionary Guards have turned into an economic juggernaut, becoming the largest receiver and subcontractor of government contracts, developing the Pars natural gas fields, dams and the railroad network, among other projects.

The fourth layer is the regular army, the Artesh. It is far larger than the Revolutionary Guards, with 430,000 people, but it is assigned to protecting the borders and has no political role. Because its foot soldiers consist of conscripts who serve a mandatory military service of about two years, it is considered far less reliable to suppress domestic unrest.

The Revolutionary Guards are much more focused on indoctrinating their

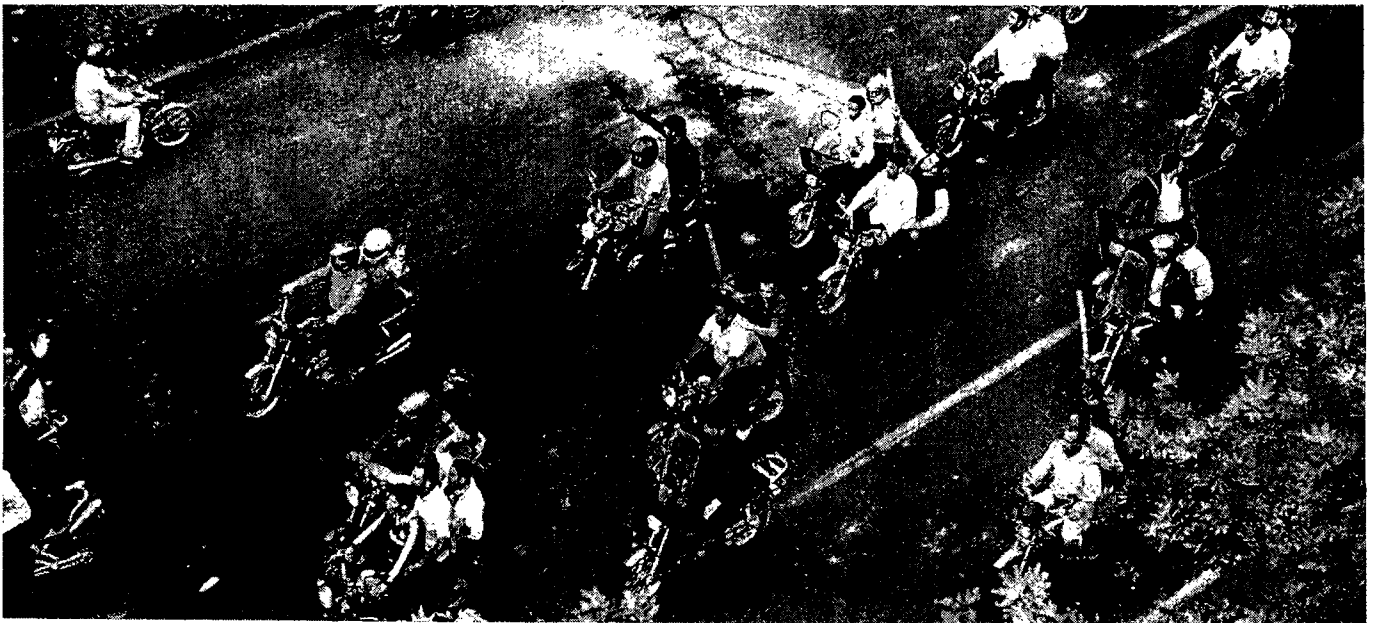
members with the idea that the revolution comes first. Further, many commanders have moved on to take senior positions in the Intelligence and Interior ministries, and even in the regular armed forces. President Mahmoud Ahmadinejad himself was a midlevel commander in the Revolutionary Guards and, like many of them, views his sacrifices during the eight-year Iran-Iraq war as a mandate to run the country now.

"The Revolutionary Guards are a social and economic ladder," said Afshon P. Ostovar, who is writing his doctoral thesis at the University of Michigan about the Iranian security forces.

In the face of repeated rumblings about a possible attack on Iran by either Israel or the United States, Ayatollah Khamenei replaced the commander of the Revolutionary Guards about 18 months ago. The new leader, Mohammad Ali Jafari, is a specialist in guerrilla warfare and insurgency tactics, Mr. Ostovar said. He has made the force less centralized, giving greater responsibility to the commanders in each of Iran's 30 provinces. Most provincial governors are alumni of the Revolutionary Guards.

The move to suppress the current protests is beginning to take shape, with the mass deployment of security forces, the scattering of demonstrators and the purging of the movement's leadership, analysts said. "These will be concentrated military, paramilitary and intelligence operations," said the Iran scholar in the United States. "They will figure out who are the ringleaders, who are the main thinkers."

That strategy has proved effective in the past and is one reason that the government has not needed the Revolutionary Guards to roll their tanks onto the streets, analysts said.



Le guide lance un ultime avertissement à la rue



Dans un discours prononcé devant plusieurs dizaines de milliers de fidèles, hier à l'université de Téhéran, l'ayatollah Ali Khamenei a jugé l'élection de Mahmoud Ahmadinejad « définitive ». B. Mehri/AFP

Lors de la prière du vendredi suivie par une foule immense, l'ayatollah Ali Khamenei a mis au défi les manifestants de poursuivre leur action et fait d'ores et déjà porter la responsabilité de tout dérapage sanglant sur les dirigeants de l'opposition.

De l'un de nos envoyés spéciaux à Téhéran

DANS un discours prononcé devant des dizaines de milliers de fidèles, réunis à l'université de Téhéran pour la prière du vendredi, le guide suprême de la révolution a sifflé la fin de partie en jugeant que l'élection de Mahmoud Ahmadinejad est « définitive ». « C'est dans l'urne que doit être déterminé ce que le peuple veut, et ce qu'il ne veut pas. Pas dans les rues », a solennellement affirmé l'ayatollah Ali Khamenei, au risque de décevoir des millions d'Iraniens, qui espéraient un signe d'ouverture de la part du numéro un du régime.

Dans sa première apparition publique, depuis le début du mouvement de colère populaire qui a suivi la réélection d'Ahmadinejad à la présidence de la République, le guide a averti que le pouvoir ne céderait pas. « Certains imaginent que l'action de rue permettra d'exercer des pressions contre le système et de forcer les autorités à fléchir face à la menace. Non, cela est faux, et je veux qu'il y soit mis fin », a-t-il lancé, alors que la foule lui apportait son soutien en scandant « Ô guide, donne-nous juste l'ordre ». En clair, le pouvoir ne tolérera pas plus longtemps des manifestations « illégales », même si elles restent pacifiques. La mise en garde ne s'adresse pas uniquement aux « émeutiers ». « Les dirigeants politiques seront responsables pour le sang, la violence et le chaos », a-t-il martelé. Sous-entendu, Mir Hossein Moussavi, le grand perdant de la présidentielle, sera pointé du doigt, si les forces de l'ordre devaient intervenir face aux protestataires.

Alors que plus de 600 plaintes ont été officiellement déposées depuis le vote, l'ayatollah Khamenei a balayé du revers de la main les accusations de fraude, portées par Moussavi et plusieurs autres responsables politiques ou religieux. « Si l'écart était de 100 000 ou 500 000 ou un million, on pourrait se dire qu'il pourrait y avoir eu fraude. Mais comment peut-on truquer 11 millions de voix ? », soit la différence officiellement

annoncée entre Ahmadinejad et Moussavi. Le Conseil des gardiens, la plus haute instance juridique en Iran, doit recevoir aujourd'hui les trois vaincus de la présidentielle. Mais, après les déclarations de l'homme fort en Iran, l'exercice sera de pure forme.

Au cours de son prêche, Ali Khamenei a officiellement adoubé Mahmoud Ahmadinejad, qui assistait à la prière. « Le peuple a choisi la meilleure personne. C'est un homme qui travaille ardemment (...). Le président a été élu par 24 millions de voix », a-t-il poursuivi.

« Ennemis » de l'Iran et « médias arrogants »

Pour le guide, l'effervescence qui s'est emparée du pays pendant la campagne électorale est un signe de vitalité des institutions. Mais « les débats ne doivent pas semer la haine », a prévenu Khamenei. Fait rarissime, le guide a profité du sermon pour défendre nommément deux piliers du régime, Ali Akbar Rafsandjani et Ali Nategh-Nouri, sévèrement attaqués ces dernières semaines par Ahmadinejad et son camp. Depuis jeudi, deux enfants de Rafsandjani ne peuvent plus sortir du pays. Mais au-delà des querelles personnelles, Khamenei a cherché à galvaniser les Iraniens autour des fondements révolutionnaires d'un régime qui a montré ses profondes divisions. « Les différences sont entre nous, elles ne sont pas entre ceux qui défendent la République islamique et ceux qui s'y opposent », a-t-il insisté. La preuve ? La participation massive au scrutin de la semaine dernière (85 % officiellement) est, selon lui, un véritable acte de foi en la République islamique. Et dans un souci d'unité, il a rappelé que les quatre candidats étaient « tous » des enfants du système et qu'ils « le resteront ».

À de nombreuses reprises, le guide a stigmatisé « les ennemis » de l'Iran, au premier rang desquels il place les « sionistes », puis les Américains, les Anglais, et enfin « les médias arrogants », qui auraient tronqué la réalité. À la sortie, leurs tapis de prière sous le bras, les fidèles avaient reçu le message. « La période de clair-obscur est terminée, se félicitait Hesa, un jeune cadre. Les gens savent désormais dans quelle direction le pouvoir va s'engager. Les heurts vont être traités, comme il se doit », ajoutait-il sans états d'âme.

La Maison-Blanche a réagi hier soir en estimant que « ceux qui souhaitent faire entendre leur voix devraient pouvoir le faire sans redouter la violence » et a averti l'Iran que « le monde l'observe ».

GEORGES MALBRUNOT

Le Monde
22 juin 2009

Ali Khamenei menace d'écraser la contestation

Le Guide suprême iranien rend les manifestants responsables d'une éventuelle « effusion de sang »

Téhéran s'est réveillé, samedi matin 20 juin, dans une effervescence fébrile : que faire ? La veille, après six jours de contestation violemment réprimée et de marches pacifiques dans les rues, pour réclamer de nouvelles élections présidentielles, le Guide suprême, Ali Khamenei, a enfin parlé, lors de la grande prière du vendredi. Et son discours est sans ambiguïté : « *Les élections se décident dans les urnes, pas dans la rue. M. Ahmadinejad est réélu.* »

Les fraudes dénoncées lors de ce scrutin massif (63 % des voix) ? Les irrégularités ? Même les appels à une juste remise à plat des résultats de la part de Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karoubi, les deux candidats soutenus par les réformateurs ? Ali Khamenei a tout balayé. Mieux, délaissant son rôle d'arbitre, il a mis tout son poids derrière M. Ahmadinejad « *celui dont les options politiques sont les plus proches de moi* ».

Enfin, il a fixé la ligne rouge à ne pas dépasser : tous ceux qui contestent sont contre la République islamique et son Guide. Et au-delà de la vieille rhétorique révolutionnaire des débuts (« *le complot des arrogantes puissances étrangères* »), le rappel à l'ordre était déjà une lourde menace. « *En cas d'effusion de sang vous serez responsables !* » Un appel à se soumettre d'une violence contenue inouïe. « *C'est un feu vert à la répression donné aux forces de sécurité, les milices de bassidji, les unités spéciales !* commentait à chaud le journaliste iranien Saraj Mirdamadi, *une justification préalable à tout bain de sang. Le Guide est prêt à tout pour briser la contestation.* »

« Contestation plurielle »

Que feraient justement ces centaines de milliers d'Iraniens qui dans tout le pays, avait espéré un geste du Guide ? Dans la stupeur générale qui a suivi le discours, Mehdi Karoubi a fait publier sur son journal, *Etemad-e-melli*, une lettre ouverte très dure, adressée au Conseil des gardiens qui supervisent les élections, mais dont le contenu s'adressait à M. Khamenei. Il n'y remettait pas en cause la marche pacifique prévue l'après-midi même à 16 heures, place de la Révolution, et qui devait mener jusqu'à la place de la Liberté, com-

me lundi dernier lors de la grande manifestation qui aurait rassemblé 3 millions de personnes (selon la mairie de Téhéran). Marche à laquelle doivent prendre part l'Association des religieux combattants (modérés) ainsi que Mir Hossein Moussavi. Sur le site de sa femme, Zarah Rahnavard, qui depuis la campagne électorale se tient à ses côtés, à 4 heures du matin, un panneau vert et noir confirmant le rendez-vous est apparu.

Et ce malgré, l'« avertissement » que constituent les nouvelles arrestations effectuées dans la soirée. Et pas des moindres, puisqu'ont été interpellés à leur domicile trois des principaux dirigeants du parti Kargozaran (« Les bâtisseurs ») proche de l'ancien président Ali Akbar Hachemi Rafsandjani : MM. Ghoutchari ; Bakhtche Zandjani et Aghai. Face à la mobilisation et aux manœuvres d'intimidation des miliciens qui, cette fois armés de kalachnikov et de casques anti-émeutes, et non plus seulement de gourdins, bloquaient les grands axes de la ville dans la soirée, les cris de « *Allah Akbar, Dieu est grand* » ont repris.

Les accusations de fraude électorale des candidats battus

Plainte Les trois candidats malheureux à l'élection présidentielle iranienne du 12 juin – Mir Hossein Moussavi, Mehdi Karoubi et Mohsen Rezai – ont déposé 646 recours pour fraude auprès du Conseil des gardiens qui doit statuer sur le sujet.

Retard Dans plusieurs circonscriptions et bureaux de province, les bulletins de vote aux noms des opposants de Mahmoud Ahmadinejad n'ont pas été livrés à temps.

Participation Dans 170 circonscriptions la participation a atteint le taux de 140 %.

Représentation Dans près de 40 % des bureaux, les représentants des adversaires de M. Ahma-



Les fidèles acclament le Guide lors de son prêche du vendredi à l'université de Téhéran. EPA

C'est le moyen par lequel les révolutionnaires en 1979 contestaient le chah, en criant sur les toits. Ces cris étaient si forts vendredi, ont raconté des témoins, que des miliciens ont tiré en l'air pour les faire taire, notamment au nord-est de Téhéran. Certaines de ces invocations à la justice de Dieu étaient

entrecoupées de cris nouveaux : « *Ya Hossein (Imam martyr des chiites) et Ya Mir Hossein Moussavi, vive Hossein, vive Mir Hossein.* »

L'ex-premier ministre et candidat malheureux déjà assimilé à un martyr ? « *C'est une histoire folle, cet homme du sérail, fils de la révolution, premier ministre sage et zélé est poussé par une vague plus grande que lui. Il est devenu malgré lui un héros populaire* », disait encore Saraj Mirdamadi. Et un analyste iranien réformateur ajoutait au téléphone : « *La journée sera décisive. Si M. Moussavi n'annule pas tout, on risque une tuerie, mais en même temps, dans la rue, c'est un vrai mouvement de contestation plurielle au sein de la société qui se crée, ils se compteront ce soir. L'autre solution serait de temporiser et de faire grandir cet embryon de mouvement. Mais il n'y a aucun parti, aucune structure pour l'abriter. C'est insoluble. Et j'ai peur que les Iraniens ne soient pressés.* » ■

Marie-Claude Decamps

dinejad n'ont pu avoir de représentants ou ont été contraints de sortir lors du dépouillement.

Dépouillement Un code chiffré avait été attribué à chaque candidat. Personne n'a vraiment expliqué aux électeurs que le dépouillement par ordinateur prenait en compte ces numéros, et pas le nom auquel ils étaient accolés.

Selon les candidats battus, le code, absent de nombreux bulletins, a été inscrit par ceux qui tenaient les bureaux. Des documents transmis à des proches des candidats battus par des « contestataires » du ministère de l'intérieur donnaient comme résultat du vote : M. Moussavi 19 millions de voix, M. Karoubi 13 millions, M. Ahmadinejad 5,7 millions et M. Rezai 3,5 millions.

Ferveur inhabituelle à Téhéran pour écouter le Guide

Les pancartes des fidèles annonçaient à l'avance les thèmes abordés par le « Rahbar »

Reportage

Téhéran

Correspondance

Les rues fermées par des cordons de policiers à un kilomètre à la ronde, les autobus qui déchargent des grappes de fidèles et les milliers de microphones psalmodiant quelques sourates entrecoupées du bruitage assourdissant des réglages de la sono, c'est la routine de la prière du vendredi à Téhéran. Pourtant, plusieurs indices montraient que cette édition du 19 juin serait exceptionnelle.

D'abord, il y a tant d'autobus aux alentours de l'université où sera prononcée la prière, que l'on peine à les compter. A perte de vue, des deux côtés des rues, la foule est compacte : les fidèles de telle mosquée d'Islamshar, au sud de Téhéran, les soldats de telle caserne du nord-est, les femmes des martyrs de tel quartier de Qaraj, à l'ouest.

Et puis il y a cette ferveur inhabituelle. Aujourd'hui, c'est le Rahbar (Guide suprême) en personne, Ali Khamenei, qui mène la prière. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il est très attendu après une folle semaine, durant laquelle les rues de la capitale ont été foulées par plusieurs millions de protestataires, du jamais-vu depuis la révo-

lution de 1979. Certains fidèles arrivent en peloton serré, criant « *Rahbar Khamenei!* » tout en se frappant la poitrine du plat de la main, comme lors des cérémonies de l'Achoura qui commémorent l'exécution de l'imam Hossein par les califes sunnites il y a 1329 ans.

« Les loups affamés »

Près de l'entrée de l'université, des commerçants écourent leurs stocks de drapeaux iraniens. Les clients en sont pour leurs frais : ces accessoires seront confisqués par un service d'ordre impitoyable, qui vise aussi tout ce qui est vert, la couleur de l'opposition. Voilà un brave croyant qui a emballé son tapis de prière dans un sac de plastique vert. Confisqué ! Voilà un sympathisant de la cause palestinienne venu avec un keffieh vert et blanc. Confisqué ! Soucieuse d'éviter tout affrontement avec les milices des bassidji (volontaires islamiques) massivement présentes, l'opposition a renoncé à manifester à la sortie de la prière.

S'il est une chose remarquable, ce vendredi, c'est la prescience des fidèles de M. Khamenei. Alors que le monde entier est suspendu aux lèvres du Guide suprême pour savoir de quel côté va pencher le mystérieux premier personnage de l'Etat, eux le savent déjà : « *Il va*

soutenir Ahmadinejad et dire que les marches vertes sont illégales », affirme un marchand du bazar de Tadjrish, sans lever la tête de son chapelet de prière. Ils sont aussi nombreux à porter une curieuse pancarte : « *Bahai BC* ». Il s'agit de vilipender la BBC en l'accusant d'être contrôlée par les bahais, une secte apparue en Iran au XIX^e siècle et féroce combatue par la République islamique.

Tout indique que des mosquées ont été informées à l'avance, afin qu'elles préparent leurs pancartes, que la Grande-Bretagne serait le seul pays occidental pris à partie par le Rahbar. Il l'a traitée de « *plus vilain* » des « *loux affamés* » (pays occidentaux) qui guettent l'Iran.

Mieux : des journaux sont distribués gratuitement autour de l'université, dont le comité éditorial semble lié directement à la « maison du Guide ». Ils constituent en quelque sorte le sous-titrage du discours, reprenant les mêmes thèmes mais sans ambiguïté. Tous dévoilent un complot « *ourdi de longue date par les ennemis* » de l'Iran, qui consistait à faire descendre des gens dans la rue après l'annonce des résultats et à renverser le régime. On y lit que l'ex-président réformateur Khatami aurait effectué cette semaine un voyage secret en Egypte pour y rencontrer

des officiels américains qui lui auraient remis des moyens de communication cryptés ainsi que des conseils pour mener à bien une insurrection urbaine. Ou encore que l'autre ex-président, Hachemi Rafsandjani, a fait creuser une entrée secrète dans son bureau de la rue Pasteur, à Téhéran, pour que les nombreux visiteurs qu'il y reçoit ne soient pas repérés par la sécurité (qui dépend du Guide).

De fait, les fidèles n'ont pas affiché la moindre surprise au fur et à mesure que l'ayatollah Khamenei dévoilait ses positions. Seule sa dernière phrase, prononcée alors qu'il s'était éloigné du micro, a semblé sortir du scénario connu à l'avance : « *Tout ce qui me reste, cette vie sans valeur, ce corps incomplet [il porte une prothèse de la main droite] et cette petite réputation que j'ai acquise dans le pays, je suis prêt à le sacrifier pour la révolution et pour l'islam.* » A tant de modestie, les spectateurs ont répondu par un long sanglot.

Mais ils se sont vite ressaisis. Mahmoud Ahmadinejad, leur héros, a quitté les lieux à bord d'un 4x4 américain. Emergeant un instant du toit ouvrant, en agitant les bras, sous un tonnerre d'acclamations. Certains se sont presque jetés sous sa voiture dans l'espoir d'en embrasser les pneus. ■

« Le peuple a choisi celui qu'il voulait comme président »

Verbatim Les principaux extraits du prêche de l'ayatollah Khamenei

« Le peuple a choisi celui qu'il voulait comme président de l'Iran. (...) Le président [Mahmoud Ahmadinejad] a été élu avec 24 millions de voix. (...) Les mécanismes de notre pays ne permettent pas de tricher avec une marge de 11 millions de voix [celle séparant M. Ahmadinejad de son principal rival Mir Hossein Moussavi, soutenu par les réformateurs qui manifestent pour une nouvelle élection]. Comment peut-on tricher avec une marge de 11 millions ? (...)

Les résultats de l'élection sortent des urnes, ils ne se décident pas dans la rue. (...) Les responsa-

bles politiques qui ont une influence sur le peuple devraient faire très attention à leur comportement, s'ils agissent de façon extrémiste, cet extrémisme atteindra un point de non retour. (...) Ils seront responsables pour le sang, la violence et le chaos.

Je les [M. Moussavi et ses amis] appelle à mettre fin aux manifestations de rue. (...) S'il doit y avoir une effusion de sang, les organisateurs de ces manifestations en seront tenus directement responsables. (...) Croire qu'en se servant des manifestations de rue comme d'un instrument de pression ils pourront contraindre les autorités à accepter leurs demandes illicites

est erroné. Cela serait le début d'une dictature. (...) Les différences d'opinion existent au sein des autorités, ce qui est naturel. Mais cela ne signifie pas qu'il y ait une cassure au sein du système. (...)

Depuis la précédente élection présidentielle déjà, il existait des différences d'opinion entre Ahmadinejad et l'ancien président Ali Akbar Hachemi Rafsandjani. (...) Mon point de vue sur la politique intérieure et étrangère est naturellement plus proche de celui d'Ahmadinejad. (...) Les ennemis [de l'Iran] prennent pour cible la légitimité du pouvoir islamique en remettant en cause l'élection et sa validité, avant et après [le scrutin].

(...) A la suite des manifestations de rue, certaines puissances étrangères ont commencé à s'ingérer dans les affaires de l'Etat d'Iran en mettant en cause le résultat du scrutin. Ils ignorent ce qu'est la nation iranienne. Je condamne vivement une telle ingérence. (...)

Les déclarations des responsables américains sur les droits de l'homme et les limitations aux peuples sont inacceptables parce qu'après ce qu'ils ont fait en Afghanistan, en Irak et dans d'autres endroits du monde, ils n'ont aucune idée de ce que sont les droits de l'homme. Nous n'avons pas besoin de leurs conseils sur les droits de l'homme. (...) ■

Répression sanglante en Iran



Téhéran écrase la révolte dans le sang

MOYEN-ORIENT

Les affrontements de samedi ont coûté la vie à treize manifestants, selon la télévision d'État, mais une ambassade occidentale estime le bilan à une centaine de morts au cours des huit derniers jours.

De l'un de nos envoyés spéciaux à Téhéran

ALORS qu'une chape de plomb s'abat sur le pays, Téhéran bascule dans la violence. « *En cas d'effusion de sang, vous serez responsables !* », avait prévenu, dès vendredi, le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, lors de la grande prière hebdomadaire. Une mise en garde qui n'a pas empêché les manifestants de descendre à nouveau, ce week-end, dans les rues de la capitale iranienne. À leurs risques et périls. Dans certains quartiers, plusieurs milliers de manifestants ont été accueillis par les forces de l'ordre à coup de jets d'eau et de grenades de gaz lacrymogène. D'autres auraient été touchés par des tirs de balles réelles. Certains affrontements opposant les protestataires aux bassijis ont vite dégénéré, les uns jetant des pierres, les autres répondant avec leurs matraques et leurs armes à feu. La télévision d'État, habituellement peu bavarde sur le sujet, a fait état de 13 victimes dans les accrochages de samedi. Mais selon les défenseurs des droits de l'homme, les chiffres pourraient être largement plus élevés.

En l'espace de deux jours, une jeune victime, prénommée Neda, est rapidement devenue le symbole de la violence. Touchée par une balle – dont l'origine reste encore inconnue – à la poitrine, alors qu'elle était descendue manifester samedi dans les rues, sa vidéo, prise par une personne anonyme, a fait le tour de la blogosphère. « *Mais qui sait combien d'autres Neda sont mortes dans de telles conditions ?* », s'interroge un blogueur iranien, inquiet pour l'avenir de son pays.

Les hôpitaux surveillés

Plus d'une semaine après le début de ce mouvement de contestation sans précédent dans l'histoire de la République islamique, il est, en effet, très difficile d'établir un bilan. Selon les recherches menées par une ambassade occidentale, près de 100 personnes auraient trouvé la mort au cours de ces huit derniers jours. Si le renforcement de la répression semble avoir



Sur Internet, la communauté de Twitter a érigé en icône Neda, cette jeune Iranienne dont la mort a été filmée samedi lors de la manifestation dans les rues de Téhéran. *Twitter/AP/AFP*

mis un terme à la protestation dans les provinces, il est quasiment impossible d'évaluer le nombre de victimes en dehors de Téhéran. D'après un communiqué officiel du procureur général de la province d'Ispahan, que rapporte l'agence de presse Fars, il a rappelé aux « *quelques éléments* » à l'origine des troubles, que « *le code pénal islamique prévoit l'exécution pour de tels individus faisant la guerre à Dieu* ». De quoi refroidir les protestataires.

La Campagne internationale pour les droits de l'homme en Iran s'inquiète de l'arrestation par des membres des forces de sécurité de manifestants blessés alors qu'ils se rendaient à l'hôpital. « *L'arrestation de citoyens venus se faire soigner est à condamner* », relève Hadi Ghaemi, le porte-parole de cette organisation de défense des droits de l'homme basée aux États-Unis. Selon lui, il aurait également été demandé au personnel hospitalier de fournir un rapport détaillé sur leurs patients blessés lors des manifestations. Résultat : de nombreux blessés préfèrent risquer leur vie, en évitant d'aller se faire soigner. L'Agence France presse rapporte

également que plusieurs personnes, dont des membres du corps médical, ont dit avoir reçu récemment un message téléphonique les avertissant que leur téléphone était sur écoute et que tout contact avec la presse

étrangère est interdit.

Samedi, l'incompréhension et la confusion sont également montées d'un cran, avec l'annonce, par la télévision iranienne, d'un attentat-suicide dans le mausolée de l'ayatollah Ruhollah Khomeini et où la police a tiré en l'air pour empêcher des affrontements entre les partisans de Moussavi et ceux du président sortant, l'ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad, soutenu par l'ayatollah Ali Khamenei. Les uns disent y voir la marque possible des Moudjahidins, l'organisation de

résistance armée, en exil, au régime iranien. Les autres émettent des doutes sur l'origine de cette attaque, en se demandant s'il ne s'agit pas, tout simplement, d'un « coup monté de l'intérieur ».

Sur une des nombreuses pancartes portées à bout de bras, la semaine passée, par les manifestants, on pouvait lire le slogan suivant : « Fatigue = défaite ; endurance = victoire ». La force de la violence pourrait néanmoins sonner le glas de la mobilisation iranienne.

DELPHINE MINOUI

Le Monde
23 juin 2009

République islamique ou régime islamique autoritaire : deux conceptions s'affrontent

Analyse

République islamique ou gouvernement islamique totalitaire ? La question se pose depuis le discours d'Ali Khamenei, vendredi 19 juin. Un discours, dans lequel, rompant avec son rôle traditionnel d'arbitre idéologique et moral de Guide suprême qui tient son pouvoir infaillible de Dieu, il s'est « rabaissé » au rang de chef de faction belliqueux de la mouvance fondamentaliste. Une faille s'est ouverte dans les fondements mêmes du régime des mollahs.

Désormais le Guide de la nation qui a balayé d'un revers de la main les demandes de nouvelles élections, après le score contesté de M. Ahmadinejad, entérinant lui-même le résultat et menant réprimer dans le sang la contestation est coupé d'une grande partie de son peuple. « Une fuite en avant » dans la radicalisation du régime, qui s'est assortie de centaines d'arrestations dans les milieux réformateurs, pragmatiques ou simplement ouverts à la discussion. Le but de cette chape de silence ? Etablir, avec l'aide du président Ahmadinejad, cet ultra-religieux populiste qui se dit en contact spirituel avec le Mahdi, l'Imam caché des chiites dont il attend le retour, le régime islamique autoritaire dont rêvent certains ultras depuis 1979. Un régime qui dit vouloir retourner aux principes du début de la révolution et à « la justice sociale pour les plus déshérités », en épurant les « corrompus » (« les mafias politiques ») qui ont gouverné le pays, selon les propos de M. Ahmadinejad en campagne). En somme un national-socialisme islamique, qui ignore les libertés pour parvenir plus vite à son but social.

Ce danger, Mir Hossein Moussavi, ex-premier ministre zélé et homme de sérail timoré, propulsé après vingt ans d'absence sur la scè-



Les forces de sécurité ont chargé les manifestants, samedi 20 juin, à Téhéran, faisant treize morts (source officielle).

ne politique à la présidentielle du 12 juin, par les réformateurs, l'a dénoncé avec force. Un point de non-retour dans l'histoire de la République islamique où jamais le Guide n'avait été mis en question.

Porté par cette « vague verte » (couleur de sa campagne) qui a agglutiné au fil des jours, jeunes vieux, étudiants, ruraux mécontents – un embryon de contestation plurielle –, M. Moussavi a « grandi ». Il l'a écrit lui-même, samedi, à ses partisans pris sous le feu des miliciens du régime « Je ne suis qu'un simple militant, c'est vous qui m'avez donné la force, vous qui m'avez fait prendre conscience de mes responsabilités ». Et cet homme intègre qui ne voulait que de timides et « justes réformes » est devenu le symbole le plus courageux du besoin de changement. On n'ose dire révolution. La revendication dépasse désormais le simple cadre d'une élection, elle touche au fond. « Ne laissez pas que des tricheurs viennent vous voler le drapeau de la Révolution (...) Vous le peuple honné-

te d'Iran réclamez vos droits ». Ajoutant qu'il est prêt au « martyr », M. Moussavi a dénoncé le « risque de dérive de la République en dictature » avant de conclure : « Nous sommes les vrais fils de la révolution ».

« Fils de la révolution »

En ce qui le concerne, nul ne saurait le nier : jeune, Mir Hossein Moussavi a été un des « poulains » de l'ayatollah Behehti, l'idéologue de la révolution, puis celui de l'imam Khomeiny et de son fils Ahmad. Que voulait-il donc dire par « vrai fils de la révolution » ? Tout simplement sans doute, évoquer son parcours révolutionnaire sans faute qui lui permet de rappeler à ceux qui au sein du pouvoir veulent l'oublier que dans République islamique il y a le mot république.

Ce qu'il préconise avec dans ses communiqués des arguties juridiques à sa manière, persévérante et pointilleuse, c'est le respect des principes démocratiques : « Dans la Constitution, l'article 27 autorise les manifestations pacifiques. Le

devoir de la police est de les protéger, pas de les charger. » Ou encore : « Si la liberté de parole, qui est notre droit, était respectée, nous ne serions pas obligés de crier dans la rue... Liberté, République islamique et indépendance nationale étaient nos trois slogans en 1979. »

Depuis vendredi et la « sortie » du Guide, la dualité de cette République islamique, jamais vraiment achevée, expose ses contradictions au grand jour. Et pour les fondamentalistes au pouvoir le danger est grand. Car même si M. Moussavi se garde bien de l'évoquer – et la foule de ses supporters aussi – à terme, la contestation risque de toucher plus profond encore, à la base même du régime : le principe de *velayat-e-faqih* (la suprématie du religieux sur le politique) que de nombreux religieux trouvent désastreux pour l'image même de la religion en Iran, depuis les récentes dérives autoritaires du pouvoir. ■

M.-C. D.

Le Monde
Mardi 23 juin 2009

La police iranienne réprime durement les protestataires

Les deux jours qui ont fait basculer la contestation électorale en opposition

Récit

SAMEDI 20 JUIN

13 heures. Les deux candidats malheureux à la présidentielle iranienne soutenus par les réformateurs, Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karoubi, ne se sont pas présentés devant le Conseil des Gardiens de la Constitution chargé d'examiner leurs plaintes pour irrégularités. Ils contestent la réélection avec 63 % des voix de Mahmoud Ahmadinejad. La veille, lors du prêche du vendredi, le Guide suprême Ali Khamenei avait déclaré l'élection valide et interdit les marches de protestation. Il ajoutait à l'adresse des deux contestataires : « *Vous serez responsables en cas d'effusion de sang.* »

13 h 30. Intervenant à la télévision, le chef adjoint de la police, Ahmad Reza Radan, annonce que toute manifestation est « *illégal* » et sera « *durement réprimée* ». Son chef, Ahmadi Moghadam, envoie une lettre à M. Moussavi pour lui dire la même chose.

14 h 32. Le Conseil des Gardiens annonce qu'il est prêt à recompter 10 % des voix « *au hasard* ». Aucune réaction des deux candidats.

14 h 54. L'organisation des Religieux combattants fondée par l'ancien président réformateur Mohammad Khatami annonce que, faute de la « *permission de marcher comme prévu de la place de la Révolution à la place de la Liberté, elle n'a aucun plan pour la soirée* ». MM. Moussavi et Karoubi étaient conviés à cette marche. Des rumeurs font état d'un communiqué « *imminent* » à la nation de M. Moussavi.

15 h 40. Des témoins racontent avoir vu un fort déploiement policier place Enqelab (la Révolution). Essentiellement des bassidji (milices islamiques) appuyés par des canons à eau qui barrent les avenues. Aucune confirmation ou annulation de la manifestation qui doit commencer à 16 heures n'est donnée par M. Moussavi. En revanche sur le site de son épouse, Zarah Rahnavard, depuis 4 heures du matin, un appel à manifester



est répété toutes les deux heures.

Le photographe Paolo Woods, présent à Téhéran, essaie de s'approcher en moto, déguisé comme il peut pour passer inaperçu avec un mini-appareil photo : « *Sur l'avenue Vali-a-Ast nous sommes bloqués, je décide de poursuivre à pied. Une foule de gens se dirige vers la place Enqelab. Ils arrivent des rues adjacentes. Partout des policiers, des militaires, des bassidji et des sepah (Gardiens de la révolution). Jamais vu autant durant les manifestations des jours précédents. Ils sont calmes. Ils obligent seulement les gens à marcher sur un seul trottoir, celui de gauche* »

« *Je demande à un couple s'ils n'ont pas peur. Lui répond "un peu". Elle rit* »

Paolo Woods
photographe

menant à Enqelab. Nous passons devant l'entrée de l'université, bloquée par une centaine de policiers. Sur le campus des manifestants exhibent des pancartes et crient "Allah akbar" (Dieu est grand). Ces mêmes mots criés depuis les toits le soir tombé.

« *La foule défile pacifiquement faisant le V de la victoire. Je demande autour de moi aux gens s'ils ont peur. Ils me disent que non. Puis la foule est dirigée vers une rue plus étroite, tentant ainsi d'interdire*

l'accès à la place Enqelab.

« *Quand nous atteignons la place. La police charge, les camions équipés de canon à eau arrosent la foule et les gens aux fenêtres des immeubles. La rumeur court : ils utilisent de l'eau bouillante. Mouillé, je constate que c'est faux. La police charge de tous côtés. Difficile d'évaluer le nombre de manifestants. Peut-être 30 000, la plupart d'entre eux n'ont jamais atteint la place. On me dit que des gens commencent à se réunir sur la place Azadi (Liberté), à 3 km de là.*

« *J'entre en courant dans une rue et je vois une jeune femme se faire bastonner par des bassidji. Elle me dira ensuite qu'ils peuvent la battre à mort, elle ne retirera jamais son ruban vert noué au poignet symbole des partisans de Moussavi. Je vois des policiers en civil filmer depuis des immeubles ou dans la rue. Ils utiliseront probablement ces vidéos pour identifier les protestataires. Le réseau de téléphone mobile ne fonctionne plus.*

« *A nouveau la foule se met à courir. Je les suis. Je tente de prendre quelques photos mais les gens ne veulent pas de peur d'être reconnus. Partout la police et des bassidji. S'ils me voient prendre des clichés, ils tentent qu'étranger, je peux avoir de sérieux ennuis. Je demande à un jeune couple s'ils n'ont pas peur. Lui répond "un peu". Elle rit. Il ajoute : "Ils sont là pour frapper. Nous ne sommes pas là pour nous battre, c'est pour quoi j'ai peur." Je m'adresse à un quinquagénaire et je lui dis*



que j'ai vu surtout des jeunes gens dans la manifestation, et des femmes mais moins de personnes d'un certain âge que les jours précédents. "Il faut être jeune pour courir", me dit-il avec un petit sourire.

« *Je rencontre une amie. Dans son sac en plastique rose, une pancarte sur laquelle elle a joliment calligraphié un poème en farsi : "Si je m'assois/Si tu t'assois/Qui se lèvera ?/Si je me lève/Si tu te lèves/Alors tout le monde se lèvera." Elle n'a pas eu l'occasion de la sortir de son sac.*

« *Je débouche sur une large avenue où 500 personnes sont regroupées. Elles marchent vers l'est. J'entends des tirs. A un carrefour, des policiers anti-émeutes sont là,*

prêts à l'action, ils enfilent leur masque à gaz et se mettent à tirer des grenades lacrymogènes. Tout le monde s'enfuit. D'une rue à l'autre, au hasard. On se regroupe avant d'être violemment dispersés. J'entends à nouveau des tirs mais impossible de dire d'où ils proviennent, qui a tiré. Nous sommes à nouveau chargés et, alors que je m'enfuis par une petite rue, un colosse m'entraîne sous un porche, puis dans une entrée dont il referme la porte. Il y a là déjà une vingtaine de personnes : hommes femmes enfants. Il m'a évité de me faire bastonner. Ils me donnent de l'eau, me soufflent de la fumée dans les yeux pour essayer d'apaiser l'effet des gaz. Un homme me dit que Moussavi était sur la place. Ils me disent avoir vu la police tirer sur la foule mais ne savent pas s'il s'agissait de balles réelles ou en caoutchouc.

» Je retourne dans la rue. A l'extrémité, environ 20 motos et des pick-up chargés de bassidji se mettent brusquement à charger et à frapper des gens à un arrêt de bus. Ils sont deux par moto, le passager frappe tout ce qui bouge, à la volée. Certains sont armés de "teaser". Des fenêtres des immeubles, des gens hurlent "mort au dictateur". Une femme s'évanouit. Les pick-up s'en vont avec des gens arrêtés... »

17 h 50. Les Agences de presse officielles font état d'un kamikaze qui se serait fait exploser au mausolée

du fondateur de la République islamique, faisant un mort et plusieurs blessés.

18 h 30. Le communiqué de Mir Hossein Moussavi est diffusé sur ses sites. Il y déclare qu'il refuse d'accepter le résultat de l'élection entériné par le Guide suprême. Estimant que la République islamique « est en danger » et qu'elle souffre d'un risque de « dérive dictatoriale », il se dit « prêt à mourir en martyr » pour que les droits des Iraniens soient respectés. Et appelle, au cas où il serait arrêté, ses partisans à « à faire grève ».

19 heures. Les manifestants continuent à tenter de se regrouper. « Nous venons du nord de Téhéran en taxi, ma sœur et moi, raconte Lalleh, 45 ans. Au carrefour Fatemi, nous avons rejoint les petits groupes qui marchaient toujours vers la place de la Révolution. Il fallait constamment dévier, les bassidji

« A côté de moi, une femme de 70 ans est tombée sous les coups de bâton. Elle criait "pourquoi" ? »

Une manifestante

barraient les accès à la place. Ils hurlaient "dispensez-vous". C'était une charge sauvage. A côté de moi, une femme de 70 ans est tombée sous

les coups de bâton. Elle criait "pourquoi ?" C'était terrible. Nous n'y voyions plus rien avec les gaz lacrymogènes, ma sœur vomissait.

» A un moment quelqu'un m'a dit "Reculez, il y a un homme mort par terre, il a reçu une balle". Nous voulions nous réfugier chez un oncle tout près, là aussi un groupe qui courait nous a dit "n'y allez pas", ils ont tué une jeune fille - on m'a dit qu'elle s'appelle Neda -, un peu plus haut que le carrefour Fatemi. Elle a pris une balle perdue dans la gorge devant un magasin de fleurs, un peu à l'écart des bagarres... C'était la panique, mais je recommencerais autant qu'il le faudra. Il ne s'agit plus des élections mais de gagner les libertés dont on nous prive. »

21 h 30. Depuis les toits les cris « Allah akbar » reprennent, disent des témoins avec une intensité accrue. Y sont ajoutés des cris « A mort le dictateur » et « menteurs ! ».

DIMANCHE 21 JUIN

13 heures. La télévision d'Etat admet que les heurts de la veille ont fait 13 morts. Jointe par téléphone, une source hospitalière nous confie que le bilan serait de « 19 mort et 150 blessés dont certains dans un état grave ». Elle nous confirme que dans les grands hôpitaux des forces de sécurité ont intimidé l'ordre au personnel soignant de les laisser emmener les

blessés légers.

16 heures. Les autorités iraniennes imputent à des « terroristes » les événements de la veille. Le président Ahmadinejad conseille à Washington et Londres de ne pas se mêler de la situation en Iran. Dans un communiqué, l'ex-président réformateur Khatami, qui appuyait la candidature Moussavi, explique que seule « la libération immédiate de ceux qui ont été arrêtés pendant les manifestations est à même de ramener le calme ».

16 h 30. Le grand ayatollah Montazeri, dauphin déchu de l'imam Khomeiny, appelle depuis la ville sainte de Qom à trois jours de deuil : « Résister aux exigences du peuple est interdit par la religion », écrit-il.

17 h 30. L'expulsion d'Iran de Jon Leyne, correspondant de la BBC, est confirmée.

17 h 50. L'agence officielle IRNA annonce qu'un groupe de militants des Moudjahidins du peuple (principal groupe d'opposants en exil) a été capturé en Iran.

23 h 30. Nouveau communiqué de M. Moussavi : « Aujourd'hui le pays pleure nos morts... J'invite mon cher peuple à la retenue. Espérez obtenir vos droits mais ne permettez pas que ceux qui veulent vous mettre en colère réussissent. » ■

Marie-Claude Decamp et Christophe Châtelot

Le Monde

23 juin 2009

Editorial

Iran, le défi

Tout l'appareil de répression de la République islamique d'Iran avait été mobilisé : police, unité spéciale des Gardiens de la révolution, groupes de nervis armés appartenant aux milices du régime, les bassidji, chargés des plus basses besognes. Rien n'y a fait. Des Iraniens de tous âges et de toutes conditions sont descendus samedi 20 juin dans la rue. Certains l'ont payé de leur vie : au moins dix morts à Téhéran, la capitale. Ils ont défié le « Guide », l'autorité suprême du régime, l'ayatollah Ali Khamenei, qui, la veille, avait interdit toute manifestation.

Ils n'ont pas seulement réclamé ce pourquoi ils manifestent depuis une semaine : un nouveau décompte des suffrages, ou un autre scrutin, après l'élection présidentielle du vendredi 12 juin. Plus grand monde ne conteste que celle-ci a très vraisemblablement été volée par le président sortant, le fondamentaliste Mahmoud Ahmadinejad, avec l'accord et l'appui de l'ayatollah Khamenei. Descendant dans la rue, ces courageux Iraniens ont aussi brisé un tabou : ils se sont opposés à celui qui, dans l'usine à gaz institutionnelle iranienne, est censé incarner la révolution islamique.

Mais, précisément, M. Khamenei est sorti de son rôle d'arbitre des diverses factions qui composent le pouvoir iranien. Il s'est « factionnalisé » : il a pris le parti d'un des camps en présence. Il a mis toute sa légitimité, le poids de l'institution qu'il représente, au service du mouvement amorcé par M. Ahmadinejad au lendemain de son élection, en 2005 : la militarisation d'un régime s'appuyant de plus en plus sur un petit groupe des Gardiens de la révolution, cette deuxième armée nationale

qui se veut le bras armé de la République islamique.

Le politologue français Frédéric Tellier a détaillé le détonnant cocktail idéologique qui anime ce groupe : romantisme et prosélytisme révolutionnaires, rationalité technique (l'obsession du nucléaire militaire), fanatisme froid, dévouement inconditionné. Comment nommer ce mélange d'hypernationalisme et de populisme, de quête de « pureté révolutionnaire » et d'anti-intellectualisme, de mépris de la démocratie, de rejet du compromis ? Islamofascisme ? Les similitudes avec les partis fascistes européens des années 1930 sont troublantes.

En face, l'opposition s'est résolument située dans le légalisme, dans le jeu institutionnel de la République islamique. Que veut-elle ? Un peu d'Etat de droit, nous disait une Iranienne : « Un peu de loi, une vie normale, la sécurité dans la rue, des droits parmi les plus élémentaires. » Pas le règne de l'arbitraire. ■

Le Monde
24 juin 2009

La crise politique en Iran

La répression s'accroît à Téhéran, la milice tient la rue

Pourchassés, les manifestants, qui réclament une nouvelle élection présidentielle, cherchent à organiser d'autres types de protestation

Le Conseil des gardiens de la Constitution – sans surprise – a tranché, mardi 23 juin : il n'est pas question de refaire une élection présidentielle en Iran. Mais c'est à peine si la nouvelle a été commentée dans le pays où la répression s'est encore accrue depuis lundi. Au cours de la journée, policiers anti-émeutes et miliciens bassidji s'étaient déployés massivement dans le centre de la capitale où un millier de manifestants tentaient de se regrouper malgré l'avertissement des Gardiens de la révolution.

Le matin même, ils avaient annoncé, dans un communiqué, qu'ils réprimeraient par la force toute nouvelle manifestation : « *Les Gardiens affronteront vigoureusement, dans un esprit révolutionnaire, les émeutiers et ceux qui violent la loi.* » C'est la première fois que ces combattants d'élite – l'armée idéologique du régime – entraînent dans le jeu, depuis dix jours que les partisans du candidat malheureux à l'élection présidentielle du 12 juin, Mir Hossein Moussavi, réclament dans les rues un nouveau scrutin.

Samedi, les manifestations particulièrement réprimées avaient fait dix morts selon les autorités (une trentaine selon des sources hospitalières consultées par téléphone). Surtout, elles avaient directement remis en cause l'autorité du Guide suprême, Ali Khamenei, qui avait interdit les marches prévues, tenant les organisateurs pour responsables « *en cas d'effusion de sang* ». Mais certains contestataires s'étaient donné le mot sur Internet pour assister, lundi, aux obsèques de Neda, jeune femme tuée par balle samedi lors des manifestations et dont la photo a fait le tour du monde. Selon des témoins cités par l'agence Reuters, les forces de sécurité les ont empêchés, bloquant les rues menant à la mosquée du centre de Téhéran où devait avoir lieu la cérémonie : « *La police aspergeait de peinture les voitures de ceux qui*



Des policiers anti-émeutes dans une rue de Téhéran, lundi 22 juin. AFP

insistaient pour se rendre vers la mosquée, pour mieux les identifier ensuite », a dit l'un d'eux.

De fait, depuis deux jours la répression est aussi systématique qu'étudiée. Rien n'est laissé au hasard. Outre les 462 personnalités réformatrices ou « modérées » arrêtées, les bassidji quadrillent la ville, surtout au nord. Dimanche soir, nous a confié par téléphone Shirin, une manifestante proche des réformateurs, le quartier de Saadatabad dans lequel vit sa grand-mère de 80 ans a été contrôlé porte à porte : « *Ils cherchaient des jeunes, surtout des blessés. Ils les embarquaient aussitôt. Où ? On ne sait pas.* » La vieille dame n'aura que le temps de hurler pour que les voisins interviennent et empêchent les miliciens d'emmener sans raison sa petite-fille de 16 ans.

La télévision d'Etat a relayé un appel de la police à la délation et des photos d'émeutiers particuliers « recherchés » comme autant de hors-la-loi sont diffusées. « *La nuit, raconte encore Shirin, ils marquent d'un signe les immeubles d'où les*

protestations "Allah akbar, Dieu est grand" sont les plus fortes et reviennent le jour contrôler les gens. Tout est bouclé, on peut à peine respirer. »

La protestation est-elle en train de s'éteindre ? « *Non, dit-elle. Dans la rue, ils ont gagné, comment lutter contre pareil déploiement de force ? Mais le mouvement va continuer sous une autre forme. Cette élection "volée" a fait comprendre à un certain nombre d'Iraniens qui avaient renoncé à leurs libertés qu'ils ne sont plus seuls. C'est une prise de conscience collective que les dirigeants du pouvoir ne peuvent annuler. Désormais, nous n'avons plus peur, ils devront se méfier de chacun d'entre nous. Ils ne peuvent arrêter tous les Iraniens...* »

« Viser la durée »

Et l'analyste Ahmad Salamati d'ajouter : « *La société civile s'est mise en marche : dans la rue elle s'est comptée, elle sait qu'un autre Iran est possible face au manque de légitimité du gouvernement. Comment l'exprimer ? Peut-être par des campagnes de mouvements civiques, de signatu-*

res, d'actions ponctuelles. Le problème pour cet embryon de contestation, c'est d'éviter l'opposition frontale qui est faire le jeu du régime qui joue la politique du pire. Et le plus difficile, c'est de lui donner une structure assumée, rien de clandestin surtout. Pour mûrir, ce mouvement doit viser la durée. »

La rue est perdue, mais les inspireurs de cette « *fronde pour les libertés* », comme le dit l'un d'eux, ne désarment pas. Mehdi Karoubi, l'autre candidat réformateur malheureux à la présidentielle, appelle depuis son site Internet à une cérémonie de deuil, jeudi, en mémoire des manifestants tués. Et des mots d'ordre de grève ou de débrayage partiel circulaient, mardi, à Téhéran. ■

Marie-Claude Decamps

L'attentat près de Kirkouk en Irak s'alourdit à 73 morts

Moustafa Mahmoud et Mohammed Abbas
Par Reuter

Le bilan de l'attentat au camion suicide commis samedi dans un village proche de Kirkouk, dans le nord de l'Irak, s'est alourdi à 73 morts, et l'on dénombre également 200 blessés, annonce la police.

Il s'agit de l'attentat le plus meurtrier en Irak depuis celui commis en février 2008 par une femme kamikaze. Cet attentat avait fait 99 morts sur un marché aux animaux à Bagdad.

Plus de la moitié des victimes de l'attentat à Taza, village chiite près de Kirkouk, ont été retirés des décombres de quelque 70 maisons en brique de terre cuite, qui ont été rasées par l'explosion, a déclaré le général Nadjeh Mohammed, chef des services de la défense civile locale.

Un survivant, Askar Zaman, a expliqué que dix de ses proches avaient été tués, dont ses fils et petits-fils. Un autre, Hussein Azab, dit avoir perdu huit membres de sa famille.

D'aucuns redoutent que le retrait des troupes américaines des grandes villes, qui doit être achevé d'ici la fin du mois, n'ait pour conséquence une dégradation de la situation.

Les victimes quittaient une mosquée chiite des environs de Kirkouk quand le kamikaze a déclenché ses explosifs.

D'autres violences ont été signalées dimanche dans le nord de l'Irak, avec l'explosion d'une bombe au passage d'une patrouille de l'armée irakienne, qui a tué



Un blessé secouru par un policier après l'attentat au camion suicide samedi près de Kirkouk, dans le nord de l'Irak.

un civil et fait trois blessés dont un policier, à Mossoul. Des individus armés ont par ailleurs abattu un policier dans l'est de cette ville, à près de 400 km au nord de Bagdad, a indiqué la police.

Ces actes de violence surviennent au moment où l'armée américaine doit se retirer partiellement de Mossoul, qui demeure l'un des endroits les plus violents d'Irak.

A la date butoir du 30 juin, la majeure partie des troupes américaines doit s'être retirée des villes pour gagner des bases à l'extérieur des localités. Cette perspective laisse craindre un regain de violences, d'autant que les forces de sécurité irakiennes ne parviendront peut-être pas seules à

contrôler la situation.

CRAINTE D'UNE DÉGRADATION DE LA SITUATION

Les violences ont fortement diminué en Irak au cours des douze derniers mois. Le crédit en revient pour partie à l'armée américaine et à sa stratégie de renforcement des effectifs dans des zones urbaines où les combats faisaient rage naguère.

Les insurgés, dont la branche irakienne d'Al Qaïda (sunnite), conservent toutefois la capacité de mener des attaques meurtrières contre les forces américaines, la police irakienne et les civils, pour tenter de créer une situation de troubles permanents et saper l'autorité du gouvernement du chiite Nouri al Maliki.

A mesure que les soldats américains quittent les villes, la pression s'accroît sur les forces irakiennes.

Les élections législatives qui se profilent pour janvier prochain seront un test de la capacité des Irakiens à vivre ensemble après les années de violences consécutives à l'invasion de 2003. Le gouvernement dit être à même de faire face, mais ce sera pour lui un défi de taille.

Ainsi, à Kirkouk, que les Kurdes du nord de l'Irak revendiquent en tant que capitale ancestrale, certains craignent que la police ne fasse cause commune avec une partie de la classe politique, ou que les formations politiques et leurs milices armées ne comblent le vide laissé par le départ des Américains.

"Certains redoutent une aggravation de la situation", résume un analyste politique vivant à Kirkouk, Abd al Rahman Taleb.

IRAK: LE PARLEMENT KURDE ADOPTE UNE CONSTITUTION ANNEXANT KIRKOUK

AFP

Erbil - 24 juin 2009 - AFP

Le Parlement kurde irakien a adopté mercredi la future Constitution de cette région qui englobe dans le Kurdistan la province pétrolière de Kirkouk et des localités situées dans les gouvernorats de Ninive et de Diyala.

Le texte a été approuvé par 96 députés présents sur les 111 que compte ce Parlement. Il doit être soumis à référendum le 25 juillet, le jour de la présidentielle et des législatives. Cependant, sept députés ont quitté la séance jugeant ce vote illégal.

"Le Kurdistan d'Irak est une entité géographique et historique qui comprend les provinces de Dohouk, Souleimaniyeh, Erbil et Kirkouk" ainsi que onze localités situées dans les provinces de Ninive et de Diyala.

La Constitution irakienne prévoit un référendum à Kirkouk, dont la province compte 900.000 personnes et recèle les deuxièmes plus grandes réserves pétrolières du pays après le Sud.

Le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU en Irak, Staffan de Mistura, avait présenté le 22 avril des rapports sur Kirkouk et quinze autres "territoires disputés" dans le gouvernorat de Ninive, à Kirkouk, à Diyala, à

Salaheddine et à Souleimaniyeh.

La Constitution affirme que le Kurdistan est "composé de Kurdes, Turcomans, Arabes, Syriaques, Chaldéens, Assyriens, Arméniens et d'autres citoyens vivant dans cette région".

Elle "reconnait et respecte l'identité musulmane de la majorité des habitants du Kurdistan d'Irak et reconnaît et respecte également les droits religieux des chrétiens, Yazidis et autres".

La capitale du Kurdistan est Erbil et la région a son propre drapeau et sa fête nationale. Les langues officielles sont l'arabe et le kurde.

La président du Parlement kurde Adnane al-Mufti a qualifié la journée "d'historique pour le peuple du Kurdistan qui possèdera désormais sa propre Constitution et pourra ainsi exercer ses droits".

"Nous sommes sept députés à avoir quitté la séance aujourd'hui (mercredi) car la législature est terminée depuis le 4 juin et l'adoption de la Constitution est illégale", a indiqué pour sa part Mme Qwestan Mohammed, député dissidente de l'Union patriotique du Kurdistan.

Le 3 juin, le Parlement avait voté l'extension de la législature jusqu'aux élections du 25 juillet, mais des députés n'ont pas reconnu ce vote.

Turquie: l'obsession du coup d'Etat

L'armée aurait élaboré une stratégie visant à renverser le gouvernement de l'AKP. Un scandale qui met en cause la tutelle qu'elle exerce sur le pouvoir politique et met en évidence la nécessité d'instaurer un nouvel équilibre, estime la presse turque.

«Cela fait une semaine que la Turquie ne parle plus que du document révélé par le quotidien Taraf», écrit Derya Sazak dans Milliyet. «Ce document, intitulé 'Plan d'action pour combattre

le fondamentalisme religieux', a été trouvé dans le bureau de l'avocat d'un officier à la retraite impliqué dans le réseau putschiste Ergenekon et porte la signature d'un officier travaillant pour l'état-major de l'armée turque. Il pose-rait ainsi les jalons d'une stratégie visant à déstabiliser le gouvernement de l'AKP.» Le chef d'état-major, qui avait fait un discours remarqué, en avril dernier, dans lequel il affirmait que l'armée «n'abritait en son sein aucune tendance putschiste», est particulièrement embarrassé par ce document, «qui aurait, en plus, été rédigé [par des officiers proches de l'état-major] précisément au moment où il tenait cet important discours».

«Pendant combien de temps encore allons-nous continuer à faire semblant de nous rassurer en nous disant que l'armée est en train de faire le ménage et qu'il n'y a plus de quoi s'inquiéter ?» s'indigne Gülay Gökçürk dans Bugün. «Un plan mettant notre armée en position de faire la guerre à son propre peuple a donc été conçu, il y a deux mois à peine, au sein d'une unité qui peut être en plus considérée comme un haut lieu de réflexion de l'état-major. Les actions permettant de renverser un gouvernement légitime y étaient expliquées par le menu, qu'il s'agisse d'exciter les rivalités ethniques internes, de diffamer des individus ou de détériorer les relations avec certains pays voisins. Signé par un officier supérieur, ce plan a donc désormais valeur de rapport officiel. Dans ces conditions, il est bien difficile d'imaginer qu'il s'agisse là d'un événement isolé, qui serait le fait de quelques éléments à l'intérieur de l'armée. Non, ce genre d'initiative est en fait le résultat d'une façon de penser qui s'est solidement implantée au sein de notre institution militaire. A peine pense-t-on en avoir fini avec les mémorandums de l'armée qu'une nouvelle conspiration



Le chef d'état-major, le général Ilker Basbug, avant sa rencontre avec le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, Ankara, 16 juin 2009

est déjà en train d'être organisée. La rupture avec ce genre de tradition ne sera possible que par l'éradication, tant dans les esprits qu'au sein des institutions, de toutes les manifestations de ce régime de tutelle. Le pire, c'est que ces expériences douloureuses, qui se sont répétées ces dernières années, risquent de porter atteinte à la réputation de l'armée dans la population avec le danger qu'elle ne puisse plus assumer ses tâches légitimes. En effet, aucun parent n'aurait envie d'envoyer ses fils dans une armée dont la fonction principale serait d'ourdir des complots contre le peuple.»

Dès lorsqu'ils se mêlent de politique, les militaires perdent de leur efficacité, explique à ce propos Taha Akyol dans Milliyet. «C'est précisément parce qu'ils se sont politisés, au nom de la nécessité de 'sauver la nation', que les militaires turcs ont subi une cuisante défaite lors des guerres balkaniques [1912-1913].» Et Taha Akyol de citer le ministre AKP Bülent Arınç, qui, évoquant récemment les tendances putschistes de l'armée turque, avait déclaré : «Heureusement que nous ne sommes pas entrés en guerre, car ces militaires n'auraient pas été capables de gagner !»

Si en intervenant dans la vie politique le but était d'affaiblir les islamistes, l'objectif est plutôt raté, conclut Derya Sazak dans Milliyet : «Cinq ans après le coup d'Etat du 28 février 1997, l'AKP

est arrivé au pouvoir. N'est-ce pas la crise provoquée par la publication d'un mémorandum sur le site Internet de l'état-major au moment de l'élection présidentielle de 2007 [pour empêcher l'élection d'Abdullah Gül] qui a ensuite permis à l'AKP de gagner les élections législatives avec 47 % des suffrages ? Le 29 mars dernier, nous avons enfin vécu des élections sans 'intervention' [de l'armée], et l'AKP a perdu des voix... Nous ne vivons plus à l'époque de la junte des colonels. Non aux coups d'Etat !»

Pierre Vanrie

Irak: une vague d'attentats menace le retrait américain

MOYEN-ORIENT

À partir du 30 juin, les troupes américaines de combat auront quitté les villes et passé le flambeau aux forces de sécurité irakienne.

C'EST une vague de violences comme le pays n'en avait plus connu depuis longtemps. Plus de cent morts en trois jours, victimes d'attentats et de fusillades dans trois grandes villes irakiennes : Bagdad, Mossoul et Kirkouk. Les insurgés irakiens, que l'on croyait K.-O., sonnés et repliés au fond de leurs terriers, ont visiblement décidé de saluer avec un faste particulier la grande nouvelle de l'année 2009 : le début du retrait des soldats américains. À partir de mardi prochain, toutes les troupes de combat auront en effet quitté les villes et passé le flambeau aux forces de sécurité irakiennes. Seuls de 35 000 à 50 000 soldats – sur 142 000 aujourd'hui – resteront basés dans le pays jusqu'à la fin de 2011, date à laquelle l'intervention militaire américaine sera entièrement soldée.

Ce fut une promesse de Barack Obama, qui estime que la guerre en Irak a déjà trop duré, presque autant que celle du Vietnam. « Nous avons envoyé nos troupes en Irak pour en finir avec le régime de Saddam Hussein et vous avez accompli ce travail », a-t-il affirmé sur une base militaire de Caroline du Nord fin février. Le président américain s'y est dit déterminé à respecter à la lettre l'accord de sécurité signé en novembre 2008 entre Bagdad et Washington.

À Tampa, en Floride, au siège du Centcom, le général Petraeus fait la liste des « progrès substantiels » obtenus par les forces américaines en Irak : « Le niveau d'attaques, qui était de 160 par jour en juin 2007, est passé à 10 ou 15 depuis six mois. On trouve de

moins en moins de cadavres dans les rues. Les attentats suicides sont en constante diminution, comme le nombre de combattants étrangers », argumente le patron du commandement central américain dans une interview accordée à quelques journalistes français.

Ancien chef de l'opération américaine en Irak, Petraeus est le principal artisan du succès irakien. Basées sur une augmentation des troupes et la mise en place de techniques de contre-insurrection visant à retourner la population contre les rebelles, ses méthodes ont produit des résultats spectaculaires en Irak. Dans les grandes villes, les soldats, qui au plus fort de la lutte contre les insurgés, en 2007, étaient 160 000, se sont mêlés à la population. Les tribus sunnites se sont retournées contre al-Qaïda, qui a subi l'un de ses plus gros revers depuis le 11 septembre 2001. « La principale clé de notre réussite est d'avoir réussi à améliorer la sécurité de la population », explique le général Petraeus.

L'abcès de Mossoul

Ce grand militaire au succès toujours modeste est cependant prudent. En Irak, prévient-il, « la paix reste fragile et réversible. Al-Qaïda et les organisations sunnites conservent une capacité de nuisance résiduelle ». Comme en témoignent les attaques de ces derniers jours... Le pays, que les forces américaines s'apprentent à léguer aux forces de sécurité irakiennes, est loin d'avoir acquis une stabilité suffisante pour être hors de danger. Mais les Américains ont un problème plus grave et plus urgent à résoudre : l'Afghanistan, où ils s'apprentent à doubler le nombre de troupes. Sans compter les nouvelles crises ou celles qui pointent à l'horizon et dont Washington sera bien obligé de s'occuper : le Pakistan, la Corée du Nord, l'Iran.



Des Irakiens fouillent les débris d'un immeuble à la recherche de survivants, samedi dernier à Kirkouk, après un attentat qui a fait 72 morts et 200 blessés. Ibrahim/AFP

Autant de raisons pour considérer que le travail a été fait en Irak et que le reste, c'est-à-dire le succès ou l'échec de la guerre en Irak, dépend désormais des Irakiens. Les États-Unis « ne peuvent pas faire la police dans les rues irakiennes indéfiniment, jusqu'à ce qu'elles soient complètement sûres », a prévenu Barack Obama en Caroline du Nord. C'est aux Irakiens, a-t-il affirmé, de prendre leur destin en main, d'assurer l'avenir à l'aide d'un gouvernement « souverain, stable et fiable ».

Beaucoup, y compris au sein de l'armée, craignent que le départ des troupes de combat américaines crée un appel d'air pour les groupes terroristes sunnites ou liés à al-Qaïda. Le sort de Mossoul fait l'objet de toutes les spéculations. Cette ville du nord de l'Irak que se disputent sun-

tes, chrétiens et Kurdes, n'a jamais été pacifiée. Elle héberge l'un des derniers bastions d'al-Qaïda en Irak.

Mais après tant d'années d'efforts, les Américains ne s'en vont pas comme des voleurs. La force de transition, qui sera maintenue jusqu'à la fin de 2011, aura pour rôle d'entraîner et de conseiller l'armée irakienne, qui manque de savoir-faire. Postées non loin des villes, les troupes pourront également être appelées en renfort par les forces irakiennes, auxquelles elles apporteront leur aide en cas de besoin. Pour le reste, il faudra attendre la fin du mois pour savoir si les insurgés, bien qu'affaiblis, seront capables de remettre en cause la passation de pouvoir entre les Américains et l'armée irakienne.

ISABELLE LASSERRE

IRAK: POLÉMIQUE ENTRE LES KURDES ET LE MINISTRE DU PÉTROLE SUR LES CONTRATS

LE MINISTRE irakien du Pétrole Hussein Chahristani a défendu aujourd'hui sa stratégie pétrolière face aux accusations, proférées notamment par les Kurdes, de brader les intérêts de la nation. "Notre plan est de porter la production pétrolière à 4 millions de barils/jour et pour cela nous devons maintenant développer les champs pétroliers déjà en activité car cela va plus vite et notre pays a un besoin extrême d'accroître sa production", a-t-il asséné à la tribune.

Les 29 et 30 juin, le gouvernement entend attribuer l'exploitation de six champs pétroliers et deux champs gaziers à des compagnies étrangères qui devront investir de manière importante pour augmenter la production, les équipements actuels étant vétustes. "Faire de l'exploration pour de nouveaux champs prend du temps. Les champs qui ne sont pas encore exploités seront ouverts lors des

deuxième, troisième et quatrième appels d'offres. Si nous n'agissons pas de cette manière, la production pétrolière de l'Irak diminuera", a-t-il ajouté

Il répondait ainsi au gouvernement régional du Kurdistan irakien qui, un peu plus tôt, avait jugé "anti-constitutionnel" les contrats qu'entend attribuer Bagdad. "Les appels d'offres lancés par le ministère irakien du Pétrole sont anti-constitutionnels et contre les intérêts économiques du peuple irakien", avait affirmé aujourd'hui un communiqué de ce gouvernement.

Les Kurdes interprètent à leur manière l'article 109 de la Constitution qui "stipule que le gouvernement fédéral et les régions et gouvernorats producteurs doivent développer la richesse pétrolière et gazière pour le meilleur bénéfice du peuple irakien en utilisant les techniques les plus avancées du marché et en encourageant

l'investissement". Le Kurdistan irakien a commencé le 1er juin à exporter son pétrole dans un climat d'hostilité avec le gouvernement fédéral qui nie à sa province du nord le droit de signer des contrats sans son aval. Désormais, grâce à deux champs pétroliers, 90.000 barils sont acheminés quotidiennement vers l'oléoduc reliant Kirkouk au port turc de Ceyhan.

Bagdad refuse de reconnaître les contrats pétroliers conclus par le Kurdistan avec des sociétés étrangères et veut des contrats de service, rémunérant les compagnies pétrolières au baril extrait plutôt que par un partage des bénéfices tirés de l'exploitation des ressources. "En dépit de sérieuses objections qui se sont élevées contre son plan, le ministre du Pétrole irakien persiste dans sa décision (qui ira à l'encontre) des intérêts de l'Irak", a ajouté le gouvernement autonome. A

l'heure actuelle, 31 sociétés pétrolières ont été présélectionnées par l'Irak, dont la totalité des majors occidentales et de grosses compagnies d'Etat, pour exploiter six grands champs pétroliers et deux champs gaziers. Quatre compagnies se sont retirées de la compétition.

Selon le site www.iraqoilforum.com, sont en course: sept compagnies nord-américaines, 11 asiatiques, neuf européennes, deux australiennes et deux russes. Huit contrats seront disponibles mais des compagnies pétrolières pourraient s'allier pour exploiter certains puits. Selon le ministère, l'attribution de ces contrats permettra d'augmenter la production de 1,5 million de baril/jour. L'Irak produit actuellement 2,4 millions de barils par jour et peine à augmenter sa production.(AFP)



IRAK: LES KURDES JUGENT "ILLÉGAUX" LES APPELS D'OFFRES DU GOUVERNEMENT

ERBIL (Irak) -23 juin 2009 --AFP --

Le gouvernement régional du Kurdistan irakien a jugé "anti-constitutionnel" les contrats que Bagdad entend attribuer à la fin du mois aux compagnies étrangères pour l'exploitation de six champs pétroliers et deux champs gaziers.

"Les appels d'offres lancés par le ministère irakien du Pétrole sont anti-constitutionnels et contre les intérêts économiques du peuple irakien", a affirmé mardi un communiqué de ce gouvernement.

Cette déclaration intervient le jour où en principe le ministre irakien du Pétrole Hussein Chahristani doit être auditionné par la commission parlementaire chargée du dossier.

"Le gouvernement régional a réalisé d'importants progrès en peu de temps dans l'exportation et l'accroissement des revenus du pétrole. Mais ces progrès ont été réalisés en se concentrant sur l'exploration et non sur l'exploitation des champs déjà en fonction, conformément aux meilleures pratiques du marché international et à la constitution irakienne", assure le communiqué.

"Il regrette de ne pas pouvoir en dire autant sur les procédures adoptées par le ministère fédéral du Pétrole d'Irak", a ajouté le texte.

Les Kurdes se basent sur leur interprétation de l'article 109 de la Constitution qui "stipule que les gouvernement fédéral et les régions et gouvernorats producteurs doivent développer la richesse pétrolière et gazières pour le meilleur bénéfice de peuple irakien en utilisant les techniques les plus avancées du marché et en encourageant l'investissement".

Le Kurdistan irakien a commencé le 1er juin à exporter son pétrole dans un cli-

mat d'hostilité avec le gouvernement fédéral qui nie à sa province du nord le droit de signer des contrats sans son aval. Désormais avec l'entrée en exploitation de deux champs pétroliers, 90.000 barils seront acheminés quotidiennement vers l'oléoduc reliant Kirkouk au port turc de Ceyhan.

Bagdad refuse de reconnaître les contrats pétroliers conclus par le Kurdistan avec des sociétés étrangères et veut des contrats de service, rémunérant les compagnies pétrolières au baril extrait plutôt que par un partage des bénéfices tirés de l'exploitation des ressources.

"En dépit de sérieuses objections qui se sont élevées contre son plan, le ministre du Pétrole irakien a maintenu sa décision d'annoncer les résultats des appels d'offres et si cela arrive ce sera contre les intérêts de l'Irak", a ajouté le gouvernement autonome kurde.

A l'heure actuelle, 31 sociétés pétrolières ont été présélectionnées par l'Irak, dont la totalité des majors occidentales et de grosses compagnies d'Etat, pour exploiter six grands champs pétroliers et deux champs gaziers. Quatre compagnies se sont retirées de la compétition.

Selon le site www.iraqoilforum.com, sont en course: sept compagnies nord-américaines, 11 asiatiques, neuf européennes, deux australiennes et deux russes.

Huit contrats seront disponibles mais des compagnies pétrolières pourraient s'allier pour exploiter certains puits.

Le gouvernement irakien annoncera les 29 et 30 juin la publication de la liste des grandes compagnies pétrolières retenues.

L'attribution de ces contrats permettra d'augmenter la production de 1,5 million de baril/jour. L'Irak produit actuellement 2,4 millions de barils par jour et peine à augmenter sa production.

La crise politique en Iran

Le pouvoir iranien dénonce l'ingérence étrangère

En dépit de la répression, ceux qui contestent l'élection présidentielle ont prévu des réunions pacifiques

La contestation en Iran marque le pas dans la rue, sous l'effet de la répression exercée par les autorités. Mir Hossein Moussavi, qui récusé les résultats de l'élection présidentielle du 12 juin officiellement remportée par Mahmoud Ahmadinejad, aurait pourtant appelé ses sympathisants à se rendre « en famille » à un sit-in pacifique devant le Parlement, mercredi 24 juin, à Téhéran.

Une journée de deuil a également été envisagée jeudi, par un autre candidat malheureux, Mehdi Karoubi, avec un rassemblement devant le mausolée de l'imam Khomeiny. Le troisième candidat battu, le conservateur Mohsen Rezaï, a, en revanche, renoncé à sa plainte contre les modalités du scrutin, pour « contribuer avec d'autres à la maîtrise de la situation ».

Pression accrue. Un haut responsable du système judiciaire, Ebrahim Raisi, a assuré, mardi, selon l'agence officielle Irna, que « ceux qui ont été arrêtés au cours des récents événements seront traités d'une façon qui leur servira de leçon ». Selon des proches de M. Moussavi, 25 journalistes et membres du personnel de son quotidien *Kaleme Sabz*, lancé pendant la campagne, ont été arrêtés lundi. Mardi, les autorités ont annoncé l'arrestation d'un journaliste grec, Jason Fowden, travaillant pour le quotidien américain *Washington Times*. Dimanche, le journaliste irano-canadien Maziar Bahari, travaillant pour l'hebdomadaire américain *Newsweek*, avait déjà été arrêté.

La télévision d'Etat a diffusé des

témoignages de personnes présentées comme des manifestants repentis qui avouent avoir agi « sous l'influence de la BBC et de la voix de l'Amérique ».

Barack Obama « choqué ». À l'occasion d'une conférence de presse organisée mardi à Washington, le président des Etats-Unis, Barack Obama, critiqué pour son ton jugé trop mesuré à propos de la crise iranienne, a condamné « fermement » les violences et invité Téhéran à « gouverner par le consensus et non par la force ». « Choqué et outré », il a rendu un hommage appuyé au « courage » des manifestants et évoqué « l'image frappante d'une femme saignant à mort dans les rues », en référence à la jeune Iranienne Neda Agha-Soltan tuée au cours des troubles. M. Obama a enfin réaffirmé que « les Etats-Unis respectaient la souveraineté de la République islamique d'Iran et qu'il n'y avait pas d'ingérence dans les affaires iraniennes ». Après l'intervention de M. Obama, la Maison Blanche a posté sur son site Internet une vidéo fournissant une traduction en farsi de ses déclarations. **Le président Lula doute de la fraude.** Le président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva, a estimé, mardi, peu probable une fraude massive lors de l'élection présidentielle en Iran et a appelé au dialogue. « Au Brésil, nous sommes habitués à ce qu'il y ait des fraudes électorales quand il y a une différence de 1 % ou 2 %, mais avec un résultat de 62 % contre 30 %, il semble difficile qu'il y ait eu fraude », a-t-il dit à Rio. Selon lui, « il y a une opposition qui n'accepte pas » le résultat du vote

et cela se traduit « par des innocents qui meurent, ce qui est lamentable et inacceptable pour n'importe quel démocrate du monde ».

Expulsion de diplomates. Après l'expulsion, lundi, par l'Iran, de deux diplomates britanniques en poste à Téhéran, le premier ministre du Royaume-Uni, Gordon Brown, a déploré une « décision injustifiée » appuyée sur « des accusations qui sont totalement infon-

dées ». Le régime iranien accuse le gouvernement britannique « d'interférer dans les affaires intérieures iraniennes ». « En réponse à cette action, nous avons informé l'ambassadeur iranien que nous allons expulser deux diplomates iraniens de leur ambassade de Londres », a poursuivi M. Brown. « Je suis déçu que l'Iran nous place dans cette position », a ajouté le premier ministre britannique. ■

M. Moussavi réclame une « commission vérité »

Cette instance serait chargée d'examiner le processus électoral et les soupçons de fraudes

Le bureau de campagne du candidat malheureux à l'élection présidentielle du 12 juin en Iran, Mir Hossein Moussavi, a dénoncé, mardi 23 juin, dans un rapport, des fraudes et irrégularités présumées commises lors du scrutin. Il réclame la création d'une « commission vérité acceptable par toutes les parties pour examiner tout le processus électoral ».

Dans un communiqué de trois pages mis en ligne sur *Kaleme*, le site du candidat battu, le « comité pour la protection des voix » de M. Moussavi dénonce « l'utilisation à une large échelle des moyens du gouvernement en faveur de son candidat », le président sortant Mahmoud Ahmadinejad, crédité de 63 % des voix au premier tour.

Il critique la partialité des membres des comités d'organisation de l'élection. Ainsi que l'impression de bulletins de vote le soir de l'élection « sans avoir de numéro de série, ce qui est sans précédent dans l'histoire du pays », souligne le rapport. Il note également la fabrication de « 2,5 fois de plus de tampons [servant à valider les votes] qu'il n'y avait de bureaux de vote, (...) ce qui peut favoriser des fraudes ». Il soupçonne enfin le bourrage des urnes.

Dans une étude publiée dimanche 21 juin, le cercle de réflexion britannique Chatham House (ex-Royal Institute of International Affairs) juge également le résultat électoral « hautement improbable ». Les chercheurs ont comparé

les résultats électoraux, région par région, publiés par le ministère iranien de l'intérieur sur son site Internet, « peu de temps après l'élection », avec ceux du précédent scrutin de 2005 et avec les chiffres du recensement de 2006.

Il ressort que deux provinces conservatrices – Mazandaran et Yazd – affichent des taux de participation supérieurs à 100 % ; que dans dix des trente provinces, le résultat officiel de M. Ahmadinejad signifierait qu'il « a capté non seulement tout le vote conservateur [de 2005] mais également tous les nouveaux votants et aussi 44 % des voix qui s'étaient portées sur les réformateurs, malgré une décennie de lutte entre les deux camps ».

Score particulièrement élevé

Chatham House s'étonne aussi du score particulièrement élevé de M. Ahmadinejad dans les campagnes où, contrairement « à un mythe », les conservateurs y sont particulièrement « impopulaires » comme le montrent les résultats de l'élection de 1997, 2001 et 2005.

Le pouvoir iranien, lui, campe sur ses positions. Il a exclu, mardi, l'annulation de l'élection et a annoncé que le nouveau président et son gouvernement allaient être investis entre le 26 juillet et le 19 août. Seule concession mineure : un délai de cinq jours supplémentaire pour examiner les plaintes déposées par les candidats battus. ■

Christophe Châtelot (avec AFP)



La télévision d'Etat iranienne a diffusé, le 23 juin, des témoignages, présentés comme ceux de manifestants interpellés les affrontements avec la police, qui étaient la thèse, défendue par le pouvoir, d'une manipulation étrangère. IRIB VIA REUTERS

Le Monde
Jeudi 25 juin 2009

M. Rafsandjani tente de trouver des alliés pour contrer la radicalisation du régime

Celui qui, pendant trente ans de République islamique, a été le « marionnettiste » du pouvoir iranien se trouve à son tour sur la défensive

Silence, pas un mot. Sa propre fille Faezeh et quatre autres femmes, membres du puissant « clan » familial, ont été interpellées, puis relâchées il y a trois jours. Episode impensable jusque-là, en trente ans de révolution islamique. Enfin, quatre de ses « lieutenants », dont Mohammad Atrianfar, son conseiller, son précieux homme de liaison depuis tant d'années qu'Hachemi Rafsandjani, noue dans l'ombre les fragiles équilibres du pouvoir iranien, ont été jetés en prison. Et ce, dès le début des manifestations de rue qui depuis le 12 juin dénoncent comme « frauduleuse » la réélection massive à la présidence de la République du fondamentaliste Mahmoud Ahmadinejad.

Que fait donc M. Rafsandjani ? Sa dernière et violente sortie a été durant la campagne pour se plaindre directement au Guide suprême, Ali Khamenei. La veille, lors d'un débat télévisé, M. Ahmadinejad l'avait traité de « *corrompu* » et accusé d'avoir voulu « *brader le pays* » aux puissances étrangères.

L'immense fortune d'Hachemi Rafsandjani, basée sur le commerce des pistaches de sa région natale de Kerman, au sud-ouest du pays, et quelques juteuses opérations immobilières autour de Qom, la ville sainte, est connue et n'a jamais cessé d'alimenter les rumeurs. Son pragmatisme envers l'Occident, lorsque, président de la République (1989-1997), il tentait de reconstruire le pays et de lui donner un statut international, est un fait admis (voire apprécié par les conservateurs les plus réalistes).

Quant à ses lettres de créances révolutionnaires, elles sont sans faute : nationaliste, plusieurs fois arrêté sous le chah, dans les années 1960, ce fils de paysan qui n'a même jamais essayé de corriger son accent rural étudiera à Qom – il est hodjatoleslam, un grade modeste – mais nouera avec le père de la révolution, l'ayatollah Khomeyni, un lien privilégié. Son don de prédication, son « flair » politique indéniable, sa prudence qui, dit un de ses compagnons de route, « *ne lui fait jamais fermer une porte dans la négociation* » et son art du clientélisme complèteront sa force. Ce qui fera de lui,



Hachemi Rafsandjani. AFP

quel que soit son poste officiel – président du Parlement, représentant spécial du Guide auprès du Conseil de la défense durant la guerre Iran-Irak (1980-1988) –, le « marionnettiste » du pouvoir.

Alors qu'est-ce qui avait tant inquiété M. Rafsandjani dans cette sortie télévisée de Mahmoud Ahmadinejad ? La confirmation sans doute d'une reprise en main du régime dans laquelle il ne serait plus « tabou ». Et l'évidence que les règles du secret qui abritaient les luttes internes du sérail politique avaient volé en éclats. Dans sa lettre au Guide, parlant de « *pacte rompu* », il écrivait : « *Comment se sentir encore lié au système en place ?* »

Depuis, « *kousseh* » (le requin), son surnom, est entré en eaux profondes. Il n'assistait pas au prêche du vendredi 19 juin, lorsque le Guide a pris fait et cause pour M. Ahmadinejad, menaçant son vieil adversaire Rafsandjani, en disant que pour accuser quelqu'un de corruption il faut « *des preuves* ». Sous-entendu : on peut les produire.

Le dernier épisode de la lutte entre ces deux hommes de pouvoir est engagé. Hachemi Rafsandjani avait intrigué pour que M. Khamenei, en dépit d'un manque de recon-

naissance auprès des hauts dignitaires religieux, devienne Guide suprême à la mort de l'ayatollah Khomeyni en 1989. Un choix, pensait-il, qui ne lui ferait pas d'ombre. Mais, depuis plusieurs années, l'élève se mesure au maître : en 2005, M. Khamenei a barré la route de la présidence de la République à M. Rafsandjani, en soutenant M. Ahmadinejad. Même chose le 12 juin, où M. Rafsandjani appuyait discrètement M. Moussavi, cet ex-premier ministre devenu le candidat des conservateurs pour balayer, espérait-il, M. Ahmadinejad. A des émissaires de pays du Golfe, n'avait-il pas dit avant l'élection : « *Bientôt vous n'en entendrez plus parler.* »

A 75 ans, M. Rafsandjani livre peut-être son dernier grand combat. Dans l'ombre évidemment. Il s'est longuement rendu à Qom. Le but ? Engager suffisamment de hauts dignitaires religieux à ses côtés pour qu'ils se prononcent et tentent d'enrayer la dérive autoritaire du Guide Ali Khamenei. « *Il a compris que c'est la sauvegarde du régime et la sienne qui sont en jeu* », confirme un analyste iranien, « *une fois de plus il veut allumer un contre-feu. Mais religieux cette fois, car le terrain politique semble perdu* ».

A Qom, M. Rafsandjani – qui n'en est pas à un retournement pragmatique près – tente un rapprochement avec le grand ayatollah Montazeri, dauphin déchu de M. Khomeyni, dont il avait précipité la chute. Ce *marja* (« source d'imitation ») respecté qui s'est prononcé en faveur des libertés, lors des récentes manifestations a une grande aura auprès de beaucoup de religieux. D'autres – une dizaine – sont ralliés à cette cause, depuis toujours adversaires du *velayat-e-faqih* (la suprématie du religieux sur le politique) mais hésitent à entrer en lice. Hachemi Rafsandjani a financé la révolution et de nombreuses écoles coraniques, il a ses entrées à Qom.

Le « réseau » d'influence des mosquées avait été capital durant la révolution de 1979. Mais ce qu'il tente à l'heure actuelle, c'est d'obtenir un signe de la plus haute autorité religieuse chiite, l'ayatollah Sistani, opposé par principe au

mélange politique-religion, qui vit en Irak. M. Rafsandjani s'y est rendu il y a six mois. Il a revu il y a quelques jours son gendre, l'ayatollah Charestani, à Qom. Si le vieux « requin » du sérail iranien réussissait, rêvent certains de ses partisans, il pourrait même envisager de convoquer le Conseil des experts qu'il dirige et a le pouvoir de « démettre » le Guide. ■

Marie-Claude Decamps

A 75 ans, M. Rafsandjani livre peut-être son dernier grand combat. Dans l'ombre évidemment

LE FIGARO 26 juin 2009

Obama maintient son offre de dialogue à l'Iran

ÉTATS-UNIS

Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller de Jimmy Carter, assure au « Figaro » qu'il n'y a pas d'alternative à la main tendue par le président américain.

De notre envoyé spécial à Washington

« NOUS devons à la fois montrer de la sympathie pour les aspirations du peuple iranien à la démocratie, tout en affichant notre volonté de négocier avec Téhéran, quels que soient ceux qui sont au pouvoir. » Pour Zbigniew Brzezinski, ex-conseiller à la sécurité nationale de Jimmy Carter entre 1977 et 1981, et qui a aujourd'hui l'oreille de Barack Obama,

la politique d'engagement tracée par le nouveau chef de la Maison-Blanche est appelée à se poursuivre, en dépit des dramatiques événements en Iran.

« La ligne a été tracée de façon très claire et très intelligente », estime ce mentor démocrate en géopolitique, âgé aujourd'hui de 81 ans. Il a toujours son bureau au Centre pour les études internationales et stratégiques (CSIS), l'un des principaux think-tanks de Washington. « L'important, insiste-t-il, c'est de ne pas interférer dans la politique intérieure iranienne car cela donnerait aux dirigeants conservateurs de Téhéran des arguments pour accroître la répression contre le mouvement démocratique. »



Barack Obama s'est dit « choqué » par la répression brutale des manifestations en Iran, mardi, pendant une conférence de presse à la Maison-Blanche. Mandel NGANIAFP

« Il y a deux Iran »

Un discours parfaitement en ligne avec les propos tenus mardi par Barack Obama. Lors d'une conférence de presse à la Maison-Blanche, le président a une nouvelle fois tendu la perche du dialogue à Téhéran et a réfuté toute intention américaine d'intervenir dans la crise iranienne. Mais il s'est dit « choqué » par la répression brutale des manifestations et a indiqué que le déroulement de l'élection présidentielle posait de « sérieuses questions ». Malgré cela, répète Zbigniew Brzezinski, « nous sommes prêts à dialoguer et on le fera avec quiconque est au pouvoir à Téhéran ». « Vous savez, poursuit-il, nous avons négocié dans le passé avec Staline, Mao et Kim Jong-il, alors... » Et d'ajouter, « on ne parle pas toujours avec des gens dont les régimes vous plaisent », autre traduction de la disposition d'ouverture maintes fois exprimée par Barack Obama, à rebours de la vision de George W. Bush stigmatisant les « États-voies » et leurs dirigeants.

Feu rouge à Israël

C'est que, selon celui qui se fait appeler familièrement « Zbig », « la vision que le public américain a de l'Iran est erronée ». « Les médias nous ont longtemps donné l'impression d'un pays médiéval, reculé, isolé, dominé par une théocratie et où les femmes ne jouent

aucun rôle. » Or, même si tout cela reste vrai par certains aspects, « il y a deux Iran », souligne-t-il. « Il y a l'Iran des ayatollahs, qui s'opposent aux néoconservateurs américains, pour lesquels le Bien mène un combat contre le Mal ». « Et puis, poursuit Brzezinski, il y a l'Iran que nous avons vu ces derniers jours à la télévision, celui du

XXI^e siècle. » Il ajoute : « Ce n'est pas une surprise pour moi. C'est un pays qui veut ressembler à la Turquie et se rapprocher de l'Europe. Un pays sophistiqué, conscient de sa grandeur historique, où il y a davantage de femmes que d'hommes à l'université... »

L'ex-collaborateur de Jimmy Carter ne se risque pas à évoquer une éventuelle initiative prochaine de Barack Obama à l'égard de l'Iran. Tout juste parle-t-il de « suggestions », plaidant pour la recherche d'un dialogue inconditionnel avec le pouvoir à Téhéran. Et quand on évoque l'éventualité, après les brutalités observées ces derniers jours, que Washington puisse mettre désormais en avant le « bâton » plutôt que les « carottes », il s'insurge : « Le bâton et les carottes, c'est pour les ânes, or les Iraniens ne sont pas des ânes ! »

Il n'est pas tendre non plus avec les républicains qui accusent Obama de « passivité » face à Téhéran. « Il y a parmi eux des idéalistes, dont je partage les préoccupations pour la démocratie, des

Huit miliciens auraient été tués à Téhéran lors des manifestations qui ont suivi les élections

La milice islamique iranienne bassidj aurait subi des pertes lors des émeutes à Téhéran. La chaîne de télévision publique iranienne a annoncé hier que huit membres de cette organisation paramilitaire ont été tués par armes à feu dans les manifestations liées à la contestation des résultats de la présidentielle. Ces révélations

interviennent alors que le président Mahmoud Ahmadinejad a accusé Barack Obama de se comporter comme son prédécesseur George W. Bush et lui a demandé de s'« être ingéré dans les affaires de son pays ».

De son côté, le chef de l'opposition en Iran, Mir Hossein Moussavi,

s'est dit la cible de pressions du pouvoir pour renoncer à sa demande d'annulation du scrutin. Il a expliqué que son « accès à la population est complètement limité » par les autorités.

Des députés conservateurs influents ont, pour leur part, boudé l'invitation du président ultraconservateur iranien Mahmoud Ahma-

dinejad à fêter dans ses locaux sa réélection. Les membres de la présidence du Parlement, dirigée par le conservateur Ali Larijani, figuraient parmi les absents.

Enfin, selon le Comité de protection des journalistes basé à New York, une quarantaine de journalistes ont été arrêtés depuis l'élection.

(AFP)

politiciens opportunistes qui veulent attaquer Obama, et puis des néoconservateurs qui recherchent la détérioration des relations avec l'Irak afin de reproduire la situation qu'ils avaient créée vis-à-vis de l'Irak il y a quelques années », affir-

me-t-il.

Et si les Israéliens se décidaient à frapper ? « Ils ont un feu rouge de notre part », assure Zbigniew Brzezinski, plutôt considéré comme un « faucon » parmi les démocrates lorsqu'il était aux affaires. « Regar-

dez la carte, poursuit-il. Sans l'autorisation et l'assistance américaine, ce ne serait pas facile... » Quoi qu'il en soit, « si Israël devait lancer une attaque, cela unirait les Iraniens contre les États-Unis et

contre l'Occident. Ce serait un désastre pour les perspectives de paix. »

ALAIN BARLUET

LE FIGARO

26 juin 2009

La Turquie insiste pour entrer dans l'UE

UNION EUROPÉENNE

La dynamique a beau lui être défavorable, le premier ministre turc va réclamer aujourd'hui à Bruxelles la poursuite du processus d'adhésion.

De notre correspondant à Bruxelles

ANKARA persiste et signe. Freiné dans son ardeur par Paris et Berlin, déçu par le récent succès électoral de partis hostiles et, pour finir, impuissant à relancer la dynamique d'adhésion, le premier ministre Recep Tayyip Erdogan vient aujourd'hui à Bruxelles pour marteler son message : la Turquie n'acceptera rien d'autre qu'une admission à 100 % dans le club européen.

La deuxième visite du premier ministre turc au siège de l'UE cette année s'accompagne de deux promesses, qui passeraient pour encourageantes en temps ordinaire. La première est l'ouverture d'un nouveau champ de négociation avec l'Europe, sur la fiscalité. La seconde est l'engagement de la Turquie de signer d'ici à juillet un accord sur le gazoduc Nabucco. Mais les clauses de l'accord, peut-être décisif pour la quête d'indépendance énergétique de l'Europe, restent dans le flou. L'offre porte moins sur le contenu que sur le calendrier.

En pratique, l'adhésion de la Turquie à l'UE, officiellement discutée depuis 2005, est dans l'ornière. Seuls onze des trente-cinq volets de négociation qui jalonnent la course d'obstacles

ont été ouverts. Cinq sont gelés par la France qui, par la voix de Nicolas Sarkozy, n'envisage plus d'offrir à Ankara qu'un « partenariat privilégié ».

Huit autres de ces « chapitres » sont paralysés depuis 2006 par le refus turc de reconnaître Chypre, qui a elle-même déjà intégré l'Union. Sauf rapprochement décisif dans l'île divisée, le blocage s'annonce total à la fin de l'année. La Suède, qui prendra dans cinq jours la présidence de l'Union européenne, en convient. Elle présente l'adhésion de la Turquie comme une priorité stratégique. Mais son premier ministre Fredrik Reinfeldt a déjà fait savoir qu'il devra tenir compte des réticences solides d'autres États membres.

« Le temps joue pour nous »

Au-delà de cette impasse diplomatique, l'arrière-plan politique a basculé. Les succès du centre droit aux dernières élections – notamment en France et en Allemagne – vient rétrécir les rangs des partisans de l'intégration de la Turquie, dans les capitales comme au Parlement européen. Les partis d'extrême droite, eux aussi dopés par les urnes, pourraient bien trouver l'unité qui leur manque dans un front commun contre le grand pays musulman.

Vu d'Ankara, il n'y a plus qu'à rester ferme sur le principe et à espérer un retour du pendule. Avec José Manuel Barroso aujourd'hui, le premier ministre Erdogan claironnera son intérêt pour une adhésion en bonne et due forme, en soulignant qu'il s'agit d'un projet décidé en commun par l'Euro-



Recep Tayyip Erdogan effectue aujourd'hui sa deuxième visite au siège de l'Union cette année. Daniel Lynch/Financial Times-REA

pe et par la Turquie. On ne change pas les règles du jeu à mi-parcours, faisait-il récemment savoir à destination de Nicolas Sarkozy.

Pour le reste, l'horizon est repoussé longtemps après la crise, au plus tôt à 2013 ou 2014. « La Turquie et l'Europe auront des visages bien différents lorsque nous en aurons fini avec cette négociation, reconnaissait hier Egemen Bagis, ministre turc chargé de traiter avec Bruxelles. Mais le temps joue pour nous. La Turquie ne se réforme pas pour satisfaire l'Union européenne. Elle le fait pour elle-même. Et tant mieux si au bout du compte l'adhésion s'en trouve facilitée. »

Officiellement, la Turquie ne relâche ni la pression ni l'espoir. À Bruxelles, la délégation turque auprès de l'UE va s'installer à une adresse de prestige, face aux missions américaines et russes, en triplant de surface. La nomination aux Affaires européennes de Pierre Lellouche, ami d'Ankara, est vue elle aussi sous de bons auspices : « Certes, il devra soutenir la ligne (Sarkozy, NDLR), dit Egemen Bagis. Mais il pourra aussi user de son influence à Paris pour faire mieux comprendre l'intérêt de la Turquie pour l'Europe. »

JEAN-JACQUES MÉVEL

Le Monde
26 juin 2009

Nouvelle vague d'attentats contre les chiites en Irak

Les Etats-Unis poursuivent leur désengagement militaire malgré les violences, qui ont fait 170 morts en quatre jours

Bagdad
Envoiyé spécial

Moins d'une semaine avant le retrait prévu des troupes américaines hors des agglomérations irakiennes le 30 juin, une nouvelle vague d'attentats antichiites s'abat sur le pays. Au moins 72 personnes, dont de nombreuses femmes et enfants, ont été tuées, mercredi soir 24 juin vers 19 heures, dans l'explosion d'un rickshaw - tricycle à moteur - bourré de dynamite.

Parqué sur un marché de Sadr City, l'immense faubourg chiite de Bagdad, à l'heure où, compte tenu de la chaleur qui écrase le pays dans la journée (46° à l'ombre, mercredi), toutes les familles sortent faire leurs courses, le véhicule à remorque bourré d'explosifs dissimulés sous des légumes, a également mutilé dans la déflagration et les éclats d'acier près de 130 autres personnes.

C'est le huitième attentat visant délibérément des zones d'habitat chiite comptabilisé en quatre jours. Depuis l'explosion d'un camion piégé qui a détruit 80 maisons et tué 73 civils, le 20 juin, sur le marché central de Taza, une petite ville turkmène chiite située près de Kirkouk, ce sont près de 170 personnes qui ont perdu la vie.

Aucune revendication de ces attaques n'a été communiquée

mais, chaque fois, les autorités les ont attribués sans plus de précision aux « derniers fanatiques d'Al-Qaida », qui seraient encore en activité.

Les autorités attribuent les attaques, sans plus de précision, aux « derniers fanatiques d'Al-Qaida »

En réalité, dans l'atmosphère de sombres complots politiques qui sévit en Irak avant les élections générales de janvier 2010, nul n'a une idée très précise de l'identité des coupables. Plusieurs groupes rebelles sunnites nationalistes qui n'ont pas encore déposé les armes, comme l'Armée islamique ou l'Armée des moudjahidin, ont fait savoir récemment qu'ils ciblaient « exclusivement les forces d'occupation étrangère ». Sauf que ces forces subissent comparativement peu d'attaques et que, conformément à l'accord de désengagement signé en novembre 2008 entre Bagdad et Washington, elles doivent en principe se retirer de toutes les agglomérations d'ici au 30 juin.

Depuis le début du mois, les soldats américains ont ainsi évacué les quatre bases militaires qu'ils occupaient dans et autour de Sadr

City. Le commandant Brent Dixon, de la 1^{re} brigade de la 1^{re} division de cavalerie, confiait le 20 juin à l'Agence France-Presse combien le faubourg, qui abrite 1,5 million d'habitants, souvent très pauvres, était devenu plus sûr. « Nous n'avons perdu aucun homme depuis mars et le nombre d'attaques à la bombe artisanale est très faible », disait-il.

Globalement, la sécurité s'est nettement améliorée en Irak avec autour de 1 800 tués depuis le début de l'année, c'est-à-dire trois fois moins que pour la période correspondante de 2008. L'idée des poseurs de bombe est évidemment de renverser cette tendance.

En ciblant la majorité chiite qui domine le pouvoir pour la première fois dans l'histoire de l'Irak, ils poursuivent vraisemblablement trois objectifs. D'abord provoquer le réarmement des milices chiites que le gouvernement a eu beaucoup de peine à réduire en 2008. Réenclencher, si possible, la guerre civile qui a sévi entre chiites et sunnites en 2006 et 2007 avec une moyenne de 2 000 morts par mois. Entraver ainsi le retrait américain ordonné par Barack Obama, en démontrant par le sang que les forces irakiennes n'ont pas, seules, la capacité de maintenir l'ordre. Compromettre enfin la reconstruction de l'Etat, entreprise avec un

certain succès par le premier ministre, Nouri Al-Maliki, et empêcher ainsi son éventuelle reconduction aux affaires lors des élections de janvier.

Mercredi, Washington a toutefois assuré que cet accès de violence ne remet pas en cause sa politique de désengagement militaire du pays. ■

Patrice Claude

Le Monde
26 juin 2009

La crise politique en Iran



Les miliciens islamistes bassidji, garde prétorienne qui assure la sécurité intérieure en Iran, baptisés souvent les « SA » du régime, ont été en première ligne lors de la répression des manifestations à Téhéran qui contestaient le résultat de l'élection présidentielle du 12 juin. Sur les rares films sortis d'Iran, on a souvent vu leurs escadrons de voltigeurs à moto, beaucoup moins leurs unités spéciales en civil, armées de matraques, couteaux, armes

à feu. Les plus dangereuses. Elles opèrent une répression « ciblée » sur les groupes de manifestants isolés pour déstabiliser la foule. Les photos que nous publions ci-contre ont été prises par des témoins, samedi 20 juin à Téhéran, où, lors de la marche des contestataires qui s'est soldée par 13 morts et 100 blessés (bilan officiel), les bassidji en civil étaient en action. Elles ont été envoyées à la Ligue des droits de l'homme iranienne.

The end of the beginning



Roger Cohen

GLOBALIST

TEHRAN Iran's 1979 revolution took a full year to gestate. The uprising of 2009 has now ended its first phase. But the volatility ushered in by the June 12 ballot-box putsch of Iran's New Right is certain to endure over the coming year. The Islamic Republic has been weakened.

During one of the violent clashes here in recent days, I saw a member of the riot police confront a protester holding a cell phone. "Don't take a photograph of me!" he yelled at the young man.

"Why?" the man shouted back. "You're not naked."

But the Islamic Republic is. Everyone knows where everyone stands; it isn't pretty. All the fudge that allowed a modern society to coexist with a theocracy inspired by an imam occulted in the 9th century has been swept away, leaving two Irans at war.

One of those Irans, embodied in the 12-member Guardian Council, the highest legal body, ruled in a preliminary statement on Tuesday that "no major fraud" had occurred in the vote and that its annulment was therefore impossible. Not much surprise there, in that Ayatollah Ali Khamenei, the supreme leader, made clear last week that the recount was a waste of time.

Of course, the definition of "major" is up for debate. Khamenei himself said rigging one million votes might be feasible, and the council found irregularities with three million votes.

But numbers have ceased to mean anything here. All the evidence is that percentages were simply allotted to each candidate and the votes cast backward-engineered from there. The Interior Ministry took 10 days to divulge results for all provinces. Such engineering takes time.

Iran has squandered a huge opportunity to bridge the gulf between the regime and an increasingly sophisticated population thirsting for greater freedom. A vibrant election campaign opened a door. It has been slammed shut.

"The Islamic Republic is the flag-bearer of human rights," Khamenei declared in his Friday sermon. Over the past week, it has looked more like a flag-bearing police state.

True, the regime has not opened fire Tiananmen Square-style on the mil-

lions who have taken to the streets. I don't believe it has the unity to do that. Significant cracks have emerged within the establishment, certainly the largest since the bloody first couple of years after the revolution. Relentless official attacks on foreign agents as the instigators of unrest have not papered over these divisions.

As the Association of Combatant Clergy, which represents more liberal mullahs in Qom, said in a statement: "What sane mind believes that a peaceful movement of millions of informed people — including workers, shopkeepers, farmers, students, clergy and others — could be agents of a so-called enemy?"

I said the Islamic Republic has been weakened. Why? I see five principal factors. The first is that the supreme leader's post — the apex of the structure conceived by the revolutionary leader Ayatollah Ruhollah Khomeini — has been undermined. The keystone of the arch is now loose.

Khamenei, far from an arbiter with a Prophet-like authority, has looked more like a ruthless infighter. His word has been defied. At night, from rooftops, I've even heard people call for his death. The unthinkable has occurred.

The second is that the hypocritical but effective contract that bound society has been broken. The regime never had active support from more than 20 percent of the population. But acquiescence was secured by using only highly targeted repression (leaving the majority free to go about its business), and by giving people a vote for the president every four years.

That's over. Repression will be broad and ferocious in the coming months. The acquiescent have already become the angry. You can't turn Iran into Burma: The resistance of a society this varied and savvy will be fierce.

The third is that a faction loyal to

President Mahmoud Ahmadinejad, fiercely nationalistic and mystically religious, has made a power grab so bold that fissures in the establishment have become canyons.

A vibrant election campaign opened a door. It has been slammed shut.

Members of this faction include Hassan Taeb, the leader of the Basiji militia; Saeed Jalili, the head of the National Security Council and chief nuclear negotiator; and Mojtaba Khamenei, the reclusive but

influential son of the supreme leader.

They have their way for now, but the cost to Iran has been immense, and the rearguard action led by Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, a father of the revolution, and Mir Hussein Moussavi, the opposition leader, will be intense.

The fourth is that Iran's international rhetoric, effective in Ahmadinejad's first term, will be far less so now. Every time he talks of justice and ethics, his two favorite words, video will roll of Neda Agha Soltan's murder and the regime's truncheon-wielding goons at work. The president may prove too much of a liability to preserve.

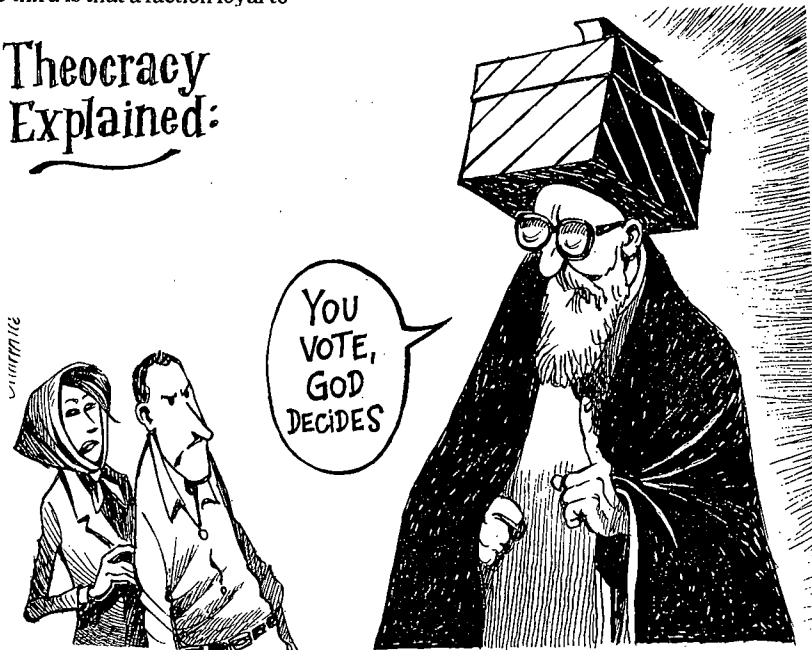
The fifth is that, at the very peak of its post-revolution population boom, the regime has lost a whole new generation — and particularly the women of that generation — by failing to adapt.

Thirty years from the revolution, the core question of this election was: Must Iran stand apart from the forces of economic and political globalization in order to preserve its Islamic theocracy?

Or is it confident enough of its Islamic identity, and its now firmly established independence from America, to trash the nest-of-spies vitriol and an ultimately self-defeating isolation?

The answer has been devastating.

Theocracy Explained:



Turkey rethinks the Kurdish question

Once Turkey's achilles heel, the Kurds could become its greatest asset, a buffer against an unstable Iraq and an ascendant Iran



Ranj Alaaldin

RECENT overtures by Turkey towards Kurds within and beyond its borders signify a major policy shift from Ankara. Domestically, Turkish president Abdullah Gul has declared the Kurdish question to be the "country's most pressing problem", while across the border in the Iraqi Kurdish city of Irbil, a conference in February brought together more than 100 officials and academics from both Turkey and the Kurdistan region of Iraq. More notable still is that Gul recently visited Iraq and met Nechirvan Barzani, prime minister of the Kurdistan regional government – the first time a Turkish leader has formally met an official from the Kurdish government.

With more than 25 million Kurds straddled across borders between Turkey, Iraq, Iran and Syria, and with no state of their own, there is still some way to go for a complete resolution to the Kurdish problem. Turkey's engagement with the KRG and attempts at properly and openly addressing its own Kurdish problem for the first time is nevertheless substantial progress.

More promising still is when the head of Turkey's traditionally anti-Kurdish military, General Ilker Basbug, speaks of a need to tackle the Kurdish problem from its social and economic roots or states that "even a terrorist is a human being". This is, after all, the same Turkish state that has historically denied the existence of the Kurdish identity and suppressed Kurdish human and civil rights and that has fought a domestic battle with the Turkish-born, but Kurdish, guerrilla organisation the PKK, resulting in more than 30,000 deaths.

Similarly, relations with neighbouring Iraqi Kurds have historically been marked by distrust and heated exchanges as a consequence of issues related to KRG autonomy, its ambitions to annex oil-rich Kirkuk (which the Turks consider the economic engine of any future Kurdish state) and as a result of countless Turkish military incursions into KRG territory in pursuit of suspected PKK targets. Turkey as recently as 2007 refused to recognise and engage with the KRG.

Now, however, geopolitical realities demand the cultivation of new relations to meet new challenges. By taking genuine steps to remedy its internal Kurdish problem – for example by establishing a 24-hour state-run Kurdish broadcasting station – Turkey takes itself towards stability, prosperity and eventual EU accession. But it also lays an otherwise difficult-to-lay foundation on which to build a sustainable relationship of mutual interests with the KRG –

one based on security and strategic co-operation, and which counters the increasing reach of Iran.

The KRG offers Ankara the opportunity to counter Iranian expansionism without embarking upon the costly endeavour of alienating Tehran: Turkey is heavily reliant on Iran for its energy needs (Iran provides a fifth of Turkey's natural gas) and is enjoying a growing economic partnership expected to take Turkish-Iranian trade to \$20bn in the next two years.

By building on the economic opportunities already exploited by about 500 Turkish companies currently operating in the relatively stable resource-rich Kurdish region, Turkey creates an axis of secularism with the KRG that acts as a buffer against instability in the rest of Iraq.

Through this axis, Turkey firstly secures its counterweight against Iranian expansionism and secondly aborts the birth of an independent Kurdish state (making way, as a result, for compromise over issues like Kirkuk). Moreover, as the protector of land-locked Iraqi Kurdistan, Turkey simultaneously guarantees its access to the region's huge reserves of oil and gas and increases its diplomatic clout.

The KRG, as a result of this guarantee of long-term inviolability, increased diplomatic and economic co-operation and unwavering Turkish support for Kurdish oil exports, benefits from increased foreign investment, technological expertise and access to the European markets that Turkey could offer as a transit country – something Iran could not offer and something that Baghdad would otherwise successfully impede.

Turkey of course still has the option of choosing Baghdad over the Kurds to secure its foreign policy interests or it could forge an alliance with both; indeed, its nationalist establishment may still prefer the hardline stance towards the KRG, believing this will force it to give up the PKK (see agreement between Iraq and Turkey). But Turkey and its military establishment, which have a greater fear of Islamic Iran than the isolated PKK, no longer have the benefit of choice. Turkey has already lost its Baghdad pawn to Tehran, which trained, armed and funds the ruling Shia parties.

Turkish-Kurdish history and the complexities of the Middle East might, at first sight, suggest no end to the impasse between Turk and Kurd. But time is running out for Turkey. Uncertainty and concern, the two hallmarks of the Turkish-Kurdish relationship, could transform the Kurds, historically Turkey's achilles heel, into its greatest asset amid an uncertain post-Saddam region witnessing decreased western influence and a rising, intransigent, controllable, but not stoppable Iran.

Majority backs Gül's views for solution to Kurdish question

TODAY'S ZAMAN

A considerable portion of the Turkish nation backs President Abdullah Gül's views on the solution to the long-standing Kurdish question, which has caused great misery for both Kurds and Turks in the country since it turned violent with the rise of a terrorist organization, the latest results of a monthly opinion poll have shown.

The Ankara-based MetroPOLL Strategic and Social Research Center conducted a survey on the new direction of Turkish internal politics. The lead question of the survey was on the stance of President Gül on solutions to the Kurdish issue.

During an official visit to Damascus in May, Gül appealed to opposition parties and the country's intellectuals to make positive contributions to the process of resolving the Kurdish question. He subsequently said it might be too late to resolve the issue if Turkey continues to waste time.

Almost 50 percent of participants in the survey said they found Gül's stance on the Kurdish issue positive. Thirty percent called the stance of the president negative and around 20 percent said they had no opinion.

Gül's statement was interpreted by analysts and intellectuals as a pioneering step towards completing a previously failed attempt by the ruling Justice and Development Party (AK Party) to resolve the Kurdish problem, which turned violent in 1984 with attacks by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

More than 40,000 people have so far been killed in clashes between Turkish security forces and separatist terrorists.

Respondents were also asked about Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan's refusal to hold a meeting with members of the pro-Kurdish Democratic Society Party (DTP). Fifty-one percent said they appreciated Erdoğan for refusing to meet with DTP members. Thirty-seven percent said they found Erdoğan's position wrong.

Earlier this month, the prime minister complained that when he was ready to meet with the DTP, news arrived that several soldiers had been killed. "We are calling on them to label the PKK a terrorist organization, but

they defend terrorists. They are making it even more difficult," he stated.

Asked whether the DTP should define the PKK as a terrorist organization to help with the solution to the Kurdish question, more than 61 percent replied "yes," while only 32.5 percent replied "no."

Another important question directed at participants concerned a controversial ruling by an Ankara court, which said Gül should stand trial in a decade-old fraud case. Nearly 60 percent said it was an incorrect ruling while 31.8 percent backed it. Participants of the survey were, however, divided into two camps over a highly debated bill on clearing land mines along the Syrian border that passed earlier this month. The bill sparked heated discussions, as it may allow foreign compa-



parties should merge, and 37.3 percent said they should not. Questioned about US President Barack Obama's credibility in his messages of peace, 56.6 percent said they didn't find him credible, while only 34.4 percent said they found him credible.

Fifty-two percent said relations between the United States and Muslim world would improve following the election of Obama as the new US leader. Thirty-two percent said they didn't expect a change in relations, while 9 percent said relations would further deteriorate.

The poll was conducted from June 12-20 by telephone among a random national sampling of 1,282 adults residing in cities, towns and villages. The margin of error for the overall poll was 2.75 percentage points, with a 95 percent confidence level.

A recent opinion poll has revealed that almost 50 percent of participants found President Gül's stance on the Kurdish issue positive. Gül won hearts last month when he appealed to opposition parties and intellectuals to make positive contributions to the solution of the Kurdish question.

nies to demine the country's border with Syria.

While 45 percent said they backed the bill, 44.9 percent said they did not. The remaining 10.1 percent declined to comment.

Asked whether Hüsamettin Cindoruk, who was elected as the new Democrat Party (DP) leader in May, would contribute to an increase in his party's share of votes, 66.5 percent replied "no," while 20.3 percent replied "yes."

Participants were also asked whether the DP and the Motherland Party (ANAVATAN) should merge. Around 40 percent said the two

Crackdown across Iran shows power of new elite

Ahmadinejad appointees fill top posts and seal ties with supreme leader

BY NEIL MACFARQUHAR

President Mahmoud Ahmadinejad has maintained a markedly low profile since Iran's disputed presidential election erupted into bloody street protests.

But analysts said the crackdown now taking place across Iran suggested that

NEWS ANALYSIS

Mr. Ahmadinejad had succeeded in creating a pervasive network of important officials in the military, security agencies and major media outlets, a new elite made especially formidable by support from one important constituent, Iran's supreme leader himself.

Mr. Ahmadinejad has filled crucial ministries and other top posts with close friends and allies who have spread ideological and operational support for him nationwide. Analysts estimate that he has replaced 10,000 government employees to cement his loyalists through the bureaucracies, so that his allies run the organizations responsible for both the contested election returns and the official organs that have endorsed them.

"There is a whole political establishment that emerged with Ahmadinejad, which is now determined to hold on to power undemocratically," said a U.S.-based Iran analyst, speaking on the condition of anonymity because of his work in Iran. "Their ability to resist the outcome of the election means they have a broad base as a political establishment."

The unremitting pressure on the opposition has continued throughout the week, but Mir Hussein Moussavi, the opposition leader, said Thursday he would "not back down for a second" in challenging the disputed elections. At least three Iranian newspapers reported that only 105 of 290 members of the Iranian Parliament invited to a victory party for Mr. Ahmadinejad on Wednesday night actually attended the event, suggesting a deep divide within the political elite over the election and its aftermath.

As for Mr. Ahmadinejad, on Thursday he assailed foreign powers that he accused of interfering in Iranian affairs,

telling President Barack Obama to avoid meddling and demanding an apology from the U.S. leader for purportedly striking the same critical tones as his predecessor, George W. Bush. Mr. Obama was initially cautious in his response to the violence in Iran, but he has gradually adopted a much tougher stance, saying Tuesday he was "appalled and outraged" by the events there.

The Iranian president said the election had brought a chance for a "new start in international relations" in which Iran would "speak from a different position based on dialogue and justice," according to the semi-official Fars press agency. And while Iran believed Britain and other European countries had a "bad record" in their relationship with Iran, he said, "we were not expecting Mr. Obama" to "fall into the same trap and continue the same path that Bush did."

As he climbed to power in Iran, Mr. Ahmadinejad fit a pattern that Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, has used to select allies throughout his career. Said A. Arjomand, a professor of sociology at the State University of New York at Stony Brook who has just finished a book analyzing the rule of the supreme leader, said the ayatollah has repeatedly surrounded himself with men lacking an apparent social or political base of their own, men who would be dependent on him.

During the presidential campaign of 2005, the supreme leader endorsed Mr. Ahmadinejad because the humble son of a blacksmith appeared to be just such an obscure candidate. But he entered the presidency with a coterie of veterans and ideologues shaped by the Iran-Iraq war who were conservative, religious, largely populist and disdainful of the old guard from the 1979 revolution.

Today, these allies, many of them former midlevel Revolutionary Guard officers in their 50s, run the Interior, Intelligence and Justice Ministries. They also include the commander of the Basij popular militia, the head of the National Security Council and the head of state-run broadcasting. They are aligned with another member of their generation who has emerged as the most important figure in the Khamenei camp, the spiritual leader's son, Mojtaba Khamenei.

Mr. Ahmadinejad has also changed all 30 of the country's governors, all the city managers and even third- and fourth-level civil servants in important ministries like the Interior Ministry. It was Interior that announced that Mr. Ahmadinejad had won the June 12 election with just 5 percent of the votes counted, analysts pointed out, and it is the Intelligence Ministry that has been rounding up scores of Mr. Moussavi's supporters and other dissidents.

Mr. Ahmadinejad's spiritual mentor, Ayatollah Muhammad Taqi Mesbah-Yazdi, runs three powerful educational institutions in the holy city of Qum, all spun off from the Haqqani seminary, which teaches that Islam and democracy are incompatible. The ayatollah fa-

vors a system that would preserve the post of supreme leader and eliminate elections. The Ahmadinejad administration has provided generous government subsidies to the seminary, and its graduates hold significant government posts nationwide.

Perhaps the most important media organization to spread the government's message is the hard-line newspaper Kayhan. Its general director, Hossein Shariatmaderi, has resurrected a standard accusation in recent days: that foreign governments were manipulating the demonstrations on Iran's streets.

There is also a battery of blogs and opinion writers aligned with Mr. Ahmadinejad. Those writers include Fatemeh Rajabi, the author of "Ahmadinejad: The Miracle of the Third Millennium," a hagiography of Mr. Ahmadinejad as the revolution's savior.

Sometimes described as the "harridan of the hard right," Mrs. Rajabi, the wife of the justice minister, regularly publishes vitriolic attacks on the reformists. She called for former President Mohammad Khatami, a cleric, to be defrocked for shaking a woman's hand in Italy, and she has suggested that Mr. Moussavi face the death penalty for promoting antigovernment demonstrations.

While the Khamenei and Ahmadinejad camps have had their differences, they share the messianic vision that the supreme leader is a surrogate for the Hidden Imam, who will return to usher in a golden age of Islamic rule. On a more practical level, both camps would like to eliminate the former president, Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, as a serious contender for supreme leader when Ayatollah Khamenei dies. Finally, they both believe in a confrontational foreign policy.

Analysts say those shared goals are the reason that Ayatollah Khamenei has stressed almost daily, as he did again Wednesday, that the government will not retreat from the announced election results.

"The only thing they stood to lose was the presidency and they have been able to thwart that outcome because of their closeness to the supreme leader," said the American-based Iran analyst.

Still, the conservative camp is hardly united. Mohammad Baqer Qalibaf, the mayor of Tehran, told Iranian state television Wednesday that "we have to address the passions that people have about the election and this cannot be solved by resorting to force." Another conservative, Ali Larijani, the speaker of the Parliament, questioned the neutrality of the Guardian Council to judge the election result but later backed down.

"None of them like Ahmadinejad, but they don't want to cross the leader," said Ali Ansari, a professor at the Institute of Iranian Studies at the University of St. Andrews in Scotland.

Iraqi paints U.S. pullout as a defeat for occupiers

BAGHDAD

Iraqi leader scores points politically, but faces risks if security disintegrates

BY STEVEN LEE MYERS
AND MARC SANTORA

Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki has taken to calling the withdrawal of U.S. combat troops from Iraqi cities by Tuesday a "great victory," a repulsion of foreign occupiers he compares to the rebellion against British troops in 1920.

And the Americans are going along with it, symbolically and substantively.

U.S. commanders have hewed far more closely to the deadline for withdrawing combat forces from Iraq's cities than expected only a few weeks ago, according to U.S. and Iraqi officials.

They have closed outposts — even in Baghdad and Mosul — that they had initially lobbied the Iraqis to keep open, having concluded, the officials said, that pressing the case would be counterproductive, given the political significance Mr. Maliki has placed on the deadline.

June 30 has been declared a national holiday, though it is not yet clear whether Iraq will hold the "feast and festivals" he recently promised.

But U.S. and Iraqi officials acknowledge the risks, both to Mr. Maliki's political position and to Iraqis' safety.

On Wednesday, four days after the last U.S. base in Sadr City closed, a bomb hidden on a motorcycle cart killed at least 76 people and wounded more than 158 in a market in that Baghdad neighborhood, which once served as the base of Shiite militias. On Thursday, at least seven bombs exploded around the country, apparently a message from extremists days before the deadline. The attacks Thursday were widespread, targeting Shiites and Sunnis, civilians, Iraqi security forces, and U.S. soldiers.

A great deal of Mr. Maliki's political support rests on the fact that violence has declined since the carnage of 2006 and 2007, that he has rebuilt the security forces, that he has presided over the beginning of end of the U.S.-led intervention. He rarely mentions any American role in the improved security in Iraq — though 130,000 U.S. soldiers remain in the country.

"We will not ask them to intervene in combat operations related to maintaining public order," he said in an interview with *Le Monde* published last week. "It is finished."

With the deadline now only days away, a drastically reshaped U.S. military posture has emerged, largely because of Mr. Maliki's insistence.



PHOTOGRAPHS BY MOISES SAMAN FOR THE NEW YORK TIMES

Shopkeepers in Sadr City burned a pile of debris left over from a bombing that killed scores of people as the U.S. withdrawal neared.



As the U.S. troops pull out, they are dismantling items like this blast wall in Sadr City, the large Shiite neighborhood of Baghdad.

Bases built over months and years have been dismantled, often in weeks. The once-ubiquitous presence of American armored vehicles on Baghdad's streets has largely ended.

More than 150 U.S. bases or outposts have been closed in Iraqi cities this year — 85 percent of the total, an Iraqi official said — including some that commanders considered crucial.

The Americans asked to keep an outpost open in Sadr City, only to be rebuffed.

"This is one we wanted," Brig. Gen. John M. Murray said. "The Iraqi government said no, so now we are leaving."

The Americans even acquiesced to requests to suspend virtually all U.S. operations — even in support roles — for the first few days of July to reinforce the perception that Mr. Maliki desires: that Iraqi security forces are now fully in control of Iraq's cities.

"They will be invisible for the people," Ali al-Adeeb, a senior leader in Mr. Maliki's Dawa Party, said of the Americans. "They will turn into genies."

Far from a celebration, the looming deadline has provoked uncertainty and even dread among ordinary Iraqis, underscoring the potential backlash Mr. Maliki could face if bloodshed intensi-

fies.

Even some Iraqi officers are worried. Brig. Gen. Mahmoud Muhsen, a commander with the First Division of the Iraqi National Police, grimly predicted that sectarian violence could return. He warned that control of Iraq's borders remained ineffective, allowing more foreign fighters to enter.

"They are taking away all the equipment that the Americans provide," he said, "and with the agenda of countries neighboring Iraq, it is a recipe for disaster."

The Sadr City attack, like others recently, appeared intended to discredit Mr. Maliki's government, to test its security forces and to undermine the public sense of improving security. To some degree, they already have.

"When the Americans get out of city centers, a big war will start," a woman who identified herself as Um Hussan said amid the wreckage of a bombing Monday outside her house in Ur, a neighborhood of Baghdad. It has been months, she added, since she last saw American forces there.

"We ask God to help us for what is coming," she said.

Iraqi and U.S. officials anticipate attacks in the days surrounding the deadline, as extremists, Sunni and Shiite, seek to exploit the withdrawal.

The security agreement between Iraq and the United States that set the deadline for withdrawing combat troops from the cities as June 30 — and from the country as the end of 2011 — gave U.S. commanders broad discretion to continue operations.

But decisions on which Americans remain where — doing what — ultimately now rest with the Iraqis, and the Americans have deferred in negotiations.

"We will be gone in whatever way the Iraqi government tells us to be gone,"

Lt. Col. Timothy M. Karcher, commander of the forces departing Sadr City, said.

It is far from a complete withdrawal, of course. Thousands of U.S. troops will remain in Baghdad and other cities, merely shifting their role from combat to training and advising. So far there are no restrictions on the U.S. use of helicopters, a regular reminder overhead of remaining firepower.

The Americans have been strikingly sensitive to Mr. Maliki's political position, emphasizing Iraqi primacy in all public remarks. They have declined to specify how many U.S. troops will remain in cities, seemingly fearful of undercutting Mr. Maliki's public declarations of a full withdrawal.

Much of the complicated work of dismantling and removing millions of dollars of equipment from the combat outposts in the city has been done during the dark of night. Gen. Raymond T. Odierno, the overall U.S. commander in Iraq, has ordered that an increasing number of basic operations — transport and resupply convoys, for example — take place at night, when fewer Iraqis are likely to see that the U.S. withdrawal is not total.

In his discussions with the Americans, officials said, Mr. Maliki has shown far more pragmatism than his

public remarks about repulsing foreign occupiers might suggest, requesting, for example, that U.S. explosives-removal teams keep sweeping Baghdad's streets.

Still, his strong language — and what one Western adviser described as an inflated sense of the capabilities of his own forces — have left him little room, politically, to backtrack should the security situation worsen significantly.

The chief military spokesman, Brig. Gen. Stephen R. Lanza said that only an "extremely small" number would remain at the request of the Iraqis, conducting training and operations the Iraqis cannot yet do on their own, like emergency medical evacuation.

"Symbolically," General Lanza said, "this is what we want for the Iraqis: a sovereign nation."

Duraid Adnan contributed reporting.

Turkey affirms determination to enter E.U.

BY STEPHEN CASTLE

Turkey restated its determination to join the European Union on Friday despite signs of growing opposition to its membership from some key European countries.

In his second visit to Brussels in five months, Prime Minister Recep Tayyip Erdogan of Turkey tried to underscore his country's potential strategic value to the bloc, saying he hopes to sign a deal next month to bring Turkey into the E.U.'s planned Nabucco gas pipeline project.

But E.U. membership talks are almost at a standstill, and Turkey's ambitions

to join the Union will face a new obstacle in the autumn because of an impasse over the divided Mediterranean island of Cyprus.

In the meantime, the results of the European elections earlier this month strengthened the position of political parties that oppose Turkey's candidacy. Center-right parties in France and Germany — which favor a more informal pact with Turkey rather than full membership — prospered, and more strident critics of Turkish membership made gains in the Netherlands and Austria.

But Mr. Erdogan confronted the opposition to Turkey in blunt terms. "Some narrow-minded politicians have used Turkey as election material, and we believe this to be very wrong and very populist," Mr. Erdogan said.

"We cannot accept the positions France and Germany have taken," Mr. Erdogan said, according to Reuters. "Our goal is full membership."

Heather Grabbe, director of the Open Society Institute in Brussels, said that

the political context was complicating Turkish accession talks.

"There is a vicious circle," she said, "between the negative statements of some E.U. leaders and a go-slow of reform in Turkey."

She was referring to the fact that negative signals from the E.U. strengthen the position of those in Turkey who argue that there is no point in making E.U.-related reforms. That attitude, in turn, affirms the argument within the E.U. that Turkey has "no real will to join," she continued.

Sinan Ulgen, chairman of EDAM research institute in Istanbul, said the pace of change in Turkey had slowed and "what pro-European Turks need to see from the government is a seal for reform."

"I think that the prime minister needs to decide how genuinely interested he is in advancing the negotiations and Turkey's full membership," Mr. Ulgen added.

Parliament approves regional Constitution

Amendments allowed for when disputed areas join Kurdistan Region

By The Kurdish Globe

The Kurdistan Region Parliament on Wednesday agreed, with the majority of votes, on the region's long-awaited Constitution, which includes disputed areas, including Kirkuk, as part of the region.

Kurdistan Region Parliament Speaker Adnan Mufti, who described voting on the Constitution as "a historical day," announced that Parliament will work with the electoral commission to hold a public referendum on the Constitution along with the parliamentary and presidential elections on July 25.

Out of Parliament's 111 members, 97 attended the session and 96 voted in favor of passing the Constitution, which comprises 122 articles and regards disputed areas including Kirkuk as "historical and geographical part of Kurdistan Region."

"This is a historical day as the people of Kurdistan take steps to become owners of a Constitution. It is a day stepping forward to legitimize the community and its individuals, and to establish a civil society," said Mufti during a press conference after the session. He added that this Constitution, after it is voted for by the people of Kurdistan Region, will become a defender of human rights and of Kurdistan people's rights.

"Iraqi Kurdistan is a geographic and historical entity; it consists of Duhok province with the current administrative borders, also the provinces of Kirkuk, Suleimaniya, and Erbil, the towns of Akre, Shekhan, Sinjar, Telkif, Qaraqushn, sub-districts of Zumar, Bashiqa, and Aski Kalak of Ninewa province as well as the towns of Khanaqin and Mandali of Diyala Province--all of them accor-

ding to the administrative borders of before 1968," reads Article 11 of the Constitution.

It also recognizes the Kurdistan Region ethnic components as Kurds, Turkmen, Arabs, Chaldian, Assyrians, Syriacs, Armenians, and others.

Mufti explained that the project had been reported to the media, and 8,000 copies of it had been distributed to political parties and NGOs. It was shown on Parliament's official website for anyone to see and any side to report their notes about.

"More than 5,000 notes and letters have been sent to the parliament's committing of constitution drafting. Most of the notes were taken into consideration," said the speaker. "The Constitution is feasible to be amended when Parliament considers it necessary, and it will be amended after the implementation of Article 140 of the Iraqi Constitution," which is about normalizing situations in disputed areas and deciding on whether to be joined to Kurdistan Region via a referendum. Amending the Kurdistan Constitution in the future will require two-thirds of the vote.

"Ratifying the Constitution was not hastened?some think that passing the Constitution at this time falls to the benefit of the region's presidency, Parliament, and government; but indeed it is to the contrary. The Constitution limits the authority of those three presidencies," stated Mufti, trying to answer voices in the region that question why Parliament wants the Constitution passed before the coming elections.

Seven members, candidates and supporters of the Goran (Change) electoral list, had pulled out of the session before the vote in a protest that Parliament's legislature mandate had ended by June 4 and



Parliament speaker Adnan Mufti presenting the draft of the regional constitution. GLOBE PHOTO/Safin Hamed

no longer has the legal authority to pass such a crucial project. One these members, Kwestan Muhammed, told the Aswat al-Iraq news agency, "Parliament has lost legislature mandate since June 4 and it cannot ratify the Constitution, which is an important document and source of the laws. We Parliament members-how can we vote for a Constitution that we received its draft 24 hours earlier and without allowing us to discuss it?" she added.

The Goran list, which is led by Kurdistan Patriotic Union's (PUK) former second leader, Nawshirwan Mustafa, announced earlier that they would not accept any law issued by Parliament at the current time because of the expired legislature mandate.

Meanwhile, members of four parties who will run together for the next elections as one of the competing lists under the name of "Service and Reform" have accepted the Constitution without objection. This list involves the Kurdistan Islamic Union, Islamic Group in Kurdistan, Socialist Democratic Party of Kurdistan, and Kurdistan Tailors parties.

"Fortunately, whole blocs inside Parliament, with its all diverse ethnicities of Kurds, Turkmen, and Assyrians, and all the religious ones of

Muslims, Christians, and Yazidis have members that accepted the Constitution," said Zana Rostayee, member of the Islamic Group in Kurdistan, speaking for his party's official website. "Each of the components can find themselves in this Constitution and find a number of articles and items that guarantee their rights," he added.



June 27, 2009 -

Kurdistan borders defined by article 143 of constitution — MP

BAGHDAD / Aswat al-Iraq: A member of parliament from the Kurdistan Alliance (KA) bloc said the content of Kurdish constitution regarding the defining of the region's borders is in line with article 143 of the Iraqi constitution.

"Defining the administrative identity of the disputed areas mentioned in the constitution hinges on the application of article 140 of the constitution," Mohsen al-Saadoun told Aswat al-Iraq news agency.

Article 140 of the Iraqi constitution is related to the normalization of the situation in Kirkuk city and other disputed areas.

"The Kurdistan region has practiced its constitutional rights guaranteed by article 120 of the federal constitution. The endorsement of the region's constitution is a step that was welcomed by all Iraqi powers," he added.

Kurds seek to include the city in the autonomous Iraq's Kurdistan region, while Sunni Muslims, Turkmen and Shiites oppose the incorporation. The article currently stipulates that all Arabs in Kirkuk be returned to their original locations in southern and central Iraqi areas, and formerly displaced residents returned to Kirkuk, 250 km northeast of Baghdad.

The article also calls for conducting a census to be followed by a referendum to let the inhabitants decide whether they would like Kirkuk to be annexed to the autonomous Iraqi Kurdistan region or having it as an independent province.

These stages were supposed to end on December 31, 2007, a deadline that was later extended to six months to end in July 2008.



June 28, 2009 -

Arab members in Kirkuk council reject Kurdistan constitution

KIRKUK / Aswat al-Iraq: Arabs in Kirkuk's provincial council on Sunday expressed their rejection of Kurdistan's constitution concerning Kirkuk province.

In a statement received by Aswat al-Iraq news agency, the Arab members called on the Iraqi government and parliament to intervene in the issue.

On June 24, the Kurdistan region's parliament passed the draft constitution with an overwhelming majority.

Ninety-six parliamentarians out of a total of 97 who attended the session voted in favor of the bill.

The constitution, which was read in Arabic and Kurdish, considers Kirkuk as part of the Kurdistan region.

Article 140 of the Iraqi constitution is related to the normalization

of the situation in Kirkuk city and other disputed areas.

Kurds seek to include the city in the autonomous Iraq's Kurdistan region, while Sunni Muslims, Turkmen and Shiites oppose the incorporation. The article currently stipulates that all Arabs in Kirkuk be returned to their original locations in southern and central Iraqi areas, and formerly displaced residents returned to Kirkuk, 250 km northeast of Baghdad.

The article also calls for conducting a census to be followed by a referendum to let the inhabitants decide whether they would like Kirkuk to be annexed to the autonomous Iraqi Kurdistan region or having it as an independent province.

These stages were supposed to end on December 31, 2007, a deadline that was later extended to six months to end in July 2008.



June 27, 2009

Islamic party to vote YES in Constitution referendum

Rudaw- The Islamic Union of Kurdistan will vote in favor of the Kurdistan region Constitution that was passed by the Parliament on Wednesday, June 24, Khalil Ibrahim, a member of Kurdistan Parliament on the Islamic Union of Kurdistan, told Rudaw.

Islamic parties were against the draft of the Constitution which recognized Islam as a source of legislations. After meeting with the President of Iraqi Kurdistan to talk about the issue, the sides were agreed that Islam should be recognized as "a main source" of legislations.

"There were unresolved some issues and we were in negotiations about them with the committees (to draft the constitution), the presidency of Parliament, and (our) parties held meetings with the President of Kurdistan region," Ibrahim said. "The changes were made and we agree to the changes and we will vote yes for the Constitution."

The Parliament is asked the High Electoral Commission in Iraq to make preparation so that a referendum can be held on July 25 (along with the Presidential and Parliamentary elections) on the Constitution.

Civil society organizations, activists,

intellectuals and lawyers voiced against passing the Constitution because the Parliament's mandate had ended on June 4. Other say that the draft gives huge power to the President of the region such as dissolving the Parliament. Despite the criticisms the Parliament which is controlled by the Patriotic Union of Kurdistan and the Kurdistan Democratic Party insisted on passing the Constitution.

The KDP and PUK participate in the July elections in a joint list, the Kurdistan List.

Nawshirwan Mustafa, head of the Change List, the strongest rival against the Kurdistan List, has



spoken out against the draft. Today he told the U.S. back al-Hurra TV channel that they will resort to the Iraqi Federal Court in order to overturn the constitution which he claims it is "create small dictators," in reference to the powers of the President.

LE FIGARO

28 juin 2009

Les bassidjis règnent en maîtres sur Téhéran



La milice des bassidjis et les forces antiémeutes se sont unies pour mater la contestation après l'annonce de la réélection d'Ahmadinejad à la présidence de l'Iran. DR

IRAN

Quand Ali est rentré un soir la chemise maculée de sang, son épouse Fatemeh n'a pas eu besoin de longues explications. Ainsi marche la milice des pro-Ahmadinejad.

De notre envoyée spéciale à Téhéran

LA CLÉ tourne dans la serrure. Une fois de plus, le dîner a eu le temps de refroidir. Sur le sofreh – la nappe sur laquelle on dispose le repas, à même le sol –, l'assiette d'Ali attend depuis quatre heures. La tête dans ses livres, Fatemeh prend à peine le temps de lui dire « bonsoir ». À la faculté d'économie, les examens ont été maintenus, malgré les troubles de ces derniers jours. Mais là, ses yeux restent collés sur la chemise de son mari :

elle est rouge de sang. « Ça a encore bastonné. Je suis allé donner un coup de main pour emmener les blessés à l'hôpital... », marmonne-t-il en guise d'explication. Pas la peine d'en dire plus. Elle a compris. Chez les bassidjis, les ordres sont les ordres. Ça ne se discute pas. Fidèle à sa hiérarchie, Ali a dû troquer son tablier de cogérant d'un petit restaurant contre la matraque pour aller mater les opposants pro-Moussavi...

Ni uniforme, ni blason

En période de « crise », il en est ainsi pour les petits soldats volontaires de la République islamique. Il suffit d'un seul « signal » donné par le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, et les voilà tous aux abois, prêts à en découdre contre les « émeutiers » qui mettent en danger « la sécurité nationale ». Combien sont-ils ? Difficile à dire.

La journée, Ali et ses camarades sont quasi invisibles. Ils ne portent ni uniforme ni blason. Ils n'ont pas besoin de pointer à la caserne du coin. Ils travaillent comme épiciers, chauffeurs de taxi, petits fonctionnaires. Ils étudient, pour certains, à l'université – où un quota spécial leur est réservé. Mais en un coup de fil, ils sont capables de tout laisser tomber pour enfourcher leur moto et prêter main-forte à la police et aux forces antiémeutes. Ces dernières font plus peur que mal. Mais les membres du Bassidj (littéralement la « mobilisation »), eux, s'accordent tous les droits. Armés de bâtons et de poignards – parfois de pistolets, selon les témoins –, ils n'ont pas peur de tuer.

À première vue, Ali et Fatemeh ont pourtant tout du gentil couple iranien. Il a 34 ans. Elle en a 28. Unis, il y a sept ans, par un « maria-

ge arrangé » – une coutume fréquente dans les milieux traditionnels –, ils habitent un appartement modeste, au nord de Téhéran. La semaine, il travaille d'arrache-pied dans une gargote, tandis qu'elle étudie avec assiduité, dans l'espoir de décrocher un poste de comptable. Le week-end, ils s'échappent à la montagne, où Ali a investi ses économies dans un petit lopin de terre. Héritiers d'une révolution qu'ils n'ont pas choisie, mais pour laquelle leurs parents ont tout sacrifié il y a trente ans, leur vie reste imprégnée d'une idéologie dans laquelle ils ont grandi. Malgré eux.

Quand la guerre Iran-Irak éclate, en 1980, leurs aînés font partie des premiers bassidjis de la toute jeune République islamique. Originaires des faubourgs populaires de Téhéran, ils foncent, les yeux fermés, vers les champs de bataille, au

Une organisation paramilitaire qui compterait jusqu'à huit millions de « petits gardiens de l'ombre »

Les bassidjis, communément surnommés miliciens pro-Ahmadinejad, ont été au premier rang dans la répression des manifestations de l'opposition depuis l'annonce des résultats contestés de l'élection présidentielle. Cette organisation paramilitaire – qui compte, selon les experts, entre plusieurs centaines de milliers et huit millions de membres – voue, avant tout, un culte sans limite au guide suprême,

l'ayatollah Ali Khamenei, leur « gourou » dont ils boivent les paroles comme du petit-lait. Sa création, par feu l'imam Khomeyni, père fondateur de la République islamique, remonte aux premières années post-révolutionnaires. À l'époque, les bassidjis – parmi lesquels de nombreux jeunes adolescents – s'illustrèrent pendant la guerre contre l'Irak (1980-1988) en constituant des « vagues humai-

nes » chargées d'ouvrir la route dans les champs de mines aux forces plus âgées. Placés sous les ordres des gardiens de la révolution (ou « pasdaran »), l'armée d'élite du régime, ils héritèrent rapidement d'une autre tâche : la répression contre les dissidents, les intellectuels et les jeunes dits trop « occidentalisés ». Aujourd'hui, la milice compte une majorité de membres en civil,

mobilisables en cas de besoin, et des unités plus réduites, mais professionnelles et armées. Au nom du « maintien de l'ordre », les bassidjis sont aujourd'hui les « maîtres » de Téhéran, à la nuit tombée. Ils installent des postes de contrôle, ils fouillent les voitures, ils arrêtent les passagers. « Un véritable état de siège », dit un manifestant.

D. M.

nom de la patrie et du chiisme. Mort « *en martyr* », un des oncles de Fatemeh repose aujourd'hui dans le grand cimetière Behecht-é Zahra, où les tombeaux des « *héros* » s'alignent à perte de vue. À l'époque, une de leur mission consiste également à traquer les « *ennemis* » de l'intérieur – c'est-à-dire les opposants au régime et les membres apolitiques d'une bourgeoisie considérée comme trop occidentalisée.

Au sortir de la guerre, en 1988, les survivants sont récompensés. Le père de Fatemeh est promu commandant de quartier. Celui d'Ali rejoint une petite usine semi-étatique. Leurs familles bénéficient de nombreux privilèges : coupons alimentaires, accès à certaines

coopératives... En fonction de leurs grades – souvent tenus au plus grand secret –, les bassidjis suivent des entraînements au maniement des armes, où ils sont formés aux techniques de guerre asymétrique.

L'esprit « Scout toujours », à la sauce islamique

Bercé par le culte de la guerre et frustré d'avoir été trop jeune pour pouvoir en faire partie, Ali se rattrape sur la lecture des « *Mémoires* » de martyrs. Il se les procure au passage Mahestan, la « *Mecque* » des jeunes bassidjis, au sud de Téhéran, où s'entassent CD coraniques, fouets pour la fête religieuse de l'Achoura et documentaires

pro régime. Le vendredi, jour férié en Iran, il fait la chasse aux malvoilées. En 1997, la tolérance prônée par le nouveau président réformateur, Khatami, le pousse à adoucir légèrement son discours. Comme de nombreux jeunes bassidjis, il s'investit alors dans des œuvres à caractère social, comme l'aide aux sinistrés du séisme de Bam. Fatemeh, elle, participe aux campagnes de vaccination.

Si elle prend progressivement goût aux nouvelles libertés sociales – au point de voter, en 2005, pour Rafsandjani et de troquer son tchador noir contre un simple foulard –, il reste fidèle aux « *conseils du guide* » et donne sa voix à Ahmadinejad, « *un des nôtres* », dit-il. Ce der-

nier a parfaitement su flatter l'ego de ces jeunes « *volontaires* », qui peinent à se trouver une place dans cet Iran réformiste des « *filles à papa* », selon l'expression d'Ali. Les manœuvres paramilitaires reprennent discrètement. Dans les mosquées, l'esprit « *scout toujours* » à la sauce islamique soude les troupes. Le 12 juin dernier, c'est donc en toute logique qu'Ali prête allégeance, les yeux fermés, à son politicien préféré. Si Fatemeh doute des résultats, il y voit, lui, « *le signe d'une fidélité à la République islamique* ». « *La défense du régime passe avant la famille* », lâche-t-il sans détour.

DELPHINE MINOUI

Le Monde

Samedi 27 juin 2009

Inquiétudes sur le rôle de l'Iran en Afghanistan

Ce n'est pas une certitude, mais plutôt une crainte, une interrogation, qui parcourt l'analyse faite désormais par des diplomates et experts occidentaux traitant du dossier de l'Afghanistan : les tensions politiques en Iran, qui s'accompagnent d'une radicalisation du régime, pourraient-elles mener à un regain de soutien de certains groupes iraniens – notamment la puissante organisation des Gardiens de la révolution – aux talibans combattant la force de l'OTAN en Afghanistan ?

La question a figuré ces derniers jours dans des conversations entre responsables américains et européens. Le thème est présent, en filigrane, dans les discussions qui devaient se poursuivre, vendredi 26 juin, dans le cadre de la réunion ministérielle du G8 à Trieste. L'Iran a décidé cette semaine de ne pas y participer, alors qu'il était invité, au même titre que les autres pays voisins de l'Afghanistan.

« *L'influence de l'Iran en Afghanistan est très importante, et pas seulement dans la région de Hérat, commente un diplomate occidental spécialiste de la région. Les événements à Téhéran et le durcissement du régime font qu'on spéculait maintenant sur une nouvelle radicalisation anti-occidentale de la politique extérieure du pays.* » L'Afghanistan est un terrain où l'Iran pourrait démontrer sa capacité de nuisance.

« *Depuis plusieurs années, l'Iran garde deux fers au feu* », constate un analyste européen. Téhéran n'a aucun intérêt à ce que les talibans reviennent au pouvoir à Kaboul, mais il aurait aussi, en sous-main,

fourni des armes et des engins explosifs à l'insurrection dans une stratégie de « *chaos entretenu* » visant à maintenir la coalition occidentale en Afghanistan dans une situation instable.

Trafic de drogue

Même si de nombreuses inconnues demeurent sur l'issue des secousses politiques à Téhéran, le regain actuel de tensions entre l'Iran et les Occidentaux complique la politique lancée par l'administration de Barack Obama, qui avait choisi l'Afghanistan comme un possible terrain de rapprochement avec la République islamique.

Washington avait ainsi répondu favorablement à l'initiative italienne de faire de la réunion de Trieste un grand forum international sur l'Afghanistan, en incluant l'Iran parmi les pays invités. L'un des volets de cette politique américaine de la main tendue repose sur le constat que l'administration Bush avait gâché de nombreuses opportunités avec l'Iran, après le renversement du régime taliban en 2001 à Kaboul.

Les Occidentaux et l'Iran ont, selon cette vision, de nombreux intérêts communs en Afghanistan ; à savoir l'endigement des groupes sunnites salafistes et la lutte contre le trafic de drogue – un phénomène qui frappe de plein fouet la société iranienne.

Téhéran soutenait, du temps du régime taliban, l'opposition armée formée par l'Alliance du Nord du commandant Massoud, dominée par les Tadjiks persanophones. En 1996, le Guide suprême



iranien, Ali Khamenei, avait condamné la prise du pouvoir par les talibans à Kaboul.

L'Iran avait, après le déclenchement en octobre 2001 des opérations américaines en Afghanistan, fait preuve d'une attitude constructive vis-à-vis des objectifs occidentaux. Les Iraniens avaient notamment fourni des renseignements sur les groupes liés à Al-Qaïda.

Le discours de George Bush plaçant en 2002 l'Iran dans l'« *axe du mal* » avait contrarié cette coopération. Téhéran avait alors considéré que son aide était mal payée en retour.

La remontée militaire des talibans, à partir de 2006, avait donné lieu à des accusations américaines contre l'Iran. En juin 2007, le secrétaire américain à la défense, Robert Gates, évoquait ouvertement des transferts, à partir de l'Iran, d'équipements militaires au profit de l'insurrection. « *Etant donné les quan-*

tités que nous détectons, il est difficile de croire que cela ait lieu sans que le gouvernement iranien en ait connaissance », disait-il.

Depuis que Washington a déployé sa nouvelle stratégie d'« *engagement* » auprès de l'Iran, de telles critiques ont été mises en sourdine – sans que les soupçons aient tout à fait disparu. Pour l'Iran, l'Afghanistan est une carte à jouer dans un grand marchandage éventuel avec les Etats-Unis.

Toutefois, certains experts soulignent que le poids de l'Iran ne doit pas être exagéré. « *Bien sûr l'Iran peut compliquer les choses pour nous*, dit un expert occidental. *Téhéran a d'ailleurs mis dans nos pattes le radical Gulbuddin Hekmatyar. Mais ce n'est pas décisif. Le Pakistan et ses services secrets disposent d'une bien plus grande capacité de pénétration.* »

Natalie Nougayrède

Le Monde
29 juin 2009

La crise en Iran révèle la tumultueuse naissance d'une société libre

Antagonisme entre démocratie et théocratie est à l'origine du conflit

L'élection présidentielle de juin en Iran, où le président sortant a été déclaré hâtivement vainqueur, est à comprendre dans une longue chaîne d'événements remontant à la prise du pouvoir par le premier président réformateur, Mohammad Khatami, en 1997. Tout au long de la vie de la République islamique, la tendance républicaine (« démocratique ») a été en tension avec la tendance théocratique. Le Guide suprême est censé avoir le dernier mot au sujet de la politique et de la loi, mais en même temps, un président et un Parlement sont élus au suffrage universel, après avoir passé avec succès la rude épreuve de leur « islamité » par un Conseil des gardiens où la majorité est sous l'égide du Guide suprême. M. Khatami tenta d'ouvrir le système politique mais, face à l'animosité du système judiciaire dont le chef est nommé par le Guide suprême, et l'armée des pasdarans dont la hiérarchie supérieure est désignée par le Guide, il échoua. Khatami n'en est pas moins parvenu à ouvrir culturellement la société et à y encourager l'aspiration démocratique. Étudiants, femmes, intellectuels, artistes et divers groupes ethniques ont fait l'expérience d'une ouverture limitée sous ses deux mandats successifs.

Une partie importante des détenteurs du pouvoir, surtout le duo formé par le Guide suprême et la hiérarchie supérieure de l'armée des pasdarans, n'en a pas moins ressenti cette période comme celle d'une remise en cause de leur hégémonie, à laquelle il fallait à tout prix mettre fin. Il fallait transformer le régime oligarchique, qui présentait une dimension démocratique susceptible de le déstabiliser, en un régime autocratique qui soumettrait le corps social à une version fermée de l'islam. Dans cette version autocratique de la théocratie, le détenteur du pouvoir règne sans partage sur une société asservie au nom du religieux. La dimension « républicaine » devient un prétexte pour assurer la perpétuité du « gouvernement islamique » sous l'égide du Guide suprême.

L'idéologie du groupe auquel appartiennent Ahmadinejad, mais aussi le Guide suprême, est à base de l'anti-impérialisme, le tiers-mondisme et le rejet global de l'Occident. On y trouve un sous-groupe très conservateur et un sous-groupe millénariste qui attend l'arrivée du Mahdi (« Messie »), et qui pense que l'on peut hâter sa venue en commençant la lutte contre les forces du Mal que sont l'Occident, les non-musulmans et les musulmans qui ne partagent pas leur vision des choses (l'ayatollah

Fahrad Khosrokhavar

Professeur à l'EHESS, auteur d'« Avoir vingt ans au pays des ayatollahs » (Robert Laffont, 2009)

Mesbah Yazdi est l'un de leurs chefs de file). Le second groupe, où se rangent les réformateurs mais aussi d'autres personnalités comme Hachemi Rafsandjani et ses sympathisants, a une vue plus réaliste de l'Occident, entend inaugurer des relations moins conflictuelles avec lui et vise à assurer une plus large participation de la société au système politique. Le premier groupe rejette le système culturel occidental, le second a une certaine tolérance à l'égard de l'individualisme et des formes d'autonomie qui lui sont associées.

La lutte entre ces deux factions entre dans une phase décisive avec l'élection de M. Ahmadinejad en 2005. La présidentielle de 2005 a été l'occasion pour promouvoir contre les « réalistes » (Rafsandjani et les réformateurs) une nouvelle figure peu connue – maire de Téhéran, gradé de l'armée des pasdarans – au prix d'une fraude électorale dite « modérée » impliquant le trucage de quelques millions de voix contre les autres candidats. A la fin de son mandat de quatre ans, Ahmadinejad parvient à brider le peu d'autonomie de l'appareil d'Etat et prépare l'hégémonie totale du bloc au pouvoir, formé par le duo du Guide suprême et une fraction radicale des pasdarans, sur la société. Il réduit ainsi la modeste part « démocratique » du régime, où le Parlement et le président de la République faisaient contrepoids à l'hégémonie de la théocratie.

L'élection présidentielle de cette année devait parachever l'œuvre du président sortant. Mais il y a eu des différences majeures dans ces nouvelles élections qui ont bouleversé les plans du nouveau duo (Guide et pasdarans), plans qui n'étaient ni plus ni moins qu'un coup d'Etat rampant. Cela consistait à faire élire triomphalement le président sortant afin de lui assurer une légitimité internationale face à une nouvelle présidence américaine, et donner aussi une stature intérieure à M. Ahmadinejad pour mater la contestation au sein de l'élite du pouvoir (le camp Rafsandjani et la minorité des réformateurs).

Lors de la présidentielle de juin, le régi-

me tente de faire accréditer le président sortant par un massif soutien populaire. Tout est mis en œuvre pour que l'apparence d'une élection démocratique soit préservée entre les quatre candidats passés au crible du Conseil des gardiens. Des débats télévisés assez libres sont organisés, de nouveaux journaux autorisés à paraître bien qu'ils ne ménagent pas le président sortant. Surtout, pendant quelques semaines, une intense socialisation, de caractère affectif, exubérant et festif a été autorisée dans la rue.

Des groupes d'économistes, de sociologues, d'artistes, de professeurs et d'intellectuels se rangent dans cette période préélectorale en majorité dans le camp de Moussavi, tous dénonçant le populisme et le caractère antidémocratique de l'ère Ahmadinejad. Les débats télévisés entre les candidats jouent un rôle capital dans la promotion de Moussavi contre le président sortant. Alors qu'Ahmadinejad nie l'étendue de l'inflation, du chômage et du déclin de l'économie, Moussavi a à cœur de souligner l'ampleur des désastres causés par le président sortant. Ce dernier est perçu comme cynique, arrogant et menteur par l'immense majorité des téléspectateurs, tandis que son adversaire semble honnête, sincère et en quête de l'ouverture démocratique et de l'Etat de droit.

Ahmadinejad ira jusqu'à attaquer la femme de Moussavi, ce qui est considéré comme une entorse non seulement au code de bienséance mais aussi aux normes islamiques de la « pudeur ». Les débats télévisés jouent un rôle fondamental pour ranger les jeunes dans le camp de Moussavi. Le mois précédent l'élection est vécu par beaucoup de gens comme une période bénie, où une jeunesse en rupture avec l'idéologie

« Depuis la proclamation du résultat frauduleux de cette élection, le respect du pouvoir est rompu, la peur de le dénoncer, s'est évanouie »

islamiste et la phraséologie théocratique incarnée par Ahmadinejad a pu goûter aux délices de la liberté d'expression et de manifestation démocratiques.

Depuis la proclamation du résultat frauduleux de cette élection, le respect du pouvoir est rompu, la peur de le dénoncer s'est

évanouie. Le duo au pouvoir est aux abois. Le pouvoir n'est pas encore remis en cause par une action collective d'envergure, mais la fissure risque de se transformer en une cassure majeure si les manifestations et leur répression continuent dans la rue.

L'immense avantage du pouvoir actuel par rapport à celui du chah est que l'opposition, sous l'égide de Moussavi, ne cherche pas pour le moment à le renverser mais à le démocratiser. Le régime a riposté en emprisonnant les figures politiques marquantes de l'opposition, les intellectuels, engagés contre le président sortant, les activistes de l'Internet qui osent braver ses diktats et ceux qui rejettent son constat de l'élection d'Ahmadinejad. Cette opposition, plus ou moins hétéroclite, n'en est pas moins vouée à l'action ad hoc dans une conjoncture où le mouvement n'a aucune organisation structurée.

Le mouvement social, qui s'est développé sur le tas en l'espace d'un mois, est fragile à plus d'un titre. Il est lié à une personnalité devenue charismatique (Moussavi) par la force des choses, il manque d'organisation, il est dépendant de sources d'information de plus en plus précaires (Internet, téléphones portables, site de Moussavi et de ses alliés), et il se trouve à la merci de la répression. Ce mouvement présente une

dimension démocratique et a des demandes spécifiques (la reconduction des élections) qui tranchent avec le caractère utopique de la jeunesse islamiste dans d'autres parties du monde musulman. On ne demande pas le paradis sur terre au nom de l'utopie islamiste, mais la restauration de la République par un vote régulier.

Le slogan « mort au dictateur » se profère de plus en plus, et se révélera difficile à maîtriser par les dirigeants fidèles à Moussavi si une solution négociée et paisible n'est pas trouvée. Si la milice islamique ou les pasdarans interviennent, le mouvement se radicalisera dans le sens du rejet du régime, et pas uniquement de son président. Si Moussavi est mis hors jeu, plus personne ne s'opposera à ce que l'ensemble de l'édifice ne soit remis en cause. On ira vers une nouvelle forme de rupture avec le pouvoir, susceptible d'épouser un contenu révolutionnaire. A présent, l'association directe du Guidé au président sortant fait que le premier n'est plus à l'abri de la remise en cause frontale de la société. Il est de plus en plus dénoncé au même titre que le président.

Le cycle de l'oppression, l'indignation, l'activisme, le martyr et l'amplification des actions semblent se mettre en branle à nouveau, trois décennies après la révolu-

tion islamique, cette fois contre le régime lui-même, qui paraît usurper le nom de l'islam aux yeux de nombreux citoyens. Une archive de millions de photos et de courts métrages se constitue, qui représente un réquisitoire sans appel contre le pouvoir en place.

La crise profonde que traverse l'Etat islamiste manifeste l'outrage d'une société qui veut s'affranchir du joug de l'autocratie. Cette crise témoigne de la vigueur de la nouvelle société iranienne, qui refuse de se laisser subjugué par un Etat qui lui dénie son droit le plus sacré, celui de voter. Cette crise est l'expression de la nouvelle identité citoyenne. Elle fait pièce à la constitution d'un Etat despotique au nom de l'islam. Elle pourrait faire tache d'huile à la manière du fondamentalisme et du radicalisme islamistes dans d'autres sociétés musulmanes. En Iran même, sa fragilité liée à la célérité de sa formation et l'absence de partis politiques structurés qui viendraient à sa rescousse ouvre la perspective de sa dissolution et de sa radicalisation. Mais le pouvoir ne pourra pas s'en défaire. Le mouvement, même réprimé et affaibli, perdurera et le régime n'en sortira pas indemne. ■

Le Monde

29 juin 2009

L'armée turque à nouveau accusée de complot

Des militaires auraient préparé un plan d'action contre l'AKP, le parti au pouvoir

Istanbul

Correspondance

Crispé, flanqué de tous ses généraux de haut rang, le chef d'état-major de l'armée turque, Ilker Basbug, a défendu bec et ongles son institution au cours d'une conférence de presse, vendredi 26 juin. Dénonçant « une campagne de calomnies », le général a ironisé sur les accusations de conspiration contre le gouvernement islam-conservateur qui éclaboussent à nouveau ses rangs. « Alors que des événements plus graves se déroulent, notamment en Iran, la Turquie a dépensé beaucoup d'énergie pour un bout de papier », a-t-il dit.

Ce « bout de papier », présenté comme un document interne à l'armée, a été publié le 12 juin par le quotidien de gauche *Taraf*. Intitulé « plan d'action pour combattre la réaction religieuse », et signé par le colonel Dursun Çiçek, le texte stigmatise la menace « réactionnaire » représentée par le Parti de la justice et du développement (AKP, au pouvoir), et par l'influente confrérie du mystique Fethullah Gülen. Ce plan, préparé en avril, prévoit de lancer de fausses accusations contre le l'AKP et la confrérie. Depuis sa publication, l'authenticité du document est âprement débattue. « Si ces allégations sont fausses et destinées à mener à une confrontation

entre les institutions, c'est très grave. Mais si elles sont vraies, alors c'est encore plus grave », a déclaré le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, glacial.

Réseau Ergenekon

Les accusations ravivent les tensions entre le gouvernement et l'armée, récurrentes depuis 2002. L'enquête sur le réseau Ergenekon, ouverte en 2007, a déjà révélé l'implication de dizaines de militaires dans une nébuleuse ultranationaliste, soupçonnée d'avoir fomenté plusieurs coups d'Etat. L'affaire a mis les militaires sur la défensive.

« L'enquête sur Ergenekon a montré que les militaires ont été réticents à éliminer les gens qui ont été mêlés à ça, et qu'ils ne voient pas ça comme un problème. Il n'y a pas eu de grand nettoyage », résume l'ex-ministre Hasan Celal Güzel, dans le quotidien *Radikal*. Si le document publié est avéré, « cela montrera qu'il existe encore au sein de l'armée des groupes favorables à un coup d'Etat, qui conspirent contre la démocratie », poursuit-il.

Pour la justice militaire, aucun doute, la lettre est un faux. Mais un procureur civil devra se pencher sur le dossier. L'AKP a jugé l'affaire suffisamment sérieuse pour déposer une plainte. Les commentateurs politiques, dans leur majorité, estiment un tel document plausible. Le chef des forces armées a lui-même lancé, par le passé, plusieurs

misés en garde contre les « forces réactionnaires », sans les nommer.

Quant à sa plaidoirie de vendredi, elle n'a guère convaincu. Au cours de sa précédente conférence de presse, en avril, Ilker Basbug avait tenté de démontrer que des stocks d'armes saisis par la police dans un terrain vague près d'Ankara n'appartenaient pas à l'armée. La justice a conclu le contraire. ■

Guillaume Perrier

La Turquie se dit victime du populisme en Europe

« Certains hommes politiques à l'esprit étroit ont utilisé la Turquie à des fins électorales. Nous pensons que c'est populiste et erroné », a jugé Recep Tayyip Erdogan, vendredi 26 juin, lors d'une visite à Bruxelles. Le premier ministre turc a de nouveau refusé le « partenariat privilégié » avec l'Union européenne (UE) proposé par Paris et Berlin. Il a déploré la lenteur des négociations d'adhésion depuis leur ouverture en octobre 2005. « Aucun autre pays candidat n'a subi ce traitement », a-t-il dit. Un 11^e chapitre – la fiscalité – sur 35 doit être ouvert mardi 30 juin. – (Corresp.)

Le Monde

Mardi 30 juin 2009

Editorial

Iran, la terreur

En Iran, c'est l'heure de la terreur. Un régime à la légitimité de plus en plus contestée fait emprisonner, torturer et tuer. Comme s'il ne se sentait pas suffisamment fort et sûr de lui pour laisser un espace d'expression à une opposition légale, qui n'entend pourtant exister que dans le cadre de la République islamique.

Le président Mahmoud Ahmadinejad, avec le soutien du « Guide » spirituel du régime, l'ayatollah Ali Khamenei, a lâché ses chiens de garde. Cible désignée : tous les représentants de la vaste coalition d'opposants que l'ancien premier ministre, Mir Hossein Moussavi,

avait réunie autour de son nom lors de l'élection présidentielle du 12 juin. Le fondamentaliste Ahmadinejad prétend l'avoir emporté au premier tour par 63 % des suffrages. Mais, avec une telle popularité, quel régime aurait besoin d'organiser pareille répression ?

Depuis que des millions d'Iraniens ont osé descendre dans la rue pour dénoncer la fraude électorale massive qui a marqué le scrutin du 12 juin, plus de 2 000 personnes ont déjà été arrêtées. Parmi elles, figurent certains ténors du camp réformateur : collaborateurs de M. Moussavi, anciens ministres, journalistes, universitaires, défenseurs des droits de l'homme. Mais, sur dénonciation des comités de quartier, sont aussi embarqués des Iraniens de tous âges, simplement soupçonnés d'avoir participé aux manifestations de juin.

Sinistre, le scénario est toujours le même : des hommes en civil armés qui, sans mandat d'aucune sorte, viennent procéder à ces interpellations à domicile, à toute heure du jour et de la nuit. Le pire est à craindre. Les pro-Ahmadinejad ont publiquement menacé les oppo-

sants d'exécution. Tabassage et torture sont monnaie courante dans les prisons. Dans nombre de cas, les personnes arrêtées ont purement et simplement disparu. Les Iraniens sont de nouveau soumis à l'arbitraire et à la violence des *bassidji*, ces milices du régime.

Il faut faire peur. Il faut soumettre une population éduquée et sophistiquée qui se reconnaît de moins en moins dans les proclamations illuminées de Mahmoud Ahmadinejad : quête de pureté islamique, obsession des complots de l'étranger, volonté de transformer la République islamique en une dictature islamique au sein de laquelle ne subsisterait plus aucun espace de liberté. Le régime s'en prend à l'Europe, faisant arrêter des Iraniens employés de l'ambassade de Grande-Bretagne ; il s'en prend à l'ONU, avec l'interpellation d'une collaboratrice locale. On espère des condamnations internationales, on attend un minimum de solidarité avec les Iraniens. ■

Le Monde

Mardi 30 juin 2009

L'UE promet une réponse forte « à l'intimidation du personnel diplomatique » en Iran

Londres, Bruxelles
Correspondants

Les tensions entre Téhéran et Londres sont encore montées d'un cran ce week-end. Samedi 27 juin, huit employés locaux de l'ambassade britannique en Iran ont été arrêtés, selon l'agence Fars. « C'est du harcèlement et de l'intimidation », a réagi David Miliband, le ministre des affaires étrangères britannique. « L'ambassade de Grande-Bretagne a joué un rôle important dans les récentes émeutes », a accusé le ministre iranien du Renseignement, Gholam Mohseni-Ejei, cité par l'agence Irna. Elle a « dépêché ses employés locaux parmi les émeutiers pour servir ses propres intérêts », a-t-il poursuivi.

Depuis la réélection contestée du président Mahmoud Ahmadinejad, le 12 juin, qui a entraîné un fort mouvement de protestation, il ne se passe pas un jour sans que les responsables iraniens ne dénoncent « l'ingérence » de Londres dans ses affaires intérieures. Ses espions entretiendraient la hargne des opposants qui crient à la fraude électorale. Une accusation « dénuée de tout fondement », a réaffirmé M. Miliband, dimanche.

Les relations houleuses entre l'Iran et la Grande-Bretagne ne datent pas d'hier. Et les élites ira-

niennes ont coutume, depuis la fin du XIX^e siècle, de voir l'influence de Londres derrière les secousses politiques du pays. La guerre en Irak et l'intensification du programme nucléaire iranien ont ravivé les récriminations britanniques. Tandis que l'absence de diplomates américains en Iran a fait de Londres une cible évidente.

L'Iran a déjà expulsé le correspondant de la BBC ainsi que deux diplomates britanniques – les deuxième et troisième secrétaires de l'ambassade –, politesse que le Foreign Office lui a rendue immédiatement. Londres a ainsi rapatrié les familles de ses 22 diplomates.

Téhéran a désormais décidé de s'attaquer au personnel iranien de l'ambassade (une centaine de personnes), qui ne bénéficie pas de l'immunité diplomatique. Et plus particulièrement à ceux qui travaillent pour le service politique. L'agence Fars, proche du pouvoir iranien, parlait de « huit » personnes arrêtées. David Miliband a, pour sa part, eu vent de neuf arrestations, précisant que certains avaient été relâchés et que le nombre de personnes encore détenues « changeait d'heure en heure ». L'Iran a libéré cinq des huit employés arrêtés, a rapporté, lundi, un porte-parole des affaires étrangères iraniennes.

Dimanche, l'Union européenne

(UE) est apparue solidaire de la Grande-Bretagne. Les ministres européens des affaires étrangères, en marge d'une conférence de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) qui s'est tenue à Corfou (Grèce), ont indiqué que « le harcèlement et l'intimidation du personnel diplomatique des pays européens recevraient une réponse forte et collective ».

« A l'évidence, le régime tente de maintenir sa position par une répression très dure. Mais il ne peut dissimuler le fait qu'il s'agit d'un régime affaibli. Il a perdu sa légitimité tant à l'intérieur qu'à l'extérieur », a estimé Carl Bildt, le chef de la diplomatie suédoise, dont le pays s'appête à prendre la présidence de l'UE, le 1^{er} juillet.

Depuis le début des manifestations en Iran, les Vingt-Sept ont condamné de manière plus ou moins appuyée la répression des manifestations. France, Allemagne

Téhéran dénonce « l'ingérence » de Londres dans ses affaires intérieures

et Royaume-Uni n'ont pas ménagé leurs critiques. De nombreux gouvernements ont convoqué les ambassadeurs iraniens en poste

chez eux pour exprimer leurs préoccupations. Une approche qui a contribué à tendre les relations avec Téhéran. Le Guide suprême iranien,

Ali Khamenei, a dénoncé, dimanche, les « remarques idiotes » formulées par les Occidentaux au sujet de la répression de la contestation.

Pour autant, les Vingt-Sept ne souhaitent pas, pour l'heure, rompre tout contact avec Téhéran. Et l'UE n'envisage pas à ce stade de renforcer les sanctions contre le régime iranien. Les Européens sont en fait très soucieux de maintenir le contact avec Téhéran alors que le président américain, Barack Obama, vient de son côté de tendre la main aux dirigeants iraniens. L'UE espère que cette stratégie, conjuguée à ses propres efforts, sera payante afin de progresser dans trois dossiers essentiels : le Moyen-Orient, l'Afghanistan et, surtout, le programme nucléaire iranien. ■

Virginie Malingre
et Philippe Ricard

Kirkuk and Iraqi elections: Trouble or reconciliation?

Columnists

A. TURAN ALKAN

Kirkuk is the center of Iraq's northern oil industry. This ethnically mixed city, with Kurdish, Assyrian, Turkmen and Arab residents, holds about 20 percent of Iraq's oil reserves together with its neighbors Mosul and Khanaqin. The oil fields in this area is said to contain an estimated 8.7 billion barrels in reserve.

The area, particularly Kirkuk, was subjected to ethnic cleansing during the reign of Saddam Hussein. He brought Sunni Arabs into the city, displacing other ethnic groups. Kurds claim that they constituted the majority and adopted a policy of repopulating the city after the fall of Saddam. This conscious effort on the part of Kurds to control Kirkuk and its oil wealth is disturbing for other peoples in the area who also see themselves as the rightful owners of the city and its environs. Baghdad is also against too much power and wealth for the Kurds and down in their hearts deem them collaborators of an alien invasion force, although that force has brought down their nightmarish tyrant.

Given these factors a referendum on the fate of Kirkuk has been continuously deferred since the March 2003 US-led invasion. But the Kurds want no more postponement of what has been written into the new Iraqi Constitution. They want to assert their authority over Kirkuk, which will guarantee their economic autonomy if not an eventual independence. That is why the present stalemate is threatened by the upcoming delayed provincial elections.

In January 2009, Iraq held elections for new provincial councils. However, elections were deferred in Kirkuk and three other Kurdish provinces. With UN support, the Iraqi Parliament established a commission to determine how to resolve the problem, but the commission failed to reach a compromise acceptable to Kirkuk's multiethnic communities. The Kurds assert that they constitute the majority and that this numerical superiority should reflect their dominance in the provincial council. The Turkmen and Arab opposition wants equal (tripartite) representation on the provincial councils. Each party wants a part of the autho-

ity afforded by council seats that will eventually decide on the disposition of the natural wealth (oil and gas) of the region.

Oil and gas are indeed the source of conflict as well as the wealth of Kirkuk. Iraq's acknowledged gas reserves are the 10th largest in the world. An important part of this wealth is in the vicinity of Kirkuk. Now that the region's existing natural gas facilities are repaired and ready to meet internal and external needs, they whet the appetites of both Iraqis and foreigners, including the Nabucco consortium, which needs to fill their prospective pipeline.

Baghdad's Shiite and Arab-led government does not want all of Kirkuk and its richness to go to the Kurdish regional government. Their concern is not only economic. They also want to abort the Kurds' centrifugal tendencies when they feel economically self-reliant. That is why Baghdad declared independent contracts that the Kurdish Regional Government (KRG) has signed with private oil firms to exploit fields in the northern part of the country invalid.

Turkey is also a player in the game on three levels: She rests her support of the KRG contingent on the elimination of Kurdistan Workers' Party (PKK) safe havens in KRG territory. Turkey feels a moral duty to protect the lives and interests of the Turkmen population in the Kirkuk region; Turkmen afford leverage to Turkey in the local affairs of the region. Turkey is closely entwined with the distribution of the area's natural resources.

The 600-mile Kirkuk-Ceyhan dual-export pipeline terminates at Turkey's Doryol seaport on the Mediterranean coast. The pipeline's capacity was about 1.5 million to 1.6 million barrels per day before the invasion; however, it only operated at around 800,000 barrels per day. This pipeline is the most important export facility of northern Iraq and gives a great deal of leverage to Turkey on economic and political matters of the region, especially with the KRG. As an indication of normalizing relations between Turkey and the KRG, the Kurdish administration has begun to pump up to 100,000 barrels per day from two northern Iraqi oil fields into Turkey. The KRG hopes to raise exports to 250,000 barrels per day by mid-2010.

These are positive developments in the direction of the stability of this volatile region. However, no one can not really guess what will happen concerning the realization and the day after a plebiscite to determine whether Kirkuk, Ninawa, Diyala and Salahaddin provinces will become part of Iraq's Kurdish regions. Everyone is nervous. The outcome of the referendum will prove whether democracy can mix well with the wealth under the ground that will shape lives above it.

Iraq's next milestone: the Kurdish question

The survival of the country depends on bridging the Kurd-Arab divide.

By the Monitor's Editorial Board

On June 30, Iraq will mark the withdrawal of US combat troops from its cities to surrounding areas. It counts as a major milestone on the road to real Iraqi sovereignty, as well as a point from which to consider the progress made in securing Iraq's future.

In May 2007, as the US troop "surge" was getting under way, 126 US troops were killed in Iraq; last month, it was 25. The comparison for Iraqi troops? 197 versus 39. And for Iraqi civilian deaths? 2,600 versus 340.

The US will still have training forces in cities, but the withdrawal of American combat forces from urban centers sends "a message to the world that we are now able to safeguard our security and administer our internal affairs," Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki said on Saturday. He has declared Tuesday a national holiday of feasts and festivals.

Once that day is over, however, Iraq needs to prepare for an arduous journey with less US help. Al Qaeda still lurks. But perhaps more important, so does the unanswered "Kurdish question," which centers on the longstanding Kurdish-Arab conflict.

Tension between Mr. Maliki – an Arab – and the semiautonomous Kurdistan Regional

Government in the north has escalated significantly in the last year. It touches issues of fundamental importance – national unity, oil wealth, and the balance of power between the central government and the regions. Left unaddressed – or worse, provoked – the Kurd-Arab divide could split the Iraqi state.

A wide swath of disputed territory lies at the heart of the problem. Last August, only direct negotiation between Kurdish President Masoud Barzani and Maliki was able to head off a military showdown between Iraqi and Kurdish forces in the Kurdish-administered town of Khanaqin.

Nothing is more central to the territorial tug of war than the province of Kirkuk, which lies next to an oil field that contains 20 percent of the country's proven oil reserves. The Kurds consider Kirkuk historically theirs, but it is now populated by a mix of Kurds, Turkmen, Christians, and Arabs – the latter group was sent by Saddam Hussein to flood the area. The 2005 Iraqi Constitution calls for Kirkuk's status to be set by referendum, but the vote keeps being delayed.

Kirkuk relates directly to two other highly divisive issues in Iraq – central-government control and oil and gas revenues. The Constitution laid down broad parameters for both, with regions enjoying considerable power. Their law trumps

federal law in areas that lie outside the exclusive control of the federal government – as does the management of oil and gas.

But Maliki and his supporters want to change the Constitution to give more power to Baghdad. National elections are due in January, and he wants to show he has the strength to pull the country together and the control to make a difference. For instance, without waiting for a long-disputed hydrocarbon law to pass parliament, his oil ministry has decided to auction petroleum and gas fields – including ones near Kirkuk – to foreign companies.

It was encouraging to hear US Maj. Gen. Robert Caslen tell the Monitor last week that he would place additional forces in areas disputed by the Kurds and Arabs. He says the US can encourage dialogue between Kurdish military leaders and Iraqi government forces, and indeed, the US should keep its eye on this divide.

But ultimately, the Kurdish question is one the Iraqis themselves will have to answer. And it must be done through the political process. The example of what happens when one group's will is imposed on another was just made clear in next-door Iran – as if years of sectarian violence at home needed any elaboration.

Broadcasts of BBC catch angry eye of ayatollahs

LONDON

Persian-language service: An objective observer or tool of foreign plotters?

BY JOHN F. BURNS

As Iran's ruling ayatollahs tell it, the main strike force plotting to end Islamic rule in Iran is not on the streets of Tehran but on the upper floors of an Art Deco building in central London.

The propagators of an "all-out war" against the Islamic republic, as Iran's state-run news agency has called them, are a group of 140 men and women who work at the BBC's Broadcasting House, a stone's throw from the shopping mecca of London's Oxford Street.

Mainly expatriate Iranians, they staff the British Broadcasting Corporation's Persian-language television service, on air for only six months and reaching an estimated daily audience of six to eight million Iranians — a powerful fraction of TV watchers in Iran, with its population of 70 million.

The estimate, BBC insiders say, came from a leaked document prepared by Iran's state-run broadcasting service, which warned before the current upheaval of the threat from the channel.

PTV, as those in the London newsroom call it, is at the heart of a new kind of revolution that has played out in Tehran, where a disputed presidential election two weeks ago sent tens of thousands of protesters into the streets claiming ballot fraud in the re-election of the hard-line incumbent, Mahmoud Ahmadinejad.

In the protests, an archaic political system has been shaken by the use of powerful new weapons: foreign-based satellite television channels like the BBC's that beam their signals into Iran, social networking sites like Twitter and Facebook that act as running diaries on the upheaval and as a forum for coordinating protest activities, and mobile phone videos that have captured the confrontation in Tehran for worldwide TV audiences, perhaps most importantly in Iran itself.

"It's a totally different country now because of the new media," said Sina Motallabi, who oversees interactive elements of the BBC channel's coverage in the London newsroom.

Mr. Motallabi, more than most, understands the new technologies' power — and the government's determination to

suppress them. In 2003, as Iran's most famous anti-government blogger, he was imprisoned in Tehran's notorious Evin prison, along with murderers, rapists and other criminals. Many others working at the BBC channel gained their first experience working on opposition newspapers and blogs in Tehran.

The government has singled out several foreign news broadcasters for what it calls biased coverage: CNN, broadcasting in English, as well as the Voice of America and the BBC, which broadcast their programs in Iran in Farsi, the country's national language.

But the BBC's Persian channel has been cast as the main threat, partly, BBC officials say, because Britain's colonial past has earned it a special place in Iran's official demonography. Hamid



LUKE TCHALENKO/NTT

The BBC's Persian channel has drawn fire.

Reza Moqaddamfar, chief of the state-run Fars news agency, has described the channel's coverage as "psychological warfare," and said that its mission was "spreading lies and rumors and distorting facts."

A pro-Ahmadinejad newspaper, Vatan Emrouz, even claimed that Jon Leyne, the BBC's Tehran correspondent, expelled from Iran June 21, paid "a thug" to kill Neda Agha-Soltan, the young woman who became a martyr to the protesters after she was shot and killed during the demonstrations.

State-run television has interviewed protesters who said the Persian channel "influenced" them to take to the streets. One woman said the channel inspired her and her son to go out armed with hand grenades. Another said the channel's report that riot police had attacked protesters prompted her to go to the streets, where she said she found that it was the protesters, not the police, who were "beating up people."

The allegations prompt weary smiles among the staff in London.

"I wouldn't be doing my job effectively if we were fomenting anything of a political nature," said Rob Beynon, the BBC channel's acting director, recruited two years ago to set up the channel and train Iranian and Afghan staff who will eventually take control.

Although foreign-language radio and television broadcasts from the BBC's World Service are funded by Britain's Foreign Office, a practice that developed in the country's days of empire, they are subject, like all BBC opera-

tions, to the corporation's charter and its stipulation of political independence and impartiality. The Persian channel, which is also beamed to Persian-speakers in Afghanistan and Tajikistan, has an annual budget of \$25 million.

Mr. Beynon, 51, said evenhandedness became especially important during the upheaval in Iran. That has meant interviewing Ahmadinejad supporters whenever possible, a task made more difficult by a government ban on officials talking to the channel, he said. Often, the government view is taken from official news agencies, or pro-government newspapers.

A typical 30-minute newscast last week was dominated by political developments in Tehran, although there were breaks for a report on a new American bombing policy in Afghanistan, sports and the weather forecast for Iran and Afghanistan. Many of the Iran-based stories were illustrated with mobile phone videos e-mailed to the channel from Tehran.

Experts on Iran who have monitored the channel's programming on the Internet say it has succeeded in a difficult task, giving a tempered account of developments that have been deeply divisive among Iranians.

"They are very cautious, reminding viewers of what they can confirm and what they can't, and of who their sources are. And they don't allow people to use their broadcasts to slander their opponents, which is more than you can say for the state broadcasting network in Iran," said Ali Ansari, a professor of Iranian studies at St. Andrews University in Scotland.

"The paradox is that it's precisely because they are seen as objective and impartial by Iranians that they come under such severe attack," he said.

With the rush of events in Iran, the channel has increased daily programming from 8 hours to 11, signing off at 1 a.m. Tehran time. Roxanna Shapour, the channel's spokeswoman, cited a cascade of interactive contacts with Iranians at the height of the protests — up to 10,000 e-mails a day, and an average of six video clips a minute arriving from people capturing the protests on mobile phones.

The channel's Web site, www.bbcpersian.com, registered three million hits the day after the election.

Like other Western news organizations, the BBC has had its reporters kicked out, one by one, from Iran.

The Persian channel has not been permitted to assign correspondents of its own to Tehran, and the main, English-language BBC TV and radio network has barred its Tehran-based reporters from appearing on the Persian channel, in an attempt to shield them from the Tehran government's hostility to the new channel.

Iran's leaders struggle to find path out of crisis

CAIRO

8 of British Embassy staff held, adding to doubts on where country is headed

BY MICHAEL SLACKMAN

Iran's leadership continued Sunday to cast blame for the internal battle over its presidential election onto foreign countries and journalists, while struggling to restore an elusive sense of normalcy to a country left badly bruised and divided by weeks of conflict.

The government arrested eight Iranian employees of the British Embassy, charging that they played a significant role in organizing protests that reached across the country and across social and economic lines.

The government also continued to claim that journalists were working as agents of discord, publishing one editor's "confession" while continuing to

In spite of all the threats and an overwhelming show of force, protesters still flowed into the streets Sunday.

keep others behind bars without charge or barring them from working.

The arrests, detentions and restrictions added to Iran's growing international isolation, as European Union foreign ministers meeting in Corfu, Greece, warned in a statement that there would be a "strong and collective E.U. response" to the arrest of the British Embassy employees.

In the past, international pressure was enough to rally the country behind its leaders and silence critics. But this time, that did not seem to be the case.

Instead, the leadership's actions, coupled with renewed calls for national unity, added to a growing sense of uncertainty over where Iran was headed as its leaders tried to pull out of a crisis that has undermined its legitimacy and divided the country's political and clerical elite.

"I think no one can predict Iran's political future," said an Iranian intellectual who spoke on the condition of anonymity for fear of reprisal. "I do believe some things have changed after

this recent upheaval and that events will play out in months and years to come."

Iran's leadership seemed to recognize Sunday that ending the street demonstrations was far easier than turning the clock back to the days before the election, when there was still some degree of trust in a system that sought to marry religious authority with popularly elected institutions, political analysts said.

In spite of all the threats, the overwhelming show of force and the nighttime raids on private homes, protesters still flowed into the streets by the thousands Sunday to join a demonstration at a mosque in support of the defeated presidential candidate Mir Hussein Moussavi.

Mr. Moussavi, who has had little room to act but has refused to fold under government pressure, had earlier received a permit to hold a ceremony at the Ghoba mosque to honor Mohammad Beheshti, one of the founders of the 1979 revolution who was killed in a bombing on the same date in 1981. Mr. Moussavi used that as a pretense to call a demonstration, and by midday the streets outside the elaborately tiled mosque were filled with protesters, their arms up into the air, their fingers making a V symbol, for victory.

They wore black, to mourn the 17 protesters killed by government-aligned forces, and chanted "Ya Hussein Mir-Hussein" and "Allah Akbar," God is great. Witnesses said the police fired tear gas at the demonstrators.

"There was a sea of people and the crowd stretched a long way onto the main street on Shariati," said one witness, who asked to remain anonymous because he feared retribution.

The Supreme Leader, Ayatollah Ali Khamenei, who has ruled out any compromise with the opposition, said Sunday that the only solution to the crisis

The government in Tehran also continues to claim that journalists are working as agents of discord, publishing one editor's "confession."

was to follow legal procedures. And he urged political leaders not to be what he called tools of foreign influence, returning to a theme of foreign intervention that historically has resonated across Iran but that has so far failed to silence the opposition.

"If the nation and political elite are united in heart and mind, the incitement of international traitors and oppressive politicians will be ineffective," he said.

Despite the unrelenting pressure of the state, including threats that protesters should be jailed and even killed, there were still high-ranking insiders who refused to endorse the government's narrative.

They were not agitating for the oppo-

sition — or even for defiance — but by carefully not endorsing the leadership, were seen as challenging it, political analysts said.

"As one colleague said, the train has left the station. I don't think even the leaders of the country know exactly where it is heading," said Ali Ansari, a professor of Iranian history at St. Andrews University in Scotland.

The former two-time president, Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, a bitter opponent of President Mahmoud Ahmadinejad, made his first public remarks Sunday, also under cover of a ceremony honoring the martyrs of 1981. His comments suggested his support for the public's actions.

"The recent events were a complex plot by suspicious elements that wanted to create a gap between people and the establishment and was aimed at people to lose their confidence in the establishment," he said, according to the ILNA news agency.

He added: "Whenever people have entered the scene, such plots have been neutralized."

The leadership has maintained its two-track approach to the national disturbance that began shortly after the polls closed June 12. It has ordered its security forces, including the police and the Basiji militia, to frighten, beat and detain opposition figures — as well as independent-minded citizens and journalists not involved in the protest or political activities.

It has also tried to offer an alternate route for resolving the dispute by asking the Guardian Council, responsible for monitoring the elections, to set up a review committee to include representatives of the opposition candidates.

But the opposition, led by Mr. Moussavi, has rejected the call, noting that the Guardian Council had earlier indicated its support for Mr. Ahmadinejad — and has twice said that there were no signs of rampant fraud and that it would not nullify the outcome. The council is expected to certify the election as valid soon.

Instead, Mr. Moussavi sent a letter to the Guardian Council calling for the creation of an arbitration committee to investigate what he says are widespread irregularities.

He repeated his belief that nullifying the disputed vote would be the most "appropriate" solution and "a means to rebuild public confidence."

This article was written by Michael Slackman in Cairo based on reports from Tehran.

Iran certifies disputed vote's result

CAIRO

Protests reportedly go on after two weeks despite broad, violent crackdown

BY MICHAEL SLACKMAN
AND ALAN COWELL

Iranian state television reported Monday that the Guardian Council had certified the official results of the country's disputed presidential election, despite continuing protests that have roiled Tehran for more than two weeks.

There were reports that protesters had gathered in Tehran again on Monday, as they have been doing in civil disobedience that has drawn a broad and violent crackdown. On Sunday, security forces aggressively dispersed several thousand protesters, beating them and firing tear gas as they gathered at a mosque in support of the defeated presidential candidate, Mir Hussein Moussavi.

Earlier Monday, President Mahmoud Ahmadinejad called for a judicial inquiry into the "suspicious" death of Neda Agha-Soltan, the young woman who was shot and killed on the sideline of a protest on June 20. Her death, captured on film, has become a symbol of the crackdown.

Adding to government accusations that foreign agents played a role in the killing, Mr. Ahmadinejad said Monday that Ms. Agha-Soltan's death had been exploited by enemies "for their own political aims and also to distort the pure and clean image of the Islamic Republic in the world," the official IRNA news agency reported.

Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, had from the first insisted that the June 12 election was fair, and the powerful Guardian Council ruled out the opposition's demand for an annulment of the vote, in which Mr. Ahmadinejad was declared the winner with almost two-thirds of the 40 million votes.

The Guardian Council, a 12-member clerical panel, also said Monday that Mr. Moussavi had offered proposals to "re-build public trust."

Press TV, the English-language state satellite broadcaster, said the council had found Mr. Moussavi's proposals to be "positive." It did not say what they were.

Abbas-Ali Kadkhodaei, the council spokesman, was quoted as saying the panel had "given another opportunity to Moussavi" to substantiate his grievances about the election.

Five of the nine British Embassy employees detained in Tehran over the weekend were released Monday. At a news conference on Monday on state television, before the certification was announced, the Iranian Foreign Ministry spokesman, Hassan Qashqavi, said the four who remained in custody



Supporters of the opposition candidate Mir Hussein Moussavi rallied Saturday at the Ghoba Mosque before the gathering turned into what witnesses called a scene of chaos.

were "being interrogated," according to a translation on Press TV.

But he rebutted earlier suggestions from Tehran that the government was planning to downgrade its diplomatic relations with Britain, which it accuses along with the United States and Israel of fomenting protests that turned into a bloody crackdown by the government's security forces.

"Reduction of ties is not on our agenda with any European country, including Britain," Mr. Qashqavi said. His remarks followed a sharp condemnation of Iran by the 27-member European Union on Sunday demanding the release of all nine embassy workers. The European Union, which includes Britain, is one of Iran's biggest trading partners.

Mr. Qashqavi also said the Iranian foreign minister, Manouchehr Mottaki, had spoken Sunday night with the British foreign secretary, David Miliband, who had assured him that Britain had no desire to interfere in Iran's affairs.

If Britain proved that was the case, Mr. Qashqavi said, "this can be considered as a positive step." There was no immediate British response to his remarks, which were offset by more hostile comments from other officials.

The intelligence minister, Gholamhussein Mohseini Ejei, was quoted as saying that Iran had videotaped evidence that local employees of the British Embassy were "present at the scene of clashes," and he suggested they could face trial.

The intelligence minister also provided more details about the government's plans for the hundreds who have been detained in the post-election unrest. Those who organized and carried out the protests, he said, "will remain in detention until their fate is specified." Ordinary people "provoked by the dominating atmosphere," he said, "have been or will be released soon." All will be asked to pay for property damage

they have caused, the semi-official Fars news agency reported.

In the past, Iran has used captured British personnel to humiliate and seek concessions from Britain. In March 2007, Iran seized 15 British sailors in disputed waters in the Gulf, parading them before television cameras and extracting so-called confessions from them before releasing them the next month.

On Sunday, Mr. Moussavi went forward with a ceremony for which he had earlier received a permit at Ghoba Mosque to honor Mohammad Beheshti, one of the founders of the 1979 revolution, who died in a bombing on June 28, 1981, that killed dozens of officials.

Mr. Moussavi, who has little room to maneuver, used the anniversary as a pretext to call a demonstration. While he did not appear, another opposition candidate — Mehdi Karroubi — did. By midday the streets outside the elaborately tiled mosque were filled with protesters, their arms jabbing the air, their fingers making a "V" for victory symbol.

The demonstrators wore black, to mourn the 17 protesters killed by government-aligned forces, and chanted, "God is great."

"There was a sea of people and the crowd stretched a long way onto the main street on Shariati," said one witness, who spoke on the condition of anonymity because he feared retribution.

But the demonstration turned into a scene of violence and chaos, witnesses said.

Some described scenes of brutality, telling The Associated Press that some protesters had suffered broken bones and claiming that the police had beaten an elderly woman. The reports could not be independently verified because of tight restrictions imposed on journalists in Iran.

Tim Collins: Only a leap of faith will unite Iraq

As US forces withdraw this week, the Shia-dominated ruling party's relationship with Kurds and Sunnis is crucial to its future

Conceived as a stabilising entity in the Middle East, Iraq was created by the British in 1920. The combination of three Ottoman vilayets [regions] of Basra, Baghdad and Mosul brought together three unlikely bedfellows, the Shia of Basra, the Sunna of the Baghdad region and the Kurds of the north. Notwithstanding this, a hugely successful nation was forged. On 30 June, when the US forces withdraw from the cities of Iraq, the US-led coalition will once more watch anxiously to see if the offspring of its nation-building effort will stand or fail.

The big difference this time is that the new Iraq is not a genetically modified entity like the original British Iraq with power placed in the hands of the minority Sunnis. This time the power was taken by the majority Shia through the democratic process and despite their relative inexperience of having power, the signs are that it might work. Might.

Nouri al-Maliki's government has been accused of being an emerging dictatorship by alarmists. There is no doubting its dominance of parliament. But in my view this has more to do with divisions within the Sunni camp, the deep-rooted rivalries within the Kurdish camp and the failure to launch politically by his rival Shias of the Sadrists and Iranian-backed Badr Corp. The real acid test is to see what form of relationship the ruling party can forge with the Kurds and how generous and magnanimous they are towards the Sunni, while still delivering for the Shia, so long-starved of power and status in Arab society.

The British well knew that there could be no Iraq without the Kurds. That stands. Even as I stood in Kirkuk in May one could sense the tension, Peshmerga fighters of the Kurdish region man checkpoints, eyeing suspiciously the men of the 14th Division of the new Iraqi army. The problem is that during the uprising against Saddam in 1991, the Kurds, with, if not the help of the West, at least its connivance, liberated much of the traditional Kurdish territory. They also liberated significant swathes of Arabic territory, which they appear in no hurry to



return. And no, it is not just as simple as "give it back".

As for the Sunni Arabs, they are deeply divided. In the wake of the invasion, the insurgency was essentially a Sunni uprising. Yet with the foreign fighters helping themselves to the property, wives and daughters of the Iraqis while abusing the ancient tribes, things quickly changed. It was as much about the generosity of the US side and their adept handling of those tribes that tipped the balance. Put bluntly, the Yanks won the fight, but offered the tribes a hand-up at the end. The "Tribal Awakening" now has organised a political party and represents the majority of the rural Sunni. In the cities the Iraqi Islamic Party (IIP) hold sway; for now. But the spectre of the Ba'athists calling themselves al-Awdah [The Return] and fear of the Ba'athist and Ibrahim Izza al-Douri in particular is now very real in the Sunni areas. That is what is stalling Sunni politics. It is fear of the past that is holding them back.

So what of the future? I can make a number of predictions, then set out a series of potential outcomes. Following the withdrawal from the cities, there will be a spike in violence. It is the last chance saloon for the subversives of the Sunni and Shia. I am confident that the Iraqi police and army can hold the line. The Iranians, to a great extent a spent force in Iraq, will attempt a last surge to get back in the game through their proxies of the Badr Corps and their allies of Muqtada al-Sadr's Mahdi army. But they were so comprehensively beaten by the Iraqi army in Sadr City, Al Amarah (after the British had legged it) and Basra (while the British stood by and watched) that there is little prospect of a cohesive resurgence in my view. I

was in Baghdad in February when they were smashed in the polls at the council elections. Sadr claimed that he was forming a new army of better equipped fighters. The reaction was a uniform and rather loud "Yeah, right".

But internally there needs to be a delicate deal done with the Kurds over Kirkuk. Remember this delicate situation was designed by Saddam to explode if tampered with. It can be worked out with patience, courage and generosity on both sides. This is the single greatest threat.

The Sunni north and west needs to be allowed dignity as a minority. Maliki needs to appeal to those who find the nationhood of Iraqis [Shab al Iraqi] an attractive idea. And Maliki, who famously declared he would not seek re-election, needs to stay on. A strong leader is needed, and like our own predicament in the UK, there are few to choose from.

If he played a clever game, this unique Shia-dominated nation could lead the Arab world. Iraq could command the respect of the Sunni Arab world as well as bring coherence to the Shia Arab away from the Iranians.

Or it could go weird. There could be open warfare with the Kurds in the north and a split like Yugoslavia with a Shia nation in the south, 12 million-odd strong with a port in Basra and an ethnically cleansed Baghdad as capital. In that scenario one could see the west and Anbar gravitating to Jordan, balancing their Palestinian population with Sunni Arabs as well as bringing much-needed oil wealth. I think this all unlikely.

Whatever happens, I believe Iraq will stand. I hope that the West is wise enough to allow some latitude to the Iraqi government to do what is needed to stabilise the difficulties of going it alone. I hope the Iraqis can take the leap of faith that is needed together – all Iraqis, Sunni, Shia, Turkomen Kurd and Christian, to be the nation we all need and pray for in the region.

Tim Collins is a former colonel in the British Army and a veteran of Iraq

Le Monde
29 juin 2009

Editorial

Irak : le test

Le mardi 30 juin, conformément à la volonté de Barack Obama et à celle du gouvernement irakien de démontrer que les autorités de Bagdad sont prêtes à reprendre en main les destinées du pays, toutes les troupes américaines « de combat » vont évacuer les villes d'Irak.

Pour le premier ministre, Nouri Al-Maliki, qui a à peine négocié ce « redéploiement » avec Washington, il s'agit d'une étape cruciale

sur la voie du retrait total des 130 000 soldats étrangers d'ici au 31 décembre 2011. Et, par conséquent, d'une « victoire historique » qu'il convient de célébrer comme le début de la fin d'une occupation militaire qui dure depuis plus de six ans.

Pour les officiers américains qui souhaitent pouvoir conserver leurs bases urbaines dans les quatre grandes villes encore régulièrement « troublées » par des violences (Bagdad, Mossoul, Kirkouk et Bakoubah), l'opération est un test grandeur nature de la capacité irakienne à maintenir l'ordre et la sécurité. Volontariste, M. Maliki s'affirme « certain » que les 700 000 hommes de ses forces de sécurité (policières et militaires) y parviendront. Certains, en Irak comme à Washington, en doutent ouvertement.

La recrudescence des attentats enregistrée ces derniers jours démontrerait, selon eux, qu'en l'absence, déjà presque totale, des Américains des villes, les rebelles font ce qu'ils veulent. C'est faux. S'il est impossible d'identifier la provenance des poseurs de bombes qui

tuent essentiellement des civils de la majorité confessionnelle chiite, la mise en perspective de ce qui se passe oblige à relativiser.

Depuis le début de cette année, quelque 1 800 Irakiens ont été tués dans des attentats et assassinats ciblés. C'est trois fois moins que pour la période correspondante de 2008, et sans commune mesure avec l'hécatombe de 2006 et 2007, quand quelque 2 000 personnes étaient tuées chaque mois dans la guerre civile entre majorité chiite et minorité sunnite. L'objectif des tueurs, qu'il s'agisse d'extrémistes chiites ou sunnites, est de déclencher une nouvelle spirale de massacres interconfessionnels. La reconstruction de l'Etat en serait entravée et le redéploiement, puis le rapatriement des forces américaines repoussé.

Car les soldats de Barack Obama ne partent pas très loin : ils se replient dans des bases voisines des villes et restent, selon les accords conclus, à la disposition de Bagdad au moins jusqu'à la fin août 2010. Leur rappel en ville serait évidemment un échec. ■

Le Monde
30 juin 2009

Irak : l'armée américaine quitte les rues de Bagdad

- L'US Army n'interviendra plus dans les villes qu'à la demande des Irakiens
- Barack Obama a promis un retrait progressif du pays avant la fin de 2011



Les drapeaux américains utilisés à Bagdad sont repliés (KARIM KADIM/AP PHOTO)

Bagdad
Envoyé spécial

Rien à faire, « aujourd'hui, on ne passe pas ». Lunettes noires et keffieh remonté jusqu'au nez, les soldats irakiens qui tiennent le point de contrôle à 800 mètres de la fameuse « zone verte » du centre de Bagdad, où sont retranchées la quasi-totalité des institutions irakiennes, renvoient systématiquement les rares visiteurs.

Ce dimanche 28 juin, premier jour ouvrable de la semaine musulmane et veille d'une « célébration nationale » voulue par le pouvoir pour marquer le retrait américain des villes d'Irak, un sale temps s'est abattu sur Bagdad. Pour la troisième fois en quinze jours, une tempête de sable venue du désert asphyxie la capitale et ses 5 millions d'habitants.

La ville est figée dans un nuage géant de poussière ocre. L'aéroport est fermé, les bureaux et les usines quasiment vides. « Aujourd'hui, dit le soldat, Allah n'est pas avec nous. Espérons que ça ira mieux demain. »

Parce qu'il considère que l'événement symbolise « la victoire de l'Irak » sur trente-cinq ans d'adversité, et parce qu'il espère, selon plusieurs ministres, que le retrait américain des villes marquera « le début de la fin de l'occupation étrangère », le chef du gouvernement irakien, Nouri Al-Maliki, avait décidé de faire du mardi 30 juin 2009 une journée « historique de célébration nationale ».

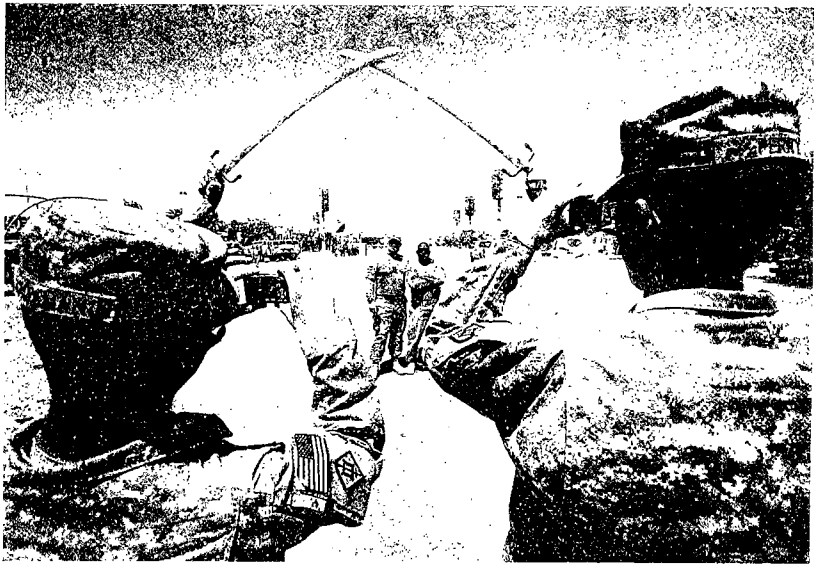
Alors que les derniers avant-postes et les ultimes garnisons américaines implantés dans les agglomérations irakiennes déménagent leurs équipements dans les bases qui leur ont été assignées hors des villes, les deux millions de salariés de l'Etat irakien devaient bénéficier d'un jour férié. Ainsi en a décidé un premier ministre qui aimerait que son nom, qui figurera sur les affiches des prochaines élections générales en janvier 2010, soit durablement associé, dans l'esprit public, au premier retrait étranger d'importance.

De fait, ouverte le 19 mars 2003 avec les premiers bombarde-

ments aériens sur Bagdad, puis l'entrée en scène des milliers de blindés de l'US Army qui allaient déferler sur l'Irak et renverser Saddam Hussein, l'aventure américaine dans l'ancienne Mésopotamie « commence enfin à prendre fin », se félicitent les gazettes locales.

Depuis plusieurs semaines, un compte à rebours figure en permanence à l'écran de la télévision nationale. Au 1^{er} juillet, en principe, plus aucun GI, aucun marine, ni aucun des 130 000 troupiers qui composent encore le corps expéditionnaire ne devrait plus tirer un seul coup de feu en ville. Les combats ne sont pas terminés, mais les Américains en perdent la maîtrise. M. Maliki le confiait au Monde le 17 juin : « [Ils] n'interviendront plus dans les combats ou les opérations de maintien de l'ordre. » Cette ère-là « est terminée ».

Finies les patrouilles militaires sur les avenues et les marchés. Finis les bombardements aériens en zone urbaine et les coups de filet à l'aveugle. Théoriquement, selon les termes de l'accord de désengagement conclu en novembre 2008 entre Bagdad et Washington, les soldats américains n'inter-



Des soldats américains posent devant les Epées de Saad Ibn Aba Ouagas, le 24 juin, dans la « zone verte » à Bagdad. KARIM KADIM/AP

viendront plus qu'en « soutien » des Irakiens. Et à leur demande expresse. « Nous ne les appellerons que pour de la logistique », dit M. Maliki.

Voilà pour la théorie. Dans la pratique, et selon les confidences faites ces derniers jours par nombre d'officiers et de politiciens irakiens, « il n'est pas exclu qu'au besoin nous fassions appel aux bombardiers ou aux hélicoptères US pour nous aider à mater telle rébellion ou telle concentration terroriste ».

L'ordre du président américain, Barack Obama, est clair : ce n'est qu'en août 2010 que « toutes les troupes de combat » présentes en Irak (environ 50 000 hommes) devront avoir quitté le pays.

Ensuite, « une force résiduelle » évaluée à Washington « entre 35 000 et 50 000 soldats » restera sur place jusqu'au 31 décembre 2011, date à laquelle, d'après l'accord de 2008, « toutes les forces devront avoir quitté le pays ». A l'exception des quelques milliers d'hommes qui resteront attachés, en tant que « conseillers militaires » ou « sécuritaires », à certaines garnisons ou agences de sécurité.

Ce n'est qu'en août 2010 que toutes les troupes de combat devront avoir quitté l'Irak

Car si, pour l'essentiel, les deux guerres que l'Irak a traversées depuis 2003 – celle lancée par la rébellion sunnite contre l'occupation, qui a coûté plus de 4 300 morts et au moins 30 000 blessés

aux Etats-Unis, puis la guerre civile que cette même rébellion a déclenchée, et également perdue, contre la domination majoritaire chiite – sont apparemment terminées, tous les conflits intérieurs potentiels ne sont pas réglés.

Plusieurs groupes rebelles, dont les derniers éléments de la filiale locale d'Al-Qaïda, continuent d'attaquer la majorité chiite.

Fidèles à la tactique qui leur a réussi en 2006 et 2007, et qui consiste à tuer le maximum de civils chiites dans des attentats sanglants pour inciter ces derniers à reconstituer leurs milices armées et à se venger sur la minorité sunnite, les derniers djihadistes qui se réclament d'Oussama Ben Laden ne désarment toujours pas.

Dans les régions « mixtes » de Bagdad, Mossoul, Diyala et Kirkouk, où des populations d'Arabes chiites, sunnites et de Kurdes sont mêlées, les attentats sont encore quotidiens. Entre le 1^{er} janvier et le 28 juin, près de 1 800 Irakiens ont encore été tués dans ces attaques ou dans des assassinats ciblés.

Même si les pertes humaines sont trois fois moindres que lors de la même période en 2008, l'Irak reste l'un des pays les plus dangereux de la planète. C'est précisément parce que ses progrès en matière de sécurité sont jugés

« fragiles » que plusieurs généraux américains, discrètement soutenus par certains de leurs homologues irakiens, ont espéré jusqu'au bout repousser la sortie

américaine des villes d'au moins six mois. Pour des motifs divers qui leur sont propres, les responsables politiques, de Nouri Al-Maliki à Barack Obama, en ont décidé autrement.

Jugeant, à l'instar de l'immense majorité des Irakiens, que la présence des soldats étrangers « attire les violences » plutôt qu'elle ne les dissuade, le chef du gouvernement comme le locataire de la Maison Blanche ont fait un pari sur l'efficacité des quelque 700 000 Irakiens formés par les Etats-Unis pour maintenir l'ordre.

Vingt-cinq millions de citoyens épuisés par trente-cinq ans de malheur croisent les doigts pour qu'ils le gagnent. ■

Patrice Claude

Six ans de conflit

20 mars 2003 Invasion de l'Irak.

9 avril Entrée des Américains à Bagdad. Chute du dictateur irakien Saddam Hussein.

1^{er} mai George Bush annonce la « fin des combats majeurs ».

8 avril 2004 Le scandale de la prison d'Abou Ghraïb éclate.

8 novembre Offensive des marines sur la ville sunnite de Fallouja.

19 novembre 2005 24 civils irakiens tués par des marines à Haditha. Procès et condamnations.

7 juin 2006 Le chef d'Al-Qaïda en Irak, Abou Moussab Al-Zarkaoui, est tué dans un raid aérien.

30 décembre Condamné à mort en novembre, Saddam Hussein est pendu à Bagdad.

10 janvier 2007 M. Bush annonce 30 000 soldats supplémentaires.

26 novembre 2008 Bagdad et Washington signent un accord de désengagement militaire.

1^{er} janvier 2009 L'Irak prend le contrôle de la « zone verte » à Bagdad.



IRAK: SEPT POLICIERS ET UN AGENT DE SÉCURITÉ KURDE TUÉS PRÈS DE MOSSOUL

29 juin 2009 - AFP

SEPT POLICIERS irakiens et un agent de sécurité kurde ont été tués lundi en tentant de désamorcer une voiture piégée et une bombe près de Mossoul, à 350 km au nord de Bagdad, a-t-on indiqué de source policière.

Dans le village chrétien de Hadaniyeh, à 30 km à l'est de Mossoul, cinq policiers et un agent d'"Asaysh" (forces de sécurité kurde) ont été tués en tentant de dés-

amorcer une voiture piégée garée dans un parking.

Par ailleurs, deux policiers ont été tués et deux autres blessés en tentant de désamorcer une bombe magnétique sur le pont Hammam al-Alil, à 15 km au sud de la capitale de la province de Ninive.

Les forces américaines doivent quitter les villes et localités d'Irak mardi, conformément à l'accord de sécurité signé en novembre entre Bagdad et Washington.



IRAK: CINQUANTE DÉPUTÉS IRAKIENS FUSTIGENT LA CONSTITUTION KURDE

29 juin 2009 - AFP

CINQUANTE députés irakiens ont dénoncé lundi dans une pétition la Constitution adoptée la semaine dernière par le Parlement autonome kurde et qui doit être ratifiée lors d'un référendum fin juillet.

"Elle est non seulement incompatible avec la Constitution fédérale mais la viole et donne plus de pouvoir à la région qu'à Bagdad", a affirmé lors d'une conférence de presse au Parlement Oussama al-Noujaifi de la Liste nationale irakienne (laïc, 20 sièges).

"Cette constitution attise la haine entre les composantes du peuple irakien (...) et constitue une provocation envers les voisins de l'Irak en tentant de construire le Grand Kurdistan", a-t-il ajouté.

La future Constitution de cette région annexe au Kurdistan la province pétrolière de Kirkouk et des localités situées dans les gouvernorats de Ninive et de Diyala.

Outre M. Noujaifi, cette pétition est signée par Omar al-Joubouri du Front de la Concorde irakienne (sunnite 39 sièges) et Hanine al-Qaddu, représentant de la secte des Chabak au sein de l'Alliance Unifiée irakienne (chiite, 85 sièges).

Pour Fawzi Akram, du groupe sadriste (30 députés), "cette Constitution dessert le processus politique et mènera à une crise dans les relations entre les différentes composantes du pays".

Le député kurde Mahmoud Othman a demandé "aux hommes politiques de Bagdad et du Kurdistan d'ouvrir un dialogue sérieux et serein" et a critiqué l'empressement avec lequel a été décidé le référendum. "Ce n'était pas la bonne manière", a-t-il dit à l'AFP.



KIRKOUK: LES ARABES CRAIGNENT UN COUP DE FORCE KURDE

30 juin 2009 - AFP

LES ARABES et Turcomans de la ville pétrolière de Kirkouk, dans le nord de l'Irak, craignent un coup de force des Kurdes après le départ des GI's mardi et voudraient bien que les Américains réduisent le poids des Kurdes dans les services de sécurité.

"Les Arabes de Kirkouk craignent que les services de sécurité de la province travaillant pour des partis politiques ne prennent le contrôle de la ville après le retrait des forces américaines", confie à l'AFP Mohammed Khalil al-Joubouri, chef du "Bloc arabe" à Kirkouk.

Il fait allusion aux 8.000 "asaysh" (forces de sécurité) liés aux deux grands partis traditionnels kurdes, qui accaparent le pouvoir dans certains quartiers de cette ville de 550.000 habitants.

"Même si aujourd'hui la situation est stable du point de vue de la sécurité, il n'y a pas de participation équitable (des communautés) en la matière et cela nous fait peur", ajoute-t-il.

"C'est pourquoi nous voulons que les forces américaines, avant de partir, réduisent le poids de ces forces (kurdes) ou qu'elles répartissent de manière égalitaire les tâches de sécurité", souligne-t-il.

Kirkouk est un concentré des défis et problèmes irakiens. Riche en pétrole, la province de quelque 900.000 habitants compte plusieurs communautés qui se disputent le pouvoir: les Kurdes, qui souhaitent son rattachement au Kurdistan irakien, les Turcomans, qui se considèrent comme ses habitants historiques, les Assyro-chaldéens (chrétiens) ou des Arabes, souvent arrivés à l'occasion de la politique d'arabisation forcée de Saddam Hussein.

Cette peur s'est amplifiée avec l'adoption récente par le Parlement d'Erbil de la Constitution kurde qui annexe purement et simplement la province de Kirkouk à la région autonome kurde.

Pour sa part, la conseillère provinciale turcomane Turkan Shoukour Ayoub, demande "au gouvernement irakien de renforcer l'armée à Kirkouk après le

départ des Américains car la police est faible et manque d'équipements". "Nous espérons qu'il va nous écouter et envoyer des troupes supplémentaires", dit-elle.

Selon les services de sécurité, il y a 11.500 policiers à Kirkouk, dont 35% d'Arabes, 35% de Kurdes, 28% de Turcomans, le reste étant des chrétiens.

L'armée compte 12.000 hommes déployés dans la province, principalement en dehors de la ville pour le moment, selon un responsable militaire irakien.

Le conseiller provincial kurde Ahmad al-Askari ne partage bien sûr pas les craintes des Arabes et des Turcomans. "La police de Kirkouk, composée d'Arabes, de Kurdes, de Turcomans et de chrétiens, est capable d'assurer la sécurité comme elle le fait actuellement", a-t-il dit. "D'ailleurs il y a des dizaines d'officiers arabes dans la police de Kirkouk".

Un autre conseiller kurde, Azad Jbari estime que "les membres d'Asaysh doivent être impliqués dans la sécurité de Kirkouk car ils sont compétents et savent combattre le terrorisme".

Face à ces profondes divisions communautaires et ethniques qui avaient empêché la tenue des élections provinciales en janvier, les militaires américains et irakiens se veulent rassurants.

"Nous sommes fin prêts et en cas de besoin nous pourrions demander le soutien des forces américaines", assure le général Abdel Amir Reza al-Zaidi, qui commande l'armée irakienne à Kirkouk.

Le colonel américain Ryan Gonsalves, commandant le 2ème brigade de combats de la 1ère division de cavalerie en charge de Kirkouk, se félicite lui du niveau des forces irakiennes. "Nous sommes satisfaits du courage et de l'amélioration de la qualité des forces irakiennes durant ces cinq derniers mois".

Retrait américain

L'IRAK ENTRE ESPOIR ET VERTIGE

Vincent Huguex

En achevant ce mardi son retrait des villes, conformément à "l'accord de sécurité" de novembre 2008, le contingent américain laisse aux forces irakiennes une tâche titanesque : garantir la sécurité d'un pays exsangue, récemment secoué par un regain de violence terroriste.

Ce n'est pas gagné. Telle est, ramassée en une formule, la ritournelle qui aura bercé le colloque ouvert le 29 juin à Paris et organisé conjointement par la chaire Moyen-Orient/Méditerranée de Sciences Po et le chapitre européen de la prestigieuse Fondation Carnegie. Les dates choisies n'ont rien de fortuit : c'est ce mardi, jour de clôture des travaux, que s'achève pour les forces américaines déployées en Irak le processus de retrait des zones urbaines.

Dictée par le principe de précaution, la tournure interrogative de l'intitulé du forum -Iraq and the Persian Gulf : Towards a Collective Security?- dit assez les incertitudes obscurcissant, au moins autant que la tempête de sable du désert qui a tétanisé Bagdad dimanche, le ciel mésopotamien.

Cantonnés dans des casernes situées hors des villes, les troupes de l'occupant ont donc légué à 750 000 Irakiens -un demi-million de policiers et 250 000 militaires- le soin de veiller à la sécurité des agglomérations. Tâche d'autant plus ingrate qu'une vague d'attentats à la voiture piégée, dirigée contre la communauté chiite, a ensanglanté ces dernières semaines Bagdad, son satellite Sadr City, Kirkouk (nord) ou le secteur de Nassiriyah (sud).

Regain de violence prévu

Imputés aux extrémistes sunnites et aux baassistes, ces carnages auraient coûté la vie à 200 civils. Autre chiffre éloquent : au cours du premier semestre 2009, 1 800 Irakiens ont péri lors d'opérations terroristes.

Conseiller du vice-président Tarik al-Hashimi, l'universitaire Saifaldin Abdul-Rahman anticipe à court terme un regain de violence, fruit de la combinaison de trois facteurs : l'approche d'une échéance électorale (les législatives de janvier prochain); la délicate intégration des "sahwa", ou "fils de l'Irak", miliciens recrutés dans les rangs des rebelles sunnites; et la persistance du noyau jihadiste d'une insurrection certes affaiblie, mais nullement anéantie.



AFP PHOTO / KHALIL AL-MURSHIDI

Un policier fait le V de la victoire lundi 29 juin, jour où les forces américaines ont entamé leur retrait des villes et agglomérations irakiennes.

L'échéance du 30 juin ne constitue qu'une des étapes du désengagement total du corps expéditionnaire venu d'Outre-Atlantique, tel que planifié par "l'accord de sécurité" conclu en novembre 2008. Prochain épisode programmé : le départ, en août 2010, de l'essentiel des unités de combat, laissant dans leur sillage un contingent "résiduel" de 35 000 à 50 000 hommes. Au terme du "pull out", fin décembre 2011, quelques milliers d'Américains devraient toutefois rester entre Tigre et Euphrate, pour y exercer des fonctions de formateurs ou de conseillers militaires.

Privés de patrouilles, les 131 000 soldats encore présents en ce début d'été torride vont-ils vivre en reclus dans leurs campements? Evidemment non. Ils peuvent intervenir en ville à la demande de l'état-major irakien, ou lui apporter un précieux soutien logistique. De même, il y a fort à parier que leurs hélicoptères d'attaque reprendront l'air de temps à autre, histoire de traquer le cas échéant une colonne d'émules d'Oussama Ben Laden. Quant aux 8 500 "humvees" -véhicules militaires- acheminés en Irak, les "Yankees" en feront don à leurs collègues.

Forces de sécurité noyautées?

Les lourds nuages dépeints ici n'éclipsent pourtant pas l'élan patriotique que suscite l'amorce de la reconquête d'une souveraineté mise à mal depuis 2003, date de l'invasion fatale au régime honni de Saddam Hussein. Symbole éloquent, la remise lundi de l'ancien ministre de la Défense, dernière des 86 posi-

tions tenues à Bagdad par l'occupant, et voué désormais à héberger la 11e division de l'armée irakienne. Le Premier ministre Nouri al-Maliki a ainsi gratifié les fonctionnaires d'un jour férié. Dès lundi, poètes et chanteurs en vogue ont exalté, à la faveur du "jour de la souveraineté nationale", la fierté retrouvée. Notamment dans l'enceinte du parc Zawra, le plus vaste de la capitale.

Ce bref moment d'euphorie passé, il restera aux Irakiens une espérance teintée de crainte. Celle qu'inspirent le vertige, la peur du vide et le spectre du chaos. Les forces maison seront-elles capables de garantir une quiétude minimale? Nul ne le sait. Il leur faudra en outre surmonter la méfiance et le ressentiment de la minorité sunnite envers un appareil sécuritaire "noyauté" à ses yeux par les milices chiites. Et ce dans un contexte accru de tensions communautaires.

Entre les deux familles rivales de l'islam donc. Mais aussi entre Kurdes et Arabes. Singulièrement depuis l'adoption voilà peu, par le Parlement autonome kurde, d'une Constitution qui annexe la province pétrolière de Kirkouk ainsi que plusieurs localités situées dans les gouvernorats de Ninive et de Diyala.

Autre tâche titanesque : la surveillance de la frontière iranienne, connue pour sa porosité, et que franchissent régulièrement des insurgés armés et financés par Téhéran. On l'a compris : avec ou sans "l'ami américain", le plus dur reste à faire.